

Bonnes pratiques dans la région de la CEE ONU



VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

**Bonnes pratiques en matière d'Éducation pour le
développement durable dans la région de la CEE ONU**

U N E S C O / C E E - O N U

**Éducation pour le développement durable en action
Bonnes pratiques N°2**

août 2007

Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits contenus dans cette publication ainsi que des opinions exprimées, qui ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'engagent nullement l'Organisation.

Les appellations employées dans cette publication et les données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

Section pour la coordination de la DEDD (ED/UNP/DESD)
UNESCO,
7 Place de Fontenoy,
75352 Paris 07 SP, France
email: esddecade@unesco.org
web: www.unesco.org/education/desd

Éducation pour le développement durable en action
Bonnes pratiques N° 2 - 2007

Conception graphique de la couverture : Helmut Langer
Imprimé dans les Ateliers de l'UNESCO

ED-2007/WS/31

Avant-Propos

Ces dernières années, l'éducation a conquis une plus grande visibilité en tant que facteur transversal essentiel de la promotion du développement durable. Que le « développement durable » soit ou non reconnu comme concept scientifique, les décideurs et les citoyens ordinaires auraient tout intérêt à élargir leurs connaissances sur ce sujet et à en comprendre les divers aspects et interconnexions. La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014, DEDD), dont la coordination internationale a été confiée à l'UNESCO par l'Assemblée générale des Nations Unies, témoigne de l'importance accordée à l'éducation dans les efforts déployés pour parvenir à un développement durable.

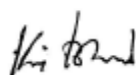
Sous la conduite de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), une Stratégie régionale pour l'éducation au service du développement durable (EDD) a été élaborée en vue de favoriser l'adoption et la promotion de l'EDD. Cette stratégie a été mise au point dans le cadre d'un processus participatif associant gouvernements, organisations internationales, organisations non gouvernementales, milieux universitaires et autres partenaires, et a été adoptée lors de la réunion de haut niveau de la CEE-ONU organisée à Vilnius le 18 mars 2005 pour lancer la Décennie dans la région.

L'EDD est un concept complexe et évolutif, dont les modalités d'application constituent un véritable défi pour les pays développés comme pour les pays en développement. La Décennie a pour objectif de faire en sorte que l'EDD soit mise en œuvre dans des milliers de situations locales, ce qui implique son intégration dans une multitude de situations d'apprentissage différentes. Ces initiatives pourront servir de catalyseurs de l'action et contribuer à la réalisation des objectifs de la Décennie. Les organisations, les communautés locales et les particuliers pourront ainsi être des acteurs du mouvement mondial en faveur du développement durable.

Le présent recueil de *Bonnes pratiques en matière d'éducation pour le développement durable* dans la région de la CEE-ONU a pour thème principal l'apprentissage réciproque. Ces bonnes pratiques et expériences communes, communiquées par divers partenaires, sont des exemples concrets d'une mise en œuvre réussie de l'EDD dans différents domaines et secteurs, de la sphère politique aux écoles, et dans des situations d'apprentissage formel, non formel et informel.

Les ministres de l'environnement et de l'éducation des pays de la région de la CEE-ONU ont accepté l'invitation du Gouvernement de la Serbie à se réunir en octobre 2007 à Belgrade afin de déterminer l'agenda de leurs politiques et de leur coopération pour les années à venir. Une séance conjointe spéciale des ministres de l'environnement et de l'éducation se tiendra le premier jour de la sixième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe ». Pour la première fois dans l'histoire de ce processus, des ministres de deux secteurs s'associeront en vue de parvenir à une décision commune, encourageant ainsi d'autres secteurs à coopérer et à faire du développement durable une réalité.

Nous sommes convaincus que ce recueil de bonnes pratiques, élaboré conjointement par la CEE-ONU et l'UNESCO, aidera les pays dans leurs efforts pour mettre en œuvre l'éducation au service du développement durable et qu'il servira d'exemple dans d'autres régions du monde.



Kaj Bärlund
Directeur,
Division de l'environnement, du logement
et de l'aménagement du territoire,
CEE-ONU



Mark Richmond
Directeur,
Division de la coordination des priorités
des Nations Unies en matière d'éducation
Secteur de l'Éducation
UNESCO

Table des matières

PAYS

ALBANIE	7
ALLEMAGNE	10
ARMÉNIE	13
AUTRICHE	19
AZERBAÏDJAN	23
BÉLARUS	24
BELGIQUE	32
CANADA	34
CHYPRE	37
CROATIE	40
DANEMARK	42
ESPAGNE	43
ESTONIE	45
EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE	50
FÉDÉRATION DE RUSSIE	54
FINLANDE	63
FRANCE	66
GÉORGIE	68
GRECE	70
HONGRIE	73
ITALIE	80
KAZAKHSTAN	88
KIRGHIZISTAN	92
LETONIE	98
LITHUANIE	102
MALTE	104
MOLDAVIE	106
NORVEGE	108
OUZBÉKISTAN	110
PAYS-BAS	118
POLOGNE	123
RÉPUBLIQUE TCHEQUE	135
ROYAUME-UNI	143
SERBIE	148
SLOVAQUIE	156
SUEDE	161
SUISSE	163

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU	165
ORGANISATIONS GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES & ONG	171
CENTRES RÉGIONAUX POUR L'ENVIRONNEMENT	182

SECTEUR PRIVÉ

TOYOTA MOTOR EUROPE	192
---------------------	-----

ALBANIE

Le Dossier "Green Pack" - Programme d'éducation et d'information pour la sensibilisation aux enjeux environnementaux

CONTACT Regional Environmental Center, Albania
 Rruga Ismail Qemali, nr 27, P.O.Box 127, Tirana, Albania
 Téléphone: +355 4 232 928 Fax: +355 4 232 928
 Courriel: rec@albania.rec.org Internet: <http://albania.rec.org/>
 Mihallaq Qirjo, REC Country Office Director

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Promotion de la santé Urbanisation durable Économie Environnement Eau Changements climatiques Biodiversité	Prévention des catastrophes Développement rural Consommation durable Tourisme durable Citoyenneté Droits de l'homme, Paix & sécurité humaine Politique, Réglementation, Gouvernance	Diversité culturelle Recherche / Développement Coopération régionale / internationale Air, surconsommation, ozone, pluie acide, droits des citoyens, énergie, bruit, déchets, transport, usage des ressources naturelles etc
----------------------------	---	---	---

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Le dossier "Green Pack" est un kit pédagogique multimédia d'initiation aux questions environnementales, essentiellement destiné aux enseignants du primaire européens et à leurs élèves mais pouvant néanmoins servir à d'autres niveaux du système éducatif. Il est axé sur des aspects particuliers de la protection de l'environnement et du développement durable et comprend divers matériels pédagogiques, notamment un manuel de l'enseignant avec des plans de leçons et des fiches de synthèse pour les élèves, une vidéocassette contenant des clips animés et des films éducatifs, un CD-ROM interactif contenant de nombreux renseignements sur divers sujets ayant trait à l'environnement, un jeu de réflexion, etc. Les utilisateurs de ce kit sont donc en mesure de suivre des plans de leçons, complétés par des présentations vidéo et des informations supplémentaires tirées du CD-ROM et de ses liens vers des sites Web analogues
<i>Langue(s) de travail</i>	Albanais / anglais
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Le groupe cible de ce programme s'apparente à un <u>groupe primaire</u> : ▪ Enseignants et élèves (âgés de 11 à 16 ans); ▪ Éducateurs spécialisés dans la protection de l'environnement; ▪ ONG s'occupant des questions environnementales; et ▪ Communautés.
<i>Année de commencement & durée</i>	3,5 ans [1 Nov. 2003 à 30 Déc. 2006]
<i>Budget & sources de financement</i>	Ambassade royale des Pays-Bas
<i>Organisations partenaires</i>	REC Albanie, Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Éducation et de la Science
<i>Acteurs-clés</i>	L'élaboration du Green Pack a été rendue possible par la coopération et la bonne volonté de nombreux particuliers et organisations qui ont contribué à son contenu. Un certain nombre d'enseignants et d'éducateurs albanais, bulgares, hongrois et polonais ont collaboré à la préparation des scénarios de leçons. Des spécialistes de l'environnement et d'autres experts de différentes régions d'Europe ont participé à la création du contenu du CD-ROM. Une impressionnante collection de clips vidéo et de films éducatifs et documentaires ont été inclus dans la cassette vidéo, grâce à la générosité et au soutien d'ONG albanaises, du Centre vidéo pour l'environnement de l'Association bulgare pour la protection de la nature, de TVE-International (Télévision du Fonds pour l'environnement), de l'Association Eko Idea de Wroclaw, du Centre documentaire (antenne de promotion de l'Institut d'études de l'environnement et de la santé professionnelle et de la faculté de médecine et de sciences dentaires) de l'École de

santé publique du New Jersey, et du Centre de télévision et de cinéma du Fonds mondial pour la nature (WWF).

Les illustrations et images incorporées dans le Green Pack sont le produit d'un certain nombre d'artistes, de designers et de photographes talentueux de Hongrie, d'Albanie et d'autres pays européens.

Le Green Pack est en outre le fruit d'une étroite coopération avec l'Institut des programmes et des normes d'Albanie, des experts de l'université de Tirana, des spécialistes de l'environnement de différentes institutions, des ONG qui s'occupent activement d'environnement dans le pays, des enseignants, des inspecteurs d'académie de différentes régions d'Albanie et de nombreux représentants d'autorités locales.

Illustration du Green Pack



OBJECTIFS

- Établir un dossier pédagogique multimédia à l'intention des écoles (Green Pack);
- Organiser des manifestations pour le lancement du dossier pédagogique (trois manifestations annonçant l'initiative et quatre autres annonçant l'utilisation effective du dossier);
- Organiser la formation des enseignants/éducateurs et la distribution du dossier pédagogique aux écoles (avec le concours des autorités centrales/locales) ; et
- Mettre au point des indicateurs de succès, par exemple nombre d'écoles utilisant le Green Pack, nombre d'enseignants/enfants formés, etc.

MÉTHODOLOGIE

Le programme d'éducation à l'environnement proposé est d'une durée de trois ans et comporte un certain nombre d'éléments importants, notamment:

1. Étude de faisabilité sur le niveau actuel de l'éducation et de la sensibilisation à l'environnement en Albanie;
2. Élaboration et production d'un outil pédagogique multimédia, le Green Pack;
3. Diffusion du dossier pédagogique, formation des enseignants et évaluation du résultat final.

Chacune de ses trois composantes avait ses propres phases de mise en œuvre.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Le CRE a bénéficié du soutien résolu du Ministère de l'environnement et du Ministère de l'éducation et de la science pour le suivi des activités relatives au Green Pack dans le pays.

2000 exemplaires du Green Pack seront distribués aux écoles.

La formation des formateurs sera organisée en octobre-novembre 2006 et touchera plus de 100 enseignants. Elle sera suivie par de nombreuses activités de formation des enseignants dans différentes régions du pays. Environ 40 000 élèves suivront les cours du Green Pack pendant l'année scolaire.

Points forts

L'initiative conjointe en vue de l'élaboration d'une version en anglais du Green Pack a été prise au cours de la cinquième Conférence ministérielle "Un environnement pour l'Europe" en mai 2003, et l'initiative "Semaine Verte" de la Commission européenne a été lancée à Bruxelles en juin 2003.

Un site Web du Green Pack en langue anglaise est en préparation.

La version en anglais du Green Pack est disponible gratuitement, sur simple demande.

Pourquoi

Le dossier pédagogique couvre 22 sujets ayant trait à la protection de

*considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

l'environnement et au développement durable, répartis sur cinq chapitres:

- Composantes de l'environnement
- Menaces à l'environnement
- Activités humaines et leurs impacts
- Défis globaux
- Valeurs – Enjeux éthiques

La structure ci-dessus est reprise dans chacun des éléments du Green Pack - le CD-ROM, le manuel de l'enseignant, la vidéocassette et le jeu de réflexion.

Le Green Pack met l'accent sur la nécessité d'inculquer aux élèves de nouvelles valeurs et d'établir un nouveau modèle de comportement à l'école, à la maison et dans la société, et non sur la simple accumulation de connaissances dans tel ou tel domaine de l'environnement. Dans cette optique, les élèves sont avant tout des partenaires des enseignants pour mener à bien diverses activités: discussions, jeux de rôle, simulations de prise des décisions, etc. les principaux messages du dossier pédagogique sont également diffusés de manière efficace aux autres membres de la famille et de la société par le biais des élèves et des enseignants.

ALLEMAGNE

Une approche axée sur les partenariats pour la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable

CONTACT German Commission for UNESCO/National Committee for the UN Decade (Germany)
Secretariat UN Decade, German Commission for UNESCO, Langwartweg 72, D-53129 Bonn
Téléphone: +49-228-4468440 Fax: +49-228-2425708
Courriel: sekretariat@esd.unesco.de Internet : www.dekade.org

Prof. Dr. Gerhard de Haan, Chairman of the National Committee; Alexander Leicht, Secretariat UN Decade

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement	Droits de l'homme, Paix &
	Éducateurs	Eau	sécurité humaine
	Réduction de la pauvreté	Changements	Politique, Réglementation,
	Egalité des genres	climatiques	Gouvernance
	Promotion de la santé	Biodiversité	Compréhension internationale
	VIH/SIDA	Prévention des	Diversité culturelle
	Urbanisation durable	catastrophes	Savoirs autochtones
	Responsabilité des sociétés	Développement rural	Outils et matériels (tels que
	Économie	Consommation durable	Médias & TIC)
		Tourisme durable	Recherche / Développement
		Citoyenneté	Coopération régionale /
			internationale

DESCRIPTION Cette initiative consiste à mettre en œuvre la Décennie des Nations Unies pour l'EDD en Allemagne en mettant en place à cet effet une structure organisationnelle participative. L'axe principal de cette approche axée sur les partenariats consiste à forger une alliance regroupant les principaux décideurs politiques et d'autres entités compétentes pour susciter le soutien à l'EDD au niveau politique, mais aussi à favoriser les activités spécifiques, concrètes et novatrices dans ce domaine. La structure organisationnelle créée regroupe tous les types de parties prenantes, gouvernementales ou non gouvernementales. Les principaux éléments de l'initiative sont les suivants:

- Le **Comité national pour la Décennie des Nations Unies** rassemble les principales parties prenantes: ministères fédéraux, états fédérés ou *Länder*, Parlement, Conseil des villes et autres agglomérations, organisations non gouvernementales, universités, médias, secteur des entreprises et représentants des élèves des écoles. Le Comité est l'organe directeur central pour la Décennie en Allemagne. Il procède aux consultations, prend les décisions concernant les principales activités de la Décennie et fixe les priorités programmatiques. Il définit notamment les priorités thématiques. En 2007, le thème sera la diversité culturelle et l'EDD, et en 2008 l'eau et l'EDD.
- Une **Table ronde pour la Décennie**, qui se réunit une fois par an à l'invitation du Comité national, facilite la mise en réseau de près d'une centaine d'initiatives et offre à celles-ci une enceinte pour exprimer leurs priorités concernant l'EDD et la Décennie des Nations Unies. Ces priorités sont ensuite intégrées aux consultations du Comité national.
- Des **groupes de travail** ont été constitués sur le modèle du système éducatif lui-même, c'est-à-dire un groupe traitant de l'EDD pour chacun des niveaux suivants: préscolaire, scolaire, formation professionnelle, universités, éducation permanente et apprentissage informel. D'autres groupes de travail sont à vocation thématique, s'occupant par exemple des modes de consommation responsables et du commerce équitable. Ces groupes de travail établissent des directives relatives à l'EDD dans leur domaine respectif et servent de réserve de compétences en matière d'EDD.
- Le **Plan national d'action**, qui a été établi par le Comité national en consultation avec la Table ronde, formule des objectifs stratégiques et énumère une soixantaine de mesures concrètes d'ordre politique propres à promouvoir l'EDD, dont, à titre d'exemple, le programme Transfert 21, qui a pour objet d'introduire l'EDD dans 10 % des établissements d'enseignement général, et une initiative visant à mettre au point un programme type d'enseignement des enjeux mondiaux du développement.
- Les projets réussis en matière d'EDD exécutés par des organisations très diverses se voient accorder par le Comité national le statut de **projet officiel**

allemand pour la Décennie afin de faire connaître les bonnes pratiques 'sur le terrain'. En juin 2006, près de 250 projets avaient obtenu ce statut. Le système d'attribution du titre de projet officiel allemand pour la Décennie vise surtout à mettre en lumière les initiatives qui reposent sur une conception large et complexe de l'EDD, c'est-à-dire une conception qui ne se limite pas, par exemple, à l'éducation en matière d'environnement au sens strict.

- Les **manifestations spéciales** qui sont organisées pour le compte du Comité national mettent encore plus en lumière l'importance de l'EDD auprès du grand public et du monde de l'éducation, entre autres, la grande conférence allemande de lancement de la Décennie, en janvier 2005, et une présentation annuelle des bonnes pratiques en matière d'EDD à l'occasion de Didacta, la plus grande foire européenne de l'éducation.

Par le biais de cette structure organisationnelle, plusieurs centaines d'organisations, d'initiatives et de projets sont reliés à la Décennie de l'EDD. Tous les secteurs de l'éducation sont visés: écoles, universités, éducation non formelle des adultes, formation professionnelle et apprentissage informel, entre autres.

Sur les plans organisationnel et institutionnel, la mise en oeuvre relève de la **Commission allemande pour l'UNESCO**. C'est elle qui a créé le Comité national qui sert de plate-forme pour les décideurs et la société civile. Au niveau du gouvernement fédéral, c'est le **Ministère de l'éducation et de la recherche** qui est responsable de la Décennie. Le Ministère aide la Commission allemande pour l'UNESCO à mettre en oeuvre la Décennie et il a facilité la création du **Secrétariat allemand pour la Décennie**. Cette structure organisationnelle a été mise en place au milieu de 2004.

La Décennie est mise en oeuvre en Allemagne en application d'une résolution adoptée à l'unanimité par le **Bundestag** le 1er juillet 2004, qui demandait que des activités concrètes soient menées pour promouvoir la Décennie des Nations Unies pour l'EDD et que toutes les parties prenantes compétentes y soient associées.

*Remise de prix à
des projets officiels
allemands pour la
Décennie*



OBJECTIFS

Un riche et large éventail d'activités en faveur de l'EDD est actuellement mené à bien en Allemagne. La structure organisationnelle mise en place associe des parties prenantes très diverses, depuis les acteurs politiques jusqu'aux organisations non gouvernementales, et couvre également la diversité des approches éducatives au sein de l'EDD, depuis les questions d'environnement jusqu'à celles relatives à la consommation ou au développement. L'accent mis sur les partenariats dans la mise en oeuvre de la Décennie favorise donc la compréhension de l'EDD en tant que concept intégrateur parmi les parties prenantes et en tant qu'élément central des modèles et systèmes d'enseignement orientés vers l'avenir. Dans le même temps, la mise en oeuvre de la Décennie en Allemagne vise à accroître le poids politique de l'EDD et sa visibilité publique. L'interaction avec les débats et les faits nouveaux internationaux constitue un objectif supplémentaire.

MÉTHODOLOGIE

Les éléments méthodologiques clés de cette initiative sont les consultations entre les parties prenantes, alliées à des mesures concrètes et visibles de promotion des bonnes pratiques en matière d'EDD.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

La Décennie des Nations Unies pour l'EDD a démarré dans de bonnes conditions et a été très bien accueillie par le public en Allemagne. Des centaines d'organisations et d'initiatives se sont approprié la Décennie grâce à la structure organisationnelle mise en place. La Décennie est mise en oeuvre en Allemagne sous l'égide du Président de la République fédérale d'Allemagne, Horst Köhler. Des parties prenantes essentielles, depuis la Ministre fédérale de l'éducation et de la recherche, Annette Schavan, et la Présidente de la Conférence permanente des ministres de l'éducation et des affaires culturelles des *Länder*, Ute Erdsiek-Rave, jusqu'aux gouverneurs des *Länder*, lui ont apporté leur soutien résolu. La Table ronde se réunit tous les ans à l'invitation du gouverneur d'un *Land*. L'évaluation des mesures concrètes figurant dans le Plan national d'action et des projets de la Décennie est en cours et ses premiers résultats provisoires sont très encourageants. Au plan international, en reconnaissance de son action en faveur de la Décennie, l'Allemagne a été, par exemple, invitée à présenter son expérience en matière de mise en oeuvre lors d'une manifestation organisée conjointement par l'UNESCO et la CEE/ONU en marge de la réunion de la Commission du développement durable, en mai 2006.

Points forts

L'un des avantages de cette approche tient au fait qu'elle permet tout à la fois de susciter un appui politique et de favoriser les bonnes pratiques dans le cadre d'une conception intégratrice de l'EDD. La Commission allemande pour l'UNESCO a réussi à tirer parti de son expérience en tant qu'instance à cheval sur le monde politique et la société civile, expérience qui a été mise au service du partenariat actuel pour l'EDD. Par ailleurs, des universitaires de premier plan dans ce domaine ont accepté de fournir leurs compétences et se sont engagés à participer activement aux travaux du Comité national. La Décennie a aussi acquis une certaine visibilité dans le grand public grâce, entre autres, à près de 250 projets en faveur de l'EDD exécutés partout dans le pays. La conférence officielle de lancement, en janvier 2005, a retenu l'attention des journaux télévisés nationaux du soir. Les difficultés pour les années à venir résident dans la nécessité de maintenir l'élan de la première année et de faire passer l'idée que l'EDD est une entreprise de longue haleine qui exige une persévérance considérable de la part de toutes les parties concernées. Qui plus est, toutes les parties prenantes n'ont pas encore rejoint le mouvement. Il reste en particulier à renforcer les liens avec le monde des affaires.

Conditions pour reproduire l'initiative avec succès

L'approche axée sur les partenariats adoptée pour la mise en oeuvre de la Décennie peut être reproduite, à notre avis, si deux critères essentiels sont satisfaits. En premier lieu, on peut certes obtenir un important soutien politique par le biais de la structure organisationnelle actuelle mais cette approche nécessite dès le départ un important soutien de la part de décideurs de haut niveau. Dans le même ordre d'idée, il faut disposer des fonds nécessaires pour soutenir la structure organisationnelle par un secrétariat à plein temps. En second lieu, il faut que les activités en faveur de l'EDD atteignent un certain niveau dans les établissements d'enseignement et la société civile.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Le partenariat associant les décideurs et la société civile semble être l'approche la plus raisonnable pour une initiative en faveur de l'EDD aussi importante que la Décennie des Nations Unies. L'éducation au service du développement durable a pour objet de donner aux gens les moyens de prendre en charge l'avenir de leur société en favorisant des modes de pensée responsables et orientés vers l'avenir. Tout le monde est concerné, depuis les grandes institutions jusqu'à chaque individu dans la société. En d'autres termes, l'EDD a besoin d'un appui politique mais elle ne peut se réaliser par une démarche qui part du sommet; elle doit être générée à la base, par des consultations et des alliances multiples. Il semble donc capital d'instaurer des partenariats larges mais bien définis.

ARMÉNIE

Stages de formation/tables rondes sur le développement durable à l'intention des décideurs

CONTACT République d'Arménie, Association pour le développement humain durable/Comité national du PNUE
375010, République d'Arménie, Erevan, rue Khandjian 33/1810
Téléphone: 37410 522327 Fax: 37410 522327
Courriel: kdanel@freenet.am, ashd@freenet.am Internet: users.freenet.am/~ashd
Karine Danielian, Présidente de l'Association et du Comité national du PNUE

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Réduction de la pauvreté Économie	Environnement Eau Changements climatiques Biodiversité Prévention des catastrophes Consommation durable Tourisme durable	Droits de l'homme, Paix & sécurité humaine Politique, Réglementation, Gouvernance Compréhension internationale Coopération régionale / internationale
--------------------------------	---	--	--

DESCRIPTION

Type	Projet gouvernemental/non gouvernemental
Langue(s) de travail	Arménien, russe, anglais
Groupe(s) cible(s)	Effectif total : 103 personnes Députés (pour l'essentiel) et experts de l'Assemblée nationale/du Parlement, et vice-ministres : 46 personnes Membres et experts de la Cour constitutionnelle, et juges : 57 personnes
Année de commencement & durée	Septembre 2004 - septembre 2005
Budget & sources de financement	6 750 euros (OSCE) et 1 000 dollars (PNUD)
Organisations partenaires	OSCE, PNUD, Assemblée nationale de la République d'Arménie, Département de l'information de l'ONU (appui pour l'information), Conseil de la Terre (expert international), Aarhus Centre, Centre pour le droit constitutionnel.
Acteurs-clés	Après des exposés de fond d'experts nationaux et internationaux sur les obligations assumées par la République d'Arménie, les expériences internationales et les possibilités qui s'offrent pour les adapter en Arménie, les participants ont débattu des questions évoquées et cherché à définir des solutions optimales.



OBJECTIFS Informer les députés et les experts de l'Assemblée nationale du modèle de développement durable, du déroulement d'une réorientation de la civilisation vers le développement durable, et des tâches ardues qu'aura à accomplir pour cela l'Arménie, surtout pour ce qui est de la législation.
Informar les membres et les experts de la Cour constitutionnelle du modèle de

développement durable, de la manière de réorienter la civilisation vers le développement durable, des expériences internationales de prise en compte des principes du développement durable dans les constitutions nationales et de propositions relatives au projet de Constitution arménienne modifiée.

MÉTHODOLOGIE

Exposés accompagnés de diapositives sur les grands thèmes

Étude des expériences réussies

Jeux de documentation (Déclaration de Rio, Déclaration de Johannesburg, Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable, Charte de la Terre, Charte des villes européennes pour un développement durable, rapport de Kofi Annan « Dans une liberté plus grande », Principes de développement durable de l'Arménie, élaborés par des organisations non gouvernementales et des scientifiques, rapports de l'Arménie au Sommet mondial pour le développement durable et relatifs aux conventions écologiques mondiales, texte de la Convention d'Aarhus, documents de l'OSCE sur l'environnement et la sécurité, documents de la Conférence de Kiev des ministres de l'environnement, projet de Stratégie d'éducation en vue du développement durable de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU et autres

Projection de films vidéo décrivant les expériences internationales et locales en matière de développement durable.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Meilleure information des décideurs sur la thématique du développement durable ; création à l'Assemblée nationale d'une commission parlementaire appelée à encourager la plus grande intégration des principes et des idées du développement durable dans la législation arménienne ; mise au point d'une série de propositions pour la prise en compte des principes du développement durable dans le projet de Constitution arménienne modifiée, lesquelles ont été incorporées au projet qui a par la suite été approuvé par référendum national.

Points forts

Le travail en collaboration directe avec les décideurs permet d'influer au maximum sur les solutions apportées aux problèmes évoqués.

Faiblesses & risques

Des élections parlementaires auront lieu en 2007. La continuité des acquis n'est pas encore complètement entrée dans les mœurs dans le pays, de sorte qu'on peut avoir à recommencer le travail à zéro sur certaines questions lorsque le corps parlementaire aura été renouvelé (ce qui est déjà arrivé une fois à l'Association).

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

1. Les décideurs sont mieux informés des problèmes du développement durable.
2. La création d'une Commission spéciale de l'Assemblée nationale permettra de préserver les résultats acquis.
3. On a réussi à faire comprendre l'importance exceptionnelle de cette thématique, de sorte que pour la première fois en dix-huit mois, l'opposition, qui boycottait le travail du Parlement, s'est assise à la même table que la coalition progouvernementale.
4. Des représentants de l'Assemblée nationale (le Vice-Président de l'Assemblée, des dirigeants de groupes parlementaires et de commissions) ont participé aux débats dans la salle de la Cour constitutionnelle, où ils ont présenté l'issue des débats analogues qui avaient eu lieu au Parlement.
5. Les propositions avancées par les experts nationaux ont été incluses dans le projet de Constitution modifiée.
6. Les documents des deux stages/tables rondes ont été publiés en brochures largement utilisées dans le pays tant dans l'enseignement de type formel (universités) que dans l'éducation non formelle:
 - « Théorie et pratique du développement durable : expériences internationales et problèmes de l'Arménie » (documents issus des débats à l'Assemblée nationale),
 - « Les garanties constitutionnelles du développement durable » (documents issus des débats tenus avec des membres de la Cour constitutionnelle et des juges au Centre pour le droit constitutionnel).
7. Les deux manifestations ont trouvé un large écho dans les médias, ce qui a aussi permis de mieux informer la population des problèmes évoqués.

Cours intégré « Sûreté et sécurité », dans le cadre du projet d'Éducation en vue du développement durable (EDD)

CONTACT Centre d'étude sur l'écologie et la noosphère de l'Académie nationale des sciences de l'Arménie, 0025 République d'Arménie, Erevan, rue Abovian 68
 Téléphone: +374 10 569331 Fax: +374 10 580254
 Courriel: ecocentr@sci.am Internet: www.ecocentr.am

Pogossian, Gayane Sourenovna, Coordinatrice des questions écologiques au Ministère de l'éducation et des sciences ; Professeur Djougarian, Olga Achotovna, docteur en biologie, chargée de recherches principale au Centre d'étude sur l'écologie et la noosphère

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Promotion de la santé Urbanisation durable	Environnement Biodiversité Prévention des catastrophes Développement rural
--------------------------------	--	---

DESCRIPTION

Type Organisation publique sans but lucratif

Langue(s) de travail Arménien

Groupe(s) cible(s) 25 écoles (professeurs de biologie et de géographie), 5 collèges universitaires et 3 établissements d'enseignement supérieur (enseignants et étudiants des 3 cycles) participent à l'exécution du projet. Les participants sont des enseignants du primaire et du secondaire, des étudiants de collèges universitaires et d'autres établissements d'enseignement supérieur, et des chercheurs, soit 120 personnes en tout.

Année de commencement & durée 2005-2008 ; en 2005 le projet a été réalisé à Erevan, et il a été décidé de le continuer en 2007-2008 dans les régions du pays

Budget & sources de financement Le budget de 2005 s'élevait à 12 500 dollars des États-Unis. Le donateur est l'UNESCO ; l'organisation qui parraine le projet est le Centre d'étude sur l'écologie et la noosphère.

Acteurs-clés Les institutions participant au projet sont le Ministère de l'éducation et des sciences, la Division de l'éducation de la Mairie d'Erevan, l'Institut national d'études pédagogiques, et des établissements d'enseignement secondaire et supérieur. Dans le cadre des activités périscolaires, les élèves et étudiants suivent un cours utilisant les méthodes d'apprentissage actif que nous avons mises au point. L'apprentissage social était basé sur la coopération, la consultation, les échanges, développant la réflexion critique dans un processus démocratique. L'acquisition des connaissances procédait de la problématique retenue, par recours à des situations concrètes, avec mise en parallèle de la théorie et de la pratique. Les participants ont emporté des programmes, des questionnaires, des modèles de plans de cours, des scénarios de manifestations et des recommandations qu'ils pouvaient utiliser dans leurs établissements. Un suivi a été assuré par les organisateurs dans deux écoles et un établissement d'enseignement supérieur. Les propositions des enseignants ont été incluses dans le manuel après adaptation.



OBJECTIFS	L'objectif du projet est d'inculquer les connaissances et les habitudes correspondant au thème « Sûreté et sécurité » dans différentes couches de population, afin que les gens sachent se protéger des effets des facteurs nuisibles, naturels et anthropiques. Les moyens utilisés à la poursuite de cet objectif ont été : (a) l'étude de l'expérience internationale ; (b) l'élaboration d'un plan de travail et d'un programme d'études ; (c) l'organisation de cours de formation et l'utilisation de méthodes d'apprentissage actif ; (e) la mise au point et la publication d'une série d'exposés et d'un manuel sur la sûreté et la sécurité.
MÉTHODOLOGIE	On a eu recours aux études de cas, aux méthodes de surveillance écologique et aux études de sûreté et de sécurité, ainsi qu'à l'étude de situations d'urgence. Les données ont été analysées par tous les participants du projet, puis on a mis au point et présenté à l'auditoire tous les documents du programme d'enseignement. On a utilisé des livres, des documents sur les questions de contrôle, des séries d'exposés et des recommandations méthodologiques.
RÉSULTATS & ÉVALUATION	
<i>Résultats</i>	Le principal résultat du projet a été l'acquisition par les participants de connaissances sur la sûreté, la sécurité et les situations d'urgence, ainsi que de techniques de transmission des savoirs acquis grâce aux exposés, aux cours de formation et aux travaux pratiques. Le projet a permis de constituer un groupe d'enseignants de tous niveaux et d'élèves ou étudiants qui : - ont acquis des connaissances sur la sûreté et la sécurité, et sur les situations d'urgence; - ont acquis des aptitudes théoriques et pratiques de sûreté et de sécurité; - sont capables d'avoir les bonnes réactions dans les situations posant problème, de prendre les bonnes décisions et de trouver des solutions; - sont à même d'assurer une surveillance et un contrôle efficaces de la sûreté et de la sécurité environnementales; - sont aptes à atténuer ou éliminer des conséquences nuisibles, à prendre des initiatives et à apporter les secours nécessaires dans une situation d'urgence (catastrophe naturelle ou anthropique, ou acte de terrorisme) ; - tous les participants ont reçu un certificat de fin de stage sur la sûreté et la sécurité et les situations d'urgence.
<i>Points forts</i>	Par rapport aux objectifs visés, les résultats obtenus sont les suivants : l'analyse des fiches d'évaluation montre que les participants ont considéré que les points forts des exposés et des cours de formation étaient la qualité du professionnalisme des enseignants, les méthodes d'apprentissage actif utilisées dans les cours, et la diversité des programmes (choix des thèmes indispensables dans la pratique en matière de sécurité).
<i>Faiblesses & risques</i>	Les participants ont estimé qu'un point faible du projet était le petit nombre de journées et d'heures de cours.
<i>Problèmes rencontrés</i>	Il n'y a pas eu de modification. Il y avait beaucoup de candidats souhaitant participer au stage, mais ils n'ont pas tous pu en bénéficier, car on n'avait pas la possibilité de couvrir les frais de voyage de participants venant d'autres régions. Des enseignants et des étudiants de troisième cycle de l'Institut pédagogique de Vanadzor ont toutefois pu y participer. Conformément au souhait des enseignants, un programme d'enseignement complémentaire a été élaboré pour 2007-2008.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Toutes les conditions sont réunies : le plan des exposés et des cours de formation est élaboré, on dispose d'enseignants qualifiés, les moyens techniques existent. Si l'on trouve un soutien financier à compter de 2007, le projet pourra avoir une suite.
<i>Questions non résolues</i>	Il y avait beaucoup de thèmes prévus et pas assez de temps ; on n'a donc pas pu couvrir tous les thèmes. Certains problèmes financiers n'ont pas été résolus.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Qualité novatrice du projet : 1. Définition d'un cours spécialisé ; 2. Participation de différents groupes de la société ; 3. Introduction de méthodes nouvelles dans le cadre du programme d'EDD. Le Ministère de l'éducation et l'UNESCO, ainsi que tous les participants, ont donné une appréciation très favorable du programme.

Élaboration d'une série de cours magistraux pour les universités sur le thème « Théorie et pratique du développement durable » et publication du manuel correspondant

CONTACT Association pour le développement humain durable et Université nationale d'Erevan, 375010 République d'Arménie, Erevan, rue Khandjian 33/18 (Association)
375025 République d'Arménie, Erevan, rue Alek Manoukian 1, Université nationale d'Erevan, Faculté de géographie
Téléphone: 37410 522327 (the Association), 571236 YSU Fax: 37410 522327
Courriel: kdanel@freenet.am, ashd@freenet.am
Internet: users.freenet.am/~ashd

Karine Danielian, Présidente de l'Association, Docteur ès sciences géographiques, Professeur au Département de géographie socioéconomique de l'Université nationale d'Erevan

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Réduction de la pauvreté Égalité des genres VIH/SIDA Urbanisation durable Responsabilité des sociétés Économie	Environnement Eau Changements climatiques Biodiversité Prévention des catastrophes Consommation durable Tourisme durable Citoyenneté	Droits de l'homme, Paix & sécurité humaine Politique, Réglementation, Gouvernance Compréhension internationale Diversité culturelle Savoirs autochtones Outils et matériels (tels que Médias & TIC) Coopération régionale / internationale
--------------------------------	--	---	--

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Projet gouvernemental/non gouvernemental
<i>Langue(s) de travail</i>	Arménien, russe
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Étudiants et chargés d'enseignement des universités des pays de la Communauté d'États indépendants, environ 300 étudiants par an dans la seule Arménie, l'effectif des autres pays est difficile à évaluer.
<i>Année de commencement & durée</i>	Septembre 1994 - mars 1996
<i>Budget & sources de financement</i>	3 500 dollars (PNUD) et contribution en nature de l'Université nationale d'Erevan
<i>Organisations partenaires</i>	PNUD, Centre des organisations non gouvernementales (Agence pour le développement international des États-Unis), établissements d'enseignement supérieur d'Arménie, Académie des sciences et Conseil des politiques environnementales de la Fédération de Russie (consultant), Académie des sciences de Géorgie (consultant), Université russe d'écologie politique (consultant), Académie internationale de l'environnement (consultant).
<i>Acteurs-clés</i>	Étudiants et professeurs d'université. K. Danielian consacre un cours à la théorie et à la pratique du développement durable à l'Université nationale d'Erevan depuis 1994, suivant son propre plan de cours, à l'intention des étudiants des Facultés de géographie et de chimie. À partir de l'expérience de 1994-1995, elle a mis au point un manuel universitaire, qui a été publié en 1996.

OBJECTIFS	Élaborer le programme du cours « Théorie et pratique du développement durable » à l'intention des universités ; Faire homologuer ce cours à l'Université nationale d'Erevan ; Publier un manuel universitaire basé sur le cours homologué.
------------------	--

MÉTHODOLOGIE	collecte et analyse de la documentation nécessaire, homologation du programme mis au point à l'Université nationale d'Erevan, lors de cours magistraux, de séminaires et de travaux pratiques. Élaboration d'un projet de manuel et présentation pour évaluation à des experts
---------------------	---

éminents d'Arménie, de Fédération de Russie et de Géorgie.
Publication du manuel, compte tenu des observations suscitées par le projet (162 p., 500 exemplaires).
Documentation utilisée : documents du Sommet de Rio (K. Danielian avait participé aux travaux) et autres documents de l'ONU, documents exposant les expériences internationales et locales conservés dans les bibliothèques d'Erevan et de Moscou, et ressources Internet (d'ampleur modeste, vu les limites de l'accès à Internet en 1994-1995 en Arménie).

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Élaboration d'une série de cours d'auteur (avec séminaires et travaux pratiques) sur le thème « Théorie et pratique du développement durable » (cours dispensé moyennant quelques actualisations de 1994 à ce jour). Publication en 1996 d'un manuel « La notion de développement humain durable : théorie et pratique », utilisé sans interruption depuis lors dans les universités d'Arménie et d'autres pays de la Communauté d'États indépendants.
<i>Points forts</i>	Élaboration et publication du cours de l'auteur, présentant notamment des documents d'organisations des Nations Unies et des expériences internationales, compte tenu des expériences locales et des problèmes locaux.
<i>Faiblesses & risques</i>	Une mise à jour du manuel est nécessaire. K. Danielian a publié par la suite plusieurs brochures et périodiques présentant des documents nouveaux sur le même thème. Il faudrait en élargir la portée et les inclure dans une nouvelle édition du manuel.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Financement nécessaire
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Le manuel est utilisé depuis 12 ans à l'Université nationale d'Erevan et dans d'autres universités d'Arménie et d'autres pays de la Communauté d'États indépendants, ainsi que dans l'éducation non formelle. - En 1997 le manuel a été présenté avec succès à Minsk lors de la Conférence internationale sur le développement durable des pays en transition, dans le cadre des manifestations Rio + 5 (la Conférence était organisée par la CEE de l'ONU, le PNUD et le Gouvernement biélorusse). - Les participants à la Conférence de Tachkent (2000) consacrée à la Charte de la Terre ont demandé au Conseil de la Terre un soutien financier pour la publication d'exemplaires supplémentaires du manuel pour les établissements d'enseignement supérieur des pays de la Communauté d'États indépendants, ce qui a été fait. - En 2001, dans le cadre des préparatifs du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg, le PNUD a accordé un soutien financier pour la publication d'exemplaires supplémentaires de plusieurs livres et brochures de l'Association, dont le manuel, pour utilisation dans les pays du Caucase méridional. - Les principales idées et thèses exposées dans le manuel ont été développées au cours des années suivantes dans nombre de publications de l'Association. - En 2004, sur commande du PNUD, un groupe d'auteurs de l'Université nationale d'Erevan a élaboré et publié un manuel à l'intention des magistrats, « Fondements du développement humain », dont deux parties (et l'annexe) consacrées au développement durable rédigées par K. Danielian. - En septembre 2005, lors d'une Conférence internationale organisée par l'UNESCO et l'Université de Lüneburg sur l'enseignement universitaire au service du développement durable à Lüneburg (Allemagne), K. Danielian a présenté un programme de cours magistraux sur le développement durable mis au point à partir du programme de 1996, et actualisé à l'aide de documents du Forum du Millénaire et du Sommet mondial pour le développement durable (auquel elle avait également participé), ainsi que d'expériences internationales récentes. Sur la demande des participants à la Conférence, le résumé de son intervention a été immédiatement reproduit en nombre et distribué.

AUTRICHE

Universités viables

CONTACT FORUM Umweltbildung
Alser Straße 21 A-1080 Vienna
Téléphone: 0043 01 402 47 01 Fax: 0043 01 402 47 01 51
Courriel: forum@umweltbildung.at Internet: www.umweltbildung.at
Dr. Christian Rammel

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Recherche / Développement Coopération régionale / internationale
------------------------------------	---------------------------------------	--

DESCRIPTION

Type Ce projet est une initiative conjointe du Ministère fédéral de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau et du Ministère fédéral de l'éducation, de la science et de la culture.

Langue(s) de travail Allemand

Groupe(s) cible(s) Toutes les universités et autres établissements d'enseignement supérieur en Autriche

Année de commencement & durée Démarrage: 1999 – en cours

Budget & sources de financement Environ 15 000 euros par an

OBJECTIFS L'objectif principal est de renforcer et intégrer les questions relatives au développement durable dans la vie quotidienne des établissements d'enseignement supérieur en Autriche. Après une phase initiale de création de réseaux et de communication avec les parties prenantes compétentes, le projet visera à 1) susciter une motivation plus forte en faveur d'un enseignement supérieur viable et 2) soutenir les pionniers dans ce domaine en créant un prix national de la viabilité pour les établissements d'enseignement supérieur du secteur public.

MÉTHODOLOGIE L'idée générale est d'engager, à l'échelle de tout le pays, un processus d'étalonnage de l'apprentissage entre les établissements d'enseignement supérieur publics. Cela se fera par l'attribution d'un "prix de la viabilité" qui sera décerné tous les deux ans à l'issue d'un concours. L'accent est mis essentiellement sur les processus continus de "l'enseignement supérieur viable" et non sur des projets temporaires, sur des personnalités particulières ou sur des manifestations ponctuelles. Par ailleurs, la participation, l'apprentissage ouvert et le renouveau devraient être au cœur même de ces processus. Étant donné que le prix couvre huit domaines d'action différents (programmes, opérations, initiatives des étudiants, etc.), les universités peuvent concourir dans le domaine d'action où elles ont le plus d'atouts pour gagner le prix. Par la suite, elles peuvent tirer parti de cette expérience pour améliorer leurs résultats dans les autres domaines et, à plus long terme, concourir dans ces domaines aussi.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats Constitution d'une commission d'experts pour évaluer les différentes contributions au concours, sur la base d'une liste de critères de viabilité applicables aux établissements d'enseignement supérieur.

Points forts 1) Exploitation des compétences d'un réseau national de parties prenantes universitaires, qui a été mis en place dans le cadre du projet au cours des cinq dernières années. 2) L'accent est mis sur les processus. 3) La possibilité de commencer par les domaines de durabilité "faciles" (en fonction des atouts de l'établissement considéré). 4) Constituer un large éventail de parties prenantes et d'experts au sein de la commission qui décerne le prix.

Faiblesses & 1) Il ne s'agit pas d'un prix en espèces, 2) Complexité des universités, 3)

risques

Hétérogénéité des établissements d'enseignement supérieur.

*Pourquoi
considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

Étant donné que dans les universités autrichiennes, les initiatives sont nettement caractérisées par la dispersion des efforts, et par des projets d'EDD qui sont essentiellement le fait de pionniers, un prix national pourrait favoriser une plus forte institutionnalisation des processus d'EDD dans les établissements d'enseignement supérieur. En outre, la première phase de conceptualisation entre les ministères compétents et le FORUM Umweltbildung a mis en lumière un processus ouvert d'apprentissage pour l'EDD et révélé, pour la première fois, toute l'importance des universités dans ce domaine. Par la suite, au cours de la phase temporaire d'établissement des critères de viabilité pour l'attribution du prix, le processus d'apprentissage repose sur la nécessité d'établir un équilibre entre la gouvernance et l'orientation par les institutions fédérales, d'une part, et la marge de manoeuvre qu'ont les universités d'agir en fonction de leurs propres contexte et possibilités, d'autre part.

Initiative autrichienne pour l'élaboration d'une stratégie nationale de l'éducation au service du développement durable

CONTACT	Dr. Peter Iwaniewicz Bundesministerium für Land-, und Forstwirtschaft, Umwelt und Wasserwirtschaft Abt. II/3, Nachhaltige Entwicklung und Umweltförderung Stubenbastei 5, A-1010 Wien Téléphone: 0664-611 29 08 Courriel: peter.iwaniewicz@bmlfuw.gv.at Dr. Günther Franz Pfaffenwimmer Austrian Federal Ministry of Education, Science and Culture Subdept. V/11c, Environmental Education Minoritenplatz 5, A-1014 Wien, Austria Téléphone: 0043 1 53120 2532 Fax: 0043 1 53120 259 Courriel: guenther.pfaffenwimmer@bmbwk.gv.at	
SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Politique, Réglementation, Gouvernance Processus participatif pour le développement d'une stratégie nationale pour l'EDD
DESCRIPTION		
<i>Type</i>	Ce projet a été lancé, financé et mis à exécution conjointement par le Ministère fédéral de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion des eaux et le Ministère fédéral de l'éducation, de la science et de la culture. Son organisation a bénéficié du soutien du FORUM Umweltbildung, d'Agentur Steinbach, d'autorités régionales et d'ONG.	
<i>Langue(s) de travail</i>	Allemand	
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	L'équipe de base chargée du projet était composée de 15 personnes mais ce processus visait un grand nombre de parties prenantes dans les systèmes éducatifs formel et informel. Au total, entre 350 et 400 personnes y ont participé, essentiellement à l'occasion des dix manifestations organisées dans ce cadre.	
<i>Année de commencement & durée</i>	2004, trois ans	
<i>Budget & sources de financement</i>	110.000 euros, financement par les ministères qui ont pris cette initiative (voir plus haut)	
<i>Organisations partenaires</i>	Université de Klagenfurt, Université de Linz, Université de Vienne, Université des ressources naturelles et des sciences de la vie appliquées (Vienne)	
<i>Acteurs-clés</i>	Comme on l'a vu plus haut, de nombreuses parties prenantes ont été associées au projet. Ces parties prenantes avaient en commun le fait qu'elles étaient des représentants éminents d'organisations actives dans l'enseignement formel, non formel et informel. Elles étaient présentes à diverses manifestations, ont été systématiquement informées des résultats du processus et ont eu la possibilité de participer à l'information en retour, par le biais d'un site Web. Les représentants des organisations partenaires et des experts de l'éducation du FORUM Umweltbildung ont établi le rapport du projet.	
OBJECTIFS	L'objectif de cette initiative était d'élaborer une stratégie nationale de l'éducation au service du développement durable, sur la base d'un processus participatif ouvert.	
MÉTHODOLOGIE	Plusieurs méthodes ont été utilisées dans ce cadre: • L'approche principale consistait à établir une étude d'experts rassemblant les résultats du processus participatif. • Le processus participatif faisait appel à deux outils: des tables rondes sur l'enseignement formel, non formel et informel, d'une part, et un certain nombre d'ateliers régionaux, d'autre part.	

- La quatrième méthode a consisté à organiser un certain nombre d'ateliers avec le groupe de travail sur l'éducation du Comité autrichien du développement durable. La documentation utilisée comportait notamment toute une série d'études scientifiques sur l'EDD, ainsi qu'un certain nombre de contributions politiques sur le même sujet, qui étaient disponibles à ce moment-là. L'on peut citer notamment des documents de l'ONU sur la mise en oeuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable et un certain nombre de stratégies nationales. La stratégie de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU, dont la traduction a été financée par l'Autriche, constituait également un important document de base.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Le principal résultat était constitué par un projet de stratégie autrichienne pour l'éducation au service du développement durable, qui est actuellement en cours d'approbation par le Gouvernement autrichien. Le deuxième résultat est d'avoir grandement amélioré la prise de conscience de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD, ainsi que de l'EDD elle-même.
<i>Points forts</i>	Il a été possible de combiner les compétences d'un noyau d'experts de l'éducation et un vaste processus participatif.
<i>Faiblesses & risques</i>	Le processus participatif a apporté des informations et des contributions à l'élaboration de l'étude d'experts et, partant, au projet de stratégie. Le processus était censé avoir un caractère participatif continu mais certains des participants ont, à certains moments, estimé ne pas être suffisamment informés. Un autre risque tenait au fait que le processus participatif et le processus politique étaient dans une certaine mesure indépendants l'un de l'autre. Le processus participatif a introduit des questions et des aspects qu'il n'a pas été possible de prendre pleinement en compte dans le document politique final, et ceci a toujours été clairement indiqué.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	De manière générale, ce type de processus nécessite une direction forte, une intervention intensive des experts et une vaste participation, ainsi qu'une politique de la formation caractérisée par l'ouverture.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Ce processus a débouché sur l'élaboration d'une stratégie nationale de l'EDD largement acceptée (en attente d'approbation gouvernementale).

AZERBAÏDJAN

Enseignement de la discipline « Développement humain » dans les écoles secondaires

CONTACT Ministère de l'éducation de la République d'Azerbaïdjan, AZ 1008
 Téléphone: (99412) 496-04-47 Fax: (99412) 496-34-83, 496-34-90
 Email: office@edu.gov.az Internet: www.edu.gov.az

Toural Gouseïnov, conseiller principal du Département de l'analyse stratégique et de la planification du Ministère de l'éducation, et Emin Moustafaev, conseiller principal du Département de l'organisation et du protocole du Ministère de l'écologie et des ressources naturelles

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Réduction de la pauvreté Égalité des genres Promotion de la santé VIH/SIDA	Environnement	Droits de l'homme, Paix & sécurité humaine Politique, Réglementation, Gouvernance Compréhension internationale Diversité culturelle
--------------------------------	--	---------------	--

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Projet gouvernemental
<i>Langue(s) de travail</i>	Azéri
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	150 000 élèves en 10 ^e année d'études, 4 500 enseignants, 1 000 étudiants, 50 enseignants d'établissements d'enseignement supérieur
<i>Année de commencement & durée</i>	1997, à titre expérimental
<i>Budget & sources de financement</i>	Budget de l'État
<i>Organisations partenaires</i>	PNUD

OBJECTIFS	Inculquer des valeurs universelles, des modes d'interaction entre personne et société, et une nouvelle conception du monde
------------------	--

MÉTHODOLOGIE	Une campagne de communication a été menée dans le public ; des séminaires et des débats ont été organisés par des organisations gouvernementales et des ONG pour faire mieux connaître la notion de développement humain durable.
---------------------	---

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Augmentation de l'indicateur de développement humain en azéri.
<i>Points forts</i>	La réalisation de cette initiative a permis aux enseignants et aux élèves de comprendre l'importance du développement durable, et d'en tenir compte dans leur vie et leurs activités. Les priorités au service du développement humain durable ont été cernées et traduites dans la vie pratique.
<i>Problèmes rencontrés</i>	Manque de spécialistes et de documentation en azerbaïdjanais
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Les principaux objectifs de l'initiative ont été atteints

BÉLARUS

Forum écologique national

CONTACT Ministère des ressources naturelles et de la protection de l'environnement de la République du Bélarus, 22048 rue Kollektornaya 10, Minsk (Bélarus)
Téléphone: +375 17 200 58 97 Fax: + 375 17 200 58 97, 200 55 83
Courriel: info@minpriroda.by Internet: www.minpriroda.by

Savitch, Olga Vladimirovna, Vice-Directeur du Département de l'information du Ministère des ressources naturelles et de la protection de l'environnement

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement	Droits de l'homme, Paix &
	Éducateurs	Eau	sécurité humaine
	Promotion de la santé	Changements climatiques	Diversité culturelle
	Urbanisation durable	Biodiversité	Outils et matériels (tels que
	Économie	Prévention des catastrophes	Médias & TIC)
		Développement rural	Recherche / Développement
		Consommation durable	Coopération régionale /
		Tourisme durable	internationale
		Citoyenneté	

DESCRIPTION

Type Projet gouvernemental - Les comités nationaux et locaux du Forum comptent parmi leurs membres des représentants des ministères, d'autres services de l'exécutif gouvernemental national, de services exécutifs et administratifs locaux, d'associations, de médias, d'institutions culturelles et éducatives, d'organismes gouvernementaux de protection de la nature, d'organisations sportives et touristiques, et de militants du mouvement de protection de la nature.

Langue(s) de travail Les manifestations du Forum utilisent généralement les deux langues officielles du Bélarus, le russe et le bélarussien, mais on y entend également la langue des invités étrangers.

Groupe(s) cible(s) Le Forum écologique national se déroule généralement en trois étapes, dans les districts (ou les agglomérations urbaines), dans les régions (ou dans la ville de Minsk) et à l'échelon national, qui s'achève sur une manifestation solennelle marquée par l'attribution de récompenses aux lauréats des concours nationaux, une exposition sur le thème « Les technologies modernes au service de l'exploitation des ressources naturelles et de la protection de l'environnement », des kermesses, des foires-expositions, un concert de gala et un feu d'artifice. Selon les manifestations organisées dans le cadre du Forum, les groupes cibles sont les enfants des écoles (concours de dessins d'enfants, désignation par les enfants des meilleurs clichés pour un concours de photos et concours de la meilleure publication sur un thème écologique), les étudiants de l'enseignement supérieur (concours de travaux de recherche d'étudiants portant sur l'écologie et la protection de l'environnement), les journalistes et photographes amateurs (concours de la meilleure publication, concours de photos), les employés des bibliothèques publiques et scolaires (inspection-concours de la bibliothèque ayant le mieux organisé l'éducation écologique et l'information du public à ce sujet), les employés des entreprises de transports (inspection-concours de l'entreprise qui a le plus fait pour réduire la pollution atmosphérique), les employés communaux et ceux des parcs et forêts (concours du parc naturel le mieux entretenu du point de vue dendrologique, concours de la meilleure composition de plantations et d'aménagement du territoire, concours du meilleur aménagement des parcs de loisirs dans les zones aquatiques protégées), les employés d'entreprises industrielles (concours de l'utilisation maximale des déchets recyclés, inspection-concours du meilleur aménagement d'une entreprise industrielle), les experts des subdivisions hydrométéorologiques du réseau, etc. Les manifestations culturelles des trois phases du Forum bénéficient de la participation du monde des arts et des lettres : artistes et musiciens amateurs, artisans d'art, créateurs d'art populaire, avec vente-exposition. Les conférences de science fondamentale et appliquée et les expositions spécialisées attirent des scientifiques et des praticiens du Bélarus et des pays voisins. La cérémonie de clôture, avec des délégations de toutes les régions du pays (près de 1 000 personnes) est ouverte à la population locale. Le nombre global des participants est difficile à calculer, mais on peut l'estimer à un demi-million de personnes au moins.

<i>Année de commencement & durée</i>	L'organisation des Forums écologiques nationaux a été lancée en 2003 par le Ministère des ressources naturelles et de la protection de l'environnement et le Comité exécutif du district d'Orcha. Cette initiative a été reprise en 2004 par la municipalité de Gorki, en 2005 par celle de Polotsk, et en 2006 c'est la ville de villégiature de Miadel qui a accueilli les délégués du Forum. Ce dernier se déroule chaque année de février à octobre, la cérémonie de clôture étant accueillie par l'une des petites villes du pays.
<i>Budget & sources de financement</i>	Source des fonds : Les principales manifestations du Forum sont financées par le fonds national de protection de la nature et par les budgets locaux. Nombre des interventions (aménagement, plantations, introduction de nouvelles technologies permettant d'économiser des ressources et de protéger la nature, etc.) sont réalisées par les entreprises et organisations participantes, qui en assurent généralement le financement.
<i>Organisations partenaires</i>	PNUD au Bélarus, Banque mondiale, services exécutifs et administratifs locaux, associations, médias nationaux et locaux. Partenaires : nous sommes reconnaissants au PNUD d'avoir soutenu notre initiative, de nous avoir apporté un soutien de parrainage et de nous avoir aidés du point des méthodes et méthodologies.
<i>Acteurs-clés</i>	Les grands acteurs sont les associations et le public



OBJECTIFS	Le Forum écologique national vise avant tout à faire participer au maximum toutes les couches de la population au mouvement écologique. C'est pourquoi l'objectif essentiel en est de regrouper l'action des services de l'État et celle du public, comme l'indique sa devise « Des idées propres, une action unie, la terre en ordre ! ». Il en découle chaque année des initiatives très diverses : concours nationaux et locaux, inspections-concours, festivals, actions écologiques, expositions spécialisées, exposition « Les technologies modernes d'utilisation de la nature et de protection de l'environnement », festival « Écofilm » du film écologique, colloque scientifique international sur les problèmes environnementaux des sites complexes techniques-naturels, et d'autres. Chacune de ces initiatives a ses propres buts et objectifs, qui peuvent néanmoins se résumer comme suit : sensibilisation du public à la nécessité de trouver des solutions aux problèmes environnementaux de la région et du pays, participation de la population à des actions concrètes d'amélioration de la qualité de vie (aménagement des cours de maisons et d'immeubles, des balcons, des lieux de loisirs, élimination des déchets domestiques, embellissement et plantations, utilisation de technologies économisant l'énergie, etc.), sensibilisation à l'écologie, instauration d'une culture écologique, diffusion des principes du développement durable, et à plus long terme, modification des modes de comportement en faveur du respect de la nature.
MÉTHODOLOGIE	La réalisation des manifestations du Forum est confiée à des comités d'organisation, nationaux et locaux, et à des groupes spéciaux, constitués de représentants des services de protection de la nature et des collectivités locales, d'enseignants et de collaborateurs de services culturels, sanitaires, et autres services compétents. À chaque échelon on assure la planification et la réglementation et on établit des devis. Pour la conclusion des inspections et des concours, on détermine la composition des jurys et les délais impartis. Des éditions spéciales sont consacrées aux manifestations par les médias nationaux et locaux, on publie des brochures, des tracts et des

affiches. Les cérémonies de clôture de chaque phase du Forum sont solennelles. La phase des districts (ou des agglomérations urbaines), qui attire le plus de monde, coïncide généralement avec la Journée mondiale de l'environnement (5 juin).

Le Forum écologique national présente un aspect important de continuité dans le temps - les manifestations sont étalées sur une longue période, en fait sur toute l'année - et dans la participation, puisque les lauréats des concours de districts et d'agglomérations urbaines participent ensuite aux concours de région, dont les lauréats sont les délégués des cérémonies solennelles de clôture.

Il est significatif que se soit instaurée la tradition d'organiser les cérémonies de clôture dans une des petites villes du pays. Choisie par concours, cette ville se métamorphose à cette occasion : elle est aménagée et décorée avec la participation de ses habitants.

L'exposition sur le thème « Les technologies modernes au service de l'exploitation des ressources naturelles et de la protection de l'environnement », organisée depuis 2004, permet aux habitants des zones éloignées, qui parfois ne sont jamais venus dans la capitale, et à plus forte raison dans une exposition de ce genre, de connaître les nouvelles technologies et les équipements nouveaux de protection de l'atmosphère, d'utilisation et de protection des ressources en eau, des terres, et de la biosphère. En outre, il y a toujours des sections de l'exposition consacrées aux questions d'éducation écologique, de sensibilisation et d'information des habitants du pays. Le programme du Forum comprend aussi des visites sur des lieux aménagés de manière écologique - écoles maternelles et primaires, bibliothèques, entreprises industrielles - ainsi que dans des ateliers d'art populaire, d'artisans tels que boulangers, confiseurs, fromagers, et des démonstrations de la créativité des enfants et des adolescents utilisant des matières naturelles, telles que vannerie, objets en paille, modelage de glaise, création de costumes écologiques etc. Les militants écologistes qui obtiennent les meilleurs résultats reçoivent un prix spécial, le Globe écologique, qui est un globe de cristal symbolisant la fragilité et la beauté de notre planète.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Les résultats obtenus après quatre ans d'organisation du Forum sont les suivants : Le nombre des forums écologiques locaux et celui de leurs participants a augmenté. Des programmes intégrés d'aménagements et de plantations ont été réalisés dans les agglomérations, sur les routes, dans les parcs et les squares. Le réseau d'écoles maternelles et primaires et de bibliothèques qui s'occupent spécialement d'instruire, d'éduquer et d'informer sur les questions écologiques s'est développé (il compte à l'heure actuelle plus de 500 entités), et son activité s'est intensifiée. Des documents ont été publiés et largement diffusés sur l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, la protection de l'environnement, les principes et les fondements du développement durable.
<i>Points forts</i>	Le principal point fort des forums écologiques est leur caractère populaire : aucune région du pays ne reste à l'écart du mouvement écologique. Toutes les manifestations trouvent un large écho dans la presse, sur les chaînes de radio et de télévision locales et sur les pages des périodiques. La diversité des manifestations est un autre point fort : chacun des comités d'organisation locaux peut mettre en place ses concours, ses démonstrations, ses concerts, compte tenu des particularités culturelles et naturelles du lieu. Les lauréats des concours et des festivals, de même que les participants les plus actifs, reçoivent des prix et des cadeaux, et sont délégués à la cérémonie solennelle de clôture du Forum écologique national. Toutes les manifestations figurent en bonne place dans les médias locaux.
<i>Faiblesses & risques</i>	Les contraintes budgétaires ne permettent pas toujours d'organiser les forums locaux aussi bien qu'il faudrait. Ils ne sont pas aussi actifs dans certaines régions qu'on le souhaiterait. On n'arrive pas toujours à coordonner convenablement les efforts de tous les services gouvernementaux compétents et ceux du public.
<i>Problèmes rencontrés</i>	Le mouvement associatif écologiste n'est pas assez développé dans le pays. Il n'y a qu'un petit pourcentage des associations immatriculées qui ont des activités écologiques.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Pour reproduire notre expérience ailleurs, il faut qu'il existe des initiatives écologiques locales dynamiques, qu'elles émanent d'associations ou d'établissements d'enseignement s'employant activement d'instruire, d'éduquer et d'informer sur l'environnement et le développement durable.
<i>Questions non</i>	Nous n'avons pas encore réussi, malheureusement, à établir des contacts avec des

<i>résolues</i>	initiatives analogues dans d'autres pays.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Les forums écologiques donnent à tous, sans distinction de sexe, d'âge, ou de niveau d'instruction, la possibilité de prendre conscience de leur rôle en faveur d'une société stable et de la conservation du patrimoine naturel et culturel du pays pour les générations à venir, et d'y contribuer dans la mesure de leurs moyens.

Action 21 à l'école : élaboration et réalisation

CONTACT Établissement d'enseignement : École secondaire publique d'enseignement général N° 12 de Novopolotsk. Rue Ja. Kolos, N° 60. Novopolotsk, 21440, Région de Vitebsk (Biélorus)
Téléphone: + 375 214 57 04 15, 57 18 01 Fax: +375 214 57 04 15
Courriel: novopol_school21@vitebsk.by

Kisseleva, Elena Anatolievna, responsable des méthodes pédagogiques de l'école

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Promotion de la santé Urbanisation durable	Environnement Développement rural Consommation durable Citoyenneté	Recherche / Développement Coopération régionale / internationale
--------------------------------	--	---	---

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Projet local (scolaire) - Action 21 à l'École secondaire N° 12 de Novopolotsk est un programme de la communauté scolaire pour le développement durable, élaboré en fonction de la conception du développement durable adoptée en 1992 à la Conférence des Nations Unies. On s'y efforce de mettre en relation les aspirations des élèves avec la nécessité de trouver une solution aux problèmes locaux et tenant compte des facteurs environnementaux et sociaux, ainsi que des possibilités économiques effectives d'atteindre les objectifs retenus. L'idée force du programme est que les problèmes de l'environnement et du développement durable ne se réduisent pas à la protection de la nature, mais imposent d'apprendre à vivre en harmonie avec l'environnement naturel et social et avec soi-même.
<i>Langue(s) de travail</i>	La langue de travail est le russe, bien que certains intitulés particulièrement parlants et savoureux soient en biélorussien !
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	L'initiative étant de nature scolaire, le groupe ciblé est l'ensemble de la communauté scolaire : élèves, enseignants, personnel technique, parents et famille proche des élèves, anciens élèves et élèves futurs de l'école, responsables, habitants des environs immédiats (quartier d'immeubles de type courant), soit en tout plus de 1 700 personnes.
<i>Année de commencement & durée</i>	L'élaboration et la réalisation d'Action 21 à l'école ont démarré en 2002, et se poursuivent.
<i>Budget & sources de financement</i>	Le programme Action 21 à l'école est réalisé à l'aide de fonds du budget de fonctionnement de l'école. Les initiatives à caractère écologique bénéficient également d'un financement du fonds national de protection de la nature.
<i>Organisations partenaires</i>	Inspection municipale des ressources naturelles et de la protection de l'environnement de Novopolotsk, Département de l'éducation du Comité exécutif municipal de Novopolotsk, Agence urbaine de logement communautaire, Agence forestière de Polotsk, médias urbains (<i>Novaya Gazeta</i> , chaîne de télévision <i>Vektor</i>). On entretient également des liens avec des associations : Croix verte biélorussienne, Comité des enfants de Tchernobyl, Scouts de Biélorus, Association pour l'éducation écologique (Fédération de Russie), association Gardons la Suède propre, Centre international pour l'éducation de Minsk, Institut de botanique expérimentale de l'Académie des sciences du Biélorus, Centre écologique national de l'enfance et de la jeunesse
<i>Acteurs-clés</i>	La réalisation du programme fait appel selon différentes modalités à la participation des entités suivantes : écoles maternelles N° 31 et 33, Club de l'écolier du quartier (où est mené un travail d'éducation et d'information), Centre municipal d'activités périscolaires (initiatives conjointes), Centre municipal pour l'emploi (emplois d'été pour les élèves), Université d'État de Polotsk (où nos anciens élèves poursuivent leurs études), Centre municipal d'hygiène et d'épidémiologie (recherches conjointes), Évêché de Polotsk (éducation morale), Archives d'État de la zone de Polotsk (études régionales), Centre d'artisanat national de Novopolotsk (clubs d'activités manuelles).



OBJECTIFS

Le programme Action 21 à l'école comporte les éléments suivants :

- Organisation d'un cursus éducatif fondé sur les principes du développement durable, de la protection de la santé et du respect de la nature ;
- Élaboration et réalisation par les élèves des classes supérieures, encadrés par les enseignants, de cours d'écologie à l'intention des enfants des écoles maternelles du quartier (préparation de nos futurs élèves) ;
- Organisation à l'école d'activités sportives pour les élèves, les enseignants, les parents et les commanditaires du programme ;
- Prestation de services éducatifs et médicaux aux habitants du quartier ;
- Activités d'éducation et d'information sur le développement durable ;
- Recherches sur l'environnement entreprises par les élèves ;
- Projets utiles aux habitants du quartier améliorant l'état de l'environnement ;
- Organisation de la vie de l'école de manière à économiser l'énergie et les ressources.

MÉTHODOLOGIE

L'élaboration du programme Action 21 à l'école a commencé par une préparation théorique [cours de l'Association pour l'éducation écologique (Fédération de Russie) dispensé aux enseignants] et par la constitution d'une équipe spéciale. Des enquêtes ont permis de cerner les intérêts de tous les membres de la communauté scolaire, puis on a arrêté un plan d'action stratégique, analysé les risques et élaboré des indicateurs de succès pour les objectifs choisis.

Aspects éducatifs : on introduit un modèle d'éducation écologique intégrée - les connaissances sur l'environnement étant enseignées dans toutes les disciplines. Des cours spécialisés ont également été mis au point.

Aspects informationnels : les activités et leurs résultats sont diffusés par des campagnes d'information, des insertions dans les médias, et l'établissement de contacts extérieurs.

Aspects sociaux : aux activités d'éducation et d'information s'ajoutent des projets concrets.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

- Le cours « Développement durable », destiné aux élèves de la 8^e à la 10^e année, a été suivi par plus de 200 élèves. En outre, ces élèves ont la possibilité d'étudier l'écologie classique, de suivre 10 cours spécialisés de sciences de la vie et de la santé, d'adhérer aux clubs « Économie-écologie », « Le messager écologique », « Écotourisme », « Santé et environnement », ainsi qu'aux clubs de danse folklorique, d'études écologiques régionales, etc. L'école a désormais une tradition d'inspections surprises visant les économies d'énergie, de chauffage, de pain et même de craie. Depuis l'an dernier, les élèves de 8^e année suivent un cours sur les économies d'énergie et le rendement énergétique.
- Les élèves ont appris à enseigner : les élèves des grandes classes, encadrés par les enseignants, donnent dans les écoles maternelles et primaires des cours intitulés « Je sais tout sur l'environnement », « Miracle à la fenêtre », « Moi, je respecte l'environnement ».
- Deux salles de sport scolaires et un gymnase ont été affectés non seulement aux cours suivis par les élèves, mais aussi aux cours suivis par les parents et les

responsables, ce qui est fort utile aux habitants du quartier du fait qu'il n'est pas doté d'installations sportives.

- Le médecin et le psychologue de l'école assurent un soutien et des consultations aux élèves, à leurs parents, aux enfants d'âge préscolaire, et parfois à des habitants d'autres quartiers de la ville ; ils enseignent également aux élèves des méthodes de phytothérapie.
- On a acquis une grande expérience du travail éducatif. Les inspections surprises systématiques, les interventions et les patrouilles dans les lieux de loisirs ont appris aux enfants à convaincre leurs aînés de manière persuasive, avec des arguments appropriés, de ne pas nuire à la nature et à eux-mêmes. Les enfants diffusent des tracts, collent des affiches, font des causeries, mènent des séminaires et des débats avec la participation des parents, et publient dans le journal local des articles sur la protection de la nature (le dernier en date est du 29 septembre 2006).
- Les élèves ont constitué en 2006 une base de données sur les établissements d'enseignement de la région qui ont des activités d'enseignement et d'éducation écologique (ils en ont inclus plus de 20). Des contacts et des relations amicales ont été établis avec un grand nombre de ces établissements, des projets conjoints sont en cours d'élaboration.
- Des contacts ont été établis avec 15 entités publiques et associatives s'occupant d'écologie et de développement durable. Dans le cadre de la coopération et des échanges culturels avec les régions avoisinant le Bélarus, nous avons rendu visite au conseil municipal de Ludza (Lettonie), et les attendons maintenant chez nous.
- Les élèves mènent des recherches fructueuses en écologie, économie, sociologie et études régionales. En trois ans seulement, plus de 60 projets de recherche ont été menés à bien. Les sujets les plus intéressants étaient intitulés « Caractéristiques comparées de l'appareil de photosynthèse des arbres de la zone urbaine et de la forêt suburbaine », « Paramètres biologiques de la neige dans le quartier », « Projet de mise en place d'un petit dispositif bioénergétique », « Analyse statistique de la morbidité des élèves et des enseignants », « Recensement de la teneur en microorganismes des locaux de l'école », « Le problème de l'utilisation des déchets à l'école », « La route de la vieille ville de Polotsk : regards contemporains », « Quelle eau buvons-nous ? ». Mais, comme le proclame la devise de l'école, « Pas de recherche pour la recherche, la recherche pour l'action ! », chaque projet s'achève sur une activité de protection de la nature ou une activité éducative. En témoignent les activités récentes dans le quartier, « Plus tu ramasses de déchets, et plus tu vivras vieux », « Ramasse les semences, aide l'arbre », « Un bocal en verre + une bouteille en plastique = ? », « Des déchets qui rapportent ! », « Décorons l'école nous-mêmes », ainsi qu'une vente-exposition dans une boutique proche d'objets fabriqués à partir de matières recyclées. Des artefacts historiques et culturels datant du XII^e au XVII^e siècle ont par ailleurs été mis en évidence.
- Les élèves de l'école ont été à plusieurs reprises lauréats de concours et rallyes régionaux, nationaux et internationaux (pendant la seule année 2006 ils ont recueilli 24 prix et diplômes).
- Dans le quartier, qui est urbanisé, les efforts des enseignants et des élèves ont permis de reconstituer un « coin de village », que nous avons appelé « Nos origines ». Cet endroit a repris l'apparence qu'il devait avoir (à notre avis, basé sur les archives) avant la construction de la ville. On a installé un petit plan d'eau marécageux, avec la végétation caractéristique, et ajouté des éléments de la vie de village, un petit potager, un pré où poussent des plantes médicinales. L'ensemble a une allure tout à fait inhabituelle, sur fond de grands immeubles urbains de type classique, qui se trouvent à 100 mètres de là.

Points forts

Le programme a donné aux élèves une bonne préparation théorique et pratique liée au cours sur le développement durable, leur a permis de manifester une grande activité de création et de recherche, et aussi de nouer des liens avec d'autres personnes qui s'intéressent aux mêmes problèmes.

Problèmes rencontrés

Faute d'une source de financement permanente des activités du programme Action 21, on n'a pas la possibilité de leur donner l'envergure souhaitée.

Conditions pour reproduire l'initiative avec succès

Pour répéter l'expérience avec succès, il faut à l'école une administration souple, et aussi beaucoup de motivation sociale des élèves.

Questions non résolues

Faute de financement, on n'a pas pu remettre en état la serre de l'école, où on avait prévu de faire pousser des légumes pour la cantine, les récoltes excédentaires devant être vendues aux habitants du quartier (projet « Vitamine verte »).

*Pourquoi
considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

Grâce à notre programme, comme le montrent les résultats des visites médicales, les indicateurs de santé des enfants se sont améliorés. Nos études indépendantes montrent une certaine amélioration de l'état environnemental du quartier, et, selon nos observations, un recul du nombre de comportements asociaux. En outre, plus de 10 projets indépendants sont en route, dotés de leurs propres orientations et perspectives : « Surveillance écologique de la flore de Novopolotsk », « Bouclier vert du quartier », « Le jeune écologiste » et « Jardin du paradis » (pour les élèves d'âge préscolaire et des petites classes) ; projets conjoints : activités du camp d'été de l'école « La maison écologique » (prévu conjointement avec une école du district de Sennaya dans la région de Minsk), et activités écotouristiques avec l'école de Malositnaya du district de Polotsk ; projet de création dans l'école d'un centre de surveillance écologique et de protection de la nature, projets de collaboration avec les réseaux électriques de Polotsk, etc. Cela montre à l'évidence que notre programme Action 21 à l'école est un organisme vivant qui croît, se développe, et se perfectionne - nous sommes toujours prêts à partager notre expérience !

BELGIQUE

MANGERBOUGER.BE - Politique de promotion des attitudes saines sur les plans alimentaires et physiques pour les enfants et adolescents de la Communauté française de Belgique

CONTACT Gouvernement de la Communauté française de Belgique
Place Surllet de Chokier, 15-17, 1000 Bruxelles
Tél. : +32(0)2 227-32-11 Fax. : +32(0)2 227-33-21

Rajae ESSEFIANI : Cabinet de Madame la Ministre présidente Marie ARENA, Place Surllet de Chokier, 15-17, 1000 Bruxelles - Tél. +32(0)2 227 33 48 Fax. +32(0)2 227 33 21 rajae.essenfiani@cfwb.be

Annie DE WIEST : Secrétariat général du Ministère de la Communauté française, Directrice Développement durable, Boulevard Léopold II, 44, 1080 Bruxelles, - Tél. +32(0)495 36 35 36, annie.dewiest@cfwb.be

Conseillers en alimentation saine : Benoît Rousse : +32(0)497 54 22 61 benoit.rousse@cfwb.be; Jean-Marie Dessard: +32(0)477 57 70 88 jean-marie.dessard@cfwb.be

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Promotion de la santé	Environnement Eau Consommation durable Citoyenneté	Outils et matériels (tels que Médias & TIC)
DESCRIPTION			
Type	Gouvernemental		
Langue(s) de travail	Français		
Groupe(s) cible(s)	Les jeunes scolarisés dans les établissements scolaires de la Communauté française. 3 900 écoles		
Année de commencement & durée	2006-2009		
Budget & sources de financement	Financement public		
Organisations partenaires	Question Santé, Service Communautaire de Promotion de la santé		
Acteurs-clés	les restaurants scolaires et leurs gestionnaires, le personnel de cuisine, les enseignants et les élèves, les parents et les professionnels de la santé		



OBJECTIFS Cette initiative vise à mettre en œuvre une politique volontariste de promotion d'une alimentation saine et réfléchie à l'école, lieu relevant de la sphère publique. Se nourrir, boire, bouger correspondent à des besoins mais sont aussi des actes éminemment culturels liés à des notions de plaisir et de désir. Il s'agit d'éduquer à l'esprit critique face à la pression du marketing et des médias en aidant les jeunes à opérer des choix

responsables. On espère ainsi favoriser une citoyenneté plus active chez ceux qui seront les consommateurs de demain. Les différentes actions tiennent compte des contextes physiologiques, sociaux, psychologiques, comportementaux et environnementaux dans lesquels évoluent les jeunes. Il s'agit de développer une culture des bonnes habitudes alimentaires fondées davantage sur le plaisir et les repères que sur la médicalisation et le curatif. Des ateliers du goût et des saveurs seront organisés. Une attention particulière est portée aux boissons et en-cas caloriques par la mise à disposition de points d'eau attrayants. La dimension locale des produits sera favorisée pour l'approvisionnement des cantines dont les responsables bénéficieront de formations spécifiques en diététique.

MÉTHODOLOGIE

Cette politique dynamique et évolutive s'articule sur des mesures concrètes à court terme et des impulsions à plus long terme qui s'élaboreront au fur et à mesure de la construction et de la validation des partenariats. Créer des repères collectifs, renforcer le maillage entre familles et autorités dans le domaine de l'alimentation, mobiliser le personnel des cantines scolaires, mobiliser tous les opérateurs susceptibles de renforcer la démarche, mobiliser les apprentissages intellectuels, renforcer le discernement des élèves face aux signaux publicitaires et commerciaux, inciter à la pratique sportive. Il s'agit aussi de tenir compte de la culture et du tissu social particuliers à chaque école.

Le projet est participatif, intersectoriel et privilégie la dimension psychosociale. Des synergies seront recherchées entre le public et l'associatif, les parents, les professionnels de la santé et les différents niveaux de pouvoir. Une mallette pédagogique sera mise à disposition des écoles qui comprendra notamment un projet de lettre mensuelle à adresser aux parents et des références sur l'alimentation et l'éducation aux médias. Un label « alimentation saine » sera octroyé aux écoles qui développeront un projet intégré qui prendra en compte tant les actions pédagogiques que la qualité et la diversité des produits alimentaires mis à disposition. Des formations continuées pour le personnel des cantines scolaires seront organisées. La consommation d'eau sera favorisée en renforçant l'accès à l'eau de distribution par la mise à disposition de carafes et de verres ainsi que par l'instauration de moments d'hydratation. Des indicateurs seront développés tant en matière de santé qu'en matière d'activité physique. Un site Internet www.mangerbouger.be complète ce dispositif ainsi qu'un magazine trimestriel distribué gratuitement dans toutes les écoles « mangerbouger.be ». Une exposition itinérante est en cours d'installation. Deux conseillers en alimentation saine ont été recrutés.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Le projet est en phase de démarrage. Une évaluation est prévue.

Points forts

Ce projet est le résultat d'une concertation poussée entre le Gouvernement, les administrations, les fédérations de pouvoirs organisateurs des écoles, les représentants des enseignants, divers conseils consultatifs, des médecins, des nutritionnistes et des diététiciens. Il bénéficie d'une coordination des pouvoirs publics à tous niveaux. Du personnel a été recruté afin d'aider les acteurs de terrain. Il apporte des réponses concrètes et coordonnées à une question de santé publique en veillant à ne pas stigmatiser les personnes en difficulté mais en offrant une approche positive de la santé et du sport dans le cadre de l'école, lieu de socialisation. Il existe une possibilité de personnalisation des initiatives prises par les écoles. Des acteurs de tous les âges et de tous les horizons sont impliqués (élèves, parents, enseignants, personnel de cantine, fonctionnaires, fournisseurs etc.). Une campagne médias, un site Internet et un magazine enrichissent le dispositif.

Faiblesses & risques

Difficultés possibles à faire admettre la question comme prioritaire dans les écoles
Poids et force des stéréotypes alimentaires diffusés par les médias commerciaux

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Cette initiative aura un impact positif et durable sur les comportements alimentaires des enfants et de jeunes de la Communauté française de Belgique car elle part de leur vécu quotidien et veille, en tenant compte de données scientifiques, à combiner diverses approches. Elle intègre de nombreuses personnes de tous âges et formation dans une démarche inclusive. Les aspects culturels, sociaux, environnementaux et économiques sont pris en compte pour forger un projet pédagogique qui dépasse le cadre de l'école tout en reposant sur elle. Cette initiative ne concerne pas seulement la santé mais participe d'une approche citoyenne des comportements alimentaires. Les bonnes pratiques qui se dégageront pourront servir de modèles pour générer des politiques plus spécifiques.

CANADA

Conseil national d'experts de l'EDD et groupes de travail régionaux

CONTACT

- Manitoba Education, Citizenship and Youth/Advanced Education and Training (MECY/MAET) (departments of the Provincial Government)
- Environment Canada (EC) (department of the Federal Government);
- Learning for a Sustainable Future (LSF) (Canadian Not for Profit Organization)

Room 156, Legislative Building; Winnipeg, Manitoba R3C 0V8

Téléphone: 204 945-3752 Fax: (204) 945-8330
Courriel: gfarthing@leg.gov.mb.ca Internet: www.edu.gov.mb.ca/ks4/esd

Gerald Farthing, Deputy Minister, Manitoba Education, Citizenship and Youth

Daniel Rosset, Manager, Education and Youth, Public Education and Outreach Directorate, Environment Canada

Pamela Schwartzberg, Executive Director, Learning for a Sustainable Future

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Outils et matériels (tels que Médias & TIC) Coopération régionale / internationale
------------------------------------	---------------------------------------	---

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Les organisations Manitoba Education, Citizenship and Youth (MECY)/Manitoba Advanced Education and Training (MAET), Environnement Canada (EC) et Éducation pour un avenir viable (LSF) ont constitué un partenariat en vue de mettre en place un conseil national d'experts de l'éducation au service du développement durable (NESDEC) et des groupes régionaux sur le même thème afin de promouvoir une culture de l'EDD au Canada. Le but de l'opération est de développer et de renforcer la capacité des grands décideurs de l'administration, des entreprises, de la société civile et du secteur de l'éducation à travailler ensemble pour incorporer l'éducation au service du développement durable (EDD) dans les systèmes éducatifs formel, non formel et informel.
<i>Langue(s) de travail</i>	Anglais et Français
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Le NESDEC réunit un large éventail de parties prenantes qui s'intéressent à l'EDD. Ses membres sont només par tous les groupes de travail provinciaux/territoriaux de l'EDD, par des organismes nationaux (services du gouvernement fédéral, instituts de recherche, fédérations d'enseignants, Conseil des ministres de l'éducation /ministres de l'environnement, groupements nationaux de jeunes, etc.) et par des organismes internationaux.
<i>Année de commencement & durée</i>	En 2005, LSF, en collaboration avec EC et MECY/MAET, a pris l'initiative de créer, au Manitoba, le premier roupe de travail provincial de l'EDD et a rendu compte du déroulement et des résultats de cette opération. Six autres groupes de travail provinciaux/territoriaux et le Conseil national d'experts de l'éducation au service du développement durable (NESDEC) ont été ensuite créés, en 2005-2006, avec le soutien financier et autre de LSF, EC et MECY/MAET.
<i>Budget & sources de financement</i>	Environnement Canada (EC) a fourni 75 000 dollars au cours de l'exercice 2005/06 et 200 000 dollars pour 2006/2007. Par ailleurs, chaque groupe de travail de l'EDD apporte une contribution considérable en nature et collecte des fonds au plan régional pour soutenir ses initiatives.
<i>Organisations partenaires</i>	Les organisations chef de file pour la création du NESDEC sont les suivantes: Éducation pour un avenir viable (LSF), Environnement Canada *EC), Manitoba Education, Citizenship and Youth/Manitoba Advanced Education and Training Les organismes chef de file pour la création des différents groupes de travail sont les suivants: Université Simon Fraser, Conseiller pour la coopération internationale du Saskatchewan, Ducks Unlimited Canada, Réseau pour l'environnement du Nouveau-Brunswick, Réseau pour l'environnement de la Nouvelle-Écosse, Département de l'éducation, gouvernement du Nunavut
<i>Acteurs-clés</i>	Chaque groupe de travail a sollicité les concours de porte-parole régionaux venant de

l'administration, des entreprises, de la société civile, du monde universitaire, des organisations de jeunes, des syndicats, etc. À titre d'exemple, le groupe de travail de l'EDD du Manitoba comprend 25 membres officiels, représentant la jeunesse, les entreprises, les universités, l'administration (provinciale et municipale), des organisations internationales, des éducateurs et des associations du secteur de l'éducation, y compris les syndicats. Par ailleurs, trois sous-comités du groupe de travail comprennent des membres et d'autres personnes intéressées représentant la communauté locale. Les présidents des groupes de travail et du comité directeur du NESDEC communiquent au moins une fois par mois, généralement par téléconférence, pour superviser le processus, examiner les étapes suivantes, mettre en commun leurs pratiques et leurs sujets de préoccupation et célébrer leurs réussites. D'autres parties prenantes seront associées aux activités des groupes de travail dans le cadre de forums publics et de consultations concernant l'EDD.

OBJECTIFS

Objectifs du NESDEC:

- Promouvoir l'intégration des objectifs de l'EDD à ceux des différents secteurs de l'éducation;
- Soutenir la réalisation des objectifs de la Stratégie pour l'EDD de la CEE/ONU, en coopération avec les groupes de travail régionaux;
- Solliciter le soutien des décideurs au sein des pouvoirs publics à tous les niveaux;
- Développer et renforcer la capacité des parties prenantes à agir en faveur de l'EDD;
- Suivre et rendre publics les progrès de l'EDD au Canada;
- Assurer la liaison avec d'autres structures nationales et internationales compétentes;
- Coordonner et faciliter l'exécution d'activités nationales de soutien à la Décennie de l'EDD au Canada, y compris l'apprentissage et le suivi de la viabilité, la recherche, la communication et la mise en commun des pratiques optimales.

Objectif des groupes de travail de l'EDD:

- Intégrer l'EDD à la culture du monde éducatif, notamment à l'ensemble des activités actuelles relatives aux programmes et à l'apprentissage, à la formation des enseignants, à la gestion des établissements, aux achats, etc.;
- Instaurer une collaboration stratégique entre les pouvoirs publics, les dirigeants du secteur de l'éducation, les entreprises et les ONG communautaires afin d'accroître la cohérence et les effets des actions menées en faveur d'une culture de l'EDD;
- Relayer le sentiment d'urgence et les dernières données scientifiques sur les enjeux critiques de la viabilité;
- Coordonner, faciliter les connexions et rassembler les parties prenantes des secteurs formel, non formel et informel de l'éducation afin qu'elles contribuent à l'élaboration des politiques, aux débats, aux échanges et à la planification nécessaires pour mener à bien les activités d'EDD destinées à soutenir la Décennie des Nations Unies pour l'EDD.

MÉTHODOLOGIE

Cette approche repose sur un modèle d'engagement collaboratif. Elle part de la base et est localisée. Les groupes de travail provinciaux/territoriaux tirent parti des atouts des initiatives locales. Le NESDEC tire parti des atouts des initiatives provinciales/territoriales. L'expérience pilote de création d'un groupe de travail au Manitoba et le bilan de cette opération et de ses résultats ont permis de disposer d'un modèle utile pouvant être reproduit, s'agissant de la structure, des processus et des résultats, pour la création de groupes de travail dans d'autres régions du Canada. Un document de synthèse a été établi par les organismes chef de file et mis à la disposition de toutes les instances intéressées.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

La réussite de cette expérience de création d'un premier groupe régional de l'EDD au Manitoba et de la communication de ses résultats a incité six autres instances à créer des groupes de travail similaires dans leurs circonscriptions respectives.

Le fait d'amener des parties prenantes, dans la même circonscription ou entre différentes circonscriptions, à œuvrer ensemble à la promotion de l'EDD dans les secteurs formel, non formel et informel de l'éducation devrait avoir les effets suivants:

- Émergence d'une culture de l'éducation au service du développement durable au Canada;
- Mise en place de mécanismes directeurs, régulateurs et opérationnels de soutien à l'EDD;

- Promotion du développement durable par l'enseignement formel, non formel et informel;
- Éducateurs dotés des compétences nécessaires pour intégrer le développement durable à leur enseignement;
- Outils et matériels d'EDD disponibles et accessibles;
- Travaux de recherche sur l'EDD et ses incidences sur la société canadienne;
- Renforcement de la coopération en matière d'EDD à tous les niveaux.

Points forts

Dans la mesure où les autorités provinciales/territoriales sont responsables de l'éducation formelle au Canada, ce modèle de groupes de travail provinciaux/territoriaux de l'EDD s'adresse aux parties prenantes dans l'instance où une action peut être menée. Le NESDEC peut s'employer à faciliter la coordination et l'exécution des objectifs de la Stratégie de l'éducation au service du développement durable de la CEE/ONU, notamment en matière d'apprentissage et de suivi de la viabilité, de recherche, de communication et de mise en commun des pratiques optimales à travers les secteurs formel, non formel et informel de l'éducation.

Faiblesses & risques

Les activités entreprises par les groupes de travail de l'EDD sont variables d'une région à l'autre, en fonction des intérêts et besoins locaux. Ceci peut être source de difficultés lorsqu'il s'agit de rendre compte à une instance nationale. La création des groupes de travail de l'EDD se fait par phases successives (six en 2006, sept en 2007). Il faut absolument que des groupes de travail soient créés dans toutes les circonscriptions du Canada pour assurer une représentation équitable au NESDEC et donner une perspective nationale. Il existe le risque que certaines juridictions reviennent sur leur engagement de créer un groupe de travail mais rien ne semble indiquer jusqu'à présent que tel soit le cas.

Problèmes rencontrés

Le Manitoba a eu quelques difficultés à instaurer une représentation appropriée des secteurs formel, non formel et informel de l'éducation dans ces groupes de travail, s'agissant en particulier de la représentation des groupes autochtones et des jeunes. Il n'est pas toujours facile de veiller à ce que toutes les parties prenantes soient informées des activités des groupes de travail et que tous les secteurs soient représentés de manière appropriée alors que la composition de ces groupes évolue. Ces problèmes sont, jusqu'à un certain point, résolus par le travail de communication des pouvoirs publics pour diffuser l'information aux parties prenantes, ainsi que par des exposés présentations à l'intention des jeunes et d'autres groupes.

Conditions pour reproduire l'initiative avec succès

Les activités d'évaluation ont montré que la création de groupes de travail de l'EDD au Canada ne peut être reproduite avec succès sans que soient représentées les autorités chargées de l'éducation formelle (ministères/départements provinciaux/territoriaux de l'éducation).

Questions non résolues

Des fonds sont nécessaires pour faciliter la mise en place de groupes de travail de l'EDD dans les provinces/territoires restants du Canada. Un soutien supplémentaire est également nécessaire pour aider à assurer la viabilité des activités du NESDEC et des groupes de travail tout au long de la Décennie.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Il s'agit là d'un excellent modèle pour les circonscriptions où le pouvoir fédéral n'a pas compétence sur l'éducation formelle. C'est aussi un excellent modèle pour faire travailler de vastes réseaux de parties prenantes dans un cadre commun.

CHYPRE

Conception de programmes d'action communautaires par la création de réseaux réunissant l'école, les parents et la communauté locale

CONTACT Pedagogical Institute of Cyprus, Cyprus Ministry of Education and Culture
P.O.Box 12720, 2252, Nicosia-Cyprus
Téléphone: + 357 22 402352 Fax: + 357 22 480505
Courriel: aravella@cyearn.pi.ac.cy

Dr Aravella Zachariou, Coordinator of Environmental Education and Education for Sustainable Development, Cyprus Pedagogical Institute, Ministry of Education and Culture

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Savoirs autochtones Recherche / Développement
DESCRIPTION		
<i>Type</i>	Projet gouvernemental exécuté sous l'égide de l'Institut de pédagogie de Chypre, organisme relevant du Ministère de l'éducation et de la culture et chargé de la mise en oeuvre de l'éducation au service du développement durable dans le système éducatif chypriote.	
<i>Langue(s) de travail</i>	Langue grecque	
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Il s'agit d'un projet multiforme conçu pour être exécuté à l'échelle nationale en prenant en considération les principes de base de l'EDD et les besoins et particularités de Chypre. Il a été mis en oeuvre dans 37 établissements d'enseignement préscolaire et primaire de toutes les régions du pays. Les parents, les élèves, les enseignants et diverses autres parties prenantes ont constitué les principaux groupes cibles. Plus précisément, 266 parents, 1100 élèves et 45 enseignants ont participé au projet.	
<i>Année de commencement & durée</i>	Le projet est étalé sur la période 2003-2006	
<i>Budget & sources de financement</i>	L'exécution du projet reposait sur la participation volontaire des écoles et des communautés, auxquelles il incombait de trouver les financements nécessaires.	
<i>Organisations partenaires</i>	Un certain nombre d'organismes gouvernementaux et d'organisations non-gouvernementales ont participé à ce projet: Département des forêts, Département de l'environnement, Département de l'énergie, Alliance pour le recyclage, centres pour l'éducation et la formation en matière d'environnement, etc. En fonction des exigences du problème de viabilité considéré, chaque école s'est assurée la participation proportionnelle de diverses organisations.	
<i>Acteurs-clés</i>	Les communautés locales et, plus particulièrement, la population autochtone, les parents et les municipalités ont coopéré et participé activement à un projet visant à étudier un problème particulier de leur communauté et à déterminer d'autres façons de s'attaquer à ce problème particulier. Une interaction s'est instaurée entre l'école et les parties prenantes, qui ont participé activement à toutes les phases du projet (conception, application, exécution) et à tous les types d'activités tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'école. Notre coopération avec les parties prenantes reposait sur les orientations et conseils de divers groupes de participants pendant toutes les phases du projet.	



OBJECTIFS

- Apprendre aux enseignants à concevoir et exécuter des programmes autonomes axés sur l'EDD et visant à assurer une participation sociale et critique des parents, des écoles et des communautés locales;
- Encourager les parents, les élèves et la population locale à participer à ces programmes et faire en sorte qu'ils continuent d'être impliqués de manière critique dans les problèmes du développement durable de leur communauté;
- Créer des écoles communautaires fonctionnant selon les principes de l'éducation au service du développement durable;
- Élaborer des outils éducatifs et pédagogiques que les enseignants peuvent utiliser tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la classe afin de promouvoir l'EDD dans la vie scolaire de tous les jours.

MÉTHODOLOGIE

Il s'agissait d'une approche multiforme, articulée sur trois phases distinctes. Pour chacune de ces phases, différentes méthodes et approches pédagogiques ont été utilisées, en fonction des exigences de la phase considérée. La première phase était consacrée à la formation en cours d'emploi des enseignants. Des matériels audiovisuels et des montages de diapositives ont été présentés, des outils pédagogiques, des activités extrascolaires et divers projets et techniques ont été proposés et des projets similaires au plan international ont été évalués. Cette formation en cours d'emploi reposait sur la discussion, la communication interactive et le dialogue créatif. La deuxième phase était consacrée à la conception et l'application du programme. Une interaction s'est établie entre l'école et la communauté dans divers domaines, notamment les activités à l'école et sur le terrain, les visites, les entretiens, les observations, les enregistrements, les discussions, l'utilisation des outils multimédias et de l'Internet, l'artisanat, le travail d'équipe et la coopération entre tous les participants pour l'examen du problème posé. La troisième phase était celle de la participation de la communauté au règlement du problème examiné. Diverses stratégies ont été utilisées, notamment la centralisation des actions et de mesures particulières dans des campagnes communautaires. Les techniques utilisées étaient, notamment, les exposés, l'appel aux médias, le tournage de films et la rédaction d'articles.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

La mise en oeuvre de ces programmes a donné d'importants résultats positifs pour les enfants et leurs parents, comme il ressort des questionnaires que les parents et les enseignants ont remplis avant et après l'exécution de chaque programme. Dans chaque école, il y a eu des entretiens avec les parents, les élèves et les enseignants, des observations ont été faites et des journaux de bord ont été utilisés pendant la mise en oeuvre du programme. Il en ressort que les parents et les enfants sont devenus plus au courant et conscients de la nécessité d'améliorer la qualité de la vie dans leurs communautés. Les programmes qui s'appuyaient sur les besoins et les particularités de chaque école et de sa communauté semblent avoir conféré aux participants un sentiment de maîtrise et de responsabilité communautaires. Ces programmes ont en outre fait émerger une nouvelle "culture de l'apprentissage" reposant sur la cohésion sociale de la communauté, la préservation de l'environnement et la protection de l'environnement local. Il ressort également des résultats de ces programmes que le projet a aidé les enseignants à améliorer leurs pratiques pédagogiques concernant l'EDD. Ils ont pu cerner comment le programme

national peut être utilisé pour l'étude globale d'un problème local et comment l'éducation formelle et l'éducation non formelle peuvent être reliées pour promouvoir l'EDD dans la pratique scolaire.

Points forts

Le projet prend en considération les particularités et les besoins de chaque école et de chaque communauté. Cette démarche incite les participants à agir dans le cadre de réseaux créatifs et interactifs. La communauté a donc servi de moyen d'apprentissage, d'outil pédagogique et de lieu d'intervention, par le recours parallèle à une éducation formelle et non formelle. La communauté a servi de lieu où se déploient les diverses activités sur la base d'un apprentissage participatif adapté aux besoins et aux intérêts des apprenants. Enfin, diverses techniques et méthodes pédagogiques ont été élaborées dans ce cadre et peuvent servir à la promotion de l'EDD dans les écoles chypriotes.

Faiblesses & risques

Le manque de moyens financiers et de temps a constitué le principal obstacle à l'exécution des programmes dans chaque école.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Ce programme a représenté une tentative unique en son genre et extrêmement innovante dans le cas du système éducatif chypriote, puisqu'elle a permis pour la première fois de donner à des enseignants une formation à la mise en oeuvre de programmes éducatifs faisant appel à la participation des parents et des communautés locales. Par ailleurs, il s'agit d'un programme national conçu en fonction des exigences du système éducatif chypriote et prenant en considération les besoins de la population locale, les particularités des écoles dans chaque district et la nécessité de réformer le programme pédagogique national afin d'établir des liens entre l'éducation formelle et l'éducation non formelle. À l'échelle internationale, il constitue une réalisation novatrice dans le domaine de l'éducation, en ce sens qu'il montre comment la maison et l'école peuvent agir dans le cadre d'un partenariat au quotidien et comment l'école peut atteindre ses grands objectifs critiques avec la participation des familles des élèves. Il s'agit là également d'un exemple pour les autres pays européens. Il encourage à mettre en oeuvre des programmes d'éducation au service du développement durable en partenariat avec les parents, les familles et les communautés locales, selon une démarche critique qui apporte des avantages durables aux enfants, aux parents, aux écoles et aux communautés.

CROATIE

Principes directeurs et formation concernant les études d'impact sur l'environnement

CONTACT

Ministry of Environmental Protection, Physical Planning and Construction
Téléphone: +385 1 37 17 413 Fax: +385 1 37 17 149
Courriel: nikola.ruzinski@mzopu.hr Internet: www.mzopu.hr

Nikola Ruzinski, State Secretary, Ministry of Environmental Protection, Physical Planning and Construction

SECTEURS D'INTERVENTION

Éducation/apprentissage

Outils et matériels (tels que Médias & TIC)

DESCRIPTION

Cette initiative vise à renforcer les capacités des responsables des études d'impact sur l'environnement (EIE) et à les rendre plus aptes à mettre en oeuvre les outils d'évaluation appropriés, à développer la participation des parties prenantes et du grand public au processus d'évaluation et à améliorer les études elles-mêmes. Ces résultats doivent être obtenus par des ateliers consultatifs, des visites de travail, l'élaboration d'un programme de formation à l'administration des systèmes au Ministère de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la construction ('former les formateurs'), l'établissement des études par les comtés avec le concours de consultants, la publication de principes directeurs pour les EIE à l'intention des juristes participant à ces études, etc. La zone couverte par le projet correspond à l'ensemble de la Croatie.

Le 'Projet de principes directeurs et de formation pour les EIE en Croatie' fait partie du programme CARDS 2003. L'organisme responsable est la Commission européenne, représentée par la Délégation de la Commission en République de Croatie, qui est responsable de toutes les questions contractuelles. Le partenaire et bénéficiaire du projet est le Ministère de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la construction (MPEATC). Le groupe cible principal est constitué par le personnel de la Division de la protection de l'environnement, plus précisément celui du Département des études d'impact sur l'environnement et de la mise en oeuvre des mesures de prévention de la pollution. Les autres groupes cibles sont diverses autorités compétentes, des développeurs, des consultants, des organismes gouvernementaux sectoriels et non sectoriels, le grand public, etc. Le projet a démarré en juillet 2005 et s'étale sur 18 mois. Il est exécuté par Environmental Resources Management (ERM) Ltd. (Royaume-Uni) et OIKON Ltd. (Croatie). Son budget est de 700.000 euros et le bailleur de fonds est l'Union européenne (UE CARDS).

OBJECTIFS

L'objectif principal de ce projet est d'améliorer la viabilité environnementale des projets de développement en Croatie conformément aux normes de l'UE. Les objectifs concrets sont:

- Améliorer, faciliter et renforcer l'utilisation des EIE conformément aux normes et pratiques de l'UE;
- Appliquer les principes directeurs relatifs aux EIE au niveau national et à celui des comtés.

MÉTHODOLOGIE

- Les cinq ateliers consultatifs qui ont été organisés ont permis de procéder à un examen juridique et à une analyse des lacunes des règles et procédures relatives aux EIE, à une analyse des besoins institutionnels et à la consultation des principales parties prenantes, des organismes compétents (ministères et autorités des comtés) et de consultants à propos des directives et manuels envisagés;
- Une brochure d'information sur le projet a été publiée en croate et en anglais et est également disponible sur le site Web du projet www.eiaproject.hr ;
- Élaboration du programme de formation à l'intention du personnel du MPEATC (formation des instructeurs), des représentants des comtés et des consultants

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

- Renforcement des capacités du personnel du Département des études d'impact sur l'environnement et de la mise en oeuvre des mesures de prévention de la pollution (Division de la protection de l'environnement);

- Élaboration du programme de formation et formation des formateurs qui auront ensuite à transmettre leurs connaissances;
 - Recommandations convenues concernant les mesures juridiques à prendre pour poursuivre l'harmonisation avec les critères de l'UE dans les cas où cette harmonisation s'impose;
 - Principes directeurs détaillés et convenus du MPEATC à l'intention des responsables des EIE au niveau national et au niveau des comtés;
 - Renforcement des procédures de sélection, de détermination du champ et d'examen des EIE et amélioration de la mise en oeuvre des outils d'étude (analyses coûts-avantages, études d'impact sur la santé, ampleur des impacts, etc.);
 - Transparence du processus des EIE, meilleure connaissance des principes directeurs/critères de l'UE relatifs aux EIE et des outils correspondants de la part des principales parties prenantes et participation accrue du public;
 - Plus grande participation des parties prenantes et du grand public aux auditions publiques;
 - Site Web opérationnel (www.eiaproject.hr), régulièrement mis à jour et donnant accès aux manuels et aux principes directeurs.
-

DANEMARK

Site web DEDD - www.ubuportalen.dk

CONTACT Danish Ministry of Education, International Unit
Vester Voldgade 123
1552 Copenhagen V, Denmark
Téléphone: +(45) 3392 5000 Fax: +(45) 3392 5666
Courriel: Gunvor.Barnholt@uvm.dk Internet : www.uvm.dk
Chief Adviser: Gunvor Barnholt, Dir Phone: +(45) 3392 5745

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Citoyenneté	Compréhension internationale
------------------------------------	---------------------------------------	-------------	---------------------------------

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Gouvernemental/non gouvernemental
<i>Langue(s) de travail</i>	Danois et traduction des exemples en anglais
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Pendant la phase d'élaboration, 3 personnes; pour les mises à jour, 1 personne
<i>Année de commencement & durée</i>	En 2005, le Danemark a lancé un site Web marquant le début de la DEDD 2005-2014
<i>Budget & sources de financement</i>	100 000 couronne danoise, soit 13 300 euros
<i>Organisations partenaires</i>	Le directeur du Projet des écoles associées des Nations Unies

OBJECTIFS	Bonnes sources d'inspiration pour les enseignants, les ONG et les particuliers
------------------	--

MÉTHODOLOGIE	Création d'un site Web national auquel toutes les écoles peuvent se connecter
---------------------	---

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Le processus d'évaluation n'a pas encore démarré mais il aura lieu plus tard.
------------------	---

ESPAGNE

Avant tout projet, il faut comprendre - Le séminaire espagnol sur l'éducation et la communication relatives aux terres humides

CONTACT Ministry of Environment. Spain
Plaza San Juan de la Cruz, despacho C302; 28071 Madrid
Téléphone: 34.915.975.744 Fax: 34.915.975.753
Courriel: CMediavi@mma.es Internet : www.mma.es

Carlos Mediavilla García, Técnico Superior

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement Eau Biodiversité Développement rural Tourisme durable	Politique, Réglementation, Gouvernance
DESCRIPTION	La Convention Ramsar a recommandé aux États parties d'établir un plan national de CEPA (communication, éducation et sensibilisation du public). En Espagne, ce travail a été engagé en tenant compte du cadre conceptuel représenté par le Livre blanc sur l'éducation en matière d'environnement, stratégie espagnole largement acceptée et comportant des directives sur l'intégration des instruments sociaux aux politiques de gestion de l'environnement (notamment: information, communication, formation, renforcement des capacités, participation, recherche et évaluation). Considérant que la participation est un instrument capital et que la Convention Ramsar recommande la mise en place d'une gestion participative de l'environnement, le P de CEPA est devenu le symbole de Participation, et l'orientation du futur plan, ainsi que son processus d'élaboration, ont subi la même transformation.		
Type	gouvernemental		
Langue(s) de travail	Espagnol		
Groupe(s) cible(s)	55 experts de la gestion/éducation et communication concernant les terres humides représentant des administrations publiques, des ONG, des universités et des entreprises; groupes cibles: gestionnaires des terres humides et décideurs aux échelons national, régional et local		
Année de commencement & durée	2001-2005		
Budget & sources de financement	Budget ordinaire de l'État pour un programme de séminaires à l'intention des experts de l'éducation en matière d'environnement		
Organisations partenaires	Comité espagnol des terres humides (réunissant les administrations nationales et régionales responsables des terres humides); Commission gouvernementale de l'éducation en matière d'environnement (rassemblant les administrations nationales et régionales responsables de l'éducation en matière d'environnement); Commission espagnole de l'UICN sur l'éducation et la communication ; Réseau espagnol d'ONG pour l'environnement.		
Acteurs-clés	Autorités régionales et locales; gestionnaires de terres humides; universitaires; ONG; entreprises prestataires de services d'éducation et de communication		
OBJECTIFS	Faciliter la tâche des gestionnaires; inclure autant que faire se peut la CEPA dans les plans et politiques relatifs à chaque terre humide; influencer sur les administrations responsables de la gestion des terres humides		
MÉTHODOLOGIE	Séminaire mixte, regroupant des gestionnaires et des éducateurs travaillant dans des organisations de niveaux et des types divers: national/régional/local; administrations publiques/ONG/universitaires/entreprises; quatre phases: constitution de réseaux, diagnostic, conception, rédaction + suite		

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Un plan de CEPA pour les terres humides espagnoles; maintenir le séminaire pour poursuivre le processus.
<i>Points forts</i>	L'origine diverse des participants; l'élaboration d'un langage commun entre les gestionnaires et les éducateurs; l'inclusion de la participation en tant qu'élément du plan (la recommandation de la Convention Ramsar parle de sensibilisation); poursuite du séminaire pour: 1. Coordination (instance de réflexion); 2. Étude de cas (les enseignements à tirer); 3. Promotion de la mise en oeuvre (plaidoyer); 4. Évaluation (apprendre et améliorer).
<i>Faiblesses & risques</i>	L'adaptation des directives à la réalité de chaque terre humide n'est pas chose facile (il faut donc la prendre pour un défi et non pour un risque)
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	L'éducation, considérée comme un instrument de viabilité, suppose son intégration aux différents aspects de la gestion et la mise au point de formules de collaboration entre les éducateurs et les gestionnaires qui soient innovantes, réalistes et, par-dessus tout, viables dans la durée. Parallèlement, la viabilité suppose que la gestion soit considérée comme un processus d'apprentissage continu. Nous considérons ce séminaire et son maintien comme un succès de cette démarche.

ESTONIE

Festival International du film sur la nature de Matsalu (Rahvusvaheline Matsalu Loodusfilmide Festival)

CONTACT MTÜ MATSALU LOODUSFILMIDE FESTIVAL (NGO)
Téléphone: +372 551 0910 Fax: +372 477 8198
Courriel: info@matsalufilm.ee Internet: www.matsalufilm.ee
Tiit Mesila, Festival Director

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement	Compréhension
	Urbanisation durable	Eau Changements climatiques Biodiversité Prévention des catastrophes Développement rural Consommation durable Tourisme durable	internationale

DESCRIPTION

Type non gouvernemental

Langue(s) de travail Estonien, anglais

Groupe(s) cible(s) Grand public (visiteurs), auteurs, réalisateurs

Année de commencement & durée Le premier Festival international du film sur la nature de Matsalu s'est tenu du 3 au 5 octobre 2003 à Lihula, avec un programme de 23 films en compétition représentant sept pays. Plus de 2500 personnes ont assisté au festival en 2003. Étant donné l'accueil très favorable du public, les organisateurs ont décidé d'en faire une manifestation annuelle. À cette fin, une organisation à but non lucratif, Matsalu Nature Film Festival, a été créée à la fin de 2003. Le deuxième festival s'est tenu du 23 au 25 septembre 2004. Il a réuni des participants venus de 14 pays; par ailleurs, 35 films étaient en compétition et le festival a accueilli 5000 visiteurs. Le troisième festival s'est tenu du 22 au 25 septembre 2005, avec 39 films en compétition représentant 16 pays et plus de 7000 visiteurs. Les organisateurs peuvent se targuer d'avoir fait de ce nouveau festival une tradition qui a trouvé sa place parmi les manifestations estoniennes consacrées aussi bien au cinéma qu'à la nature.

Budget & sources de financement Parrainages: Ministère estonien de la culture, Ministère estonien de l'environnement, Fondation du film estonien, Dotation culturelle, Centre d'investissement environnemental, Estonian Nature Tours, comté de Lääne, Green Gate etc.

Organisations partenaires Fondateurs: Autorités locales de Lihula, Parc national de Matsalu, Fonds estonien pour la nature (ONG), Maison de la culture et musée de Lihula

Acteurs-clés Le Ministère estonien de l'environnement est un partenaire pour l'organisation du festival. Chaque année il décerne un prix spécial et le ministre donne une réception en l'honneur des participants et des invités.

OBJECTIFS

1. Le festival a pour objectif d'organiser la projection de nouveaux films sur la nature et de les évaluer ainsi que leurs réalisateurs, et de promouvoir la distribution et le succès de ces films auprès du public.
2. Le festival assure la promotion d'un mode de vie axé sur la nature et viable ainsi que le respect des traditions des populations autochtones à l'égard de la nature.
3. Le festival est un lieu de rencontre des réalisateurs de la région de la mer Baltique qui s'occupent de la préservation de la diversité naturelle et de la nature en tant qu'habitat ou qui réalisent des films décrivant la vie des populations autochtones.
4. Le festival est un lieu de présentation de la culture cinématographique estonienne et d'établissement de contacts entre les réalisateurs estoniens et ceux d'autres pays.
5. Des expositions photographiques, des réunions de photographes de la nature et d'autres manifestations culturelles seront organisées en marge du festival.
6. Le festival est organisé par l'organisation à but non lucratif susmentionnée, en coopération avec les autorités municipales de Lihula, le Parc national de Matsalu et le

Fonds estonien pour la nature. La quatrième édition du festival se tiendra à Lihula, dans le comté de Läänemaa, du 21 au 24 septembre 2006.

MÉTHODOLOGIE	Le programme du festival se compose comme suit: - Films en compétition - Rétrospectives, - Programme libre - Exposition de photographies sur la nature, - Séminaires et ateliers - Activités pour les moments de temps libre Les films présentés au festival sont répartis en deux catégories: <u>Catégorie A</u> - "Bois et mammifères". Films qui examinent les relations entre la forêt et les animaux, ainsi que la faune et la flore. <u>Catégorie B</u> - "L'homme et la nature". Films qui décrivent la coexistence harmonieuse de l'activité humaine et de la nature, les liens entre l'homme et la nature, la conservation naturelle, les traditions. Une personne peut participer au festival pour chaque film sélectionné – cinéaste, détenteur de droits d'auteur, réalisateur, producteur, distributeur de films ou représentant officiel. Un jury professionnel de cinq membres, spécialistes du cinéma et de la conservation, juge les œuvres présentées. Ce jury décerne les prix suivants: - Grand prix du festival - Deux premiers prix (un pour chaque catégorie) - Deux prix d'honneur du jury - Prix spéciaux Toutes les œuvres présentées reçoivent de certificats de participation.
---------------------	---

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Plus grande sensibilisation du public aux questions environnementales et culturelles, intérêt accru pour les activités de loisirs et d'autocréation, mise en commun des expériences, coopération entre des personnes du pays et de régions différents, etc.
<i>Points forts</i>	Manifestation annuelle populaire, soutenue et reconnue, organisateurs professionnels, grand intérêt pour la réalisation de films, de dossiers de sensibilisation aux problèmes de l'environnement, etc
<i>Faiblesses & risques</i>	Financement à titre de projet, ce qui n'est ni stable ni durable
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Le Festival du film de Matsalu était au départ une initiative locale qui ne concernait qu'un des 50 comtés de l'Estonie. Au fil des ans, il est devenu une manifestation populaire, suscitant l'intérêt en Europe et dans les pays nordiques. Bien que conçu comme un projet (financement très instable) il est devenu une manifestation annuelle et l'événement de l'année pour les personnes qui s'occupent de cinéma, de culture et de nature en Estonie.

Projet Tuulik ("Moulin à vent" en estonien) et projet Aiatuulik ("Moulin potager" en estonien)

CONTACT	Responsible Netherlands organisation: Foundation for Permanent Education (FPE) Vedergras 49, 3994 NP HOUTEN Téléphone: +31 30 6371502 Courriel: warnarova@hetnet.nl Responsible CEE organization: NPO Center for Training and Development Kärberi 50-181, 13919 Tallinn, Estonia Téléphone: +3725137872 Courriel: info@hared.ee Sirje Aher, Member of management Fax: +31 30 6390250 Internet: http://www.hared.ee Internet: http://www.hared.ee
SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs
DESCRIPTION	Projet Tuulik ("Moulin à vent" en estonien) lancé par le Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas (Programme de transition sociale en Europe centrale et orientale MATRA), le Ministère de l'environnement et le Ministère de l'éducation de la République estonienne et prenant la suite du projet Aiatuulik ("Moulin potager" en estonien), en coopération avec le Ministère de l'environnement et le Département de l'éducation de Tallinn
<i>Type</i>	Gouvernemental + non gouvernemental + municipal
<i>Langue(s) de travail</i>	Estonien, russe
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Dans le projet Tuulik, 41 écoles estoniennes: élèves, enseignants et directeurs d'établissement du cycle fondamental (il n'y a actuellement que 485 écoles fondamentales et établissements du deuxième cycle de l'enseignement secondaire général (y compris les écoles fondamentales) en Estonie. Dans le projet Aiatuulik, 38 écoles maternelles de la municipalité de Tallinn avec leurs directeurs, leurs enseignants, leurs élèves et les parents de ces derniers + 132 écoles maternelles avec leurs directeurs et leurs enseignants.
<i>Année de commencement & durée</i>	Tuulik: 1er août 2001 à 1er juin 2004, Aiatuulik: 1er août 2004 à 31 juillet 2006
<i>Budget & sources de financement</i>	Tuulik: 260 000 euros – Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas (programme MATRA), Ministère de l'environnement de la République estonienne. Aiatuulik: 280 000 euros – Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas (programme MATRA), Département de l'éducation de Tallinn, Ministère de l'environnement de la République estonienne.
<i>Organisations partenaires</i>	Département de l'éducation de Tallinn, Centre national de gestion des forêts (RMK), Centre estonien d'action auprès de la jeunesse, Centre national des examens et qualifications
<i>Acteurs-clés</i>	Les populations des régions ont été informées par les médias et les journalistes. Les parents ont participé indirectement à ces projets, surtout dans le cadre du projet Aiatuulik, par le biais de questionnaires destinés à déterminer leur degré de sensibilisation aux problèmes de l'environnement. Les autorités locales ont également participé plus activement au projet Aiatuulik: le Département de l'éducation de Tallinn a soutenu le projet sur les plans financier et autres. Le projet Tuulik a également bénéficié du soutien des autorités régionales, qui ont aidé à organiser certaines des manifestations.
OBJECTIFS	Ces projets aident les écoles maternelles et primaires estoniennes à élaborer des programmes d'enseignement intégrant l'EDD et les questions y relatives dans le plan de travail des établissements. Objectif du projet Tuulik: améliorer l'éducation en matière d'environnement et l'EDD par la sensibilisation à la coexistence de la nature,

de la société et de la culture et promouvoir des comportements soucieux de la viabilité de l'environnement immédiat. Objectif du projet Aiatuulik: les écoles maternelles estoniennes ont introduit des technologies modernes pour intégrer l'éducation en matière d'environnement et l'éducation au service du développement durable dans leurs plans et programmes d'enseignement et elles utilisent des matériels pédagogiques de qualité dans les deux langues.

MÉTHODOLOGIE

Le projet Tuulik comporte trois phases:

1. Élaboration des programmes d'enseignement : en coopération avec sept écoles pilotes (enseignant aussi bien en estonien qu'en russe). Au cours de cette phase, 36 autres écoles ont été sélectionnées pour poursuivre la mise en oeuvre du plan de travail scolaire pour l'éducation en matière d'environnement et l'EDD. La formation des coordonnateurs estoniens a été assurée dans les écoles de pilotes afin de pouvoir fournir une assistance pour l'élaboration du plan de travail scolaire en matière d'écologie dans les autres établissements. Tous les matériels pédagogiques disponibles ont été répertoriés en vue de créer un centre d'information qui pourra fournir les matériels nécessaires aux écoles pendant l'exécution des projets et par la suite. Par ailleurs, un programme de formation des enseignants actuels et futurs sera mis au point.

2. Au cours de la deuxième phase, les résultats de la phase d'élaboration seront mis en oeuvre dans le plan de travail scolaire des 36 autres établissements. Une formation sera dispensée aux enseignants et les résultats de la phase 1 seront communiqués aux établissements à titre d'exemple. Sous la coordination des écoles pilotes, un soutien sera constamment accordé aux activités de mise en oeuvre dans les autres établissements, dans le cadre de structures en réseau. Les institutions d'appui participeront à ces réseaux.

3. La troisième phase est essentiellement axée sur l'évaluation des activités d'élaboration et de mise en oeuvre afin de renforcer et, si besoin est, ajuster les activités lancées au cours des première et deuxième phases. De cette manière, le processus se poursuivra après l'achèvement du projet.

Le projet Aiatuulik comporte trois phases:

1. Élaboration du programme d'enseignement préscolaire : au cours de cette phase, nous élaborons, en coopération avec huit écoles maternelles pilotes (enseignant aussi bien en estonien qu'en russe) et le Département de l'éducation de Tallinn, dans le cadre du programme national existant d'enseignement préscolaire, un programme d'enseignement des questions relatives à l'environnement et au développement durable (communication, nature, culture). Les institutions susmentionnées ont apporté un appui à ces écoles maternelles. Au cours de cette même phase, 30 écoles maternelles suivantes ont été sélectionnées pour poursuivre la mise en oeuvre du plan de travail scolaire pour l'éducation en matière d'environnement et de développement durable. La formation de coordonnateurs estoniens a été assurée dans les écoles pilotes afin de pouvoir apporter une assistance à l'élaboration des plans de travail scolaire pour l'environnement dans les écoles maternelles suivantes. Tous les matériels pédagogiques disponibles ont été répertoriés en vue de la création d'un centre d'information qui soit en mesure de fournir tous les matériels pédagogiques nécessaires aux écoles maternelles pendant l'exécution du projet et par la suite. En outre, un programme de formation des enseignants actuels et futurs a été mis au point pour perfectionner les qualifications en matière d'élaboration des plans de travail scolaire, introduire ces éléments dans les systèmes scolaires et adopter les méthodes pédagogiques qui conviennent.

2. Au cours de la deuxième phase, les résultats de la phase d'élaboration ont été intégrés au plan de travail scolaire des 30 écoles maternelles suivantes. Une formation sera dispensée aux enseignants et les résultats de la phase 1 seront communiqués aux écoles suivantes à titre d'exemple. Sous la coordination des écoles maternelles pilotes, les écoles maternelles suivantes ont constamment bénéficié d'un soutien pour les activités de mise en oeuvre du projet, dans le cadre de structures en réseau. Les institutions depuis ont participé à ces réseaux.

3. La troisième phase est essentiellement axée sur l'évaluation des activités d'élaboration et de mise en oeuvre, afin de renforcer et, le cas échéant, ajuster les activités lancées au cours des première et deuxième phases. De cette manière, le processus se poursuivra après l'achèvement du projet.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Tuulik: 1) Élaboration et application d'exemples de programmes d'enseignement axés sur l'éducation en matière d'environnement et l'EDD dans des écoles pilotes: 2) Création et mise en oeuvre d'une structure d'appui pour l'élaboration et l'application du plan de travail scolaire: 3) Mise en place de réseaux d'autres écoles autour de chaque

école pilote et aide aux établissements qui recherchent les échanges d'expériences et la facilitation du renforcement continu de l'éducation en matière d'environnement et de l'EDD; 4) Formation des enseignants et des directeurs d'établissement afin d'améliorer les qualifications et la motivation; 5) Élaboration et adaptation du programme de formation des enseignants dans les facultés de pédagogie des universités estoniennes associées au projet; 6) Mise en place d'une infrastructure pour la collecte et la distribution des matériels pédagogiques, de l'information et des programmes de formation (inventaire des matériels existants, création du centre d'information); 7) Diffusion de tous les résultats du projet à toutes les écoles fondamentales estoniennes et aux établissements apparentés. Aiatuulik: 1. Les écoles maternelles participantes ont appliqué les principes du développement durable dans leurs plans et programmes d'enseignement et elles partagent cette expérience avec les écoles maternelles qui ne participent pas au projet; 2. Les écoles maternelles disposent de matériels pédagogiques modernes permettant un processus d'enseignement et d'apprentissage en matière d'environnement et de développement durable associant les parents; 3. Les écoles maternelles disposent de réseaux de soutien pour l'intégration de l'éducation en matière d'environnement et de développement durable dans leurs plans et programmes d'enseignement; 4. Les élèves des écoles maternelles acquièrent des attitudes favorables à l'environnement et au développement durable; 5. Les écoles maternelles estoniennes peuvent engager, de leur propre chef, des actions de sensibilisation à l'environnement et au développement durable.

Les matériels méthodologiques et des plans de cours ont été distribués aux écoles. Les matériels pédagogiques du projet peuvent être consultés à l'adresse <http://www.hared.ee/>, en estonien et en russe.

Points forts

La coopération des enseignants à l'intérieur des écoles (maternelles) s'améliore. Qualité de la coopération et des échanges d'expériences et d'idées entre les écoles. Possibilités nouvelles et plus variées de formation des enseignants. Échange international d'expériences. Assurance que le travail en faveur de l'environnement ne s'arrêtera pas avec le projet. Importance de veiller à ce que les activités soient identiques dans les écoles (maternelles) enseignant en russe et en estonien, ce qui contribue à l'intégration. Les principaux avantages sont également décrits par les participants du projet Tuulik dans la brochure intitulée "Tuulik, graines de vérité" (en estonien et en russe, à l'adresse <http://www.hared.ee/files/kniga.pdf>).

Faiblesses & risques

Le principal risque dans ce type d'entreprise tient à la résistance interne à l'organisation et au manque d'esprit d'équipe. Il n'est pas toujours facile de surmonter le sentiment de "concurrence" entre les écoles (maternelles), qui ont tendance à garder leurs idées et informations pour elles-mêmes.

Conditions pour reproduire l'initiative avec succès

Ce type de pratique est facile à reproduire. En fait, Aiatuulik reproduit Tuulik. Les principales conditions à réunir sont le souci des autorités nationales et régionales de résoudre les problèmes de l'enseignement dans les écoles (maternelles) et la liberté accordée aux écoles (maternelles) pour ce qui est de l'élaboration de leurs programmes d'enseignement.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Tuulik et Aiatuulik relèvent des bonnes pratiques parce qu'il s'agit de projets où les établissements d'enseignement décident de ce dont ils ont besoin de la manière qui leur convient le mieux: matériels d'enseignement et d'apprentissage, plans de développement, élaboration des programmes d'enseignement, etc.

EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE

“Jeunesse pour un cadre de vie sain”

CONTACT Republic of Macedonia, Ministry of Education and Science
Dimitrija Cuposki 9, 1 000 Skopje
Téléphone: ++ 389 2 3117 894 Fax: ++ 389 2 3118 195
Courriel: desanka@mofk.gov.mk / dugrinovska@yahoo.com
Internet : www.mon.gov.mk

Desanka Ugrinovska, Ms, Head of the Unit

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Environnement Changements climatiques Biodiversité	Politique, Réglementation, Gouvernance
DESCRIPTION	Base juridique La décision du gouvernement à cet effet est parue en 1994 dans le Journal officiel. L'action entreprise se fonde sur cette décision de principe. Dans le domaine de l'enseignement, des modifications ont été apportées aux lois régissant l'enseignement primaire et secondaire ainsi qu'à l'organisation de l'année scolaire. Au niveau des lois, des dispositions ont été adoptées pour désigner le 21 mars comme début des "Journées de printemps - Journées de l'environnement" et journée d'activités hors enseignement. Ce jour-là, partout dans le pays, élèves et enseignants mènent des activités environnementales, à l'école ou aux alentours. Organisme national de coordination L'activité débute en janvier, lorsque l'évaluation est révisée, approuvée par l'Organisme national de coordination et présentée au gouvernement. Viennent ensuite la planification, la définition d'un sujet particulier, etc. Le Ministère de l'éducation et de la science propose alors l'école primaire centrale au Ministère de l'environnement. Activités éducatives Le Ministère de l'éducation et de la science est responsable des activités éducatives. Au début, le reboisement du pays était le sujet dominant. Il y a trois ans les travaux consacrés à des sujets plus précis ont été introduits.		
<i>Type</i>	Cette activité est organisée au niveau des autorités centrales, le Ministère de l'éducation et de la science étant responsable des activités éducatives, mais les communautés locales et les ONG, par l'entremise de leurs représentants, participent à cette initiative.		
<i>Langue(s) de travail</i>	Macédonien		
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	<i>Qui?</i>: chaque année, plus de 400 000 élèves et 30 000 enseignants sont concernés. Parents et autres parties prenantes temporaires: employés des services éducatifs du Musée national et des parcs nationaux; journalistes travaillant pour les revues pour enfants et adolescents et à la télévision et la radio nationales; ONG (Association des professeurs d'art et pédagogues). Ministères (éducation et science; environnement et aménagement du territoire; défense; agriculture, forêts et approvisionnements en eau). <i>Parties prenantes connexes</i>: la réalisation des activités éducatives est coordonnée par le Ministère de l'éducation et de la science. À l'occasion, des donateurs – entreprises privées ou organisations internationales (bureau de pays du PNUD) – y participent.		
<i>Année de commencement & durée</i>	Cette activité a débuté en 1994. Elle a duré jusqu'à l'année dernière et nous espérons qu'elle se poursuivra à l'avenir.		
<i>Budget & sources de financement</i>	Il n'y a aucun engagement financier ferme au niveau gouvernemental. Les crédits sont restreints pour certaines dépenses. Les activités de reboisement par les élèves sont financées sur le budget du Ministère de l'agriculture, des forêts et de l'approvisionnement en eau. Le Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire finance une petite partie. Les dépenses courantes sont prises en charge par le Ministère de l'éducation et de la science. De temps à autre, d'autres donateurs participent au financement. En 2004, une activité sur le changement climatique a été financée par le bureau de pays du PNUD. Le directeur d'établissement ou le conseil de parents sont les parrains de cette initiative au sein de la communauté locale.		

Organisations partenaires

Il s'agit d'une initiative prise au niveau gouvernemental mais d'autres entités peuvent y participer: Musée national de Macédoine (services éducatifs); éditeurs de revues pour enfants et adolescents; Association des professeurs d'art de Skopje; Radio et télévision macédoniennes (programme radiophonique pour enfants, programmes d'information et d'éducation à la télévision); parcs nationaux; Institut d'hydrométéorologie de Macédoine, Musée d'histoire naturelle, etc

Acteurs-clés

Cette initiative est réalisée dans toutes les communautés du pays. Un représentant des communautés participe aux travaux de l'Organisme national de coordination. Des organismes de coordination sont également créés au niveau local.

**OBJECTIFS**

Grands objectifs - Travaux organisés et systématiques des jeunes sur l'EDD à l'échelle du pays. L'un des objectifs est de sensibiliser davantage le public et de susciter des activités sur des questions précises relevant de l'EDD. L'un des effets positifs peut être l'instauration de réseaux nationaux dans le cadre des activités d'EDD. Cette initiative favorise l'interaction, le partage de l'information et la coopération dans l'EDD et les activités y relatives.

Objectifs éducatifs plus précis – Participation et coopération des établissements éducatifs à différents niveaux. Dans un contexte de décentralisation, cela signifie un partage des responsabilités et l'instauration d'une coopération avec les autorités centrales et locales. Il en résulte un effet positif sur la poursuite du perfectionnement des activités extrascolaires multidisciplinaires et créatives. L'organisation de cette activité relève également de la réalisation des OMD par une intervention éducative active

MÉTHODOLOGIE

La méthode employée est modifiée en fonction des modifications du secteur éducatif sous l'influence d'autres facteurs. L'une de ces modifications a trait aux sujets retenus, qui changent chaque année, et l'autre à la décentralisation.

Décentralisation - Dans la première partie de l'initiative, la méthode relève des autorités centrales, certains aspects étant néanmoins a priori délégués aux communautés locales. Dans les dernières années, en raison de la décentralisation des attributions dans le domaine de l'éducation, il y a un processus de transfert des pouvoirs aux autorités locales. Depuis deux ans, les initiatives quant au choix des sujets proviennent aussi des communautés locales.

Sujets - Chaque année, des sujets différents sont sélectionnés: oiseaux, changements climatiques, etc. Les possibilités d'activités éducatives sont donc nombreuses. L'intervention des parties prenantes et la réalisation des activités font l'objet d'une large diffusion. L'un des aspects créatifs de ce processus tient à la participation d'institutions culturelles et autres à la réalisation des activités éducatives (musées, parcs nationaux, etc.).

RÉSULTATS & ÉVALUATION*Résultats*

Rapports d'étape établis à plusieurs niveaux

Rapport sur les activités éducatives - Le Ministère de l'éducation et de la science collecte des données, les compile et établit un rapport annuel à partir des rapports présentés par les écoles ainsi que des rapports transmis par d'autres parties

prenantes à la réalisation des activités en cours (activités des musées, des associations de professeurs d'art et de pédagogues, des parcs nationaux, du Musée d'histoire naturelle, etc.).

Une revue des textes et illustrations publiés dans les revues pour enfants et adolescents (et des autres annonces dans les médias) fait partie intégrante de ce rapport.

Un rapport final sur les activités éducatives, approuvé par un haut fonctionnaire du Ministère, est présenté à l'Organisme national de coordination et fait partie intégrante du rapport que ce dernier.

Rapport final – Les organismes de coordinations locaux présentent des rapports annuels à l'Organisme national de coordination, qui relève du Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Cet organisme reçoit un exemplaire du projet de rapport. Après examen, établissement de la version définitive et approbation de ce document, la version finale du rapport est présentée au gouvernement. Le rapport d'une année donnée constitue l'une des sources d'information pour le plan d'activités de l'année suivante.

Points forts

Le soutien gouvernemental et ministériel et la participation des autorités locales et des ONG sont quelques-uns des atouts les plus importants. Un autre tient au fait que cette initiative couvre tout le pays, ce qui favorise la sensibilisation du public et le changement des comportements.

Les effets positifs peuvent porter sur l'amélioration de la qualité de l'EDD dans le système éducatif, élément très important dans un contexte d'isolement et de manque de communication entre partenaires dans ce système. La planification et la réalisation de la participation des élèves à un large éventail d'activités et l'élargissement de la coopération constituent un domaine propice à une approche environnementale interdisciplinaire et complexe, un autre domaine étant la très forte implication du personnel enseignant. En outre, le Musée national offre de nombreuses possibilités de recherche au service de l'EDD sous l'angle du patrimoine culturel, reliant la population à son environnement. Un autre atout important dans ce domaine tient au développement du marché de l'édition de revues pour enfants et adolescents.

Faiblesses & risques

Crédits modestes et irréguliers; faible capacité de coordination (Organisme national de coordination); changements de responsables (autorités centrales et locales). En outre, public peu sensible aux questions d'EDD; approches traditionnelles et peu imaginatives; chevauchements avec d'autres activités (dates des journées de l'environnement, journées de la Terre, journées du changement climatique, etc.).

Des problèmes sont dus à la faible capacité de planification et d'évaluation. La question de la coordination est de nouveau posée. Les difficultés peuvent venir de l'insuffisance de l'évaluation des résultats obtenus et des récompenses. À l'heure actuelle, seuls les meilleurs élèves et artistes obtiennent des prix (livres et certificats) et sont susceptibles d'obtenir une bourse au niveau du secondaire.

Problèmes rencontrés

L'un des problèmes les plus importants a trait à la coordination entre ministères, en raison des faibles capacités de planification et d'évaluation. Un autre problème, et non des moindres, concerne la prise en charge financière. L'aspect politique général est très important, en ce sens que l'EDD ne figure pas dans les documents sur la politique de l'éducation. Les problèmes sont décelés au niveau de la pratique, par exemple la marginalisation de l'EDD dans les programmes d'enseignement et les cours.

Des carences apparaissent au niveau des ressources humaines disponibles, de l'absence de capacités bien établies et développées et de la question très urgente des nouvelles modalités de réalisation de cette initiative.

Des problèmes se posent également au niveau de l'organisation. L'absence d'orientations relatives au partage des responsabilités entre les autorités centrales et locales dans le cadre de la décentralisation est l'un de ces problèmes, un autre étant la nécessité d'une approche internationale plus large. L'EDD n'est pas reconnue au plan national en tant qu'élément important du processus de réalisation des OMD, par exemple.

Conditions pour reproduire l'initiative avec succès

La viabilité du projet est possible moyennant plusieurs changements. L'un de ces changements est l'amélioration de l'évaluation. Un autre est la poursuite du soutien des pouvoirs publics. Le parrainage de cette activité et la reconnaissance aux plans régional et international des valeurs et des possibilités qu'elle représente sont un autre enjeu important. Fondamentalement, au niveau de la politique générale en vigueur, il est très important d'engager un effort soutenu d'amélioration de l'efficacité de la planification au sein de l'Organisme national de coordination, du Ministère de l'éducation et de la science et des établissements d'enseignement. Un autre enjeu capital concerne la prise en charge financière de cette activité. Tout aussi importante est la question de la sensibilisation du public à l'EDD et de la réalisation d'une

véritable évaluation permettant de récompenser les contributions de tous partenaires individuels ou collectifs.

Questions non résolues

Il reste encore beaucoup à faire dans le domaine éducatif et, en l'état actuel des choses, la faible intégration de l'EDD dans le système éducatif est l'un des problèmes à résoudre.

Il importe d'inscrire l'EDD dans les documents qui font la politique de l'éducation. Cet aspect peut être considéré comme étant tout aussi urgent que la pratique de l'EDD. Un exemple concret des carences de la pratique de l'EDD est celui du formalisme de l'heure de cours consacrée à cette matière.

Les effets positifs de l'amélioration de l'enseignement et de l'EDD peuvent passer par l'instauration d'une coopération bilatérale, régionale ou internationale. Une base reconnue au plan international et un engagement accepté au plan national constituent quelques-uns des domaines d'intervention importants à cet égard (OMD, Pacte de stabilité, etc).

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Il s'agit d'une initiative gouvernementale, fortement soutenue et établie de longue date. Certaines améliorations peuvent être inscrites à son actif. Elle a permis de constituer un réseau de diverses parties prenantes qui exercent une forte influence sur les activités éducatives, en particulier dans le domaine de l'EDD, qui est intégralement couvert, depuis la sensibilisation du public jusqu'à la participation des plus jeunes. Cette activité renvoie au patrimoine culturel et instaure une coopération entre le monde de l'éducation et les autorités locales, ce qui est très important dans un système éducatif décentralisé et favorise les initiatives locales et les activités en matière d'environnement au niveau des collectivités de base.

Le caractère complexe de l'EDD favorise le recours à une approche multisectorielle et pluridisciplinaire. Dans la pratique, elle réaffirme l'importance des activités extrascolaires dans l'enseignement et favorise la coopération intersectorielle. Elle est importante pour le développement personnel des élèves et de leurs enseignants. Par ailleurs, elle incite à faire preuve d'imagination dans le travail éducatif, en développant la capacité de recherche, en apprenant à trouver des solutions novatrices aux problèmes de la vie quotidienne et en surmontant ces problèmes au lieu de rechercher les moyens de s'en accommoder.

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Approche institutionnelle globale de l'EDD: programmes et matériels pédagogiques

CONTACT

ASEKO – Association for Environmental Education

Téléphone: ++7 (495) 497-8842

Courriel: we@email.ru

Fax: ++7 (495) 497-8842

Internet : www.aseko.org

Vadim Kalinin, executive director

SECTEURS D'INTERVENTION

Éducation/apprentissage
Éducateurs
Économie

Environnement

Outils et matériels (tels que
Médias & TIC)
Elèves, étudiants

DESCRIPTION

Type

Non gouvernemental

Langue(s) de travail

Russe

Groupe(s) cible(s)

Éducateurs, grands élèves, étudiants

Année de commencement & durée

2001– (en cours)

Budget & sources de financement

230000 euros. Charity Aid Foundation (Royaume-Uni), Fondation nationale pour la formation (Fédération de Russie)

Organisations partenaires

Maisons d'édition *Drofa* et *FIZIKON* (Moscou)

Acteurs-clés

Des éducateurs (maîtres d'école et professeurs d'université) ont participé à des ateliers et à des stages de formation et évalué des cours/matériels pédagogiques afin de donner ensuite leur opinion aux auteurs. Interaction reposant sur une coopération constante, y compris la consultation et le soutien mutuels.
Des experts en urbanisme, des représentants des autorités locales et des organisations non gouvernementales qui s'occupent d'urbanisme aident en permanence au règlement de questions pratiques touchant les besoins des communautés locales.

Groupe de grands
élèves planifiant le
programme Action
21 de leur école



OBJECTIFS

Un cours exigeant pour les élèves. Ensemble de connaissances et de compétences défini après analyse des opinions des élèves, des spécialistes du recrutement et des gestionnaires, afin que le cours soit *aussi utile que possible à la fois dans les études, dans la vie de tous les jours et dans la carrière future, quelle que soit la spécialité.*
Un cours éminemment intéressant, au point de devenir une *matière préférée*. À cet égard, le cours prévoit des activités, des jeux et la solution de problèmes pratiques et vitaux, ainsi que des matériels spécialement conçus pour prendre en considération les particularités de la perception des grands élèves pour faire en sorte que l'étude

prenne la forme d'un dialogue constamment axé sur l'expérience de l'élève.

Un cours exigeant pour les enseignants, pour veiller à leur perfectionnement et les soutenir. L'approche méthodologique adoptée est unique en son genre: tous les cours sont interactifs. Mais l'enseignant n'aura pas à chercher des orientations pour s'adapter à de nouvelles méthodes: les outils pédagogiques intègrent les meilleures expériences méthodologiques, y compris des recommandations sur les méthodes d'apprentissage par l'investigation et la création, le développement du raisonnement critique, la hiérarchisation des valeurs morales et les études de cas, éveillant ainsi l'intérêt des élèves et la fréquentation enthousiaste du cours. Des plans de cours pour chaque classe permettent à l'enseignant de ne pas perdre du temps à préparer des leçons.

Un cours utile pour les établissements scolaires: accroître la compétitivité, améliorer l'image, favoriser l'autonomie et attirer des fonds supplémentaires. Associant les établissements éducatifs à la planification et à la mise en œuvre d'un programme de développement durable, le cours représente en soi un nouveau modèle d'éducation.

Un cours qui prend en compte les intérêts des parents: veiller à ce que le temps libre passé à l'école soit consacré à des activités socialement et environnementalement utiles et faciliter la préparation à une vie autonome, à des carrières futures et au règlement des problèmes "d'adultes".

MÉTHODOLOGIE

Les contenus, les techniques d'enseignement et les résultats de l'éducation sont axés sur les nouveaux défis posés par les processus d'intégration, de mondialisation et de développement durable et peuvent se résumer comme suit:

- *Nouveaux modèles et approches de l'éducation:*
 - Approche interdisciplinaire reposant sur l'étude d'un modèle socio-écologico-économique du monde;
 - Modèle à vocation pratique d'une éducation projetée dans l'avenir;
 - Modèle de compétence active et approche constructivement optimiste du règlement des problèmes de développement;
- *Principes:*
 - Mobilité, adaptabilité des contenus des programmes et des techniques d'enseignement compte tenu des nouveaux défis qui se posent aux plans local, national et mondial;
 - Compréhension par les élèves des processus ci-dessus au niveau local sans perdre de vue "l'ensemble du tableau" – les processus qui se passent dans le reste du pays et du monde;
- *Généralisation des:*
 - Techniques d'enseignement interactives: tous les cours/études sont interactifs et font appel à une technique de formation qui permet de travailler sur les valeurs et les attitudes des apprenants;
 - Technologies de l'information et de la communication.

Faire en sorte que les élèves puissent faire des choix responsables dans des situations difficiles. Le cours fait appel à la méthode de hiérarchisation des valeurs morales, y compris par des exercices et des devoirs, qui aident les élèves à "s'immuniser" face aux points de vue contraires aux principes du développement durable.

Une classe fait office de bureau ou de laboratoire pour la planification et la réalisation des projets de développement durable des communautés scolaires et autres. L'élève est un enquêteur pragmatique qui applique les sciences naturelles et le savoir socio-économique à un travail individuel ou collectif visant à améliorer la qualité de la vie de la communauté scolaire.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Le programme d'enseignement et les matériels pédagogiques sont axés sur la promotion du règlement de problèmes sociaux, environnementaux et économiques complexes et l'amélioration de la qualité de la vie des communautés locales.

Points forts

Ce modèle d'EDD se fonde sur l'expérience nationale et internationale d'urbanistes, d'autorités locales et d'organisations non gouvernementales en matière de création et de réalisation de programmes locaux de développement durable (programmes Action 21 locaux). Au cœur de ce modèle, il y a la dynamique des systèmes et la gestion des projets. La mise en pratique de ce modèle passe par des projets reposant sur la coopération et l'équilibre des intérêts de tous les secteurs de la société. Le système de soutien aux enseignants comprend notamment les stages de formation, les concours et les prix et un bulletin électronique, à l'adresse www.aseko.org

(actuellement en russe et bientôt en version anglaise également).

Faiblesses & risques

Un manuel à l'intention des élèves, un recueil de textes, une collection d'exercices à l'intention des élèves et un guide de l'enseignant sont établis en russe et couvrent la diffusion du programme d'enseignement et des matériels pédagogiques en Europe.

Conditions pour reproduire l'initiative avec succès

Ce cours est enseigné dans les écoles et les universités depuis 2002. La deuxième édition des matériels pédagogiques est prévue pour 2007. La troisième édition, prévue pour 2008, inclura des technologies de l'information et de la communication permettant des animations, des jeux, des simulations interactives et un intranet.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Selon les:

- commentaires des élèves qui ont participé à l'évaluation du cours, "*le cours couvre tous les sujets qui nous seront utiles dans la vie*", "*le cours a été créé pour nous aider, nous les élèves, à avoir une vie meilleure*".
 - comptes-rendus des enseignants, "ce cours assure le perfectionnement pédagogique et l'amélioration du statut social de l'enseignant", "il accroît l'efficacité de l'étude d'autres matières scolaires".
 - experts qui ont examiné le cours, "les auteurs des outils méthodologiques ont manifestement fait du bon travail". Le contenu du cours se base sur les dernières données disponibles, ce qui, "distingue avantageusement ce cours des autres disciplines".
-

Olympiades de projets scolaires : Établissements humains durables (aspects économiques et protection de la nature)

CONTACT Russie/Centre d'éducation écologique et de développement durable de l'Institut d'éducation ouverte de Moscou, Russie 125167 Moscou, passage Aviatsionny 6, Centre d'éducation écologique et de développement durable, bureau 410
Téléphone: +7 (495) 7270822 Fax: +7 (495) 1516997
Courriel: koala777@mail.ru

Marina Vyacheslavovna Argunova

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement	Politique, Réglementation,
	Promotion de la santé	Biodiversité	Gouvernance
	Urbanisation durable	Prévention des	Outils et matériels (tels que
	Responsabilité des sociétés	catastrophes	Médias & TIC)
		Consommation durable	

DESCRIPTION

Type Projet municipal - La création de projets (maquettes en papier) d'établissements humains durables dans un paysage de Russie moyenne a donné lieu à une compétition de type « olympiade » entre équipes scolaires de Moscou (Olympiades écologiques de Moscou). Pour la première fois, des olympiades écologiques se déroulaient par équipes, où chaque membre devait résoudre un problème concret avec compétence, apportant en définitive le succès à son équipe. Les participants devaient construire une maquette en assemblant et collant les éléments colorés d'un « jeu de construction écologique » en papier (2003) pour proposer une solution qui consiste à concevoir une agglomération causant le moins de dommages à l'environnement, en utilisant les technologies écologiques qu'ils connaissaient, les maquettes ayant des thèmes différents : campus universitaire, centrale nucléaire, zone de loisirs proche d'une ville. Parallèlement à la construction de la maquette, les équipes en ont rédigé une description énumérant les objectifs principaux du projet, exposant les caractéristiques physiques, géographiques et écologiques du district d'implantation, celles des transports et des communications de l'agglomération, et indiquant les technologies écologiques représentées dans la maquette. Les résultats du travail des équipes d'élèves étaient jugés par un jury compétent après leur présentation orale de leur projet.

Langue(s) de travail Russe

Groupe(s) cible(s) L'initiative de ce travail créatif inhabituel proposé aux élèves est partie du Laboratoire d'écologie et de protection de l'environnement de la Faculté de biologie de l'Université Lomonossov de Moscou (MGU) et du Centre pour l'éducation écologique et le développement durable de l'Institut d'éducation ouverte de Moscou. Les activités ont été basées à l'école secondaire N° 57 de Moscou. Les Olympiades écologiques de Moscou ont vu la participation de 25 équipes de 18 écoles expérimentales de Moscou, avec au total 160 participants.

Année de commencement & durée Les Olympiades écologiques de Moscou ont eu lieu à la fin de mai 2005, un samedi (jour où la plupart des élèves n'ont pas cours), et ont duré 4 h 30.

Budget & sources de financement Association moscovite d'éducation écologique

Organisations partenaires Département de l'éducation de la ville de Moscou, école secondaire N° 57 de Moscou (site de base). Organisation non gouvernementale « Ecopolispress ».

Acteurs-clés De l'avis du Département de l'éducation de la ville de Moscou, il est inhabituel d'organiser au titre d'une olympiade écologique un concours de modèles d'établissements humains durables. Cette méthode ouvre de nouvelles possibilités de techniques pédagogiques, permet d'attirer de nombreux participants et favorise l'acquisition d'une expérience d'interaction sociale, notamment du fait de la participation à la planification de l'aménagement d'un territoire concret et de la nécessité de prévoir les conséquences des décisions et des démarches choisies. En réalisant la maquette d'un quartier résidentiel de grande ville (ou autre), les participants au concours débattent le projet en équipe et recherchent des informations complémentaires, et ce faisant traduisent leurs connaissances en activité

pluridisciplinaire, les vérifient et les consolident par le travail pratique. Les compétences ainsi acquises par les participants auront des retombées bénéfiques sur la qualité de vie sociale et écologique de quartiers réels, où se développeront des initiatives citoyennes.



OBJECTIFS

- Passer de la simple transmission de connaissances à une éducation préparant à agir et à vivre dans des conditions en évolution rapide ;
- Faire acquérir aux participants l'aptitude au travail en équipe, où le succès de tous dépend du travail de chacun ;
- Convaincre de la nécessité d'un travail collectif bien agencé pour la réalisation d'un objectif commun - en l'espèce le développement durable d'une région (avec ses composantes écologique, économique et sociale) ;
- Procéder à une vérification pédagogique du corpus de connaissances acquises (aspect pluridisciplinaire) et rectifier les lacunes ainsi mises en évidence ;
- Montrer aux élèves des modes de recherche active, de traitement critique et d'utilisation pratique de l'information.

MÉTHODOLOGIE

La création de modèles d'établissements humains durables est partie du principe d'utilisation de toute l'information disponible. Les participants pouvaient rechercher des informations sur l'Internet, utiliser leurs connaissances propres, chercher de la documentation et consulter les chefs d'équipe (enseignants des écoles).

Les maquettes ont été créées à partir des éléments des « Jeux de construction écologiques » (1987, 2003 - la description du jeu est publiée dans le périodique *Biologuia v chkole* La biologie à l'école, 2004, N° 8, p. 57 à 61), constitués d'un grand panneau de jeu de format A-1 et de 18 feuilles A-4 comportant des objets naturels et anthropiques.

Chaque équipe disposait d'un jeu et de fournitures de bureau.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Il est toujours difficile de juger un concours de création. Les organisateurs avaient défini huit paramètres principaux, chacune des maquettes étant notée de 1 à 5 selon chacun de ces paramètres. Les paramètres étaient les suivants : fondements théoriques du modèle de développement durable, exhaustivité de la description, intégrité des écosystèmes naturels, application de technologies écologiques, préservation de la biodiversité, localisation du système de transports, mise en facteur des intérêts de la population locale, et présentation matérielle de la maquette. Plusieurs équipes ont été déclarées gagnantes du concours de projets et de maquettes d'établissement durable. Mais le résultat essentiel est ailleurs - tous les concurrents ont hautement apprécié le mode de travail collectif, ont pris confiance dans leurs propres forces et leur capacité de prendre de bonnes décisions sur des problèmes à leur portée. Le concours a montré par ailleurs que les élèves des écoles secondaires moscovites (de la 8^e à la 10^e année d'études) s'orientent bien dans des questions écologiques complexes : espaces verts écologiques dans les agglomérations, paramètres à respecter pour les voies de circulation automobile et les quartiers résidentiels, utilisation de sources d'énergie non classiques et d'autres. Malheureusement aucun des concurrents ne connaissait dans la pratique la classification des territoires naturels protégés et n'a pu en décrire les caractéristiques

	fonctionnelles. C'est une lacune qu'il faudra combler dans les programmes d'enseignement, dont la découverte est un autre effet utile du concours, car il n'est pas toujours possible de mettre rapidement en évidence des défauts de ce type.
<i>Points forts</i>	Facilité d'organisation d'une activité basée dans les écoles secondaires ; frais matériels modiques (Jeux de construction écologiques et fournitures de bureau).
<i>Faiblesses & risques</i>	Complexité de l'organisation d'un grand concours d'élèves et manque de rapports entre les disciplines scolaires et leur application au projet.
<i>Problèmes rencontrés</i>	Manque de rapports entre les disciplines enseignées (biologie, écologie, géographie, etc.) et la capacité de les appliquer à une activité concrète
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	L'organisation des éliminatoires dans plusieurs quartiers, puis les olympiades proprement dites et l'exposition des projets, nécessitent une décision du ministère de l'éducation de la région, et entraîne des frais.
<i>Questions non résolues</i>	Formalisation des conditions du concours et des critères de sélection
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Les élèves et les enseignants ont été nombreux à regretter de n'avoir pas pu participer aux Olympiades écologiques, et à demander d'être prévenus de la prochaine possibilité de participation. La définition de projets et leur réalisation en maquette est un moyen peu coûteux de faire assimiler les principes d'un projet pluridisciplinaire en vue du développement durable.

Vecteur d'innovations : de l'éducation écologique à l'éducation en vue du développement durable

CONTACT	Université Lomonossov de Moscou (MGU), Russie 119992 Moscou, Monts Lénine, 1, MGU, Faculté de géographie Téléphone: (7-495) 939-2238 Fax: (7-495) 932-8836 Courriel: nauka@geogr.msu.ru Internet: www.geogr.msu.ru Kassimov Nikolaï Sergueievitch, Doyen de la Faculté de géographie de l'Université de Moscou
SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage
DESCRIPTION	
<i>Type</i>	Projet gouvernemental
<i>Langue(s) de travail</i>	Russe
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Intégration des idées du développement durable dans le système d'enseignement supérieur/Étudiants des établissements d'enseignement supérieur/jusqu'à 600
<i>Année de commencement & durée</i>	De 2000 à ce jour (près de 6 ans)
<i>Budget & sources de financement</i>	Budget national de la Fédération de Russie et fonds extrabudgétaires des établissements d'enseignement supérieur
<i>Organisations partenaires</i>	Associations pédagogiques des établissements d'enseignement supérieur de la Fédération de Russie, plus de 100 universités de Russie, Université de Plymouth (Royaume-Uni) et certains établissements d'enseignement supérieur étrangers, organisations non gouvernementales nationales spécialisées.
<i>Acteurs-clés</i>	Essentiellement des groupes d'étudiants, à qui il était proposé de participer activement à l'élaboration des cursus correspondants, y compris la mise en forme du contenu et de la présentation. C'est ainsi que pour le cours Fondements géographiques du développement durable, de la Faculté de géographie du MGU (enseignants : N.S. Kassimov et Yu. L. Mazourov) les étudiants ont lancé des séminaires sur le Web, où a été débattu en 2006 le projet de Stratégie nationale d'éducation en vue du développement durable de la Fédération de Russie, élaboré par un groupe de travail de scientifiques et d'enseignants de l'Université. Les débats ont été particulièrement vifs et enthousiastes, éducatifs, mais également riches en teneur novatrice, ce qu'on peut aisément vérifier sur le site Internet créé pour le projet (www.geogr.msu.ru/HEPS). On peut dire des rapports qui se sont instaurés à cette occasion entre enseignants et étudiants qu'ils étaient marqués par le respect, mais aussi la confiance.
OBJECTIFS	Constitution systématique d'un système d'enseignement au service du développement durable en Fédération de Russie, conformément à son image de « facteur de changement déterminant » dans la société contemporaine Passage en douceur du modèle d'éducation écologique en usage à un modèle d'EDD, par le biais d'une dimension sociale (humanitaire) Concours actif à l'intégration de l'écologie (au sens de l'EDD) dans les domaines de l'enseignement supérieur où elle n'a pas encore suffisamment de place dans la pratique éducative Application efficace du potentiel d'expériences accumulées dans le pays et à l'étranger, dans l'enseignement supérieur et la pédagogie en général Prise en compte optimale des spécificités et des impératifs régionaux, nationaux et professionnels pour la définition de modèles particuliers d'EDD Mobilisation optimale du potentiel des parties intéressées (étudiants, employeurs, pouvoirs publics, autorités locales) pour la mise en place de l'EDD Concours à la formation des bases institutionnelles de l'EDD en Russie Interventions propres à doter le système d'EDD en cours de formation dans le pays de la stabilité indispensable, combinée harmonieusement avec son caractère dynamique

et ses possibilités de développement propre.

MÉTHODOLOGIE	Mise en évidence des problèmes scientifiques fondamentaux posés par l'introduction de l'EDD et réalisation des recherches correspondantes Étude des expériences étrangères et nationales de mise en place de l'EDD Appel au concours de scientifiques de renom, des services universitaires et des pouvoirs publics et coopération avec les organisations non gouvernementales, pour le travail de mise en place de l'EDD dans le pays Mise en place de filières durables d'évaluation en retour par les groupes estudiantins des différentes modalités d'intégration de l'EDD, participation des amphithéâtres d'étudiants à ces processus Appel à la participation des pouvoirs législatifs à la constitution d'un système d'EDD dans le pays Publication des résultats des recherches sur les questions d'EDD à l'intention des spécialistes, des pouvoirs publics et du grand public Participation aux activités des entités nationales et internationales qui s'occupent de diffuser les idées d'EDD Publicité donnée aux réalisations obtenues dans le pays et à l'étranger en matière d'EDD et de pratiques novatrices de pointe Organisation de séminaires et de conférences nationaux et internationaux sur les questions essentielles que soulève la mise en place de l'EDD Passage de l'EDD des priorités sectorielles aux priorités nationales, concours à l'intégration de certains impératifs d'EDD dans la stratégie nationale d'éducation Développement de liens avec le public sur la mise en place de l'EDD, par des publications dans la presse, imprimée et électronique.
RÉSULTATS & ÉVALUATION	
<i>Résultats</i>	L'EDD est devenue réalité ces dernières années dans le système de l'enseignement supérieur en Fédération de Russie Les idées de l'EDD s'intègrent activement, sous diverses formes, à la pratique universitaire du pays On a désormais les prémisses d'une large intégration de l'EDD comme projet éducatif dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur du pays Les milieux professionnels, les entités universitaires et les pouvoirs publics reconnaissent dans la pratique qu'il est indispensable d'intégrer l'EDD comme projet éducatif novateur.
<i>Points forts</i>	Intérêt des pouvoirs publics et des associations pour le développement et le perfectionnement d'un système d'EDD. Inclusion de l'EDD dans nombre de documents de base tels que le document final de la réunion ministérielle des ministres de l'éducation du Groupe des Huit, les programmes de coopération bilatérale et de collaboration de la Fédération de Russie avec des organisations internationales, les normes éducatives du système de l'enseignement supérieur, et les textes statutaires adoptés à l'échelon fédéral et régional. Développement de la coopération entre l'État, la communauté des scientifiques et des enseignants, et les associations, lors de la réalisation de la Stratégie nationale d'EDD et du Cadre d'action national Parti tiré de l'expérience réussie de réalisation du projet national d'éducation écologique dans les établissements d'enseignement supérieur en Russie Existence d'une école scientifique traditionnelle sur le développement durable (conception russe de l'utilisation rationnelle de la nature) Connaissance et intégration des réalisations étrangères, présence active des principaux participants au projet sur la scène internationale Utilisation des possibilités offertes par les associations d'enseignants des établissements d'enseignement supérieur de Russie comme structures de base pour l'introduction de pratiques éducatives novatrices dans le pays Existence d'un réseau scientifique pour l'EDD (notamment publications dans les périodiques universitaires nationaux et étrangers indexés) Élaboration en temps utile des programmes d'enseignement nécessaires, des premiers manuels et autres documents didactiques portant sur l'EDD
<i>Faiblesses & risques</i>	Intégration insuffisante des idées d'EDD dans le cursus d'autres filières d'enseignement, par exemple dans les programmes de lettres et sciences humaines et les écoles primaires et secondaires. Il n'y a pas encore à l'heure actuelle dans la société russe d'infrastructure nationale d'EDD fonctionnant efficacement ; les institutions de la société civile ne participent pas

encore assez à ce processus

*Conditions pour
reproduire l'initiative
avec succès*

Il s'agirait plutôt de continuation et de développement :

- Nécessité d'aligner un certain nombre de normes juridiques sur les principes internationaux de mise en place de l'EDD.
- Élargissement des relations entre les établissements d'enseignement supérieur et les institutions d'enseignement général et complémentaire en matière d'EDD.
- Perfectionnement de la formation et du recyclage des enseignants selon des orientations liées à l'EDD.
- Révisions et compléments à apporter aux manuels et aux guides pédagogiques.

*Pourquoi
considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

À l'issue de nombreux débats et exposés sur le projet, on a conclu que l'avis des représentants éminents des milieux professionnels russes coïncide avec celui des collègues étrangers qui connaissent la situation réelle dans le pays. Le projet a par ailleurs été très bien évalué par les représentants des groupes ciblés, à savoir les étudiants.

FINLANDE

ENO-Environment Online – École virtuelle et portail du développement durable

CONTACT The department of education, the city of Joensuu
Torikatu 21C, 80100 Joensuu, Finland
Téléphone: +358 40 5070725
Courriel: vanhanen@cc.joensuu.fi Internet : <http://eno.joensuu.fi>
Mr Mika Vanhanen, coordinator

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Environnement Eau Changements climatiques Biodiversité Consommation durable	Compréhension internationale Diversité culturelle Outils et matériels (tels que Médias & TIC) Recherche / Développement Coopération régionale / internationale
------------------------------------	---------------------------------------	---	--

DESCRIPTION Succinctement
ENO-Environment Online est une cyberécole et un portail mondial du développement durable. Quatre thèmes environnementaux (*dimensions du développement durable*) sont étudiées pendant une année scolaire (environnements social, naturel et culturel et modes de vie durables), selon un programme hebdomadaire. ENO est un réseau puissant et actif d'écoles qui fonctionne depuis 2000 et est administré par la municipalité de Joensuu, en Finlande. Ce programme apporte aux écoles de Finlande et d'ailleurs un soutien dans le domaine du développement durable et de l'éducation au niveau mondial.

Qui en fait partie?

Environ 300 écoles de 90 pays participent activement au réseau (2006-07), soit environ 30 000 élèves et 2000 enseignants qui en bénéficient directement. Par ailleurs, les matériels placés sur le site Web sont à la disposition de tous. Nos partenaires sont le PNUE, l'UNESCO, l'université de Joensuu, le Conseil national de l'éducation et de nombreuses écoles et réseaux internationaux pour l'environnement. Un mémorandum d'accord a été conclu entre ENO et le PNUE en 2005. Le Département de pédagogie appliquée de l'université utilise le programme ENO pour des études, des travaux de recherche et la formation des enseignants. Outre son aspect mondial, ce programme couvre désormais les écoles d'autres municipalités autour de la ville de Joensuu. Ce programme est financé par la municipalité de Joensuu, avec le concours d'organismes gouvernementaux. Son budget annuel est d'environ 80 000 euros.

Agir local – Penser mondial - TIC

L'idée de base est de mettre l'accent sur l'environnement local et de le replacer dans un contexte mondial: agir local - penser mondial. L'information est rassemblée au niveau local puis partagée avec le reste du monde sur le site Web. L'apprentissage est axé sur l'élève et comporte des activités en ligne et hors ligne. À l'achèvement de chaque thème, il y a une semaine de campagne au cours de laquelle les élèves mettent en commun leurs résultats et les exposent aux communautés locales. Les élèves font des exposés à l'école et dans les bibliothèques et en informent les médias. Ils finissent par devenir les ambassadeurs de l'environnement dans leurs communautés et régions respectives ainsi qu'à l'échelle mondiale. ENO encourage les apprenants à devenir des citoyens actifs. Ce site Web est également un portail où les résultats de l'apprentissage sont récapitulés et mis à la disposition du grand public. La langue de travail est l'anglais.



OBJECTIFS

- Promouvoir les thèmes environnementaux et le développement durable dans l'enseignement
- Considérer l'environnement non seulement en termes écologiques mais également dans sa dimension sociale, économique et culturelle
- Mettre les TIC au service de l'environnement et du développement durable
- Faire des écoles du monde en développement des membres actifs du réseau
- Apprendre comment des actions personnelles peuvent avoir un effet sur l'état de l'environnement
- Unir des gens de différentes cultures et nationalités au service de l'objectif commun : un avenir plus viable

Nous avons commencé à coopérer avec le PNUE il y a deux ans et un mémorandum d'accord a été signé en février 2005. Nous coopérons également avec les écoles du réseau ASPNet de l'UNESCO. Notre vision est qu'ENO-Environnement Online pourrait couvrir tous les pays membres de l'ONU. Une initiative reposant sur le réseau ENO et concernant un portail mondial d'action en faveur de l'environnement a été présentée à l'ONU à l'occasion de la Conférence de Helsinki de 2005.

MÉTHODOLOGIE

L'idée essentielle consiste à mettre l'accent sur l'environnement local et à le replacer dans un contexte mondial: agir local - penser mondial. La pédagogie utilisée repose sur les dernières découvertes en matière d'apprentissage collaboratif et commun, sous la supervision du Département de pédagogie appliquée de l'université de Joensuu (Finlande).

Le programme de l'année scolaire couvre quatre thèmes ou modules qui durent chacun de 10 à 12 semaines. Il s'agit en l'occurrence de l'environnement physique, de l'environnement naturel, de la consommation durable et de l'environnement culturel. Tous les contenus sont définis en collaboration avec les enseignants et mis à disposition sur le site Web d'ENO. Chaque thème est clairement structuré et divisé en tâches hebdomadaires, également disponibles sur le site Web. Chaque semaine, les élèves mènent des activités en ligne et hors ligne et rassemblent des informations auprès de la communauté locale. À l'achèvement de chaque thème, une semaine de campagne est consacrée à exposer les résultats de l'apprentissage à la communauté locale et sur le site Web.

Les écoles n'ont pas besoin de logiciel spécial, il leur suffit d'avoir un traitement de texte et une connexion Internet. Des discussions entre écoles sont organisées. Il y a aussi une radio ENO à laquelle les élèves peuvent adresser des récits sonores concernant les sujets étudiés. Tous les matériels soumis sont résumés et mis à disposition sur le site Web. Le programme comporte également des activités publiques annuelles, de plantation d'arbres par exemple, à l'intention de tous les écoliers ou groupes de jeunes intéressés.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

En l'espace de six ans, un puissant réseau mondial d'écoles a été créé. Des dizaines de milliers d'élèves et des milliers d'enseignants participent à ces activités dans plus de 90 pays. Deux conférences internationales du réseau ENO ont été organisées, l'une en Finlande, en 2002, et l'autre en Afrique du Sud en 2004 au cours de laquelle certaines écoles africaines ont signé des accords de partenariat avec les écoles finlandaises membres du réseau. Une réunion des enseignants et élèves d'écoles africaines membres du réseau a été organisée en février 2006 en Finlande.

	Des thèses de doctorat ont été consacrées au programme ENO dans les universités de Joensuu (Finlande) et Grenade (Espagne). Le programme a reçu des distinctions au plan national et international, entre autres le Prix de la qualité en cyberapprentissage décerné par le Ministère de l'éducation, en 2003, et le Prix Panda du WWF, en 2004. Sa candidature a été également présentée trois fois aux Challenge Awards de Stockholm, le prix le plus prestigieux au monde dans le domaine des TIC.
<i>Points forts</i>	Le programme ENO encourage les élèves à étudier leur environnement local. Quand cette étude est organisée à l'échelle mondiale, elle suscite l'intérêt des apprenants, parce que ceux-ci peuvent comparer leur environnement à celui d'autres apprenants ailleurs dans le monde. Il a rassemblé le monde en une famille dont chaque membre a autant de valeur et d'importance que les autres. Dr Alfonso Molina, Professeur de stratégies technologiques, Université d'Edinburgh: "ENO est une excellente initiative en matière d'éducation, un pionnier qui construit aujourd'hui les types de mouvements programmatiques qui seront monnaie courante demain. Son approche globale du développement durable rassemble des communautés locales en un processus mondial d'apprentissage collaboratif qui stimule le dialogue culturel, la générosité, le partage et la solidarité en faveur des plus pauvres et des exclus de l'ère numérique. C'est pour cette raison que je considère ENO comme un véritable agent du développement humain". Mme Nyarai Tunjera, enseignante ENO au Zimbabwe: ENO apprend aussi à mener à bien des travaux de recherche, par exemple lorsque les élèves doivent approfondir les thèmes qu'ils étudient en se renseignant par exemple sur le coût de l'eau de consommation et l'utilisation du papier. Je crois que c'est ce qui amène véritablement non seulement l'apprenant mais toute personne concernée à s'impliquer. Leur programme de sensibilisation à chaque thème montre qu'ils veulent réellement associer TOUT le monde à la sensibilisation aux problèmes de l'environnement. Prix GKP de la jeunesse: «Penser mondial et agir local, tel est le thème central sous-jacent à ENO-Environment Online, cyberécole mondiale de sensibilisation aux problèmes de l'environnement. C'est un grand pas en avant vers la création d'une société de l'information en reliant trois éléments essentiels: les jeunes, les TIC et l'environnement».
<i>Faiblesses & risques</i>	Ce programme fonctionne depuis 2000. Le plus gros problème rencontré concerne le financement. Nous sommes en train de rechercher les moyens d'assurer la viabilité du programme. Là réside notre principal sujet de préoccupation mais nous nous employons à résoudre le problème et à trouver des partenaires.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Le programme ENO propose des activités et des modules accessibles qui peuvent être utilisés partout dans le monde, en Iran par exemple. ENI (Club iranien pour l'environnement) a été créé pour sensibiliser la population aux problèmes de l'environnement en Iran et faire connaître les différentes activités menées à bien par différentes écoles sur le Web. Un site bilingue a été mis au point pour partager les expériences avec d'autres écoles partout dans le monde. L'idée de départ reprend celle du site d'ENO mais les activités ont été conçues de manière à correspondre au mieux à l'environnement de l'Iran et à la mise en œuvre du programme ENO au plan national. Mariam Mokhtari, enseignante du programme ENO, a mis au point ce site Web et encouragé d'autres écoles iraniennes à s'associer à ses activités. Ce site Web a bénéficié du soutien de la Fondation iranienne des sciences et des arts et de Saziba. Pour plus de renseignements, voir à l'adresse: http://eno.schoolnet.ir/
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Le programme ENO n'a cessé de croître depuis sa création et couvre aujourd'hui la moitié environ des pays de la planète. Nous voulons l'étendre à tous les pays du monde. La question de l'avenir viable est un défi. Nous voulons que notre réseau et notre expérience bénéficient le plus largement possible à l'ONU et à ses organismes. Nous comptons aussi organiser davantage d'activités ouvertes destinées au grand public. La question de la viabilité du financement se pose. Nous sommes ouverts aux suggestions des différents organismes et parties prenantes. Ce programme montre le pouvoir de l'action à la base. Il résulte de l'initiative d'un enseignant. Nous ne travaillons pas seulement avec les écoles, nous associons aussi la population locale pour en faire une partie au processus d'apprentissage. Nous soulevons les questions d'environnement au niveau local et au niveau mondial et nous donnons aux gens des moyens d'agir. Et par-dessus tout, nous jetons des ponts qui relient les démunis et les nantis. Nous apportons notre modeste contribution à la réalisation des objectifs 7 et 8 du Millénaire pour le développement.

FRANCE

Généraliser l'éducation à l'environnement pour un développement durable en milieu scolaire

CONTACT Comité national français de la Décennie des Nations Unies de l'Éducation pour le développement durable
Ministère de l'Écologie et du Développement durable, 20 avenue de Ségur 75007 Paris, France
Téléphone: 33-1 42 19 10 24 & 22 45 Fax: 33-1 42 19 10 50
Courriel: michel.ricard@wanadoo.fr Internet : www.decennie-france.org
Professeur Michel RICARD, Président du Comité national français de la décennie

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Citoyenneté	Outils et matériels (tels que Médias & TIC) Recherche / Développement Coopération régionale / internationale
--------------------------------	---------------------------------------	-------------	--

DESCRIPTION

Type	Projet gouvernemental
Langue(s) de travail	Français
Groupe(s) cible(s)	Tous les établissements scolaires français
Année de commencement & durée	Début : octobre 2005; durée : 3 ans
Budget & sources de financement	Budget : difficile à préciser car développé au niveau national; source de financement: état
Organisations partenaires	État + collectivités territoriales + entreprise et société civile
Acteurs-clés	Les collectivités territoriales sont particulièrement impliquées dans ce projet par le biais de conventions partenariales régionales en vue de promouvoir le développement durable par le biais de l'éducation, de la formation et de l'information.

OBJECTIFS	Après une année d'expérimentations menées dans 84 établissements scolaires, a été mis en place en septembre 2004 un dispositif global d'éducation à l'environnement pour un développement durable concernant l'ensemble des établissements scolaires français. Cette éducation, développée en liaison avec la Stratégie Nationale de Développement Durable – SNDD répond à un certain nombre de critères : - s'inscrire au sein d'une politique nationale d'éducation, qui généralise des contenus et des méthodes pédagogiques et des outils, ayant pour objectif de permettre l'acquisition progressive et cohérente, du primaire à la terminale, d'une culture à l'environnement et au développement durable; - se développer dans le cadre d'un étroit partenariat entre École, Territoire et acteurs socio-économiques afin que le futur citoyen puisse développer des comportements appropriés à tous les échelons de la société et les enrichir tout au long de sa vie; - validée et réactualisée en permanence par les divers acteurs du monde de l'éducation mais également des collectivités et de la société civile qui considéreront à la fois les contenus des programmes, les connaissances acquises et les comportements en résultant.
------------------	--

MÉTHODOLOGIE	La méthodologie se réfère à quatre principaux niveaux d'action : • modification des programmes scolaires afin d'y introduire le développement durable; • former les éducateurs et développer les outils et démarches pédagogiques adaptées; • mise en place de comités dans chaque académie afin de réaliser un suivi de la mise en place des dispositifs;
---------------------	---

-
- mettre en place des partenariats au niveau territorial.
-

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

En deux années l'on peut mettre en évidence plusieurs resultants:

- mise en oeuvre d'une réelle démarche transdisciplinaire;
- passage progressif de l'éducation à l'environnement pour un développement durable (EEDD) à une éducation pour le développement durable (EDD);
- perception de l'ensemble des acteurs de la nécessité d'inscrire l'éducation dans une démarche plus large dans et en dehors de l'école

Points forts

Généralisation de la démarche à l'ensemble des établissements scolaires

GEORGIE

Mise en place de cours de “Politique mondiale de l’environnement” et de “Politique régionale de l’environnement” à l’Université technique de Géorgie

CONTACT Georgian Technical University
Kostava St. 44, 9th floor, Georgian Technical University, Tbilisi, Georgia
Téléphone: (99532) 36 45 14 Fax: (99532) 93 14 52
Courriel: nkizikurashvili@yahoo.co.uk

Nino Kizikurashvili (MSc., PhD) – Ministry of Environment Protection and Natural Resources of Georgia, National Focal Point for UNECE ESD, Member of Bureau of the Steering Committee of UNECE ESD. Associated Professor; Georgian Technical University; Department of Public Administration

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement
DESCRIPTION		
Type	Universitaire	
Langue(s) de travail	Géorgien/anglais	
Groupe(s) cible(s)	Étudiants en licence et maîtrise de sciences, jusqu'à 70 étudiants par année universitaire	
Année de commencement & durée	2001 à aujourd'hui (en cours)	
Budget & sources de financement	Budget de l'Université technique de Géorgie	
Organisations partenaires	Projet d'éducation civique (Caucase)	
OBJECTIFS	La création du premier cours interdisciplinaire de licence/maîtrise en sciences de l'environnement en Géorgie, mettant l'accent sur l'aspect sciences sociales de l'analyse et de l'élaboration des politiques mondiales de l'environnement, au niveau universitaire (Université technique de Géorgie), revêt une très grande importance compte tenu des besoins actuels de notre pays en jeunes dirigeants et décideurs. Les diplômés du programme de maîtrise ont été associés à la gouvernance environnementale et à la constitution d'une réserve de responsables au niveau des autorités locales qui aideront à réaliser les objectifs de gouvernance économique et démocratique en améliorant la gestion de l'environnement et des ressources, ce qui débouchera sur la réduction des inégalités sociales.	
MÉTHODOLOGIE	Le cours a été proposé au doyen du Département des sciences sociales de l'Université technique de Géorgie par une diplômée du Département des sciences de l'environnement de l'Université d'Europe centrale (www.ceu.hu < http://www.ceu.hu >), Nino Kizikurashvili, en 2001, à l'issue d'un programme de perfectionnement du corps enseignant (< http://www.soros.org/initiatives/scholarship/focus_areas/facult_scholarships >) qu'elle venait d'achever à l'Université de la Californie à Berkeley (au moyen d'une bourse accordée par l'Institut pour la société ouverte). Ce cours sur les politiques mondiales de l'environnement a été élaboré dans le cadre du programme de perfectionnement susmentionné au Département des sciences, des politiques et de la gestion de l'environnement de l'Université de la Californie à Berkeley (Californie, États-Unis). Le fait que la chargée de cours (Nino Kizikurashvili) était dans le même temps coordinatrice du Programme Caucase de SCOUT (Programme de soutien à l'action en direction des communautés et à l'enseignement universitaire, < http://www.osi.am/academic_fellowship.asp >) a permis à celle-ci d'enrichir ses méthodes d'enseignement par l'échange d'idées et de conférenciers avec d'autres chercheurs formés dans les pays occidentaux. Les conférences elles-mêmes avaient un caractère interactif, ce qui constituait une sorte de nouveauté dans le système éducatif géorgien, qui repose encore quasi	

intégralement sur l'ancien système soviétique.

Mode d'enseignement: chaque cours s'articule autour d'une conférence et d'une séance de discussion. Pour chaque conférence, une documentation sur le thème de la conférence et sur les lectures recommandées est distribuée. Les séances de discussion sont consacrées à l'examen des exposés relatifs à la conférence. Le débat est conduit et présidé par un ou deux étudiants et consiste à présenter, en 5 à 10 minutes, le contexte de l'exposé et une série de questions essentielles qu'il pose.

Un ou deux autres étudiants sont chargés de présider le débat suivant et d'essayer autant que faire se peut de le structurer. Ces débats aident aussi les étudiants à mieux se préparer à la rédaction de leur mémoire final.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Points forts

- Nouveau cours sur la "Politique mondiale de l'environnement" inscrit au programme de l'Université.
- Nouveau mode occidental d'enseignement à base de conférences (conférences interactives, discussions en groupe et séances d'exposés).
- Participation de chercheurs formés en Occident et de représentants de gouvernements ou d'ONG internationales à titre de conférenciers invités, ce qui a été très bénéfique et utile pour, de manière générale, ouvrir de nouveaux horizons aux étudiants

Faiblesses & risques

- Manque de documentation
- Absence de conférenciers formés en Occident
- Manque de moyens financiers pour perfectionner et renforcer le programme

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

- La base théorique nécessaire pour les conférences sur la 'Politique mondiale de l'environnement' pourrait servir à mettre au point des cours à portée plus large sur le développement durable.
 - Les personnes formées en Occident pourraient être mises à contribution pour élaborer des manuels à l'intention des étudiants et des enseignants dans le domaine du développement durable.
 - Les matériels théoriques, ressources humaines et contacts actuels (aux niveaux tant national qu'international) pourraient être utilisés pour élaborer un programme international de formation de dirigeants dans le domaine du développement durable, ce qui servirait en outre de base pour l'élaboration d'autres sous-programmes pour différents groupes cible. Ce programme constituerait un cadre intellectuel unique en son genre qui favoriserait l'interaction, la recherche et l'enseignement transdisciplinaires, dans la mesure où il serait consacré à mieux comprendre les enjeux scientifiques et sociaux critiques liés à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de développement durable.
-

GRECE

Initiative méditerranéenne pour l'éducation au service de l'environnement et de la viabilité – MEDIES

CONTACT Ministry for the Environment, Physical Planning and Public Works / Ministry of National Education and Religious Affairs, Greece
Vera DILARI, Ministry of Education, International Organisations Division
12-14 Mitropoleos Str, 105 63 Athens
Téléphone: +30 210 32 39 376 Fax: +30 210 32 10 669
Courriel: des-c3@ypepth.gr Internet: www.medies.net

Prof. Michael J. Scoullou, Coordinator, Member of the National Committee for Education for Sustainable Development, Tel 0030210 3247490, Fax 0030210 3317127, info@medies.net

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Égalité des genres	Environnement Eau Biodiversité Consommation durable	Compréhension internationale Diversité culturelle Outils et matériels (tels que Médias & TIC) Coopération régionale / internationale
------------------------------------	---	--	--

DESCRIPTION MEDIES est un réseau méditerranéen pour l'éducation au service du développement durable (EDD) qui vise à associer le monde de l'éducation à la réalisation du programme Action 21 et des OMD en mettant en oeuvre des programmes éducatifs novateurs sur le développement durable. Il a été lancé par le Gouvernement grec à titre d'initiative de Type II du SMDD (2002). Le Ministère de l'environnement et le Ministère de l'éducation grecs, le Ministère de l'environnement italien, l'UNESCO, le PNUE/MAP, GWP-Med et MIO-ECSDE constituent le "Groupe de base" (Core Group) qui approuve les propositions et examine les activités. Le "Groupe fonctionnel" (Task Group) comprend les ministères (environnement et éducation), les ONG, les universités et les écoles qui planifient et exécutent les projets conjointement avec le "Réseau d'éducateurs". Le secrétariat a été confié à MIO-ECSDE pour la première période de mise en oeuvre (2002-2007). La langue de travail est l'anglais.

Le budget du MEDIES varie chaque année en fonction des activités prévues et des fonds réunis. La phase de démarrage (2002-2003) a été financée par le Ministère grec de l'environnement. Les principales sources de financement sont les gouvernements grec et italien, l'Union européenne, par l'entremise du programme de financement de base de MIO-ECSDE, le Partenariat mondial pour l'eau-Méditerranée et des donateurs privés.

Le caractère novateur du MEDIES tient à ses caractéristiques, à savoir que MEDIES:

- est l'unique initiative de Type II sur l'EDD qui regroupe tous les pays méditerranéens;
- est une structure participative qui associe non seulement les éducateurs et les écoles mais aussi tous les types de parties prenantes, gouvernementales et non gouvernementales, pour favoriser la coopération aux niveaux national et méditerranéen;
- a été lancé dans l'optique de la Décennie des Nations Unies pour l'EDD et conformément à ses principes, à savoir la "promotion du développement durable par toutes les formes d'éducation : formelle, non formelle et informelle" et la "facilitation de la constitution de réseaux et de partenariats et de l'interaction entre les parties prenantes".
- Apporte au monde de l'éducation un soutien concret sous forme de publications et de séminaires de formation faisant appel à des processus d'apprentissage novateurs;
- favorise l'introduction des technologies de l'information et de la communication (TIC) et la constitution de réseaux grâce à sa page Web: www.medies.net

"C'est un honneur pour le PNUE/MAP de faire partie du Groupe de base de l'initiative MEDIES", Paul Mifsud, Coordonnateur du PNUE/MAP.

"Nous souhaitons renforcer la coopération de l'UNESCO et du MIO-ECSDE dans le cadre du MEDIES et de la mise en oeuvre de la Décennie dans la région " Peter Smith, Sous-Directeur général à l'éducation.



OBJECTIFS

Les principaux objectifs du MEDIES sont:

- Sensibiliser le public et dispenser une formation en matière de développement durable, initialement selon trois axes: l'eau, les déchets et la diversité culturelle et biologique;
- Assurer la formation des éducateurs et des formateurs aux aspects théoriques et méthodologiques et aux méthodes de travail de l'EDD;
- Faire office de plate-forme de "coopération", en renforçant la coopération multi-parties prenantes et les partenariats associant les autorités, le monde de l'éducation, le secteur privé, les ONG, les sociétés locales, etc.
- Fournir au secteur de l'éducation et, en particulier, aux éducateurs la possibilité de surmonter leur isolement par rapport au reste de la société;
- Faciliter la constitution de réseaux internationaux d'EDD;
- Élaborer à l'intention des réseaux d'EDD méditerranéens un cadre méthodologique qui serait adapté pour d'autres régions;
- Soutenir l'EDD et promouvoir son intégration à l'éducation formelle et non formelle.

MÉTHODOLOGIE

Les principales approches méthodologiques appliquées dans le cadre du MEDIES sont les suivantes:

- Communication régulière entre le Secrétariat, le Groupe fonctionnel et les différents membres du réseau;
- Consultations et processus participatif dans toutes les activités (élaboration des matériels pédagogiques, planification et organisation des manifestations, etc.) en associant toutes les parties prenantes concernées, en particulier celles agissant au niveau local (afin d'accroître l'impact du MEDIES à ce niveau);
- Organisation de séminaires et d'ateliers de formation à l'intention des éducateurs et des formateurs dans les pays partenaires, en coopération avec les partenaires locaux et/ou nationaux du Groupe fonctionnel;
- Réalisation de projets éducatifs communs par les écoles, les ONG et les jeunes dans les pays partenaires en utilisant les matériels pédagogiques du MEDIES;
- Promotion des TIC au moyen de sa page Web interactive qui constitue une plate-forme de communication pour les utilisateurs enregistrés, une 'réserve' de documents fondamentaux sur l'EDD et de matériels pédagogiques du MEDIES - en téléchargement gratuit - et une source d'informations actualisées sur divers aspects de l'EDD à laquelle les membres peuvent contribuer.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

"Parmi les défis de l'EDD, une attention particulière est accordée à la formation des éducateurs. Notre grande chance est que le matériel pédagogique à cet effet est de très bonne qualité, grâce à la participation très active de nos ONG, le MEDIES par exemple", Prof. Andreas Karamanos, Secrétaire général du ministère grec de l'éducation (Vilnius, Mars 2005); "... Initier les jeunes aux divers problèmes de l'environnement est une tâche qui peut être très bien accomplie par la société civile ... À cet égard, j'espère que le MIO-ECSDE et le MEDIES ne relâcheront pas leurs efforts", S.E. le ministre Youssef Abu Safieh, Président de l'Office palestinien de la qualité de l'environnement (Le Caire, décembre 2004); "Le MEDIES est une initiative très importante pour l'EDD dans la région de la Méditerranée", S.E. l'ambassadeur Adamantios Vassillakis, Représentant permanent de la Grèce auprès de l'ONU (New

York, Avril 2004).

Parmi les organismes qui ont adopté les matériels pédagogiques du MEDIES, on peut citer, à titre indicatif, le Centre national d'éducation en matière d'environnement du Ministère espagnol de l'environnement, l'université de Limerick (Irlande), l'université suédoise "Åbo Akademi"; l'université de Minho (Portugal), l'Association des dirigeants d'université pour un avenir viable, à Washington, "Life-Link Friendship Schools" (Suède) et le Programme de promotion de RAMSAR.

L'impact principal du MEDIES a trait à l'offre d'une éducation non formelle sur les questions relatives au développement durable. Ses groupes cibles sont les éducateurs, les élèves, les jeunes et, en dernière analyse, la société locale. L'incorporation des élèves se fait par leur association à des projets sur l'eau et les déchets faisant appel aux matériels pédagogiques du MEDIES. Ces matériels ont été évalués en tant qu'"outils" ayant un contenu pertinent au plan local et suffisamment souples pour être enrichis par les éducateurs. Les élèves déclarent en général: *"nous avons été sensibilisés au manque d'eau et à la pollution"* et *"nous avons modifié certaines de nos habitudes quotidiennes de consommation excessive d'eau"*.

Les programmes d'échanges de jeunes du MEDIES axés sur "la diversité et la viabilité culturelles et biologiques" ont donné des résultats positifs en renforçant le dialogue interculturel ainsi que les capacités des jeunes qui y ont participé. *"... L'avenir viable de notre région est entre les mains de ses habitants", "les diversités et particularités culturelles, si elles sont bien comprises et respectées, pourraient être notre atout", "... Nous sommes réunis dans une amitié sans frontières grâce à la nature et à la culture"*, tels sont quelques-uns des propos de jeunes participants au premier (Grèce, 2005) ou au deuxième (Grèce, 2006) programme d'échanges de jeunes.

En ce qui concerne les éducateurs et les formateurs, l'évaluation d'une série de séminaires de formation sur les thèmes et les méthodes de l'EDD a donné des résultats positifs. La bonne combinaison de recours aux TIC et aux méthodes expérimentales adoptée dans les séminaires de renforcement des capacités du MEDIES confère à ces derniers un statut de "pratiques optimales". Certains des éducateurs qui ont participé aux stages du MEDIES disent: *"J'ai acquis une connaissance et une expérience de la manière d'intégrer l'EDD au programme d'enseignement"* (Le Cairo, 2004); *"J'ai de nouvelles idées pour redonner 'vie' à mon école"* (Beyrouth, 2005). Les médias locaux rendent largement compte des stages et conférences de formation du MEDIES.

Contraintes et perspectives

Le nombre des visiteurs du site Web du MEDIES augmente régulièrement, tout comme celui des membres du cyber-réseau. Toutefois, ce dernier souffre d'une contrainte fondamentale qui tient à l'absence d'infrastructures appropriées dans certains pays méditerranéens, en particulier dans les zones rurales pauvres. Ce facteur limite les possibilités de communication électronique et d'utilisation par les membres des moyens offerts par le site Web. Le faible niveau de maîtrise de l'informatique de nombreux éducateurs dans certaines régions constitue aussi l'un des problèmes sérieux rencontrés jusqu'ici. Le MEDIES s'emploie à surmonter ces contraintes en fournissant les matériels en version papier aux éducateurs qui ne peuvent y avoir accès sur Internet; il y a lieu de mentionner à cet égard que tous les matériels imprimés du MEDIES sont établis dans au moins trois langues, à savoir l'arabe, l'anglais et le français. Le dossier "L'eau dans la Méditerranée" a été établi en sept langues. L'accent est également mis sur le perfectionnement en informatique dans les stages de formation.

La principale priorité du MEDIES consiste à organiser des actions telles que les séminaires ou les projets à l'intention des jeunes et des écoles dans un plus grand nombre de pays membres du réseau, en particulier en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. De manière générale, en tant que réseau d'EDD, le MEDIES exige une participation active de toutes les parties concernées par l'étude et la maîtrise de ce domaine. Jusqu'ici, l'expérience montre qu'il fournit aux professionnels de l'éducation et autres parties prenantes une bonne base pour échanger leurs connaissances, leurs idées et leurs expériences, ainsi que pour coopérer sur des questions de développement durable touchant les sociétés locales. En dépit de l'énorme travail déjà accompli, il est incontestable qu'il reste encore beaucoup à faire, parce qu'en matière d'EDD, on en est encore au tout début si l'on considère les besoins de cette région "particulière" qu'est la Méditerranée. L'évaluation des activités du MEDIES s'effectue généralement au cours des réunions annuelles du Groupe fonctionnel et du Groupe de base, qui décident également conjointement de la suite à leur donner. L'évaluation globale de cette première phase du programme sera menée à bien à la fin de 2007

HONGRIE

Enseignement et apprentissage du développement durable – Dossier pédagogique Green Pack (GP)

CONTACT Hungary/ Country Office Hungary of the Regional Environmental Center
9-11 Ady Endre st. Szentendre, 2000-Hungary
Téléphone: +36 26 504 075 Fax: +36 26 302 137
Courriel: coh@rec.org Internet: www.rec.hu

Dr. Eva Csobod, Director

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement Consommation durable Citoyenneté	Droits de l'homme, Paix & sécurité humaine Outils et matériels (tels que Médias & TIC) Coopération régionale / internationale
--------------------------------	-------------------------	--	---

DESCRIPTION

Type Organisation non gouvernementale, le Centre régional pour l'environnement a mis au point le dossier pédagogique multimédia Green Pack en partenariat avec les instituts d'enseignement supérieur, les communautés locales et la Fondation Toyota en Europe

Langue(s) de travail Anglais et hongrois

Groupe(s) cible(s) Enseignants du primaire et du secondaire: près de 600 enseignants; élèves (âge: 11-15 ans): près de 60 000 élèves en Hongrie

Année de commencement & durée Déc.2002- 2010

Budget & sources de financement Fondation Toyota en Europe, Hungarian Toyota Ltd, municipalités hongroises et associations privées.

Organisations partenaires Institut hongrois d'instruction publique et de recherche

Acteurs-clés Des organismes privés locaux et des municipalités locales sont associés au programme de formation en cours d'emploi des enseignants. Les parties prenantes fournissent des études de cas et des expériences locales en matière de modes de vie viables, de modes de consommation et de production viables et de développement des communautés locales dans le cadre de la planification.



OBJECTIFS	Le dossier pédagogique Green Pack est le produit d'une initiative collective à l'intention des ministères et autres intervenants essentiels responsables de
------------------	---

l'éducation, de l'environnement et du développement - au niveau national.
 Les centres de formation des enseignants, les ONG, les universités ou instituts scientifiques, les centres d'éducation et d'information et les écoles participent au niveau professionnel.
 Les formateurs, les enseignants, les artistes, les rédacteurs et les designers collaborent au niveau des services d'experts.
 Les milieux d'affaires font partie de partenariats aux niveaux international, national et local.

MÉTHODOLOGIE Le dossier pédagogique Green Pack contient un guide de l'enseignant comportant des plans de cours, un CD-ROM contenant des informations et des exercices de réflexion à l'intention des élèves, une cassette vidéo illustrant les questions relatives à l'économie, à la société et à l'environnement, un jeu de simulation de différentes formules possibles de recherche de la durabilité. Le guide de l'enseignant contient 22 sujets relatifs au développement durable à intégrer dans le programme scolaire.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Green Pack est intégré au système éducatif national pour soutenir l'EDD. Il est utilisé par 650 écoles, plusieurs organisations de la société civile et des instituts de formation des maîtres. Il contribue en outre à faire évoluer les méthodes pédagogiques, à améliorer la démocratie dans les écoles et à promouvoir les partenariats au niveau des communautés locales.
<i>Points forts</i>	Fondé sur un partenariat pour une société viable associant les organismes professionnels et les parties prenantes locales.
<i>Faiblesses & risques</i>	Face aux changements en Europe centrale et orientale, organiser l'avenir souhaité n'est pas chose facile, ni dans la région, ni en Hongrie. Le programme doit permettre de surmonter ces difficultés
<i>Problèmes rencontrés</i>	La viabilité financière est le facteur clé pour le développement et la mise en oeuvre du programme pédagogique Green Pack. Nous avons élaboré un modèle multi-parties prenantes pour surmonter les obstacles financiers.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Une communication efficace des résultats de l'utilisation du dossier pédagogique Green Pack dans l'EDD et la diffusion des méthodes novatrices qui y figurent peuvent offrir un cadre pour la reproduction du programme.
<i>Questions non résolues</i>	Les écoles ont besoin de temps pour intégrer l'EDD à leurs programmes d'enseignement. Une modification du programme officiel s'impose pour faire une place à l'EDD.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Une très bonne coopération s'est instaurée entre les partenaires. Le programme est novateur, il peut être reproduit et il fait appel à un enseignement pluridisciplinaire, à une coopération multisectorielle et à un enracinement local de l'action en faveur du développement durable.

Le rôle de l'école locale dans la promotion de la viabilité des communautés rurales hongroises

CONTACT Hungarian Society for Environmental Education (HSEE)
 1113 Budapest, Zsombolyai u. 6. Hungary
 Téléphone: 36-1-321-496 Fax: 36-1-321-47-96
 Courriel mkne@mail.datanet.hu Internet : www.mkne.hu

Dr. Judit Vásárhelyi, Co-President of HSEE

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement Développement rural	Paysage
----------------------------	-------------------------	--------------------------------------	---------

DESCRIPTION Cet ensemble de projets, lancés par l'organisation non-gouvernementale HSEE, a consisté à inviter l'ensemble de l'effectif de deux écoles primaires des hauteurs du lac Balaton (en 2000 et 2003) à participer à des ateliers de trois jours. Le maire, les représentants des entités qui financent ces écoles, d'autres ONG, l'église, les députés locaux, ainsi que des parents et des notables - reconnus comme référence dans les communautés - ont travaillé avec les enseignants en hongrois. Outre ces groupes cibles directs, les élèves, les parents et les habitants constituaient des groupes cibles indirects. Directement : 100 personnes; indirectement: 3000 personnes ainsi que la biodiversité du lieu.

En 2006, un voyage d'étude a permis aux élèves de ces écoles de se pencher sur la question des ressources en eau de surface et souterraines locales, de procéder à des essais sur la qualité de l'eau et de suivre le cours des ruisseaux à l'intérieur du même cadre et de la même unité écologique.

Ces projets ont été consignés dans une série de publications sur l'éducation en matière de viabilité (*Stratégie nationale de l'éducation en matière d'environnement*, 1998, 2002; *Un veau vert hongrois dans son pâturage*., 2001, etc. Le guide méthodologique de ces ateliers a été également publié par HSEE, 2004).

Le programme a bénéficié du soutien du Fonds pour l'environnement du Gouvernement hongrois, en partage avec HSEE, pour un total de 2500 euros.



OBJECTIFS Les projets visaient à introduire la notion de viabilité locale dans la vie des communautés, ainsi qu'à:

- Faire en sorte que les écoles et autres parties prenantes locales s'impliquent dans le processus;
- Injecter des ressources de l'école dans des initiatives communautaires;
- Inviter les notables locaux à participer à la planification des projets scolaires;
- Renforcer le rôle catalyseur traditionnel des écoles dans la protection des valeurs locales;
- Introduire les ressources environnementales locales dans les programmes d'éducation en matière d'environnement; et
- Améliorer la coopération entre l'école et les autres secteurs.

MÉTHODOLOGIE

Les projets couvrent un petit écosystème, une zone de bassin versant entourée par cinq villages. Les formateurs de HSEE ont facilité l'organisation de longues réunions avec le personnel. Après une introduction sur les programmes Action 21 locaux, ramenés à leur forme concrète, ils ont répertorié les ressources locales ainsi que les problèmes au cours de discussions approfondies faisant appel aux connaissances, à l'expérience et à la vision locales. Ces discussions prenaient en compte des éléments aussi bien naturels que construits, aussi bien traditionnels que novateurs. Les participants ont ensuite établi une carte intuitive, subjective, des lieux et recensé les sources d'autosubsistance. L'équipe a ensuite élaboré des initiatives de promotion de la viabilité locale et répertorié les partenaires potentiels pour un projet de programme Action 21 local. Le voyage d'étude des élèves sur le terrain, en complément aux activités précédentes, était axé sur la quantité et la qualité de l'eau dans la zone du bassin versant.

RÉSULTATS & ÉVALUATION*Résultats*

Les programmes et les documents de deux ateliers sur les deux villages en question, ainsi que les documents du voyage d'étude entrepris par les élèves, ont été transmis aux autorités locales et aux deux écoles dans l'espoir que l'action se poursuivrait et que des données seraient rassemblées. La "formation des formateurs" en matière de viabilité impliquait aussi un recyclage professionnel des enseignants. Outre ses résultats directs, le processus pourrait contribuer à reconstituer la cohésion de la communauté ("jamais les parrains de notre école n'ont pu à ce point comprendre les résultats et les difficultés de notre travail", "il a ouvert les portes de l'école à la communauté"). Les projets ont également permis de poser les bases du développement de programmes d'enseignement locaux.

Cela étant, il n'existe pas encore de stratégie nationale du développement durable en Hongrie. Dans ces conditions, aucune ONG éducative ne peut apporter le soutien nécessaire pour poursuivre et renforcer les bonnes intentions exprimées par cette initiative, en particulier dans le contexte actuel où les autorités chargées de l'éducation imposent une charge de plus en plus lourde aux écoles. De ce fait, les bénévoles enthousiastes risquent d'être de moins en moins nombreux et la poursuite d'un tel projet exigerait de l'autonomie, du courage et la possibilité de compter sur ses propres ressources. D'un autre côté, les conditions d'une bonne reproduction ailleurs sont réunies du fait de l'existence du manuel méthodologique publié et de formateurs disponibles.

Cet ensemble de projets peut être considéré comme relevant des bonnes pratiques, parce que son approche éducative est transsectorielle et intergénérationnelle, qu'il intègre différents éléments de la vie (protection des ressources en eau, gestion des déchets, tourisme sur des sites historiques dans l'une des communautés, etc.) et qu'il facilite la contribution de la communauté à la conception, à la planification et aux bases des projets ainsi qu'à l'élaboration de programmes d'enseignement locaux en matière de viabilité. Les méthodes coopératives de planification sont une nouveauté en Hongrie. Les projets ont eu des effets certains, dans la mesure où sans les stages de formation de HSEE, la notion de viabilité serait restée extérieure aux horizons de tous les agents. Le voyage d'étude sur les ressources en eau locales peut être considéré comme un élément de mise en œuvre.

Eco-Schools – Des centres expérimentaux pour un monde meilleur à l'intention des générations futures

CONTACT Institute for Public Education, Hungary
1051, Budapest, Dorottya u. 8.
Téléphone: +36 1 235 72 49 Fax: +36 1 235 72 42
Courriel: vargaa@oki.hu Internet : www.okoiskola.hu

Attila Varga, senior researcher

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Environnement Consommation durable	Politique, Réglementation, Gouvernance Outils et matériels (tels que Médias & TIC) Coopération régionale / internationale
------------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------------	--

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Dans le cadre du réseau OCDE-ENSI, le programme Eco-Schools hongrois est un réseau d'écoles créé dans le cadre d'une activité gouvernementale et relevant donc au départ d'un processus qui va du sommet vers la base. Ce réseau est constitué de membres qui participent et d'un institut qui coordonne. L'Institut national d'instruction publique (ci-après dénommé: NIPE) assure cette coordination. Le Ministère de l'éducation et de la culture et le Ministère de l'environnement soutiennent ce réseau sur le plan du budget et des compétences. Il semble que ce soit le NIPE qui ait été à l'origine de cette initiative. À l'heure actuelle, le Centre est encore chargé de la coordination du réseau mais les initiatives sont de plus en plus horizontales et non plus verticales et partent donc des écoles participantes elles-mêmes.
<i>Langue(s) de travail</i>	Hongrois
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Le NIPE, qui a lancé le programme Eco-Schools hongrois actuel, est un institut qui se situe hiérarchiquement entre les écoles et les ministères, si bien que les ses groupes cibles sont aussi bien les écoles que les décideurs. À l'heure actuelle, le réseau compte 208 écoles membres, soit environ 90 000 élèves et 9000 enseignants.
<i>Année de commencement & durée</i>	Le réseau hongrois a été inauguré en 2000, à l'initiative du NIPE.
<i>Budget & sources de financement</i>	Pour la coordination et les initiatives centrales, environ 25 000 euros par an, provenant de plusieurs sources gouvernementales et internationales. L'apport financier et en nature des membres n'a pas été évalué.
<i>Organisations partenaires</i>	Ministère de l'éducation et de la culture, Ministère de l'environnement et de l'eau, Association hongroise de l'éducation en matière d'environnement
<i>Acteurs-clés</i>	Ministères: appui législatif et financier NIPE: coordination Écoles membres: exécution des projets, partage des expériences Communautés locales: soutien aux projets Eco-Schools dans les écoles

OBJECTIFS	L'objet initial de ce réseau était de diffuser la notion de viabilité dans le secteur de l'éducation. Le terme "Eco" dans "Eco-Schools" est censé renvoyer aux principes tant de l'écologie que de l'économie et donne à penser que l'objectif du réseau est de concilier ces deux types d'intérêts. Tous les domaines de la vie scolaire sont concernés par la notion de viabilité. L'éducation civique et la démocratie participative sont considérées comme des aspects essentiels de la philosophie du programme Eco-Schools.
------------------	---

MÉTHODOLOGIE	Pour avoir le label Eco-Schools, les établissements scolaires doivent en faire la demande aux ministères. Ils doivent établir leurs plans de travail conformément au système défini par le programme, qui comprend 52 critères et 90 sous-critères touchant les domaines suivants de la vie scolaire: A: Objectifs généraux (4 critères)
---------------------	---

1. Étude des activités scolaires et de leur impact sur l'environnement
2. Élaboration par l'école d'un plan de travail visant la conformité aux critères Eco-Schools
3. Lien entre l'école et un groupe national qui s'occupe d'éducation en matière d'environnement
4. Image de l'école dénotant un attachement aux valeurs de la viabilité

B: Enseignement et apprentissage (8 critères)

Les principaux axes de ces critères sont: travail dans le cadre de projets, activité des élèves, diversité des méthodes, perfectionnement continu des méthodes.

C: Ressources humaines – relations internes (11 critères)

Les principaux axes de ces critères sont: conscience environnementale, démocratie, formation en cours d'emploi.

D: Activités autres que l'enseignement et l'apprentissage: (8 critères)

Les principaux axes de ces critères sont: activités relatives à la viabilité, à savoir camps, campagnes, médias scolaires.

E: Rapports sociaux (5 critères)

Les principaux axes de ces critères sont: Liens avec la communauté locale, les autres écoles et les réseaux internationaux.

F: Environnement physique (8 critères)

Les principaux axes de ces critères sont: conservation et protection de l'environnement naturel et construit de l'école.

G: Fonctionnement de l'école (8 critères)

Les principaux axes de ces critères sont: utilisation des ressources de manière économe et soucieuse de l'environnement, protection de la santé.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Les principales activités du NIPE consistent à soutenir les partenaires membres du réseau. À cet effet, il organise des réunions au cours desquelles les événements et les innovations les plus importants aux plans national et international sont présentés et où la possibilité est donnée aux membres de se présenter eux-mêmes, d'échanger leurs expériences techniques et d'établir des contacts. Le Centre a en outre créé un site Web où l'on peut trouver les dernières nouvelles sur les appels d'offres, des perspectives étrangères et des bases de données. Il aide en permanence ses membres à participer aux programmes nationaux et internationaux de formation des maîtres en cours d'emploi. Une aide est également apportée aux membres sous forme de travaux de recherche à vocation pratique et psychopédagogique qui fournissent la base théorique nécessaire à une pédagogie de la viabilité. Les membres du réseau ont présenté leurs réalisations dans le domaine de l'éducation en matière d'environnement en Hongrie à plusieurs manifestations internationales et ils ont participé à de nombreux programmes internationaux soutenus par le réseau. Par ailleurs, le Centre aide à l'élaboration des matériels pédagogiques complémentaires, de livres et de dossiers pédagogiques qui sont importants pour le programme Eco-Schools et, bien entendu, il informe en permanence les membres sur les derniers manuels parus. Le NIPE aide aussi à établir des liens et des connexions entre les ONG vertes et les écoles afin d'enraciner la notion de viabilité dans la vie quotidienne de ces dernières.

Points forts

Les principaux atouts du réseau Eco-Schools hongrois résident dans le fait que cette initiative relie la recherche, la gouvernance et le développement pédagogique sur une base internationale solide. Ce large éventail de contributions professionnelles est combiné à une approche globale de la viabilité, si bien que le réseau aide ses écoles membres à développer leur action sur tous les aspects de la viabilité mais également sur les questions pédagogiques et techniques.

Faiblesses & risques

Incertitudes et limitations des soutiens financiers

Cela étant, le Ministère de l'éducation et le Ministère de l'environnement ont mis au point une conception commune de l'éducation en matière d'environnement. Malheureusement, dans cette conception, ils ne sont pas obligés de soutenir financièrement le réseau. C'est pour cette raison que la direction du réseau doit pratiquement en permanence se battre pour obtenir des soutiens. Ces efforts prennent beaucoup de temps que les cadres du réseau pourraient consacrer à des tâches plus constructives.

Problèmes de communication

Il ne peut y avoir un réseau sans communication. A priori, en cette ère de l'Internet, il ne peut pas y avoir de problèmes de communication. Malheureusement, en Hongrie,

	nombreuses sont les écoles qui ne sont pas connectées à l'Internet, ce qui n'est pas sans poser des problèmes. Par-dessus tout, une école sans Internet est handicapée du simple fait que le vecteur de communication principal et le plus rapide est le site Web. En deuxième lieu, cela oblige la direction du réseau à instaurer deux communications parallèles, l'une par l'Internet et l'autre par des supports traditionnels (téléphone, courrier, etc.), ce qui dédouble l'effort pour un même résultat
<i>Problèmes rencontrés</i>	Carences au niveau de la gestion technique Dès le départ, il était évident que le réseau aurait besoin d'assistance technique. La direction du réseau peut coopérer avec les experts en éducation et en psychologie, ce qui convient très bien au niveau purement professionnel, mais le manque d'experts techniques entrave le fonctionnement efficace du réseau. La gestion professionnelle de celui-ci passe par la mise à jour du site Web et l'organisation des activités (réunions, formation). Une certaine assistance technique peut être obtenue sur la base de contrats de courte durée pour les grandes manifestations mais les incertitudes et les limitations du soutien financier rendent impossible le recrutement d'un cadre technique à plein temps qui superviserait le fonctionnement quotidien du réseau et s'occuperait également de son développement.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Solide formation en administration et recherche
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Le système Eco-Schools offre aux écoles un cadre professionnel qui leur permet d'élaborer et de mettre en oeuvre leurs propres projets de viabilité. Ce système est donc d'un très bon rapport coût-efficacité parce que l'investissement central génère de nombreux projets locaux financés par des ressources locales.

ITALIE

Programme d'éducation, d'information et de formation en matière d'environnement (INPEEIT)

CONTACT Ministry for the Environment, Land and Sea of Italy
General Directorate for Environmental Research and Development
Division I Environmental Education and Training, Agenda 21 and Report on the State of the Environment
Via Capitan Bavastro, 174, 00147 Roma
Téléphone: 0039 6 57228241 Fax: 0039 6 57228225
Courriel: soprano.paolo@minambiente.it
Mr. Paolo Soprano (director)

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement	Politique, Réglementation, Gouvernance
DESCRIPTION			
Type	Autorités gouvernementales et régionales		
Langue(s) de travail	Italien		
Groupe(s) cible(s)	Municipalités, centres d'éducation en matière d'environnement, parcs nationaux et régionaux, universités et agences régionales de protection de l'environnement sont les principales entités responsables de la mise en oeuvre des activités prévues dans chaque programme régional cofinancé dans le cadre de l'INPEEIT; fonctionnaires, élèves, enseignants, éducateurs et simples citoyens sont les groupes cibles à l'échelle nationale.		
Année de commencement & durée	Janvier 2002 - juin 2005		
Budget & sources de financement	Contribution ministérielle: € 11.239.382,00 Contribution régionale totale: € 23.691.323,24 Autres contributions (financement européen en particulier) € 2.695.246,09 TOTAL € 37.625.951,33		
Organisations partenaires	Ministère italien de l'environnement, 19 régions du pays; certaines régions ont associé d'autres institutions et petites entreprises privées locales du secteur de l'environnement au cofinancement, à la planification et à l'exécution des activités		
Acteurs-clés	L'INPEEIT reposait au départ sur une forte coopération entre l'État et les régions. Un conseil technique relevant de la présidence du Conseil des ministres apporte son appui à cette structure interinstitutionnelle. Les "Directives relatives à un nouveau processus de planification associant l'État et les régions pour l'éducation, l'information et la formation en matière d'environnement", publiées en 2000, constituent le cadre de référence dans lequel s'inscrivent les rôles des différents acteurs institutionnels intervenant dans l'éducation en matière d'environnement en Italie. Le conseil technique bénéficie des concours d'un groupe d'experts de l'éducation en matière d'environnement venant d'horizons divers: associations de défense de l'environnement, ONG, coordination nationale du programme Action 21, etc. Certaines régions se sont dotées d'un conseil consultatif informel leur permettant de passer en revue les objectifs et les priorités à inscrire dans le programme régional qu'elles proposent ensuite pour un cofinancement. Outre les programmes régionaux d'activités d'éducation en matière d'environnement, trois projets interrégionaux ont été réalisés dans le cadre de l'INPEEIT: 1) "Formation, gestion des réseaux et développement durable" - chef de file: Ombrie; 2) "Publication des idées et des expériences d'éducation en matière d'environnement et de viabilité" - chef de file: Sicile; 3) "Indicateurs qualitatifs pour les systèmes régionaux d'éducation en matière d'environnement au service du développement durable" - chef de file: Toscane.		
OBJECTIFS	L'objectif général de ce programme ministériel était d'améliorer la connaissance concrète des questions relatives à l'environnement, afin de susciter ou de renforcer la		

conscience individuelle et sociale des problèmes de l'environnement, d'encourager la quête d'un environnement plus sain et de solutions à cet effet, d'améliorer la qualité de la vie en agissant sur les aspects comportementaux et, enfin, de promouvoir une participation active aux processus d'élaboration des politiques.

Plus particulièrement, l'INPEEIT a été mis en place pour faciliter et réaliser des accords entre le Ministère de l'environnement et les autorités régionales reposant sur des mécanismes de cofinancement de programmes régionaux dont les priorités sont définies sur la base des besoins et des contextes locaux.

Le cofinancement était axé sur trois grands domaines d'intervention: projets d'éducation en matière d'environnement, projets de formation à ce type d'éducation, campagnes de communication et d'information sur l'environnement.

MÉTHODOLOGIE

L'INPEEIT se caractérisait par une participation différenciée en fonction du niveau considéré (central ou local), sur la base d'un dialogue démocratique ouvert. Le processus participatif, au sein du conseil technique, avait pour objet d'identifier les objectifs et les contenus et de définir les critères d'affectation des ressources financières.

L'approche méthodologique adoptée pour la rédaction des plans d'action régionaux visait à assurer la cohérence et l'intégration des priorités locales et des stratégies nationales définies dans le Plan d'action italien pour l'environnement au service du développement durable (approuvé par le comité interministériel italien de la planification économique en 2002), ainsi que des engagements internationaux du pays, s'agissant en particulier des priorités identifiées dans le Plan d'action pour l'environnement UE VI.

Un autre élément clé de la méthodologie utilisée pour déterminer le budget nécessaire à la réalisation des activités prévues avait trait à l'intégration des ressources financières provenant de la Commission européenne (fonds structurels 2000-2006), du Gouvernement italien, des régions italiennes, d'autres autorités locales et, le cas échéant, d'entreprises privées. De même, les processus de suivi et d'évaluation ont été révisés conformément aux normes européennes relatives aux fonds structurels 2000-2006.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

L'INPEEIT a donné des résultats variables d'un programme régional d'action à l'autre, ce qui s'explique par le contexte territorial et les difficultés environnementales. De ce fait, il n'est pas facile d'analyser et de décrire les résultats de chaque projet ou activité. Il n'en demeure pas moins que cette intervention nationale a produit une certaine homogénéité des activités dans le secteur de l'éducation en matière d'environnement sur l'ensemble du territoire. L'un des principaux objectifs atteints consistait à renforcer les réseaux nationaux et régionaux d'éducation en matière d'environnement.

Les activités se sont caractérisées par une amélioration croissante de la qualité des interventions. S'agissant des résultats à l'échelle nationale, ils ont été remarquables en ce qui concerne l'amélioration des relations interinstitutionnelles, en particulier au niveau interrégional, et l'ampleur de la participation et de l'engagement des parties prenantes et des simples citoyens.

Le programme national stipulait que chaque programme régional devait consacrer une partie de son budget à la diffusion des résultats, d'où la production de nombreux matériels: dossiers documentaires et pédagogiques, manuels, CD-ROM, outils multimédias, etc.

Points forts

Les projets et les actions, aux niveaux tant national que local, ont été replacés dans le cadre d'un programme où les synergies entre les acteurs et les ressources et l'accent mis sur des priorités concrètes, ont remplacé les interventions qui partent d'en haut;

Le mécanisme de cofinancement des interventions a permis de réaliser effectivement des synergies entre les autorités nationales et locales, évitant ainsi les doubles emplois et les dépenses inutiles;

La mise en commun des objectifs du programme a permis d'obtenir une répartition égale des progrès sur l'ensemble du territoire, augmentant et améliorant ainsi la valeur des différents systèmes et réseaux locaux

Faiblesses & risques

Les décalages entre les dates de démarrage, et la diversité des systèmes et des degrés d'avancement dans le domaine de l'éducation en matière d'environnement, d'une région à l'autre ont peut-être dans un premier temps rendu difficile la comparaison, le partage et la reproduction des expériences;

La faible participation du Ministère italien de l'éducation s'est traduite par un manque d'efficacité des initiatives dans le domaine de l'éducation formelle;

La participation des ONG et autres parties prenantes concernées n'est intervenue

qu'avec le début de la mise en oeuvre;
Faute de partage de l'information au stade initial, les documents de programme régionaux n'étaient pas homogènes, ce qui a entravé la comparaison des processus et l'efficacité des projets et rendu plus difficiles la diffusion, le partage et la promotion des résultats.

Problèmes rencontrés

Initialement, le passage d'un système centralisé de gouvernance et de financement des projets à un système décentralisé a provoqué des conflits interinstitutionnels, auxquels il a fallu faire face en réorganisant les rôles et les attributions des principaux sujets concernés.

Cette approche novatrice nécessitait également une nouvelle procédure de suivi et d'évaluation, qui a été mise en place selon un mécanisme analogue à celui des fonds structurels 2000-2006 de l'UE. L'application de cette procédure a été perçue à tort par les autorités locales comme une contrainte imposée d'en haut et limitant leur autonomie tout en paraissant complexe et difficile à appliquer.

Conditions pour reproduire l'initiative avec succès

Le montant du budget n'est pas un facteur décisif pour reproduire avec succès une intervention, dans la mesure où il est déterminé par des variables propres à chaque situation particulière.

Le facteur le plus important pour reproduire avec succès une intervention, en Italie comme dans d'autres pays, réside dans l'instauration d'un dialogue interinstitutionnel régulier, fiable et officialisé. Cet élément essentiel permet d'identifier et de rendre communs les buts et les objectifs, en d'autres termes, de réunir les conditions préalables d'un travail en synergie entre les différents acteurs, à l'échelle de tout le pays.

De ce point de vue, il est capital d'associer aux interventions un large éventail de parties prenantes, en particulier le secteur privé, les ONG, les médias, etc. dans le cadre d'une responsabilité partagée mais différenciée plus concrète.

Enfin, l'efficacité de l'éducation en matière d'environnement en tant que moyen d'exécution exige l'intégration, la cohésion et la cohérence - aux niveaux aussi bien central que local - des politiques de l'environnement, des interventions dans ce secteur et des programmes régionaux d'éducation en matière d'environnement.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Ce macro-modèle d'intervention étatique débouche sur un processus participatif qui assure la cohérence avec les besoins et contextes locaux en matière d'environnement, ce qui est un préalable pour l'élaboration de politiques du développement durable. Il représente un modèle novateur de gouvernance et une modalité de relations multilatérales qui peut être reproduite ailleurs et assure la coordination des interventions et la précision des actions.

Enfin, les programmes régionaux d'éducation en matière d'environnement ont pris en compte, et donc démontré, l'efficacité de ce type d'éducation en tant qu'outil de mise en œuvre de politiques sectorielles de l'environnement.

Heliantus. Projet d'éducation en matière d'environnement

CONTACT	Ministry of the Public Education of Italy Department for Development of Instruction General Directorate for International Relations Téléphone: +39 06 658492953 Fax: +39 06 58493683 Courriel: annamaria.leuzzi@istruzione.it Internet : http://www.istruzione.it/fondistrutturali/default.shtml Mrs. Anna Maria Leuzzi (Director)	
SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement Eau Biodiversité
DESCRIPTION		
<i>Type</i>	Autorités européennes, gouvernementales et régionales. Le projet a une dimension régionale ou interprovinciale	
<i>Langue(s) de travail</i>	Italien	
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Élèves: 38 443; Enseignants: 1 855	
<i>Année de commencement & durée</i>	3 ans (2002-2004/2005-2005/2006)	
<i>Budget & sources de financement</i>	Contribution européenne FES: € 8.740.888,70 Contributions ministérielles: € 3.746.095,15 TOTAL € 12.486.983,85	
<i>Organisations partenaires</i>	Ministère italien de l'instruction publique, écoles, autres particuliers et associations pour un soutien technique	
<i>Acteurs-clés</i>	Écoles, organismes publics et associations de surveillance de l'environnement, collaborant par la création d'un réseau	



OBJECTIFS	Dans son édition actuelle, la troisième, le projet Helianthus vise à accroître chez les jeunes la connaissance et la conscience de l'environnement et des problèmes qui s'y rattachent. Il a pour objet d'informer et d'éduquer les élèves et les enseignants quant à certains des enjeux capitaux actuels dans le domaine de l'environnement. Les utilisateurs cibles sont les élèves des écoles primaires et secondaires, auxquels le projet offre une série d'activités différenciées par tranche d'âge et adaptées aux besoins de connaissance et d'apprentissage de chaque groupe. Les questions environnementales examinées dans le cadre du projet Helianthus sont, notamment, les effets de l'urbanisation généralisée sur les oeuvres artistiques et le patrimoine culturel; la détérioration croissante des eaux côtières et pélagiques par suite de leur exploitation inconsidérée; les interventions possibles en matière de préservation; la préservation de la diversité biologique; et la nutrition durable. Le projet est aussi en partie axé sur l'acquisition du maximum d'informations sur la législation environnementale de l'UE et des différents pays.
------------------	--

Animé par des enseignants spécialement formés à cet effet, Helianthus consiste en une série d'études, d'expériences et d'activités expérimentales menées en classe ou à l'extérieur de l'école. Les activités d'étude et de recherche ont pour objet de fournir aux jeunes une information touchant l'histoire, la science, la technologie et la culture afin qu'ils acquièrent des qualifications professionnelles susceptibles d'améliorer leur accès à des carrières dans le domaine de l'environnement.

MÉTHODOLOGIE	Helianthus est un laboratoire expérimental axé sur l'intervention et la recherche. Sa structure de base couvre les 10 modules suivants: 1. Comprendre l'environnement pour le sauver 2. Sauver l'art pour sauver l'humanité 3. La mer et son océan de problèmes 4. Alimentation: histoire, sûreté, qualité: au-delà de l'information 5. Le remords de l'humanité: de la violence à la préservation 6. L'eau, source de toute vie 7. Urbanisme et humanisme 8. "Il Salvambiente": technologies de protection de l'environnement 9. les déchets sont un atout 10. Antropos et topos Toutes les écoles secondaires à financement public sont habilitées à présenter des projets et à participer à la planification et l'exécution des modules. L'architecture d'Helianthus comprend autant de réseaux scolaires qu'il y a de modules d'apprentissage. Chaque réseau scolaire est en général organisé verticalement (en ordre descendant: écoles secondaires, écoles intermédiaires et écoles primaires). L'école secondaire est responsable d'un module, elle coordonne les modules et gère le projet.
RÉSULTATS & ÉVALUATION	
<i>Résultats</i>	Helianthus est en croissance régulière et continue s'agissant du nombre de participants et du degré d'intérêt et de motivation des utilisateurs. Il a dépassé le cadre scolaire pour toucher l'ensemble de la communauté. Les élèves font preuve d'enthousiasme et montrent un intérêt remarquable pour les travaux de recherche sur le terrain et les méthodes d'expérimentation en laboratoire, dans la mesure où ils se sentent créateurs et protagonistes de leur propre apprentissage.
<i>Points forts</i>	Réseaux hiérarchiques, intervention-recherche, participation active des élèves et des enseignants à des expériences de terrain, participation active des parents et constitution de communautés
<i>Problèmes rencontrés</i>	Gestion de la coordination d'un très grand nombre de participants; instauration, promotion et entretien de relations stables entre les partenaires du réseau
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Une équipe centrale de coordination et d'assistance chargée d'aider et de suivre les écoles participant au projet.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Le projet Helianthus représente un bon exemple d'intégration de processus et de ressources pour des interventions planifiées aux échelons européen, national et régional touchant les possibilités et les objectifs de l'éducation en matière d'environnement au service du développement durable. Il représente en outre un exemple concret de mise en réseau et de coopération d'acteurs venant de différents horizons et territoires. Un autre avantage du projet créateur de valeur ajoutée tient à la participation conjointe des élèves et des enseignants à l'élaboration et à la réalisation des projets et des activités.

Indicateurs qualitatifs relatifs aux systèmes régionaux d'éducation en matière d'environnement au service du développement durable (QuIRS)

CONTACT	Tuscany Region General Directorate of Training Policy, Cultural heritage and activities Coordination Area: Job orienting, Education, Vocational Training and Work Sector: University and Instruction post-graduated – Adult Education Organizational position: Tuscan System for Environmental Education (EE) Piazza della Libertà, 15, 50129 Firenze Téléphone: 0039 55 4382325 Fax: 0039 55 4382302 Courriel: vilmo.chiasserini@regione.toscana.it Internet: http://www.rete.toscana.it/sett/poledu/educa/edamb/educamb.htm Mr. Vilmo Chiasserini (responsible of the Sector)		
SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement	Politique, Réglementation, Gouvernance Outils et matériels (tels que Médias & TIC) Recherche / Développement Coopération régionale / internationale Indicateurs de qualité pour l'éducation à l'environnement en faveur du développement durable
DESCRIPTION			
<i>Type</i>	Gouvernemental et interrégional - La région de la Toscane, chef de file du projet QuIRS, exécute ce projet dans le cadre du Système toscan d'éducation en matière d'environnement qui comprend, au niveau des autorités régionales, la Direction générale des politiques de formation, du patrimoine et des activités culturelles, la Direction générale des politiques de l'aménagement du territoire et de l'environnement et l'ARPAT - Agence toscane de protection de l'environnement		
<i>Langue(s) de travail</i>	Italien		
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Le groupe constitutif du projet est composé des responsables régionaux de la mise en oeuvre des activités prévues dans les différents programmes régionaux cofinancés dans le cadre du Programme national italien d'éducation, d'information et de formation en matière d'environnement (INPEEIT). Le projet bénéficie des concours de quatre consultants techniques ayant une expérience nationale et internationale. Tous les intervenants dans l'exécution des projets, à savoir les systèmes régionaux, les agences régionales de protection de l'environnement, les centres d'éducation en matière d'environnement, les écoles, les parcs et les municipalités, constituent le groupe cible. Des réunions du groupe de planification ont été organisées, de même que des séminaires techniques en présence des régions participantes, et les travaux se sont poursuivis à distance entre les réunions pour faciliter l'intervention des interlocuteurs locaux et conclure ainsi le projet par l'élaboration d'une proposition commune et participative. Certains centres d'éducation et parcs ont coopéré aux travaux de recherche par des entretiens et des observations.		
<i>Année de commencement & durée</i>	Février 2004-juin 2005		
<i>Budget & sources de financement</i>	Contribution ministérielle de € 118.047,60		
<i>Organisations partenaires</i>	Ministère italien de l'environnement et de l'aménagement du territoire et 13 des 20 régions italiennes: Toscane (chef de file), Abruzzes, Calabre, Campanie, Emilie Romagne, Frioul-Vénétie-Giulia, Ligurie, Lombardie, Piémont, Pouilles, Sicile, Ombrie, Veneto et Basilicata. La planification fonctionnelle et la coordination technico-organisationnelle du projet ont été confiées à l'Agence toscane de protection de l'environnement, en tant que structure d'appui technico-opérationnel du Système toscan d'éducation en matière d'environnement, lequel est coordonné conjointement par la Direction générale des politiques de la formation, du patrimoine et des activités culturelles et la Direction générale de l'aménagement du territoire et de l'environnement.		
<i>Acteurs-clés</i>	Le projet QuIRS reposait au départ sur une solide de coopération entre l'État et les régions, sur la base des "Directives relatives à un nouveau processus de planification		

associant l'État et les régions pour l'éducation, l'information et la formation en matière d'environnement", publiées en 2000, et il a été programmé et financé dans le cadre de l'INPEEIT 2002-2005, avec deux autres projets interrégionaux: "Formation, gestion des réseaux et développement durable" - chef de file: Ombrie - et "Publication des idées et expériences au service de l'éducation, de l'environnement et de la viabilité" - chef de file: Sicile.



OBJECTIFS

L'objectif général du projet QuIRS était de procéder à un travail croisé de recherche, allant de la définition d'un vocabulaire et d'un cadre de référence communs sur l'éducation en matière d'environnement jusqu'à l'identification de domaines communs, renvoyant aux activités et projets d'éducation en matière d'environnement, qui seraient certifiés sur la base d'une série de critères de qualité applicables à chaque système régional, projet, programme de formation, processus, structure, agent, matériel, etc. d'éducation en matière d'environnement. Un autre objectif consistait à établir des propositions méthodologiques pour la création d'indicateurs locaux. Le choix stratégique fait pour le projet consistait à fonder la définition des indicateurs de qualité sur les "fonctions assurées" et non sur les "types de structures". Il s'agissait donc d'examiner les actions entreprises et non l'appellation ou le label qui leur sont attribués; les avantages de cette approche novatrice sont apparus immédiatement, à savoir la flexibilité et le caractère dynamique de l'application des indicateurs de qualité. Les mêmes fonctions ont été cernées au *niveau générique*, celui de l'ensemble du système, et au *niveau spécifique*, celui des activités exécutées par les différents agents du système.

MÉTHODOLOGIE

Le projet QuIRS se caractérisait par une méthode participative d'intervention-recherche, la recherche étant guidée par des experts et exécutée par des responsables locaux.

Les travaux ont été répartis sur la collecte de données locales et l'organisation d'ateliers permettant de s'accorder sur les phases de mise en œuvre et de surveiller les résultats partiels. Dans les ateliers, les méthodes adoptées se sont révélées particulièrement intéressantes, de par la combinaison de contributions individuelles et de travail de groupe. Elles favorisaient la participation active de toutes les parties prenantes, créant ainsi un laboratoire de planification véritablement participatif qui donne à toutes les parties la possibilité d'exprimer et de comparer leurs idées et leurs résultats, concernant aussi bien les processus que les produits finals.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

À la fin du cours de recherche-intervention, un manuel d'élaboration d'indicateurs de qualité locaux appropriés, applicables aux différents groupes cibles: centres d'éducation en matière d'environnement, projets ou programmes dans ce domaine, parcs, associations, personnes privées, écoles, bâtiments et œuvres architecturales conformes aux normes environnementales, écoles ayant le label Eco-Schools, etc., a été publié et distribué. Ce manuel attribue des fonctions spécifiques et particulières aux systèmes régionaux d'éducation, d'information et de formation en matière d'environnement et identifie et examine donc des critères, des indicateurs et des descripteurs. Une fois les rapports entre ces trois variables établis, une matrice des indicateurs rapportés aux fonctions des systèmes régionaux a été construite.

	Ce projet, ainsi que les deux autres projets interrégionaux, a permis à diverses régions d'instaurer une collaboration productive, de s'accorder sur un vocabulaire commun et d'examiner ensemble l'importance de l'éducation en matière d'environnement dans le troisième millénaire. Depuis la diffusion du manuel, les régions italiennes qui n'avaient pas participé au projet utilisent cet outil pour élaborer leur propre système d'indicateurs de qualité de l'éducation en matière d'environnement.
<i>Points forts</i>	Le projet était replacé dans le cadre du Programme national d'intervention en faveur de l'éducation en matière d'environnement, créant ainsi des synergies entre les intervenants et les ressources en se concentrant sur une priorité concrète et partagée, la recherche sur la qualité de l'éducation en matière d'environnement. Le caractère interrégional du projet a permis d'utiliser efficacement les synergies entre les autorités nationales et locales, sur le plan des efforts, des objectifs et des résultats; Outre son contenu technique, ce projet interrégional met en relief la disponibilité et l'ouverture d'esprit dont font preuve les régions s'agissant de comparer et de partager leurs pratiques de coopération pour la réalisation d'objectifs communs; par ailleurs, la valeur ajoutée du projet QuIRS réside dans le fait que les régions sont disposées à évaluer et s'auto-évaluer dans un souci toujours croissant d'identité et d'appartenance communes à un système, ainsi que la volonté de constituer un réseau; Mettre en commun les objectifs et les besoins locaux a permis d'obtenir une répartition égale des résultats de la recherche en comparant les bilans des uns et des autres en vue d'accroître et d'améliorer la valeur des différents systèmes et réseaux locaux. La participation directe des représentants des pouvoirs publics a permis d'assurer plus d'efficacité et de continuité dans l'application de cette série d'indicateurs et dans l'amélioration de la qualité des projets, des activités, des processus, etc., et elle a permis de conférer plus de moyens d'agir de ces mêmes acteurs.
<i>Faiblesses & risques</i>	Le faible nombre de personnes qui ont participé aux travaux du groupe de recherche a permis une maîtrise approfondie par les participants mais pourrait limiter la diffusion des résultats et l'utilisation des outils. Les personnes qui n'avaient pas participé directement au processus et au travail de recherche ont éprouvé quelques difficultés à maîtriser de tels instruments. L'absence d'intervention d'acteurs (ceux du secteur éducatif formel, par exemple) concernés à différents niveaux pourrait réduire la portée de cet ensemble d'indicateurs ainsi que son utilisation.
<i>Problèmes rencontrés</i>	Certains participants au projet QuIRS qui étaient censés appliquer ensuite cette série d'indicateurs pour évaluer et améliorer les systèmes d'éducation en matière d'environnement au service du développement durable n'avaient aucun pouvoir de décision au sein de leurs autorités régionales respectives. Ceci pourrait compromettre l'application de ces indicateurs et la continuité nécessaire dans la mise en oeuvre du processus de contrôle de la qualité. La gestion des différences sur le plan de l'ancienneté et de l'intensité de la participation des parties prenantes dans les différents systèmes régionaux n'a pas été chose facile mais le règlement de ce problème constitue l'un des éléments positifs du projet.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Le dialogue interinstitutionnel et la participation revêtent une importance fondamentale dans toute approche systémique. Plus grande participation des différentes catégories de sujets ayant des savoir-faire différents (associations, écoles...). L'une des plus importantes conditions requises pour pouvoir reproduire ce travail de recherche est la maîtrise des méthodes de recherche-intervention
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Ce projet représente un travail de recherche original dans le domaine de l'évaluation et de l'amélioration de la qualité dans le secteur éducatif. Les méthodes de recherche-intervention appliquées au niveau d'un groupe de travail national pour définir des outils d'évaluation ont facilité la constitution d'une perception commune des fonctions de l'éducation en matière d'environnement. Les premiers résultats de ce travail de recherche axé sur l'évaluation des changements culturels et comportementaux sont caractérisés par la prévalence des indicateurs de type qualitatif sur ceux de type quantitatif; La solide coopération des experts avec les fonctionnaires chargés d'appliquer les indicateurs est la marque d'un projet participatif efficace.

KAZAKHSTAN

Réalisation du projet «Promotion de l'éducation en vue du développement durable dans le système d'enseignement scolaire et non scolaire du Kazakhstan», première expérience de mise en œuvre au Kazakhstan de la Stratégie de la CEE de l'ONU pour l'éducation en vue du développement durable, et projet pilote d'EDD en Asie centrale

CONTACT Ministère de la protection de l'environnement et Ministère de l'éducation et de la science du Kazakhstan, en coopération avec le Centre régional d'Asie centrale pour l'environnement (CAREC), Kazakhstan 050043, Almaty, rue Orbita-1, 4
Téléphone: +7 3272-292619, 296646, 785110, 785022 Fax: +7 3272-705337
Email: carec@carec.kz, tshakirova@carec.kz Internet: www.carec.kz

Tatiana Chakirova, Directeur du Programme d'éducation écologique du CAREC

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Environnement	Politique, Réglementation, Gouvernance Recherche / Développement Coopération régionale / internationale
--------------------------------	---------------------------------------	---------------	---

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Projet gouvernemental et non gouvernemental, appelé à devenir sous-régional
<i>Langue(s) de travail</i>	Russe
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Près de 100 personnes pour les effets directs, et un nombre estimatif d'environ 1 000 personnes pour les effets indirects - Gouvernement kazakh, Parlement, enseignants, étudiants, élèves, organisations non gouvernementales, participants à la cinquième Conférence sous-régionale sur l'éducation au service du développement durable (Bichkek, 2006, pays d'Asie centrale), et parties prenantes des pays d'Asie centrale
<i>Année de commencement & durée</i>	Démarrage au Kazakhstan en 2006, devrait se poursuivre en 2007 ; durée prévue en Asie centrale : les deux-trois ans à venir
<i>Budget & sources de financement</i>	Budget du projet : 30 000 euros pour 2006 au Kazakhstan (financement par l'aide internationale - Centre de l'OSCE à Almaty). On compte poursuivre le projet en 2007 en intégrant l'EDD à la législation kazakhe, en élaborant des programmes et des normes d'éducation, etc. Les partenaires du programme, la Commission européenne, l'OSCE, le Bureau multipays de l'UNESCO à Almaty, le Bureau régional de l'UNESCO à Bangkok, le Fonds-en-dépôt japonais, ont assuré le cofinancement de la cinquième Conférence des pays d'Asie centrale sur l'éducation en vue du développement durable (Bichkek, 24-25 octobre 2006), où ont été présentés les résultats du projet.
<i>Organisations partenaires</i>	Parlement, Académie de l'éducation, établissements d'enseignement supérieur, Association kazakhe des usagers de la nature en faveur du développement durable, projet PNUD/Ministère de la protection de l'environnement « Système de gestion renforcé de la protection de l'environnement en vue du développement durable », organisations non gouvernementales « Ecotsentr, Karaganda », « Otrajenie », « Baïterek », Groupe de travail d'Asie centrale sur l'éducation écologique et l'EDD
<i>Acteurs-clés</i>	Enseignants des écoles secondaires russes et nationales du Kazakhstan et d'Asie centrale, communautés locales, professeurs de l'enseignement supérieur, organisations non gouvernementales, ministères de l'écologie et de l'éducation des pays d'Asie centrale, médias. Toutes les retombées du projet (recommandations pour la législation et pour les cursus d'enseignement, publications, projet de plan national de développement durable) seront présentées au Conseil du développement durable du Kazakhstan lors de sa troisième session.



OBJECTIFS

1. Traduire la Stratégie dans la langue officielle, l'imprimer et la diffuser aux intéressés.
2. Réaliser une analyse comparée pour vérifier la conformité de la législation kazakhe avec la Stratégie de la CEE de l'ONU pour l'éducation en vue du développement durable, perfectionner et harmoniser la législation kazakhe, y intégrer des considérations de développement durable, afin de l'aligner sur les instruments et les textes législatifs internationaux, tout en respectant les particularités nationales, les priorités du pays et ses besoins.
3. Élaborer à l'intention des organismes gouvernementaux des recommandations et des propositions visant le renforcement de la législation et des politiques kazakhes en faveur du développement durable.
4. Définir un projet de plan national d'EDD au Kazakhstan, et l'adresser pour suite à donner aux services gouvernementaux compétents.
5. Réaliser une campagne d'information du public et de tous les intéressés sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, sur la Stratégie de la CEE pour l'éducation au service du développement durable, et sur le projet ici décrit.
6. Présenter les résultats du projet à la cinquième Conférence des pays d'Asie centrale sur l'éducation au service du développement durable (Bichkek, 24-25 octobre 2006).

MÉTHODOLOGIE

Le CAREC a adressé au début de 2006 des demandes aux centres de l'OSCE dans les pays d'Asie centrale. L'approbation du Centre de l'OSCE d'Almaty pour la réalisation du projet au Kazakhstan a été reçue en mars 2006. En avril le CAREC en a lancé l'exécution, en étroite coopération avec ses partenaires - ministères de la protection de l'environnement, de l'éducation et des sciences, Parlement, représentants du monde scientifique, du monde des affaires, organisations non gouvernementales, médias, et avec le soutien du Centre de l'OSCE à Almaty, de la Commission européenne et de l'UNESCO/Almaty.

Un groupe de travail interministériel a été créé et chargé du projet ; Mme Laima Galkute, Consultante internationale, membre du Groupe d'experts des indicateurs de l'éducation en vue du développement durable de la CEE de l'ONU, a été recrutée de Lituanie, de sorte que nous avons désormais la possibilité de tirer parti de l'expérience de ce pays, qui a déjà élaboré un Plan national d'EDD.

Les conditions au Kazakhstan sont favorables à l'exécution du projet : en 1998 ont été adoptées la Stratégie de développement du Kazakhstan jusqu'en 2030 et la Stratégie de développement industriel et d'innovation jusqu'en 2015 et, en 2003, la Conception de la sécurité écologique du Kazakhstan jusqu'en 2015 ; en avril 2006 ont été créés le Fonds de développement durable Kazyna et la Banque eurasiennne de développement. En 2006 a été adoptée la Stratégie d'intégration du Kazakhstan aux 50 pays les plus compétitifs du monde, qui fixe de nouveaux objectifs de développement durable orientés vers la croissance économique durable, des politiques énergétiques viables et le passage aux normes écologiques de développement durable de la société.

En 2004, le décret N° 345 du Gouvernement kazakh a créé un Conseil du développement national durable, dont le but principal est de concourir à l'élaboration de politiques gouvernementales de développement durable et de mise en œuvre des décisions du Sommet mondial pour le développement durable.

La mise en œuvre du projet a notamment permis les réalisations suivantes :

1. Analyse de la législation kazakhe en vue de l'aligner sur la Stratégie de la CEE et de définir les fondements juridiques en place pour sa mise en œuvre.

2. Élaboration de recommandations et de propositions aux organismes gouvernementaux, visant à renforcer la législation et les politiques kazakhes en matière d'EDD (propositions et projets de loi sur l'éducation, de code écologique de la République du Kazakhstan, sur lesquels a été fondée la mise au point de propositions sur l'intégration d'éléments d'EDD dans le projet gouvernemental de Conception du passage du Kazakhstan au développement durable).
3. Traduction de la Stratégie de la CEE pour l'éducation au service du développement durable dans la langue officielle, impression sous forme de brochure et diffusion aux intéressés. Le texte de la Stratégie est affiché avec ses annexes sur les sites de la CEE (<http://www.unece.org/env/esd/Strategy&Framework.htm>), du CAREC (www.carec.kz), et d'autres partenaires.
4. Élaboration de propositions et de recommandations visant le perfectionnement des procédures et l'amélioration des normes de contenu appliquées dans les établissements d'enseignement supérieur du Kazakhstan.
5. Mise au point du premier projet de Plan national d'EDD, assorti d'un plan d'action et d'un échéancier, et désignation des entités responsables de l'exécution.
6. Campagne de publicité informant le public et les entités intéressées de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, de la Stratégie de la CEE et du projet ici décrit.
7. Présentation des résultats du projet à la cinquième Conférence sous-régionale sur l'éducation au service du développement durable (Bichkek, 24-25 octobre 2006). Tous les pays d'Asie centrale ont exposé les progrès de l'EDD mesurés selon les indicateurs élaborés par le Groupe d'experts de la CEE - ces exposés ont été publiés en russe et en anglais.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Le projet représentera une étape de plus dans la mise en œuvre au Kazakhstan des décisions adoptées au Sommet mondial pour le développement durable, à la Conférence ministérielle de Kiev, et à la Réunion de haut niveau de Vilnius, ainsi que pour la Décennie. Des éléments et des principes de développement durable et d'EDD seront intégrés à la législation kazakhe, et au système d'enseignement de type scolaire et non scolaire (normes, programmes, méthodes d'acquisition des connaissances, documentation pédagogique, cours de recyclage des enseignants de tout niveau). L'exposé du Kazakhstan sur les progrès de l'EDD selon les indicateurs du Groupe d'experts de la CEE, comme ceux des autres pays d'Asie centrale, serviront de base aux préparatifs de la Conférence ministérielle de Belgrade.

Points forts

1. Cette initiative est la première expérience de réalisation au Kazakhstan de la Stratégie d'éducation au service du développement durable de la CEE en Asie centrale.
2. L'initiative est un exemple de coopération interministérielle et intersectorielle, toutes les parties prenantes conjuguant leurs efforts, dans le pays et à l'échelon intergouvernemental dans la sous-région d'Asie centrale.
3. Il s'agit d'un exemple de coordination du soutien financier des organisations internationales - Centre de l'OSCE à Almaty, Commission européenne, Bureau multipays de l'UNESCO à Almaty, Bureau régional de l'UNESCO (Bangkok) et CAREC.
4. Les résultats du projet, présentés à la cinquième Conférence sous-régionale sur l'éducation au service du développement durable (Bichkek, 24-25 octobre 2006), ont suscité un grand intérêt parmi les pays d'Asie centrale.

Faiblesses & risques

Dépendance du programme d'éducation écologique du CAREC et des projets d'éducation écologique et en vue du développement durable d'Asie centrale à l'égard du financement international. Soutien insuffisant des donateurs à la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE dans la sous-région d'Asie centrale. Des cinq demandes adressées aux Centres de l'OSCE dans les pays d'Asie centrale concernant la mise en œuvre de la Stratégie, seule a été approuvée la demande d'exécution du projet au Kazakhstan.

Problèmes rencontrés

La coordination n'est pas encore assez étroite entre les deux secteurs, écologie et éducation, malgré des avancées notables en Asie centrale entre 2002 et 2006.

Conditions pour reproduire l'initiative avec succès

Il importe que le projet soit soutenu par nos partenaires en 2007, que nous puissions réaliser toutes les activités et atteindre les résultats escomptés (réforme de la législation, élaboration de normes gouvernementales pour l'éducation, approbation du Plan national d'EDD, etc.).

Il importe aussi que l'expérience acquise grâce au projet soit diffusée dans tous les pays d'Asie centrale, pour que des projets analogues y soient réalisés de 2007 à 2010.

Questions non résolues

Le Kazakhstan, pays en transition, n'a guère de possibilité de soutenir l'EDD par prélèvement sur son propre budget, ce qui est vrai aussi des autres pays de la sous-région d'Asie centrale.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Il faut que ce projet s'inscrive pour le Kazakhstan dans la mise en œuvre plus générale des décisions adoptées en 2002 au Sommet mondial pour le développement durable, à la Conférence ministérielle de Kiev en 2003, à la Réunion de haut niveau de Vilnius en 2005, et des mesures prévues pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable.

Le projet doit valoriser l'EDD au Kazakhstan, ouvrir au public l'accès à la Stratégie de la CEE dans la langue officielle, aider le gouvernement à créer les organes de coordination indispensables, à nommer des coordonnateurs nationaux pour la mise en œuvre de la Stratégie, et à élaborer un Plan national d'EDD s'inscrivant dans les stratégies nationales de développement durable.

Cette initiative a permis de conjuguer les efforts, l'expérience, les ressources et les interventions des différents secteurs et des parties prenantes pour l'EDD - gouvernements, organisations non gouvernementales, enseignants, scientifiques, milieux d'affaires, organisations internationales et autres, et a aidé à coordonner les priorités et les ressources en vue du développement durable.

KIRGHIZISTAN

“École de verdure” (Microréserves naturelles pour la conservation de la diversité biologique du Kirgызistan)

CONTACT Ecological Movement “BIOM”
 Molodaya Gvardia street 74/106, Bishkek city 720010 Kyrgyzstan
 Téléphone: +996-312-650136 Fax: +996-312-650136
 Courriel: postnovae@mail.ru, biom@infotel.kg Internet: www.biom.org.kg

Ms Evgeniia Postnova – coordinator of educational programs of NGO “BIOM”

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Environnement Biodiversité	Outils et matériels (tels que Médias & TIC)
----------------------------	---------------------------------------	-------------------------------	--

DESCRIPTION

Type Non gouvernemental

Langue(s) de travail Russe, anglais

Groupe(s) cible(s) Équipe chargée du projet - 10 personnes, 25 écoles (en moyenne 2 enseignants et 750 élèves par école) et communautés (jusqu'à 3000 personnes par communauté)

Année de commencement & durée Année de démarrage – 2002, durée – 3 ans (années 2002-2005)

Budget & sources de financement

Partenaires	Année 1	Année 2	Année 3	Sous total
BIOM (2,36 % of budget) ^{1*}	1800 \$	1800 \$	1800\$	5400\$
FSC (3,26 % of budget) ^{**}	2500\$	2500\$	2500\$	7500\$
The Darwin Initiative (71,5 % of budget)	63213,75 \$	62201,25 \$	38306,25 \$	163721,25 \$
Ministère de l'éducation 3 (0,79 % of budget) ^{***}	600\$	600\$	600\$	1800\$
Agence nationale pour l'environnement (0,79 % of budget) ^{***}	600\$	600\$	600\$	1800\$
25 écoles et communautés locales kirghizes (21,29 % of budget) ^{****}	16250\$	16250\$	16250\$	48750\$
Total Budget (US \$)	84963,75	83951,25	60056,25	228 971,25 US \$

Organisations partenaires Partenaire 1 a) ONG britannique Field Studies Council b) Appui technique – renforcement des capacités de l'équipe kirgyze, services consultatifs, aide à la coordination du projet – Appui administratif Partenaire 2 a) The Darwin Initiative Foundation b) Appui financier Partenaire 3 a) Ministère de l'éducation, de la science et de la jeunesse de la République kirgyze b) Appui technique et politique Partenaire 4 a) Agence nationale pour la protection de l'environnement et des forêts de la République kirgyze b) Appui technique et politique.

Acteurs-clés 25 écoles et communautés locales (autorités et population) de différentes régions du pays. Toutes les écoles et communautés ont mené avec enthousiasme les activités relevant de cette initiative, conscientes qu'elles participaient à l'émergence du concept et des processus de création de zones de diversité biologique. Les communautés/écoles étaient libres de définir elles-mêmes ce dont elles avaient réellement besoin. Tant BIOM, et FSC que les ministères n'avaient qu'un rôle consultatif et des fonctions de gestion générale du projet. De ce fait, chaque zone de diversité biologique a été conçue de manière à ce qu'elle puisse être utile à toute la communauté, celle-ci ayant participé à

¹ * La contribution de BIOM n'a pas été que directement monétaire (prise en charge des loyers et des frais d'éclairage, de chauffage, de matériel etc.), elle comprend aussi le travail de bénévoles qui peut être converti en équivalent monétaire.

^{**} FSC a pris en charge une bonne partie des traitements des experts.

^{***} La contribution du Ministère de l'éducation et de l'Agence nationale pour la protection de l'environnement a consisté à fournir gratuitement des services consultatifs et les renseignements nécessaires

^{****} Les 25 communautés locales ont partiellement contribué au projet – en argent et en nature (matériels, ressources humaines et travail de bénévoles qui peut être converti en équivalent monétaire). La contribution de chaque communauté se monte à 650 dollars par an environ.

toutes les phases de création de la microréserve, y compris la plantation d'arbres et l'aide à la viabilité des écosystèmes construits. Les écoles locales pouvaient ensuite utiliser ces zones, leurs enseignants ayant au préalable suivi des stages spéciaux de formation aux méthodes d'utilisation des zones de diversité biologique à des fins éducatives, d'élaboration de programmes et d'organisation d'activités pour toute la communauté, les célébrations de la journée de la Terre par exemple.



OBJECTIFS

Le but de cette initiative était de développer au sein des communautés kirgyzes la conscience et la compréhension tant du caractère et de la valeur uniques de la diversité biologique du pays que de l'importance de la protection de cette diversité dans la marche vers le développement durable. Les objectifs: a) sensibiliser les communautés à l'importance vitale de la protection de la diversité biologique au Kirgizistan; b) mieux faire comprendre aux communautés les relations entre l'environnement, l'économie et la société et l'apport positif de la protection de la diversité biologique pour la réalisation du développement durable; c) susciter de nouveaux comportements au sein des communautés pour réduire la perte de diversité biologique; d) accroître l'efficacité de l'éducation des jeunes en matière de diversité biologique dans les systèmes éducatifs formel et informel; e) accroître l'efficacité de l'éducation des communautés locales en matière de diversité biologique; f) rendre les enseignants et tous ceux qui travaillent auprès des jeunes plus aptes à dispenser un enseignement efficace sur la diversité biologique au Kirgizistan. Ces objectifs ont été réalisés grâce à la création de microréserves de diversité biologique ayant un écosystème caractéristique pour une partie du pays - dans 25 communautés. Ces microréserves ont été conçues de manière à ce qu'elles puissent être utilisées par les élèves de tous âges, les enseignants et les communautés et elles ont été créées selon des méthodes participatives.

MÉTHODOLOGIE

Les grandes étapes de cette initiative peuvent se résumer comme suit:

1. "Se préparer" - identification et formation de l'équipe chargée du projet - mois 1 à 6;
2. "Préparer le terrain" - sélection des écoles/communautés, études de base initiales, établissement des plans de gestion des microréserves - mois 4 à 12;
3. "Semer" - création des microréserves par les communautés avec le concours de scientifiques, élaboration de matériels pédagogiques, formation des enseignants - mois 13 à 21;
4. "Entretenir et récolter" - utilisation des microréserves par les écoles pour l'enseignement, organisation de manifestations communautaires - mois 18 à 36;
5. "Répandre la semence et semer pour l'année prochaine" - examen et évaluation, diffusion et confirmation de la viabilité - mois 31 à 36. Par la publication régulière de bulletins sur le projet, une action auprès des médias et des séries de campagnes d'information, nous avons pu sensibiliser l'ensemble de la communauté à l'importance vitale de la protection de la diversité biologique au Kirgizistan.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Nous avons notablement renforcé les capacités d'éducation en matière de diversité biologique au Kirgizistan - nous avons formé 58 enseignants dans les 25 écoles du réseau; celles-ci ont formé 648 autres enseignants dans 296 écoles (plus que 1/10 du nombre total d'écoles dans le pays). Nous avons créé un réseau de 25 écoles/communautés. Chacune a créé une microréserve de diversité biologique constituant une zone d'enseignement et de

conservation. Sur la base des plans de gestion établis, les enseignants, les élèves et la communauté ont créé ces microréserves.

Chaque école a créé un dossier pédagogique pour différents sujets étudiés et utilisé les microréserves comme aires d'enseignement.

Chaque école a aussi lancé des activités communautaires tournant autour des réserves – plus de 300 manifestations, auxquelles ont participé plus de 6500 personnes, ont ainsi été organisées.

Nous avons créé des matériels pédagogiques nationaux comprenant deux affiches en couleur de format A1 et un manuel sur la création de microréserves par les écoles. Tous les grands produits publiés ont été approuvés par le Ministère de l'éducation et largement diffusés non seulement au Kirgyzistan mais également dans quatre autres pays d'Asie centrale.

Nous avons assuré la promotion à l'échelle nationale de l'éducation en matière de diversité biologique en faisant appel aux médias et sommes en réseau avec d'autres grands projets et organismes nationaux et internationaux.

Points forts

Le projet est très connu et a fait l'objet d'une publicité efficace. Le Ministère de l'éducation et celui de l'environnement et l'Académie kirgyze de l'éducation sont clairement enthousiastes et étroitement associés au projet. BIOM va poursuivre avec les écoles/communautés sa collaboration dans les domaines aussi bien de la conservation de la diversité biologique que du développement durable et continuer de soutenir le réseau, son développement et la coordination de ses activités. La "conservation de la diversité biologique" constitue désormais la première étape du développement de l'activité écologique dans les écoles/communautés du projet, parce que BIOM compte les associer à d'autres projets ("Élaboration de programmes Action 21 locaux à l'intention des écoles et des communautés", "Protection des ressources énergétiques et hydrauliques", "Développement des sources d'énergie alternatives au Kirgyzistan", etc.) pour réunir 25 écoles du développement durable. Certaines des activités prévues pour l'après-projet ont trait à la diffusion des produits du projet parmi les futurs enseignants en formation, grâce à une coopération plus étroite avec les universités des différentes régions du pays.

Faiblesses & risques

Il n'y a pas eu d'enseignements précis tirés du projet pendant son exécution – celle-ci s'est déroulée sans accroc et nous avons atteint tous les objectifs et résultats prévus.

Conditions pour reproduire l'initiative avec succès

L'atout principal dans notre cas était un partenariat solide qui est, à notre avis, la condition la plus importante pour que le projet puisse être reproduit avec succès.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

L'initiative est essentiellement axée sur les aspects éducation et apprentissage du développement durable. Il s'agit d'un projet novateur, qui n'a pas de précédent ni au Kirgyzistan ni dans le reste de l'Asie centrale. Il est avéré qu'il a un effet positif concret sur les conditions de vie, et la qualité de la vie, des individus, groupes ou communautés concernés. Cette initiative a de très fortes chances d'avoir un effet durable au-delà du projet et de bonnes possibilités de reproduction, en ce sens que notre réseau comprend actuellement non seulement des groupes d'écoles et de communautés mais également trois lycées dans les régions de Naryn, Osh et Issyk-kul, et nous allons mettre au point un module sur la diversité biologique et le développement durable à l'intention des étudiants des universités et les intégrer aux programmes de l'enseignement supérieur, et créer trois microréserves naturelles relevant d'universités. L'impact de cette initiative a été mesuré au moyen d'enquêtes par questionnaire effectuées avant et après le projet. Avant le projet, l'enquête portait sur 104 écoles - les 25 écoles du projet et 79 écoles d'autres régions du pays - pour recueillir des données de référence sur la conscience et la compréhension des notions de diversité biologique et de développement durable. En septembre 2005, les données de l'enquête postérieure au projet, y compris les entretiens avec des représentants des communautés locales, les enseignants, les parents, les enfants et d'autres utilisateurs des réserves, ont été réunies. Cette seconde enquête avait essentiellement pour but d'évaluer l'efficacité des microréserves.

Former l'opinion publique et l'informer des problèmes de protection de l'environnement par des manifestations annuelles « Tenirim koldosun » organisées en coopération interministérielle et intersectorielle

CONTACT Agence nationale de protection de l'environnement et de sylviculture du Gouvernement kirghize, Centre kirghize pour l'ozone, Kirghizistan, 720005, Bichkek, rue Gorki, 142, bureau 304, Kirghizistan, 720055, Bichkek, rue Toktonaliev, 2/1
Téléphone: +996-312-441626, 548852/53 Fax: +996-312-441626, 548853
Courriel: duishenova-J@mail.ru, demos@intranet.kg, ecoconv@elcat.kg
Internet: www.ecomon.caresd.net, www.ozoneconv.org

Zhyldyz Kadyrkulovna Duishenova, Mars Kydyrgychevich Amanaliyev

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement	Savoirs autochtones
	Éducateurs Promotion de la santé	Biodiversité	Élaboration de modules scolaires, création de modules non formels

DESCRIPTION

Type Projet intersectoriel, réalisé en coopération : services gouvernementaux d'écologie et d'éducation, organisations non gouvernementales, associations, collectivités locales, autorités territoriales, services provinciaux d'éducation et de santé, médias

Langue(s) de travail Kirghize et russe

Groupe(s) cible(s) Organisations non gouvernementales, médias, fonctionnaires, enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur, étudiants, écoliers et leurs parents : près de 5 000 personnes dans les sept provinces du Kirghizistan, participants directs aux manifestations écologiques annuelles, bénéficiaires des retombées des projets, notamment de la documentation éducative, méthodologique et analytique diffusée au cours des manifestations.

Année de commencement & durée De 2004 à ce jour

Budget & sources de financement Principales sources de financement : Centre kirghize pour l'ozone ; donateurs et partenaires : Agence nationale de protection de l'environnement et de sylviculture du Gouvernement kirghize, mouvement écologiste Tabiyat, association Mourok. Le budget de l'initiative s'élève à environ 50 000 dollars des États-Unis.

Organisations partenaires Agence nationale de protection de l'environnement et de sylviculture du Gouvernement kirghize, Ministère de l'éducation, des sciences et de la jeunesse, mouvement écologiste Tabiyat, association Mourok, Centre de développement humain « L'arbre de vie », PNUD, Centre pour l'ozone, Centre national d'écologie, d'études régionales et de tourisme pour l'enfance et la jeunesse, services provinciaux d'éducation, services de santé publique, directions territoriales de protection de l'environnement, fonds locaux de sauvegarde de la nature, écoles et établissements d'enseignement supérieur.

Acteurs-clés Administrations provinciales, municipalités urbaines, autorités locales, enseignants de tous niveaux. Les intéressés participent activement à l'exécution de projets d'éducation écologique et d'EDD, tant comme agents d'exécution locaux que comme bénéficiaires. Ils prennent part aux manifestations écologiques annuelles consacrées à la Journée de la Terre, à la Journée internationale de la protection de la couche d'ozone, et à d'autres célébrations importantes pour l'écologie. Ils obtiennent des informations sur les initiatives et les dispositifs internationaux en place pour l'éducation écologique et en vue du développement durable et de nouveaux documents et manuels pédagogiques et méthodologiques portant sur l'EDD, qu'ils utilisent ensuite avec leurs élèves et étudiants, ainsi que pour éclairer la population sur la protection de l'environnement au cours de séminaires et de séances de formation. Les résultats des manifestations font ensuite l'objet de séminaires d'information auxquels participent toutes les parties prenantes.

OBJECTIFS Le but du projet est de former l'opinion publique, pour une mobilisation active, aux problèmes de l'environnement, en particulier à la protection de la couche d'ozone et au changement climatique. Il est indispensable de susciter un mouvement actif de la

population et de convaincre la société de participer à la solution des problèmes écologiques de nos régions, de concourir à l'éveil d'une sensibilité écologique au Kirghizistan et d'amener les citoyens à participer à la prise de décisions, en menant des campagnes et en informant la population des questions de protection de l'environnement, de protection de la santé, de protection de la couche d'ozone, d'EDD et d'éducation écologique. Ce but général est poursuivi par la réalisation de tâches concrètes :

Meilleure information de la population sur la protection de la couche d'ozone, le changement climatique, la préservation de la diversité biologique, la protection de la santé humaine contre les effets nocifs des rayons ultraviolets, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, par les médias, les messages électroniques, les bulletins d'actualité, les séminaires, les tables rondes, et les grandes manifestations écologiques ;

Exploitation des traditions nationales de protection de la nature, publication de brochures d'information sur la protection de la couche d'ozone, le changement climatique, la préservation de la biodiversité, la protection de la santé humaine contre les effets nocifs des rayons ultraviolets, et diffusion dans les établissements d'enseignement de tous les niveaux et dans le public ;

Meilleure compréhension parmi les élèves et les étudiants, les enseignants et la population des questions de protection de la couche d'ozone, de changement climatique et de préservation de la diversité biologique dans le contexte du développement durable ;

Présentation et diffusion de documents didactiques sur CD et de l'expérience accumulée sur la couche d'ozone et le changement climatique, à l'intention des enseignants de tout niveau et des experts, tant dans le pays que lors de la cinquième Conférence internationale sur l'éducation au service du développement durable (Bichkek, octobre 2006).

MÉTHODOLOGIE

Diffusion d'informations dans la population (par les pouvoirs publics, les organisations non gouvernementales, les enseignants, les médias, etc.) sur la protection de la couche d'ozone, le changement climatique, la préservation de la diversité biologique, la protection de la santé humaine contre les effets nocifs des rayons ultraviolets, les traditions nationales de protection de la nature, la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, et le développement durable, par l'intermédiaire des médias, par courrier électronique, par des bulletins d'actualité, des conférences, des séminaires, des causeries, des tables rondes ; collecte de documentation et diffusion de l'expérience accumulée sur supports électroniques (CD) ; diffusion sur CD de manuels sur l'EDD dans les pays d'Asie centrale : « Un environnement pour les générations à venir », avec manuel méthodologique, « Travaux pratiques d'écologie », « L'école du développement durable » ; affiches sur le thème du changement climatique, affiches et film vidéo en kirghize et en russe ; diffusion de documentation sur la protection de la couche d'ozone publiée dans le cadre des activités du Centre pour l'ozone ; préparatifs de la cinquième Conférence sous-régionale d'Asie centrale sur l'éducation écologique et l'EDD (octobre 2006) :

- Préparation et réalisation de séminaires sur la protection de la couche d'ozone sur la base de consultations avec des enseignants, des experts de l'éducation écologique et de l'EDD, des spécialistes des services provinciaux d'éducation et de santé ;
- Collecte de documents sur la protection de la couche d'ozone, le changement climatique et le développement durable, publication de brochures d'information sur l'actualité, publication de CD ;
- Diffusion de documents dans les établissements d'enseignement de tout niveau ;
- Réflexion sur les activités futures s'inscrivant dans l'exécution du projet au Kirghizistan, pour la protection de la couche d'ozone, pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, et pour le développement durable.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Le projet permet de modifier les mentalités de la population sur les questions d'éducation écologique et en vue du développement durable, surtout en ce qui concerne la protection de la couche d'ozone, le changement climatique, la préservation de la diversité biologique et la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable ; à terme il suscitera une mobilisation de la société, motivant à participer à la prise de décisions à tous les niveaux de pouvoir, ce qui favorisera aussi l'avancée de la démocratisation dans notre société. Résultats principaux : meilleure information des élèves et des étudiants, de la population et des décideurs sur la protection de la couche d'ozone, sur le changement

	climatique, sur la préservation de la diversité biologique, sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable et sur le développement durable ; diffusion dans les écoles secondaires de documentation sur support électronique (CD), de manuels et d'affiches ; amélioration des compétences informatiques grâce à l'utilisation des moyens électroniques pour la diffusion de documents ; meilleure connaissance et compréhension chez les jeunes des questions touchant la protection de la couche d'ozone, les conséquences du changement climatique, et de la diversité biologique ; compréhension des causes - économiques et politiques - du changement climatique, des trous dans la couche d'ozone, de l'effet de serre ; capacité de concourir personnellement à la réduction des rejets de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ; harmonisation des conceptions des enseignants et capacité de bien transmettre les connaissances sur l'utilisation des ressources naturelles, sur le changement climatique et l'influence de l'effet de serre ; motivation des élèves et des étudiants à participer plus activement à la solution des problèmes écologiques planétaires aux niveaux local, national et sous-régional
<i>Points forts</i>	L'un des points forts de l'initiative est sa stabilité relative - le lancement en remonte à 2004 et elle est toujours en cours. La réalisation du projet a permis au Centre kirghize pour l'ozone, avec la collaboration d'experts de l'Agence nationale de protection de l'environnement et de sylviculture et d'enseignants de l'enseignement secondaire et supérieur de publier une série de documents : « Problèmes de protection de la couche d'ozone », « Effets du rayonnement ultraviolet sur la santé », Livre du maître sur la couche d'ozone (recommandé par le Ministère de l'éducation du Kirghizistan), étude scientifique de la protection de la couche d'ozone « Vingt questions, vingt réponses sur la couche d'ozone », des affiches sur la protection de la couche d'ozone et d'autres documents. La collaboration interministérielle et intersectorielle se resserre, les enseignants du secondaire et du supérieur disposent de documentation pédagogique et scientifique sur ces thèmes (papier et support électronique). Les étudiants et les élèves se sentent parties prenantes pour l'éducation écologique et en vue du développement durable, ils sont informés des problèmes de protection de l'environnement, mais en connaissent aussi les causes, et participent à leur solution.
<i>Faiblesses & risques</i>	Le risque provient du fait que le projet est entièrement tributaire du financement extérieur. Ses faiblesses sont qu'il ne vise que certains aspects de l'EDD et non pas l'ensemble. Soutien insuffisant des donateurs à la mise en œuvre au Kirghizistan de la Décennie des Nations Unies et de la Stratégie de la CEE pour l'éducation au service du développement durable.
<i>Problèmes rencontrés</i>	Efficacité encore insuffisante de la coopération entre les trois secteurs - écologie, éducation et santé, malgré des réalisations incontestables dans le pays entre 2004 et 2006.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Conditions pour reproduire l'initiative : la réalisation de manifestations écologiques annuelles au Kirghizistan doit se poursuivre régulièrement, et bénéficier d'un soutien qui ne provienne pas du seul Centre kirghize pour l'ozone - il faut aussi obtenir l'inscription d'une partie du financement au budget national. L'initiative aide les intéressés à se tenir au courant des politiques internationales, régionales et mondiales d'EDD, à mieux connaître les réalisations, les lacunes et les besoins à cet égard, à échanger des données d'expérience, à présenter des exemples réussis de pratique de l'éducation écologique et d'EDD, à coordonner les efforts et les activités dans ce domaine, à réaliser conjointement de nouveaux documents analytiques, éducatifs et méthodologiques, et à définir une position commune tant pour les questions d'EDD que pour les problèmes de développement durable.
<i>Questions non résolues</i>	Il y a peu de possibilités à l'heure actuelle de voir financer des activités de ce type par le budget national.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Les résultats du projet seront la réponse du Kirghizistan aux décisions du Sommet mondial pour le développement durable (Johannesburg, 2002) et à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014). L'exécution du projet a notamment permis de réaliser des brochures, des fiches d'information, des CD, des manuels pédagogiques, des documents d'information et des affiches, et nombre d'autres publications, qui ont été diffusés et le sont encore dans les établissements d'enseignement supérieur et secondaire du pays. La réalisation du projet bénéficie d'un soutien ferme de l'Agence nationale de protection de l'environnement et de foresterie du Gouvernement kirghize, du Centre pour l'ozone, d'organisations non gouvernementales, d'enseignants du supérieur et du secondaire, et d'autres parties prenantes.

LETTONIE

Une bonne coopération pour une bonne pratique – Matériels méthodologiques sur l'EDD

CONTACT Association of Environmental Educators of Latvia
"Avotnieki", Matkules pag, Tukuma r., LV – 3132, Latvia
Téléphone: (371) 29574120
Courriel: via@cc.lv Internet : www.vi.lv
Elita Lavrinovica, Chair of the Board, Association of Environmental Educators of Latvia

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducateurs	Environnement Changements climatiques Biodiversité Consommation durable	Coopération régionale / internationale Education pour le développement durable
--------------------------------	------------	--	---

DESCRIPTION

Type	Non gouvernemental
Langue(s) de travail	Letton, anglais, <i>Matériels méthodologiques (version CD) disponibles en letton</i>
Groupe(s) cible(s)	Membres de l'Association des spécialistes de l'éducation en matière d'environnement de Lettonie (87 personnes), éducateurs, enseignants et experts en matière d'environnement. Les matériels méthodologiques sont à la disposition des écoles et autres institutions.
Année de commencement & durée	2005 -2006
Budget & sources de financement	4500 euros, soutien de l'administration du Fonds letton pour la protection de l'environnement
Organisations partenaires	Parc national de Gauja; réserve de biosphère de Vidzeme Nord; Société ornithologique lettone; Club de protection de l'environnement de Lettonie – CCB Lettonie; Les amis de la Terre, Lettonie; Centre régional pour l'environnement (CRE); Ceinture verte de Lettonie; StoraEnso Forest Ltd.; Centre pour l'efficacité énergétique – Latvenergo; Entreprise de gestion des déchets de Vidzeme Nord SARL.

OBJECTIFS	Exploration des solutions possibles pour la promotion de l'EDD, instauration d'un dialogue pour une meilleure mise en œuvre de l'EDD entre les éducateurs dans le domaine de l'environnement et les institutions compétentes
------------------	--

MÉTHODOLOGIE	Un atelier spécial a été organisé pour stimuler l'interaction et la coopération mutuelle entre les experts de la foresterie, de la diversité biologique, des aires protégées, de la gestion des déchets et de l'éducation en matière d'environnement, les représentants des institutions publiques, les autorités locales et les directeurs d'école en vue de structurer et de concevoir des matériels méthodologiques sur l'EDD. Les résultats de cet atelier ont été examinés et approuvés par l'assemblée générale annuelle de l'Association des spécialistes de l'éducation en matière d'environnement de Lettonie.
---------------------	---

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats	Les propositions, suggestions et idées concernant les méthodes de l'EDD sont élaborées et modifiées par l'activité des participants. Les matériels méthodologiques sur l'EDD (format CD) sont distribués aux écoles et autres institutions éducatives.
Points forts	La coopération pour la promotion de l'EDD entre éducateurs, institutions publiques, autorités locales, secteur privé et ONG se développe.
Faiblesses & risques	Les éducateurs ont besoin d'en savoir plus sur l'EDD, s'agissant en particulier du développement durable en général au niveau national.
Pourquoi considérez-vous	Assure une promotion à grande échelle de l'EDD, fait intervenir des experts, renforce

*que cette initiative
est une bonne
pratique?*

la coopération entre parties prenantes, institutions et particuliers, entretient le processus en cours, offre la possibilité de mettre à jour les matériels méthodologiques et fait de la publicité autour des questions relatives à l'EDD.

Eco-schools

CONTACT Foundation for Environmental Education of Latvia
 11.Novembra krastmala 35-78, Riga, LV-1050, Latvia
 Téléphone: +371 7225112
 Courriel: fonds@zemesdraugi.lv Internet: www.videsfonds.lv
 Girts Strazdins, coordinator

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Promotion de la santé	Environnement Eau Changements climatiques Biodiversité Consommation durable	Coopération régionale / internationale
--------------------------------	--	---	--

DESCRIPTION

<i>Type</i>	non gouvernemental
<i>Langue(s) de travail</i>	Letton, anglais
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	45 écoles, soit 900 enseignants et 9000 élèves ; 500 participants actifs
<i>Année de commencement & durée</i>	Démarrage en 2002, activités en cours
<i>Budget & sources de financement</i>	15.000 euros par an, provenant essentiellement du Fonds letton pour la protection de l'environnement
<i>Organisations partenaires</i>	FEE International, le jury national est composé de représentants de nombreuses organisations
<i>Acteurs-clés</i>	Les municipalités locales sont régulièrement associées aux éco-activités de l'école.

OBJECTIFS Eco-Schools est un programme de gestion et de certification environnementales, et d'éducation au service du développement durable, à l'intention des écoles. Son approche globale et participative et la combinaison de l'apprentissage et de l'action en font la voie idéale pour les écoles qui veulent s'employer sérieusement à améliorer l'environnement de l'école et de la communauté, et influencer sur les conditions de vie des jeunes, du personnel scolaire et des familles et sur les autorités locales, les ONG, etc.

MÉTHODOLOGIE Le programme comprend sept éléments (<http://www.eco-schools.org/aboutus/howitworks.htm>) que les écoles, de tous niveaux, peuvent adopter en tant que méthodologie. Ces éléments ont été conçus en tant que base du processus Eco-Schools mais le système est suffisamment souple pour être adopté dans n'importe quel pays et quelles que soient les réalisations antérieures de l'école en matière d'environnement. La participation des élèves tout au long du processus est une partie intégrante et essentielle de celui-ci. La participation d'autres parties prenantes, dans l'école et la communauté, à la prise des décisions constitue une importante mesure favorable au dialogue et à la coopération, qui fournit une bonne base pour l'éducation à la citoyenneté. Ce système flexible, avec ses éléments pédagogiques et pratiques, a fait tout le succès du programme Eco-Schools, qui comporte des avantages clairs et concrets pour les écoles et les communautés ainsi que, bien entendu, pour les enseignants et les jeunes.

Création du comité Eco-School: au coeur du processus Eco-Schools, il y a le comité qui organise et dirige les activités de l'école et est composé des parties prenantes à l'environnement scolaire, à savoir les élèves, les enseignants, le personnel de garde, le personnel de service, les parents et même les représentants de la municipalité ou autre autorité locale. Le sentiment de démocratie et le souci de répondre aux initiatives prises par les élèves eux-mêmes sont les résultats de ce processus.

Examen environnemental: le travail commence par un examen ou un bilan de l'impact de l'école sur son environnement. Les élèves participent à ce travail, qui va de l'évaluation de la quantité d'ordures dans l'enceinte de l'école jusqu'à la recherche de

déficiences dans l'infrastructure.

Plan d'action: les renseignements tirés de l'examen susmentionné servent à identifier les domaines prioritaires et à élaborer un plan d'action qui fixe des objectifs réalistes et réalisables, assortis de délais, pour améliorer les résultats en matière d'environnement sur des points précis.

Suivi et évaluation: cette phase permet de faire en sorte que les progrès dans la réalisation des objectifs soient suivis, que toute modification qui s'impose en ce qui concerne le plan de d'action soit faite et que la réussite soit célébrée. Elle permet aussi de veiller à ce que l'éducation en matière d'environnement et la protection de celui-ci deviennent un processus continu dans l'école.

Travail sur les programmes: la plupart des élèves étudient en classe des thèmes tels que l'énergie, l'eau et les déchets. Toute l'école devrait être impliquée dans des initiatives pratiques consistant, par exemple, à économiser l'eau, à recycler des matériaux et à nettoyer les locaux. Lorsque l'éducation en matière d'environnement et de développement durable ne fait pas partie du programme national/régional d'enseignement, des recommandations sont faites pour que cette lacune soit comblée. Il faut s'efforcer d'associer l'éducation en matière d'environnement à l'ensemble du programme d'enseignement, et pas seulement à des disciplines évidentes telles que les sciences ou la géographie.

Information et implication: ce volet introduit directement le programme Action 21 local dans les écoles, dans la mesure où les parents, les autorités locales, les entreprises et l'ensemble de la communauté sont associés au processus Eco-Schools. Les écoles sont encouragées à tisser des liens avec des organismes extérieurs pour tirer parti de leur expérience et de leurs compétences. Les écoles ayant le label Eco-Schools sont aussi encouragées à prendre en compte l'ensemble de la communauté lorsqu'elles établissent leur plan d'action. Les écoles peuvent tenir la communauté informée des actions entreprises en organisant des expositions dans les classes et des opérations portes ouvertes et en s'adressant à la presse.

Éco-code: chaque école établit son propre 'éco-code', c'est-à-dire un exposé de valeurs et d'objectifs, précisant ce que les élèves veulent réaliser.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Après une certaine période de participation, il est procédé à une évaluation du degré de succès de ces initiatives et de la méthodologie utilisée, et l'ensemble du programme Eco-Schools est analysé pour chaque école. Les écoles qui réussissent se voient décerner le Drapeau vert d'Eco-Schools. Une certaine marge de manoeuvre est certes permise s'agissant de la cérémonie et de la procédure d'attribution de ce prix, mais les critères sur la base desquels les écoles sont jugées sont fidèles aux directives convenues. Les écoles qui satisfont à des critères moins stricts se voient décerner un diplôme national.
<i>Points forts</i>	Participation, flexibilité, autoévaluation
<i>Faiblesses & risques</i>	Impossibilité pour certaines écoles de poursuivre les activités du projet, changements fréquents des personnes à contacter, absence de communication régulière avec toutes les écoles.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Les enfants acquièrent une expérience pratique des activités relatives à la protection de l'environnement et au développement durable et sont personnellement associés à la prise des décisions.

LITHUANIE

Élaboration d'un programme de maîtrise intitulé "Programme d'études pluridisciplinaires sur le développement durable et la société"

CONTACT Kaunas University of Technology, Lithuania
Téléphone: + 370 37 300130 Fax: +370 37 300102
Courriel: ei@ktu.lt Internet : <http://www.education.ktu.lt>
Prof. Palmira Juceviciene

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement Citoyenneté	Droits de l'homme, Paix & sécurité humaine Politique, Réglementation, Gouvernance
--------------------------------	-------------------------	------------------------------	--

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Trois universités exécuteront ce projet afin de proposer un nouveau programme de maîtrise.
<i>Langue(s) de travail</i>	Lituanien
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	120 Enseignants et chercheurs chargés des programmes d'études en sciences de l'éducation dans les universités (20 chercheurs), administration publique (20 chercheurs), relations publiques (20 chercheurs) et autres domaines (60 chercheurs). 75 Étudiants qui poursuivent les études susmentionnées.
<i>Année de commencement & durée</i>	Démarrage du projet: juin 2006. Achèvement du projet: mai 2008. Durée: 24 mois
<i>Budget & sources de financement</i>	Sources de financement: Fonds social européen en Lituanie – 94%, apport des partenaires – 6%. Budget total: 950 655 Lt (275 328 euros.)
<i>Organisations partenaires</i>	Université de technologie de Kaunas, Université de Vilnius et Université Mykolas Romeris
<i>Acteurs-clés</i>	Le représentant du Ministère de l'éducation et de la science fait partie du comité directeur du projet.

OBJECTIFS	Formation de chercheurs dans le domaine du développement durable. Élaboration du programme de maîtrise intitulé "Programme d'études pluridisciplinaires sur le développement durable et la société".
------------------	---

MÉTHODOLOGIE	La structure du programme sera conçue en fonction de la méthode intervention-recherche. L'approche thématique sera également axée sur l'analyse des textes de référence suivants: programme "Action 21" des Nations Unies, plan de mise en œuvre de Johannesburg, stratégie de Lisbonne de l'UE, stratégie du développement durable de l'UE.
---------------------	--

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Élaboration et accréditation nationale de trois diplômes de maîtrise en sciences de l'éducation, administration publique et relations publiques
<i>Points forts</i>	Approche institutionnelle commune et accumulation de ressources intellectuelles par les trois universités
<i>Faiblesses & risques</i>	Administration du projet, en raison de réglementations institutionnelles spécifiques
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Il s'agit du premier programme d'études pluridisciplinaires qui soit consacré aux questions méthodologiques relatives au développement durable dans la société en Lituanie.

Programme de formation de superviseurs Développement durable de la société et compétences interdisciplinaires pour le développement de l'éducation

CONTACT Ministry of Education and Science of the Republic of Lithuania
 A. Volano str. 2/7, LT-01516 Vilnius, Lithuania
 Téléphone: +370 5 2743 126; +370 5 2743 091 Fax: +370 5 261 20 77
 Courriel: smmin@smm.lt; almeda.kuriene@smm.lt Internet : <http://www.smm.lt>
 Almeda Klurienė, Senior Specialist of Administration Division of Ministry of Education and Science of the Republic of Lithuania

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Réduction de la pauvreté Égalité des genres Promotion de la santé VIH/SIDA Urbanisation durable Responsabilité des sociétés Économie	Environnement Eau Changements climatiques Biodiversité Consommation durable Citoyenneté	Droits de l'homme, Paix & sécurité humaine Politique, Réglementation, Gouvernance Compréhension internationale Diversité culturelle
--------------------------------	---	--	--

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Gouvernemental
<i>Langue(s) de travail</i>	Lituanien
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Première phase – 53-55 personnes; Deuxième phase – 30 personnes
<i>Année de commencement & durée</i>	2006-2011
<i>Budget & sources de financement</i>	Budget de l'État
<i>Organisations partenaires</i>	Centre de perfectionnement professionnel des enseignants
<i>Acteurs-clés</i>	Centres municipaux de qualification et de formation des enseignants, universités

OBJECTIFS Préparer les équipes scolaires qui seront chargées de mettre en œuvre les modèles d'EDD dans leur école et de les transmettre à leurs partenaires.
 Développer les réseaux de compétence en matière d'EDD dans la région. Ces réseaux doivent relier les centres de formation des enseignants, les services de qualification des universités et les centres de consultation scolaires

MÉTHODOLOGIE Ce programme de formation de superviseurs (éducation permanente) est censé former des équipes de superviseurs dans les écoles qui vont devenir des centres de consultation sur l'EDD à Vilnius, Kaunas, Šiauliai, Panevėžys et Klaipėda. Les représentants des centres municipaux de formation et de qualification des enseignants et des départements d'éducation/pédagogie des universités situées dans ces villes sont admis à participer ce programme. Ainsi se constituent les réseaux de compétence en matière d'EDD. Ces réseaux favorisent la coopération avec les centres municipaux de formation et de qualification des enseignants, les scientifiques et les enseignants-praticiens. Le programme fait appel à la méthode intervention-recherche en vertu de laquelle le contexte de la qualification-formation est relié aux activités de l'apprenant sur son lieu de travail. Selon les questionnaires du programme, les participants pourront ainsi, dans la suite de leur carrière, s'approprier de manière cohérente leurs innovations, explorer et apprécier les réalisations, perspectives et problèmes et analyser les différentes conséquences de leurs décisions. Dans cette optique, le programme d'études est adapté aux besoins de l'apprenant et de l'organisme dont il est issu. Au cours de la période de contact, les différentes modalités de formation seront utilisées - conférences, séminaires, consultations, séminaires/travaux pratiques, travaux en groupes thématiques et autres méthodes actives liées aux activités individuelles des enseignants. Le partage des expériences de l'apprenant, la discussion des problèmes et les consultations mutuelles sont également des éléments importants.

MALTE

Plug in2 The Environment (branché sur l'environnement) – une expérience éco-interactive

CONTACT Malta Environment & Planning Authority
St. Francis Ravelin, Floriana, Malta
Téléphone: 2290 2015 Fax: 22902299
Courriel: enquiries@mepa.org.mt Internet : www.mepa.org.mt

Peter Gingell – Marketing Executive

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement Eau Changements climatiques Biodiversité	Outils et matériels (tels que Médias & TIC)
--------------------------------	-------------------------	---	--

DESCRIPTION

Type Organisme gouvernemental

Langue(s) de travail Maltais et anglais

Groupe(s) cible(s) élèves (12 – 14 ans) – 100 environ

Année de commencement & durée 2006 – 3 mois (avril – juin)

Budget & sources de financement 200 LM (480 euros), le plus gros du projet a été rendu possible par des services fournis gratuitement par les organismes de médias locaux

Organisations partenaires Ministère des Affaires rurales et de l'environnement; Ekoskola

Acteurs-clés Écoles publiques – ont fourni un enseignant pour aider les élèves par une information de base et une aide à la réflexion.
Chaines de télévision locales – ont permis aux élèves de bien comprendre ce qui se passe dans une station de télévision et leur ont fourni les outils et les compétences nécessaires pour réaliser leur projet.
Chaines de radio locales - ont permis aux élèves de bien comprendre ce qui se passe dans une station de radio et leur ont fourni les outils et les compétences nécessaires pour réaliser leur projet.
Éditeurs de journaux - ont permis aux élèves de bien comprendre ce qui se passe dans un journal et leur ont fourni les outils et les compétences nécessaires pour réaliser leur projet



OBJECTIFS	Rendre le rapport sur l'État de l'environnement 2005 plus accessible aux jeunes générations Donner aux élèves la possibilité d'étudier l'importance des questions relatives à l'environnement local pour leur propre vie Aider les élèves à exprimer ce qu'ils pensent et ressentent à propos de ces questions Donner aux élèves les moyens de s'accoutumer à l'utilisation de supports numériques
------------------	--

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Nous atteignons les objectifs fixés. Les échos qui nous parviennent de tous les participants sont très positifs. Nous avons réussi à amener des députés à visionner les œuvres des élèves et à donner à ces derniers la possibilité de présenter leurs constatations, préoccupations et suggestions quant aux mesures à prendre dans le domaine/thème sur lequel ils avaient travaillé.
<i>Points forts</i>	Le projet nous a permis d'acquérir auprès des organismes de médias locaux une grande crédibilité qui nous sera utile pour étudier et approfondir de nouveaux terrains avec ce partenaire.
<i>Faiblesses & risques</i>	Il aurait fallu exécuter le projet pendant une période plus calme de l'année scolaire. Les élèves ont du travailler sur ce projet alors qu'ils étaient déjà sous la pression des examens qui s'approchaient et d'autres activités de fin d'année scolaire.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Il faut être pleinement soutenu par les écoles participant au projet et par les organismes de médias locaux.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Ce projet a été un exemple de « bonne pratique » à quatre égards: • Nous avons réussi à mettre le rapport sur l'état de l'environnement à la disposition d'un public plus vaste et à rendre son utilisation plus utile, intéressante et interactive; • Nous avons donné aux élèves les moyens de s'exprimer de manière plus efficace et novatrice que dans les projets scolaires classiques; • Nous avons réussi à influencer les décideurs (députés) pour les amener à adopter une motion en faveur de la protection de l'environnement; • Nous avons associé la plupart des médias locaux, qui se sont identifiés au projet au point de diffuser les œuvres des élèves tout au long de l'été pour une somme symbolique

MOLDAVIE

Création du Centre d'information sur l'environnement

CONTACT

Ministry of Ecology and Natural Resources of the Republic of Moldova
Téléphone: +(373 22) 20 45 07 Fax: +(373 22) 22 68 58
Courriel: ecopolicy@mediu.moldova.md
Internet: www.cim.moldova.md, www.mediu.gov.md

Mrs Ivanov Violeta, Head of Environmental Policy and European Integration Division,
Ministry of ecology and Natural Resources

SECTEURS D'INTERVENTION

Environnement

DESCRIPTION

Type	gouvernemental
Langue(s) de travail	Roumain, russe, anglais
Groupe(s) cible(s)	Les 2 employés du Centre, les jeunes (étudiants, élèves), d'autres personnes intéressées
Année de commencement & durée	03.10.2000 - permanent
Budget & sources de financement	280000 \$
Organisations partenaires	Agence danoise de protection de l'environnement (DEPA) et Fonds national pour l'environnement
Acteurs-clés	Le Ministère de l'environnement est le bénéficiaire du projet. Les étudiants, les élèves et autres personnes intéressées qui veulent avoir une meilleure connaissance des questions relatives à l'environnement sont les groupes cibles. Tous les jours, entre 25 et 30 personnes fréquentent la bibliothèque, lisent la documentation qui s'y trouve (livres, travaux de recherche, revues sur l'environnement, etc.) ou l'emportent chez eux pour consultation. Le donateur est la DEPA.



OBJECTIFS

- Veiller à ce que tous les jeunes aient accès à l'information sur l'environnement, contribuant ainsi à leur éducation.
- Créer des conditions favorables à une élévation du niveau de connaissance des questions environnementales par les jeunes.
- Mettre en place une sorte de "point focal pour l'information environnementale" à l'intention des enseignants qui assurent l'"Heure de l'environnement" dans les

écoles.

MÉTHODOLOGIE	Le Centre applique les mêmes règles que les autres bibliothèques publiques (heures d'ouverture, prêt de livres, etc.).
---------------------	--

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Depuis sa création, le Centre fournit les services éducatifs nécessaires et organise à l'intention des jeunes (notamment les élèves des collèges écologiques), sur demande ou de son propre chef, des séminaires sur différentes questions relatives à l'environnement.
<i>Points forts</i>	Information existante pour tous les secteurs de l'environnement : eau, déchets, air, règne animal, etc.
<i>Faiblesses & risques</i>	L'un des points noirs pour le Centre est qu'une fois ouvert et doté de tous les matériels prévus, il a été déclaré financièrement autonome, si bien que les achats de livres sont rares et le personnel insuffisant (2 employés).
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Considérant qu'il s'agit d'une initiative réussie, le Ministère envisage de favoriser la création de centres locaux. Un centre pilote a déjà ouvert ses portes dans un district de la République moldave.

NORVEGE

Projet norvégien d'éducation en matière d'environnement, un outil éducatif au service du développement durable

CONTACT National Directorate for Education and Training
P.O. box 2924, Tøyen 0608 Oslo, Norway
Téléphone: 47 23302780
Courriel: asa@udir.no Internet : www.utdanningsdirektoratet.no
Senior Adviser Astrid Sandås

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Responsabilité des sociétés	Environnement Eau Changements climatiques Biodiversité Consommation durable Citoyenneté	Outils et matériels (tels que Médias & TIC)
--------------------------------	--	--	--

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Gouvernemental
<i>Langue(s) de travail</i>	Norvégien, anglais
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Écoles de tous niveaux en Norvège
<i>Année de commencement & durée</i>	Programme en cours, lancé en 1997 et redéfini en 2005.
<i>Budget & sources de financement</i>	Environ 2 millions de couronnes norvégiennes par an provenant de la Direction de l'éducation et de la formation. Plusieurs institutions soutiennent le programme par des contributions financières de montant variable
<i>Organisations partenaires</i>	Partenaires: Université de Bergen (base de données, conseils, appui, etc), groupe d'institutions (dont des ONG), conseillers scientifiques, administrations, institutions scientifiques; Ministère de la santé, Ministère de l'environnement, Ministère de l'alimentation et de l'agriculture, Ministère de l'enfance de la famille, Ministère du pétrole et de l'énergie, Ministère de la culture et des affaires ecclésiastiques
<i>Acteurs-clés</i>	En principe toutes les municipalités de Norvège sont invitées à utiliser ce programme. Quelques-unes sont actives et nous comptons convaincre d'autres de participer.

OBJECTIFS

Ce réseau pour l'éducation en matière d'environnement sert de lieu de rencontre pour les écoles, les institutions de recherche et les représentants des pouvoirs publics et apporte continuellement un soutien aux établissements scolaires. Il a pour objet de donner des exemples de méthodes, de proposer des façons d'organiser l'enseignement et de permettre aux écoles d'avoir accès à une information actualisée et vérifiée. Il a aussi une fonction d'assurance de la qualité des produits des activités éducatives et de renforcement des compétences correspondantes chez tous les participants: élèves, enseignants et autres parties intéressées. L'assurance de la qualité de l'information fournie par le réseau est effectuée en reliant le site www.miljolare.no à celui du Ministère de l'environnement www.miljostatus.no. Cette information donne au lecteur à la fois un aperçu général et une idée de sujets particulièrement importants concernant l'environnement et le développement, y compris aussi bien des perspectives à l'échelle nationale que des renseignements détaillés sur des sujets précis.

MÉTHODOLOGIE

Il ressort des évaluations que les écoles norvégiennes (enseignants et élèves) ont besoin d'un soutien pour réaliser les objectifs de l'EDD tels qu'ils sont énoncés dans la stratégie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable. Pour mettre en place des structures d'appui continu et donner aux écoles la possibilité d'accéder aux compétences scientifiques, on a commencé en 1997 à élaborer des programmes nationaux consacrés à des thèmes environnementaux. Ces programmes consistaient en un ensemble d'activités dont la qualité était validée et en un ensemble de matériels d'informations de base, la conception de projets scolaires précis étant du

ressort de chaque établissement.

Sur une période de quatre ans, une centaine d'écoles ont participé chaque année à un projet d'enquête sur les lacs (Vanda) et 80 écoles ont participé chaque année à des enquêtes sur les cours d'eau (Bekkis). Le projet côtier a rassemblé près de 400 écoles participantes et 150 écoles environ ont participé chaque année au projet sur l'énergie (Meis). En 1994, 54 autres écoles ont participé à la mesure des rayonnements solaires. Il ressort d'une évaluation de ces programmes que:

- Ces programmes ont apporté un soutien aux écoles;
- Ils ont introduit des processus interdisciplinaires et actifs d'apprentissage dans les écoles;
- Les élèves jugeaient ces tâches intéressantes et étaient fiers de faire partie d'un vaste mouvement;
- Les écoles pouvaient être des partenaires crédibles et contribuer concrètement à l'action en faveur du développement durable.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Le programme a fait l'objet d'une évaluation dont le rapport indique qu'il s'agit d'un bon outil mais que peu d'écoles y participent. Des campagnes ont donc été organisées et un nombre croissant d'écoles norvégiennes utilisent actuellement ce système.
<i>Points forts</i>	Toucher toutes les écoles
<i>Faiblesses & risques</i>	Peut-être utilisé de manière superficielle. Ne constitue pas l'axe autour duquel les écoles élaborent des projets.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Il repose sur une approche scientifique et permet aux élèves d'acquérir des connaissances, des comportements et des valeurs. Il instaure aussi une coopération entre de nombreuses parties prenantes.

OUZBÉKISTAN

Organisation de séminaires nationaux d'éducation écologique et d'EDD en Ouzbékistan (Tachkent octobre 2005, Ferghana novembre 2005) à l'occasion de la quatrième Conférence sous-régionale de 2005, comme exemple de transfert d'expérience et de bonne pratique d'EDD du niveau international et sous-régional au niveau national

CONTACT République d'Ouzbékistan, Comité national de protection de la nature, Centre de ressources écologiques Ecomaktab (Président : Chivaldova, N.S., Directeur exécutif : Soultanov, R.), organisation non gouvernementale Association pour une Ferghana écologiquement propre (Président : Domouladjanov, I.), 700084 Tachkent, rue Amir Temour, 99. Ouzbékistan
Téléphone: +998 71 1394195, 1351134 Fax: +998 71 1357920
Courriel: arifxanov@inbox.ru Internet: www.econews.uznature.uz
Talatkhon Arifkhanov, Coordonnateur national de l'éducation écologique et de l'EDD, membre du Groupe de travail sur l'éducation écologique et l'EDD du Centre régional d'Asie centrale pour l'environnement (CAREC), administrateur principal de la Section des associations sans but lucratif de producteurs et entrepreneurs du Comité national de protection de la nature de l'Ouzbékistan

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Environnement	Politique, Réglementation, Gouvernance Coopération régionale / internationale
--------------------------------	---------------------------------------	---------------	---

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Projet gouvernemental et non gouvernemental
<i>Langue(s) de travail</i>	Russe
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	77 personnes au total (31 à Tachkent, 46 à Ferghana) dans deux régions du pays (participants directs aux deux séminaires de la Conférence), et environ 1000 personnes bénéficiant indirectement du projet (enseignants, élèves, organisations non gouvernementales du pays, qui bénéficient des projets et de la documentation éducative, méthodologique et analytique diffusée aux séminaires).
<i>Année de commencement & durée</i>	Octobre-novembre 2005
<i>Budget & sources de financement</i>	Le budget des deux séminaires s'établissait à 600 dollars des États-Unis, dont le financement a été assuré par le CAREC. Les séminaires s'inscrivaient dans le projet du CAREC « Diffusion des documents de la quatrième Conférence sous-régionale sur l'éducation écologique et l'EDD en Ouzbékistan », avec un soutien financier du CAREC et un soutien en nature du Comité national de protection de la nature, du Ministère de l'éducation nationale, de l'Institut de perfectionnement et de recyclage des enseignants de l'éducation nationale de Tachkent, et de l'Institut polytechnique de Ferghana.
<i>Organisations partenaires</i>	Ministère de l'éducation nationale, Comité national de protection de la nature, Groupe de travail de l'éducation écologique et de l'EDD, projet norvégien SPARE, Écoforum des organisations non gouvernementales d'Ouzbékistan, Centre écologique régional Ecomaktab, Direction de l'éducation du district de Tachkent, Direction de l'éducation de la ville de Tachkent, Direction de l'éducation du district de Ferghana et d'autres
<i>Acteurs-clés</i>	Enseignants d'écoles secondaires, experts de l'administration scolaire de la ville de Tachkent et des districts de Ferghana, d'Andijan, de Namangan et de Tachkent. Ces parties prenantes ont participé activement, tant comme coexécutants du projet que comme bénéficiaires, à la réalisation du projet du CAREC visant la diffusion des documents de la quatrième Conférence sous-régionale sur l'éducation écologique et l'EDD en Ouzbékistan et aux deux séminaires ayant pour objet de mieux informer les enseignants sur l'éducation écologique et l'EDD. On a pu ainsi leur communiquer des informations sur les résultats de la quatrième Conférence sous-régionale sur l'éducation écologique et l'EDD, ainsi que sur les initiatives et activités à l'échelon international. Ils ont pu échanger des données d'expérience sur l'EDD, ont reçu les nouveaux documents mis au point par le CAREC sur le sujet, et le manuel « Un

environnement pour les générations à venir », qu'ils ont ensuite utilisés dans leur enseignement à l'échelon local.



OBJECTIFS

Le but essentiel auquel tendent ces séminaires est de renforcer la coopération intersectorielle et interministérielle pour l'EDD dans le pays. Il s'agit, par ces séminaires, de mieux informer les enseignants du développement de l'EDD en diffusant les résultats et les documents de la quatrième Conférence sous-régionale sur l'éducation écologique et l'EDD.

Les objectifs des séminaires sont les suivants :

- Diffuser des informations sur les résultats de la quatrième Conférence sous-régionale sur l'éducation écologique et l'EDD, « Réalisations de l'Asie centrale en matière d'éducation écologique - contribution à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, 2005-2014 » parmi les enseignants du pays (enseignants du Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO, du projet SPARE, et travaillant déjà avec le CAREC dans le domaine visé) ;
- Faire le point de la situation et des perspectives de développement de l'éducation écologique et de l'EDD dans les écoles associées de l'UNESCO en Ouzbékistan ;
- Faire connaître aux enseignants d'Ouzbékistan le projet SPARE (projet norvégien de conservation de l'énergie) ;
- Faire connaître aux enseignants le projet du Fonds *Partners for Environmental Cooperation in Europe/Department for the Environment, Food and Rural Affairs* (Royaume-Uni) pour la traduction en langues nationales des pays d'Asie centrale d'affiches et de documents vidéo sur le changement climatique ;
- Faire connaître aux participants les grands concepts de la théorie du développement durable ;
- Faire connaître aux participants les théories et les méthodes récentes d'éducation écologique et d'EDD ;
- Informer les enseignants des principales dispositions de la Stratégie d'EDD de la CEE de l'ONU ;
- Créer des centres régionaux d'expertise pour l'EDD ;
- Démontrer le CD d'éducation écologique et d'EDD et le manuel « Un environnement pour les générations à venir » ;
- Diffuser parmi les enseignants et les fonctionnaires du Ministère de l'éducation nationale des CD éducatifs sur l'éducation écologique et l'EDD en Asie centrale et le manuel « Un environnement pour les générations à venir ».

MÉTHODOLOGIE

Le premier séminaire a eu lieu le 25 octobre 2005 à Tachkent, sur le thème « Mieux informer les enseignants sur l'éducation écologique et l'EDD ». Il s'est réuni à l'Institut de perfectionnement et de recyclage des enseignants (Tachkent), dans le cadre du projet du CAREC visant la diffusion en Ouzbékistan des documents de la quatrième Conférence sous-régionale sur l'éducation écologique et l'EDD. Les participants étaient des enseignants d'écoles de Tachkent et du district de Tachkent, des écoles associées de l'UNESCO et les établissements participant au projet SPARE, ainsi que des responsables et des enseignants des Instituts de perfectionnement et de recyclage des enseignants, qui relèvent du Ministère de l'éducation nationale de l'Ouzbékistan. Les autres participants étaient des fonctionnaires du Comité national de protection de la nature, des représentants du CAREC en Ouzbékistan, de la commission nationale pour l'UNESCO, du Programme SPARE en Ouzbékistan, et du périodique *Ekologicheskii Vestnik* [Le messager écologique].

Le deuxième séminaire a eu lieu en novembre 2005 à Ferghana, sur le même thème, dans les locaux de l'Institut polytechnique de Ferghana. Les participants étaient des enseignants des écoles et des experts de l'administration scolaire des districts

d'Andijan, Namangan et Ferghana. Le but essentiel était surtout de donner de la publicité aux résultats de la quatrième Conférence sous-régionale sur l'éducation écologique et l'EDD en Asie centrale, d'expliquer les grands concepts du développement durable et de l'EDD.

Les séminaires ont été l'occasion de débattre de la situation et des perspectives de développement de l'éducation écologique, des séances ont été consacrées aux notions essentielles de la théorie du développement durable, des théories et des méthodes récentes d'enseignement de ces sujets. L'éducation donne aux membres de la société l'habitude d'apprendre à connaître le monde qui les entoure, à mener une vie saine, à respecter leur environnement, et à prendre les bonnes décisions pour un avenir viable à long terme.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Les participants aux séminaires ont étudié les réalisations, les expériences, les problèmes et les perspectives de développement de l'éducation écologique et de l'EDD, ont défini des dispositifs de coordination et de coopération pour le développement futur de la collaboration intersectorielle et interministérielle en matière d'éducation écologique ; les séminaires ont permis d'échanger des données d'expérience, des documents pédagogiques et des idées sur l'éducation écologique et l'EDD entre fonctionnaires gouvernementaux, organisations non gouvernementales et enseignants du pays.
<i>Points forts</i>	Il existe en Ouzbékistan une expérience accumulée de préparation et de tenue de séminaires, de séances de formation et de réunions de divers types sur le développement de ces types d'enseignement, où sont communiquées de nombreuses informations sur les progrès de l'éducation écologique et de l'EDD, aux échelons national comme international. Cela permet de perfectionner les connaissances et d'échanger des données d'expérience. Les propositions et les observations formulées à l'issue de ces réunions, une fois analysées, forment la base des bilans de la situation et des perspectives de développement de l'éducation écologique et de l'EDD dans le pays. C'est ainsi qu'en 2005, à l'initiative du CAREC, a été mis au point un Bilan de la situation de l'éducation écologique et de l'EDD en Ouzbékistan, qui a été incorporé à un bilan général pour l'Asie centrale. On a pu ainsi mieux comprendre ce que sont l'EDD, ses buts et objectifs, le rôle de chacune des parties prenantes, et accumuler des informations utiles sur l'état de l'environnement, ses effets sur la santé de la population, et les liens entre économie et écologie. En 2006 a été élaborée l'Étude sur les progrès de l'éducation écologique et de l'EDD durant la période 2005-2006, mesurés selon les indicateurs d'EDD du Groupe d'experts de la CEE. C'était la première expérience de rapport de l'Ouzbékistan sur la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE. Les séminaires ont permis de diffuser aux participants des documents éducatifs et méthodologiques grâce auxquels les expériences de tous ont été mises à la disposition de chacun.
<i>Faiblesses & risques</i>	Dépendance des programmes et des projets d'éducation écologique et d'EDD à l'égard du financement extérieur/international. Soutien insuffisant des donateurs à la mise en œuvre en Ouzbékistan de la Décennie des Nations Unies et de la Stratégie de la CEE pour l'éducation au service du développement durable
<i>Problèmes rencontrés</i>	Priorité donnée au développement économique sur les problèmes écologiques et sociaux. Coordination encore insuffisante entre les deux secteurs - écologie et éducation, malgré des progrès importants entre 2004 et 2006
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Cette pratique de séminaires et de séances de formation périodiques doit se poursuivre régulièrement. Elle permet aux enseignants, aux experts, aux organisations non gouvernementales et aux fonctionnaires responsables d'être au courant des politiques internationales, régionales et sous-régionales d'EDD, de mieux cerner les progrès et les problèmes à cet égard, d'échanger des données d'expérience, de présenter des exemples réussis de bonnes pratiques d'éducation écologique et d'EDD, de coordonner les efforts et les activités dans ce domaine, et de définir une position nationale à présenter aux échelons régional et international.
<i>Questions non résolues</i>	Pays en transition, l'Ouzbékistan n'a guère la possibilité de soutenir l'EDD par prélèvement sur son propre budget.

*Pourquoi
considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

Les participants aux séminaires ont fait valoir l'utilité et l'importance de réunions analogues à l'avenir, estimant qu'il y a là pour les enseignants une occasion unique d'échanges de données d'expérience et de perfectionnement professionnel en éducation écologique et EDD.

Activité pratique du Centre d'apprentissage pour la vie, facilitant la transition entre éducation écologique et éducation en vue du développement durable

CONTACT Centre d'apprentissage pour la vie de l'Association nationale Atrof-muxit va soglom xayot [Environnement et vie saine], Ouzbékistan, Tachkent 700100, Tachkent, rue Babur, 1, 28 (Bâtiment de l'école N° 73)
Téléphone: (998 71) 361-34-28, (998 97) 154-94-26 Fax: (998 712) 55-89-74
Courriel: learningforlife@gmail.com Internet: www.EHLife.org

M. Ulugbek Raximov, Directeur exécutif de l'ONG Environnement et vie saine, responsable du Centre d'apprentissage pour la vie

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Égalité des genres Promotion de la santé VIH/SIDA Économie	Environnement Eau Changements climatiques	Droits de l'homme, Paix & sécurité humaine Compréhension internationale Diversité culturelle Coopération intersectorielle, inter-agences
--------------------------------	--	---	---

DESCRIPTION

Type Centre éducatif de démonstration de l'Association Atrof-muxit va soglom xayot, conjointement avec l'organisation non gouvernementale britannique *Field Studies Council* et le Ministère de l'éducation nationale de l'Ouzbékistan

Langue(s) de travail Ouzbek, russe, anglais

Groupe(s) cible(s) Le Centre éducatif est en activité depuis 2003 dans les locaux de l'école N° 73 de la ville de Tachkent ; quatre centres complémentaires ont ouvert en septembre 2006 dans quatre autres écoles de Tachkent. Les groupes ciblés sont les élèves des écoles secondaires (12 à 18 ans - ils sont plus de 4 800 à avoir participé aux activités du Centre), les moniteurs et les enseignants (plus de 850) des instituts de formation de l'éducation nationale. En outre, depuis le début de 2006, les activités du Centre ciblent les participants au Parlement des enfants (200 environ dans l'ensemble du pays).

Année de commencement & durée Sept ans d'activité : entrée en activité de l'équipe spéciale, 1999-2003 ; démarrage des activités, 2003-2006.

Budget & sources de financement Principales sources de financement : cotisations, dons caritatifs, dons internationaux, recettes tirées des services rendus. Principaux donateurs et partenaires : Commission européenne, programmes des Nations Unies, *British Council*-Ouzbékistan

Organisations partenaires Ministère de l'éducation nationale, Ministère des situations d'urgence, Comité national de protection de la nature, Ministère de la santé, Département de l'approvisionnement en eau potable de la Municipalité de Tachkent, Conseil de coordination pour le développement durable, Fonds social pour l'enfance « Sen Yolgiz Emassan », Fonds pour l'enfance de la République d'Ouzbékistan, Parlement des enfants de la République d'Ouzbékistan, Réseau urbain de l'enseignement complémentaire, Maison des jeunes et de la culture (écoliers et étudiants), Bioekosan - Centre national pédagogique de la jeunesse, Instituts pédagogiques, *British Council* - Ouzbékistan, UNICEF - Ouzbékistan, PNUD - Ouzbékistan, ONG Istikbolli Avlod, ONG Atlas, ONG Femme et société, ONG Mehr Tayanchi, ONG Umr, ONG Alpha-Omega, ONG Oydin Hayot et d'autres.

Acteurs-clés Parlement des enfants - participants et représentants de leur école, les jeunes députés aident à faire connaître les buts et objectifs du projet, notamment ceux d'une école amie des enfants ;
Moniteurs des écoles de la ville de Tachkent - autre instrument efficace de transmission des nouvelles méthodes et idées aux écoles, car, conseillers d'éducation complémentaire, ils font office d'entraîneurs dans l'éducation non formelle ;
Cinq mahallya (collectivités locales) de la ville de Tachkent - participation à la réalisation d'une série d'activités s'inscrivant dans le projet IBBP (TACIS) de l'Union européenne « Amélioration de la situation dans les mahallya grâce à la mobilisation des jeunes » ;
Comités de parents des écoles - travail en coopération, participation à la réalisation d'activités et à des études et enquêtes ;
Administrations scolaires - participation du conseil de l'école à la réalisation

d'activités, à l'amélioration de l'environnement scolaire, mise en évidence des besoins de l'école et des élèves.

Chacun des groupes mentionnés est un maillon intermédiaire de la chaîne éducative dont se sert le Centre. L'effet de retombées permet de multiplier les groupes ciblés et d'obtenir une diffusion plus large.



OBJECTIFS

L'organisation a pour mission de soutenir dans le pays l'intégration de l'EDD par l'introduction de technologies modernes et d'idées nouvelles sur la protection de l'environnement ; en 2006, on a prévu dans ce but de traduire et d'adapter le livre de Kenneth Webster « De l'éducation écologique à l'éducation pour le développement durable » (*Field Studies Council*), publication qui montre très clairement comment passer de l'une à l'autre. Le pays manque cruellement de publications de ce type, aussi le Centre en a-t-il entamé la traduction dans la langue officielle. Le livre sortira vers la fin de l'année, et sera diffusé avec le soutien du *British Council* lors de séminaires de formation dans les instituts et d'autres établissements d'enseignement. Manifestations liées aux journées internationales. Pour développer le programme scolaire, le Centre organise pour les journées internationales (Journée mondiale de l'environnement, Journée internationale de la protection de la couche d'ozone, Journée internationale des droits de l'enfant et autres) des manifestations intéressantes et attrayantes pour les élèves et les étudiants, qui complètent les programmes d'enseignement. Ces manifestations leur permettent non seulement de passer un bon moment, mais aussi de comprendre l'importance du thème de la journée internationale.

Exposition « Ville écologiquement propre ». L'exposition comportait un élément de formation, mis au point et réalisé par des formateurs du Centre d'apprentissage pour la vie, qui avait pour objet de mieux informer les élèves des établissements d'enseignement général du changement climatique planétaire, en formant les enseignants pour qu'ils puissent faire cours sur ce problème par des méthodes interactives. Le Centre avait pour cela d'excellents moyens didacticiels mis au point pour illustrer le thème : photos, images, bandes vidéo, affiches, diagrammes et dessins.

Campagne « Ne brûlez pas les feuilles ! » - visant l'utilisation des feuilles en automne. Il s'agit d'inculquer le respect de l'environnement : pour ces interventions, le Centre a fait appel à la participation responsable des jeunes, diffusant des connaissances sur l'environnement et les conséquences de comportements mal inspirés.

Manifestation du 5 juin - Journée mondiale de l'environnement. Collège national des beaux-arts. Concours du meilleur dessin parmi les étudiants du collège.

Campagne « Plante un arbre ! » - incitant les jeunes à planter, à améliorer l'environnement scolaire. Le groupe d'élèves qui a lancé la plantation d'arbres a eu la possibilité de le faire avec une vedette de variétés. La campagne s'est déroulée avec la collaboration d'autres organisations et d'une chaîne de télévision, ce qui a permis de lui donner un grand retentissement.

Campagne « Changement climatique planétaire » - visant à mieux informer des problèmes de l'environnement. Les jeunes apprennent à connaître ainsi les causes et les conséquences du changement climatique planétaire.

Projet télévisuel - tournage d'un film éducatif sur les problèmes de l'environnement et du développement durable (durée : 30 minutes) avec des élèves comme scénaristes,

producteurs et acteurs. Le Centre a collaboré étroitement avec les jeunes pendant la réalisation, les préparant et les guidant pour l'élaboration et le tournage du film. Ce projet a permis d'accumuler une expérience d'élaboration de documents vidéo et des manuels méthodologiques correspondants.

Projet « Conserver l'eau » - visant à faire baisser le gaspillage et les fuites d'eau dans les écoles, problèmes de grande ampleur non seulement dans les écoles d'Asie centrale, mais dans les foyers. Le projet vise à faire changer concrètement la situation dans les écoles. Il permettra d'économiser plus de 100 millions de litres d'eau dès la première année.

Concours aux activités du Conseil de coordination de l'éducation pour le développement durable de l'Ouzbékistan - le Centre d'apprentissage pour la vie est responsable de la documentation éducative et méthodologique. Il étudie les documents et le matériel et fait connaître à l'échelle nationale les expériences réussies.

MÉTHODOLOGIE

Les moniteurs du Centre d'apprentissage pour la vie ont été formés dans les pays d'Europe, acquérant ainsi les techniques et les nouvelles méthodes voulues. Le personnel suit régulièrement des cours de recyclage et participe à des conférences pour accroître son expérience.

Les principales méthodes utilisées sont interactives, et font donc appel à l'apprentissage par la collaboration : les apprenants sont les élèves comme le maître. L'enseignant n'assume que le rôle d'organisateur plus expérimenté de l'apprentissage. Tous les participants sont en interaction mutuelle, échangent des informations, trouvent ensemble des solutions, modélisent les situations, évaluent la démarche des autres participants et la leur propre. Les élèves sont plongés ainsi dans un climat réel de coopération concrète pour la solution de problèmes, qui est le plus favorable à l'acquisition des techniques et des qualités nécessaires à un futur expert.

Méthodes utilisées : « Le brise-glace », « Le remue-méninges », « Les grappes », « L'évaluation par les pairs », « Les cubes », « La carte des associations », « Enquête par cartons », travail par petits groupes, techniques de débats, « Réseau de discussion », jeux de rôles et simulations, exposés, « L'encart », études de cas ou recherche de solutions, enquêtes-éclair, sondages et conférences.

Un des aspects importants de l'utilisation et du choix des méthodes, ainsi que de leur élaboration, est que le Centre a appliqué aussi les nouvelles techniques et méthodes de ses organisations partenaires d'Europe, en les adaptant aux conditions et aux thèmes locaux.

Tous les éléments utilisés normalement par les enseignants (méthodes, plans de cours, séminaires, campagnes) sont soumis à l'approbation du Conseil scientifique et méthodologique du Centre national de l'enseignement de l'Ouzbékistan. À l'heure actuelle, une quinzaine de modules ont été approuvés

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Il y a à l'heure actuelle plus de 4 800 élèves âgés de 12 à 18 ans ayant participé aux activités éducatives du Centre d'apprentissage pour la vie, et plus 850 enseignants et moniteurs. Des liens de partenariat ont été noués à l'échelon international avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales. Le Centre a pu soutenir l'intégration des techniques modernes et des idées nouvelles de protection de l'environnement dans le pays
<i>Points forts</i>	Diffusion d'informations sur les buts et objectifs de l'EDD Enseignants disposés à accepter l'idée Coopération des autorités locales Partenariat avec des organismes analogues.
<i>Faiblesses & risques</i>	Dépendance à l'égard du financement extérieur/international pour la réalisation des programmes et des projets d'éducation écologique et d'EDD. Barrière linguistique entre jeunes ouzbékophones et russophones lors de la réalisation de projets et de manifestations, ce qui demande une certaine souplesse.
<i>Problèmes rencontrés</i>	Priorité donnée au développement économique sur les problèmes écologiques et sociaux. Il arrive souvent que l'EDD perde de son efficacité quand les adolescents se heurtent dans la pratique à des mentalités et des comportements inverses des adultes. Efficacité encore insuffisante de la coordination entre les deux secteurs - écologie et éducation, malgré des réalisations incontestables entre 2004 et 2006.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative</i>	Sous réserve que le financement soit suffisant

avec succès

*Questions non
résolues*

L'Ouzbékistan, pays en transition, peine à consacrer des ressources budgétaires propres à l'EDD

*Pourquoi
considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

Les résultats des réalisations, les nombreuses réactions favorables, les relations positives des organisations non gouvernementales avec les ministères montrent le succès des activités du Centre d'éducation écologique et d'EDD. Nous avons maintes fois reçu des demandes d'autres organisations qui souhaitent que nous répétions l'expérience et avons adressé une nouvelle demande en ce sens à la Commission européenne. À l'issue du contrôle nous avons obtenu une appréciation élogieuse, ce qui nous a certainement aidés à obtenir l'approbation d'un autre projet pour 2006-2007.

PAYS-BAS

Outil PPP (Population, Planète, Profit)

CONTACT Ministry of Housing, spatial planning and environment (Ministerie VROM)
Postbus 20951; 2500 EZ DEN HAAG
Téléphone: ++31 70 3394024
Courriel: paul.klaassens@minvrom.nl Internet : www.vrom.nl

Paul Klaassens
The PPP-tool is developed by Cailin Partners, contactperson: Bowine Wijffels
(b.wijffels@cailin.nl); tel: ++ 31 26 8481162; www.cailinpartners.nl

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Politique, Réglementation, Gouvernance Outils et matériels (tels que Médias & TIC)
--------------------------------	---------------------------------------	---

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Gouvernemental
<i>Langue(s) de travail</i>	Néerlandais
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	En juin 2006, les personnes intéressées (d'organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux) seront formées. À ce jour, une quarantaine de personnes se sont manifestées mais la formation vient tout juste de commencer.
<i>Année de commencement & durée</i>	À partir de 2006 et, il faut l'espérer, cet outil sera utilisé pendant un certain nombre d'années.
<i>Budget & sources de financement</i>	Élaboration de l'outil PPP: Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Sessions de formation: programme 'L'apprentissage au service du développement durable' (SenterNovem).
<i>Organisations partenaires</i>	SenterNovem, Province de Zuid-Holland, Ministerie LNV, Ministerie V&W (Conseil consultatif)
<i>Acteurs-clés</i>	Les ministères et provinces néerlandais



OBJECTIFS	Faciliter la prise de décisions de politique générale viables
------------------	---

MÉTHODOLOGIE	L'outil PPP est une sorte de 'jeu' qui aide à maîtriser la prise de décisions viables dans l'élaboration des politiques. Cet outil est une planche sur laquelle est tracé un cercle sur lequel est posée une flèche. En tournant la flèche, on se retrouve à la case Population (ici et maintenant/là-bas/plus tard), Planète (ici et maintenant/là-bas/plus tard), Profit (ici et maintenant/là-bas/plus tard), and People (ici et maintenant/là-bas/plus tard).
---------------------	---

tard) ou Profit (ici et maintenant/là-bas/plus tard). Ainsi, tous les angles sous lesquels on peut aborder le développement durable sont couverts et, donc, examinés.

Cet outil est fondé sur la matrice NSDO (Stratégie nationale du développement durable). Un guide pour les formateurs et un cours pour 'former le formateur' sont disponibles.

Il peut être utilisé dans des réunions de groupe et sert à engager la discussion sur la prise de décisions viables dans l'élaboration des politiques. Il nous aide à réfléchir sur nos modes de pensée non viables.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	L'outil PPP nous rend mieux conscients de la manière dont nous prenons des décisions de politique générale et des rapports qui existent (ou n'existent pas) entre ces décisions et le développement durable. Il aide à rendre explicites les arbitrages que l'on fait entre les aspects économiques, sociaux et écologiques. Cet outil est certes de création récente mais les premiers essais laissent augurer d'excellents résultats. Mais ce n'est qu'à la fin de 2006 que l'on pourra présenter des résultats d'évaluation. Pour obtenir ces résultats, s'adresser à Cailin Partners.
<i>Points forts</i>	L'outil PPP est une sorte de 'jeu' qui aide à maîtriser de manière non traditionnelle la prise de décisions viables dans l'élaboration des politiques. Son groupe cible est celui des décideurs (gouvernementaux, nationaux et régionaux) mais il peut aussi servir à d'autres groupes et s'appliquer à tout autre sujet, même économique ou social.
<i>Faiblesses & risques</i>	Pour tirer tout le parti possible de cet outil, il est important qu'un guide/instructeur qualifié dirige la session.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Le recours au jeu peut aider à voir un problème sous de nouveaux angles et, éventuellement, établir un meilleur équilibre entre les trois P qui interviennent dans un projet ou un processus.

Définition d'une vision et élaboration d'un agenda du développement durable dans l'ensemble du système éducatif formel aux Pays-Bas

CONTACT

SenterNovem
Postbus 8242; 3503 RE Utrecht
Téléphone: ++ 31 30 239 3778 Fax: ++31 30 231 64 91
Courriel: e.leussink@SenterNovem.nl; LvDO@SenterNovem.nl
Internet : www.lerenvoorduurzameontwikkeling.nl

Drs. Ellen Leussink

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Politique, Réglementation, Gouvernance
------------------------------------	---------------------------------------	---

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Gouvernemental
<i>Langue(s) de travail</i>	Néerlandais
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Les activités sont axées sur les décideurs dans le système éducatif formel (écoles primaires et secondaires, formation professionnelle et enseignement universitaire) pour essayer de les convaincre d'intégrer l'EDD à leur travail. L'objectif à long terme est de faire en sorte qu'à la fin de leur scolarité, tous les élèves aient les compétences nécessaires pour prendre des décisions favorables au développement durable dans leur vie de tous les jours ainsi que dans leur vie professionnelle future.
<i>Année de commencement & durée</i>	Les activités font partie du programme intergouvernemental néerlandais sur l'apprentissage au service du développement durable pendant la période 2004-2007.
<i>Budget & sources de financement</i>	Le budget disponible est de 100 000 euros, fournis par les ministères de l'agriculture, de la nature et de la qualité alimentaire; du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement; de l'éducation, de la culture et de la science; des affaires étrangères; des transports et des travaux publics et de la gestion de l'eau; et des affaires économiques, ainsi que par les provinces néerlandaises et les conseils néerlandais de l'eau.
<i>Organisations partenaires</i>	<u>SLO</u> , Institut néerlandais d'élaboration des programmes, est notre partenaire pour l'enseignement primaire et secondaire. <u>Netwerk Duurzame PABO's</u> , réseau néerlandais pour le développement durable dans la formation des enseignants est notre partenaire pour les écoles de formation des maîtres. <u>DMBO</u> , réseau néerlandais pour le développement durable dans la formation professionnelle est notre partenaire pour ce secteur. <u>DHO</u> , réseau néerlandais pour le développement durable dans les programmes d'enseignement supérieur est notre partenaire pour ce niveau d'enseignement et les universités.
<i>Acteurs-clés</i>	<u>SLO</u> , Institut néerlandais d'élaboration des programmes, conçoit les projets et les cours qui conduisent à une meilleure mise en œuvre de l'EDD dans nos programmes scolaires nationaux. <u>Cito</u> , Institut néerlandais des examens, conçoit les projets qui déboucheront sur la création d'un examen officiel portant sur la notion de développement durable. La <u>Fondation Kennisnet</u> est l'organisme Internet pour l'enseignement primaire, secondaire et professionnel aux Pays-Bas. Kennisnet crée un espace virtuel pour les processus d'apprentissage et d'enseignement et propose des outils et des ressources pour parvenir aux objectifs de l'apprentissage selon des modalités novatrices. Kennisnet a créé un portail sur la notion de développement durable à l'intention des élèves du secondaire et en fera bientôt de même pour ceux du primaire. Outre ces organismes de soutien à l'éducation formelle et les personnes responsables des réseaux EDD (mentionnés plus haut), une coopération fructueuse s'est instaurée avec des ONG pour: - La question de l'éducation dans le tiers-monde et de la citoyenneté mondiale, par exemple la Commission néerlandaise pour l'UNESCO et NCDO (Comité national de la coopération internationale et du développement durable); - La question de la responsabilité sociale de l'entreprise: MVO Nederland;

- La question de l'environnement et de l'énergie durable: MilieuCentraal;
- La question de la nature et de la diversité biologique: IVN (Organisation pour l'éducation à la nature et à l'environnement).

Nous avons organisé un certain nombre d'activités intéressantes en matière d'EDD avec d'autres décideurs dans le monde de l'éducation formelle, par exemple: le Conseil néerlandais de l'éducation (de Onderwijsraad), le Conseil néerlandais de l'enseignement et de la formation professionnelles et de l'éducation des adultes (de BVE Raad), l'Association des universités de sciences appliquées des Pays-Bas (de HBO-Raad), l'Inspection néerlandaise des écoles (de Inspectie van het Onderwijs), la Plate-forme néerlandaise pour l'innovation, l'Association des directeurs d'école primaire des Pays-Bas (de Algemene Vereniging van Schoolleiders), etc



OBJECTIFS

Le principal objectif des activités relevant de cette initiative consiste à 'propager' la notion et le contenu de l'éducation au service du développement durable dans l'ensemble du système éducatif actuel aux Pays-Bas. Nous sommes à la recherche des agents de changement qui nous aideraient à introduire l'EDD dans les programmes de ces divers organismes. L'objectif à long terme est de faire en sorte qu'à la fin de leur scolarité, tous les élèves aient acquis les compétences nécessaires pour prendre des décisions en faveur du développement durable dans leur vie de tous les jours ainsi que dans leur vie professionnelle future (le développement durable intégré au mode de vie).

MÉTHODOLOGIE

Pour le système éducatif en tant que groupe cible du programme d'apprentissage au service du développement durable, une stratégie de réseau à trois niveaux est utilisée:

1. De haut en bas, en faisant des organismes de soutien à l'éducation formelle des agents de changement;
2. De bas en haut, en créant des réseaux vivants et dynamiques pour l'apprentissage au service du développement durable par secteur éducatif (primaire et secondaire, formation professionnelle et enseignement supérieur);
3. Diffusion des connaissances, des expériences et des meilleures pratiques (c'est-à-dire les compétences en matière d'apprentissage au service du développement durable).

Dans les situations d'apprentissage et les salles de classe, les approches suivantes sont retenues:

- Apprendre en faisant: participation à des situations de la vie de tous les jours et accumulation de connaissances provenant de disciplines diverses;
- Apprendre à choisir en se formant une opinion qui tient compte de tous les aspects de la viabilité (population, planète, profit);
- Apprendre à coopérer au sein de groupes de personnes de formations diverses et d'opinions contradictoires;
- Apprendre à penser en dehors des schémas établis et faire preuve de créativité pour trouver de nouvelles façons de résoudre les problèmes.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Des réseaux vivants et sources d'inspiration sur l'apprentissage au service du développement durable sont à la disposition des enseignants, des administrateurs et des intermédiaires pour l'enseignement primaire et secondaire, la formation

professionnelle et l'enseignement supérieur.

De bonnes pratiques d'EDD telles que les 'Écoles de la viabilité' et 'Nom de code Avenir' feront l'objet d'une promotion auprès des enseignants, des autorités régionales et locales et des entreprises; de nouvelles activités verront le jour.

Un ensemble de compétences en matière d'apprentissage au service du développement durable est disponible et constitue un programme continu à l'intention des élèves âgés de 4 à 24 ans.

Dans le cadre du Cito, l'Institut des examens, il sera créé un examen officiel portant sur la notion d'apprentissage au service du développement durable.

Un portail sur le développement durable est à la disposition des élèves du primaire et du secondaire et de la formation professionnelle ainsi que de leurs enseignants, à l'adresse www.kennisnet.nl.

Les organisations les plus en pointe dans le système éducatif néerlandais sont résolument pour l'apprentissage au service du développement durable et actives dans ce domaine.

Points forts

Les Pays-Bas pratiquent de longue date l'EDD. Des pratiques optimales qui ont fait leurs preuves dans ce domaine sont à la disposition des écoles de tous niveaux et peuvent servir d'exemple ou de source d'inspiration.

Une grande expérience a été accumulée en matière de coopération entre le public et le privé, par exemple lorsque des écoles collaborent avec des sociétés pour mener à bien des projets d'EDD dans des situations de la vie réelle et un contexte d'apprentissage social.

Des liens peuvent être établis entre la notion de développement durable et celles de sûreté, de santé et de citoyenneté mondiale, sujets qui actuellement intéressent davantage les décideurs.

le soutien des agents de changement qui se trouvent au centre du système d'éducation formelle pour intégrer l'EDD à leurs opérations de base correspond parfaitement aux activités des réseaux d'EDD qui s'adressent aux enseignants, aux administrateurs et aux intermédiaires de l'enseignement primaire et secondaire, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur.

Faiblesses & risques

La base de partisans de l'EDD au sein du Ministère de l'éducation, de la culture et de la science, ainsi que dans les organismes de pointe les plus importants dans le système éducatif néerlandais, demeure limitée.

Les instituts pédagogiques sont dans une large mesure libres de décider de leur propre programme. Dans les écoles et dans les salles de classe, l'EDD doit faire face à la concurrence d'autres questions d'actualité telles que la sûreté, la santé, la citoyenneté mondiale, etc.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Ce programme tire le parti optimal des expériences et résultats d'anciens programmes nationaux d'EDD mais va un peu plus loin. Soutenir principalement les processus qui associent les démarches qui partent du sommet à celles qui partent de la base garantit un ancrage naturel de l'EDD.

POLOGNE

OAI.pl (Agence d'information du citoyen) – forum pour l'échange de nouvelles et d'expériences

CONTACT Instytut Spraw Obywatelskich (Civil Affairs Institute, ISO)
ul. Próchnika 1/301, 90-408 Łódź (Poland)
Téléphone: +48 42 630-17-49 Fax: +48 42 630-17-49
Courriel: iso@iso.edu.pl Internet : <http://iso.edu.pl/>

Rafał Górski, directeur

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement	Politique, Réglementation,
	Réduction de la pauvreté	Eau	Gouvernance
	Promotion de la santé	Biodiversité	Diversité culturelle
	Urbanisation durable	Développement rural	Savoirs autochtones
	Économie	Consommation durable	Transports durables
		Tourisme durable	
		Citoyenneté	

DESCRIPTION 'Filtre' et lieu de rencontre

Obywatelska Agencja Informacyjna (OAI.pl, Agence d'information du citoyen) est un média qui fait appel à l'Internet pour atteindre deux objectifs. En premier lieu, il 'filtre' les nouvelles, activités et informations que 'la cacophonie de l'information rend habituellement inaudibles', en particulier ceux concernant des événements d'ordre local. Les utilisateurs enregistrés (militants de la société civile, dirigeants de communautés locales, journalistes) envoient des informations au rédacteur, qui choisit les plus intéressantes et les place sur le portail dans l'une des catégories thématiques prévues et/ou sur le 'calendrier du citoyen'. Par ailleurs, le portail contient des articles, des revues de presse et des collections de photos, tous concernant différents aspects du militantisme civique.

En second lieu, et peut-être plus important encore, OAI.pl est un 'lieu de rencontre'. Les comptes-rendus de problèmes survenus en tel ou tel lieu et des solutions qui leur ont été apportées permettent la constitution de réseaux, l'échange d'expériences ou, tout simplement, la possibilité de suivre de bons exemples.

Par les citoyens pour les citoyens

La conception de ce portail remonte à 2005 et est le fait d'ISO et de l'Association "Obywatel" ('Le citoyen'), qui édite le magazine du même nom. Le projet de lancement de cette agence a été présenté à l'un des organismes publics de financement (Fundusz Inicjatyw Obywatelskich) et accepté. La conception de son fonctionnement et de son public peut se résumer par l'expression 'pour les citoyens, par les citoyens'. Dès le départ, OAI.pl a été constamment actualisé en étroite collaboration avec un grand nombre d'ONG et de groupes informels de militants, de journalistes et d'autorités locales.

Être le porte-voix des citoyens

Le caractère novateur de ce projet réside dans la manière dont l'information parvient jusqu'au portail. Les nouvelles sont soit écrites par les usagers eux-mêmes soit sélectionnées parmi celles des médias, portails, etc. locaux; souvent elles sont assorties de commentaires du rédacteur. Les groupes de citoyens agissant à l'échelle locale ont ainsi la possibilité unique de se faire connaître et, partant, de recueillir le soutien d'autres usagers et/ou d'inciter ces derniers à s'inspirer de leurs expériences. Un autre aspect novateur tient au fait qu'il s'agit d'une formule couverte - c'est un portail faîtière qui permet aux groupes et autres initiatives civiques locaux d'utiliser sa structure pour créer facilement (et gratuitement) leur propre site Web même sans grande compétence technique (voir, par exemple, <http://oai.pl/lodz> ou <http://oai.pl/tirynatory>). Il se décline également en 'sous-portails', tel celui consacré aux conseils juridiques aux groupes locaux. *Beaucoup de gens me téléphonent pour me demander conseil, par exemple, sur la manière de protéger la nature à l'échelle locale ou de se protéger soi-même contre des investissements indésirables dans son quartier* - raconte Jarosław Szczepanowski d'ISO, qui anime <http://oai.pl/prawo>. - *j'ai constaté que leurs problèmes sont similaires, aussi je les encourage à se mettre en réseau et, en fonction de leurs expériences, actualiser mon site Web avec des exemples d'instruments juridiques utiles, ajoute-t-il.*



OBJECTIFS

Solutions clés en main

L'objectif principal de ce projet est de sensibiliser les citoyens et d'encourager leur activité en les éduquant - essentiellement par la diffusion des bonnes pratiques et la facilitation du partage des expériences et/ou de la constitution de coalition et/ou de la mobilisation des soutiens - sur les enjeux sociaux et environnementaux. Il vise à rassembler 'ce qui se fait de mieux' dans différentes catégories thématiques. Cette démarche permet de leur faire plus de publicité (les journalistes consultent souvent OAI.pl) et d'amener d'autres acteurs à prendre exemple sur eux. Par ailleurs, l'Agence d'information du citoyen favorise la diffusion de connaissances générales sur le développement durable, en ce qui concerne par exemple les OGM et les transports.

MÉTHODOLOGIE

Rechercher et ... convaincre de coopérer

OAI.pl fait actuellement l'objet d'un travail de promotion auprès de différents acteurs (essentiellement des dirigeants locaux, des ONG - et des journalistes), qui sont encouragés à devenir des partenaires du projet ou, du moins, des utilisateurs enregistrés du portail, habilités à actualiser eux-mêmes la page principale. On essaie de les convaincre que le fait de placer des informations sur leurs activités sur OAI peut se révéler rentable - par exemple en les aidant à trouver de nouveaux partenaires ayant d'autres connaissances sur le sujet qui les intéresse. D'autres informations sont sélectionnées par le rédacteur dans la presse quotidienne (ainsi que d'autres sources, surveillées par des bénévoles d'ISO), résumées et assorties de commentaires. Chaque fois qu'une initiative intéressante (sur le système éducatif, l'investissement écologique et social, etc.) est repérée dans la revue de presse, ses coordonnateurs sont contactés et informés de l'existence de l'Agence et de son mode de fonctionnement.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Ça a l'air de marcher!

Le portail est devenu une source d'informations très appréciée de tous ceux qui travaillaient sur le développement durable au sens large (il compte près de 15 000 visites par semaine). Le nombre d'utilisateurs enregistrés (environ 100 dirigeants locaux) et de partenaires (environ 25 organisations, groupes et médias (voir <http://oai.pl/modules.php?op=modload&name=Sections&file=index&req=viewarticle&artid=11&page=1>)) continue de croître. Par ailleurs, de nouveaux sites Web au sein de la structure d'OAI voient progressivement le jour (voir <http://oai.pl/lodz> or <http://oai.pl/kasakobiet>).

ISO a recueilli les réactions de groupes qui ont utilisé OAI pour promouvoir leurs activités. La plupart d'entre eux estiment qu'il les a aidés à partager des connaissances ou à mobiliser des soutiens. À titre d'exemple, le portail a donné des informations sur une centaine de campagnes d'éducation consistant à écrire des lettres aux entités compétentes à propos, par exemple, de la conservation de la nature ou de la nécessité de favoriser les transports socialement responsables. Les organisateurs de cette campagne disent que le nombre de lettres adressées aux autorités a augmenté dans des proportions considérables à partir du moment où OAI a commencé à soutenir ses actions. Par ailleurs, d'autres sources (surtout des portails

et des médias indépendants) ont commencé à citer OAI et le portail a été évoqué quelquefois dans les médias (entre autres à la télévision et à la radio publique). Il me semble évident que la création de cette agence valait la peine.

Les ingrédients de la réussite

Le fait que le portail a du succès et que ses usagers le considèrent comme quelque chose de précieux découle de plusieurs facteurs. En premier lieu, il a été créé par des usagers et ce sont donc les citoyens eux-mêmes (et non l'éditeur, etc.) qui décident quel type d'information on peut y trouver. Qui plus est, sa valeur éducative tient au fait qu'il est consacré aux problèmes qui ne sont pas très souvent abordés dans les médias traditionnels, en particulier dans un contexte plus large (par exemple, quelles seraient les conséquences écologiques de différents modèles de développement). Il y a aussi le fait important qu'OAI est actualisé quasiment chaque jour et qu'il regroupe des informations qui sont normalement éparpillées sur différentes sources. Ce regroupement est possible parce que des usagers se mettent d'accord entre eux pour se partager le travail. - *Nul ne peut visiter 150 portails par jour mais 150 personnes peuvent sans problème en visiter un chacun* - explique Szymon Surmacz, l'un des créateurs d'OAI.

Deux ou trois nuages . et comment les éloigner

Il reste néanmoins quelques problèmes à surmonter. L'un des plus importants réside dans le fait que si tous les usagers veulent bien connaître les expériences d'autrui, ils sont moins nombreux à vouloir partager les leurs. C'est pourquoi la plupart des notes sur le portail sont écrites à partir d'autres compte-rendus, essentiellement parus dans les journaux locaux. Cette situation s'explique peut-être par le fait que les gens sont un peu effrayés par tout ce système. Il faut s'enregistrer, se connecter, rédiger convenablement sa note, l'envoyer et attendre que le rédacteur la place sur la page principale. Nous sommes conscients que cela peut être dissuasif pour certains usagers et nous nous efforçons de simplifier le système.

Un autre problème tient au fait que les gens ne veulent pas passer par le système pour publier leurs notes - ils préfèrent les envoyer au rédacteur, souvent sous une forme très 'brute'. Pour régler ce problème, nous avons décidé que si cela se produit plus de deux fois, l'intéressé est informé 'gentiment mais fermement' que tout l'intérêt d'OAI est que le site doit être 'actualisé par l'utilisateur', et il reçoit une information de base sur la façon de procéder.

Les meilleures choses peuvent s'améliorer!

Nous envisageons de lancer une vaste campagne pour encourager les gens à faire partie de ceux qui font OAI - jusqu'ici, nous nous sommes essentiellement employés à créer tout ce système, et non à la populariser. Nous comptons aussi encourager la création de nouveaux sites Web au sein de l'Agence d'information du citoyen - à l'instar de ceux consacrés exclusivement à des initiatives ou idées précises. Nous réfléchissons aussi aux moyens de faire d'OAI une source fréquente de citations (ou de reproduction) dans d'autres média.

L'éducation par l'apprentissage et le jeu au service du développement durable

CONTACT Instytut Badawczy Lesnictwa (Forest Research Institute)
 Bitwy Warszawskiej 1920 r. Str. 3, 00-973 Warszawa, Poland
 Téléphone: 0048 22 822 24 57 Fax: 0048 22 822 49 35
 Courriel: ibl@ibles.waw.pl Internet : www.ibles.waw.pl

Dr Maria Gozdzalik, Eng. Head of the Department of Scientific Information

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement Biodiversité
------------------------------------	-------------------------	-------------------------------

DESCRIPTION

<i>Type</i>	"Bonnes pratiques en matière d'EDD", projet exécuté par le Centre d'études forestières (CEF) de Sękocin, consiste à organiser diverses réunions (conférences, séminaires, stages de formation, expositions, concours) avec des enfants, des écoliers et des étudiants et des ateliers à l'intention des enseignants sur la question de la protection des forêts et de son importance pour le développement durable aux niveaux régional et national.
<i>Langue(s) de travail</i>	Polonais
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Les réunions se tiennent dans des salles du CEF, dotées du matériel audiovisuel le plus moderne et contenant des expositions sur la nature, et dans des laboratoires scientifiques. Par ailleurs, les activités d'ordre éducatif mises en place dans le domaine de l'Institut sont menées à bien. Plus de 6000 personnes participent à ces réunions chaque année.
<i>Année de commencement & durée</i>	1997, réunions tout au long de l'année
<i>Budget & sources de financement</i>	130 000 PLN par an provenant des ressources propres de l'Institut
<i>Organisations partenaires</i>	Écoles primaires et secondaires, universités et centres de formation professionnelle des enseignants.

OBJECTIFS	La connaissance insuffisante de la faune et de la flore polonaises et des espèces disparues ou menacées, la rareté des connaissances sur les relations et connexions réciproques entre les organismes et leurs incidences sur la vie des êtres humains et de sociétés tout entières, tels sont les facteurs qui déterminent les grandes orientations des activités éducatives du CEF. L'objectif principal de l'éducation des enfants et des adultes en matière de développement durable est de promouvoir et d'entretenir la connaissance des espèces végétales et animales de base, des types de sites forestiers, des écosystèmes forestiers et de leurs processus, des formes de protection de la nature et du maintien de la diversité biologique sur le plan des espèces, des écosystèmes et des paysages.
------------------	--

MÉTHODOLOGIE	Les réunions avec les enfants et leurs enseignants font appel à des méthodes actives d'apprentissage comportant des observations de sites forestiers, la reconnaissance d'espèces végétales dans des couches particulières de forêt (le entier d'apprentissage par l'investigation a permis de réunir près de 200 espèces végétales dont certaines sont rares et protégées), la possibilité de toucher des spécimens rassemblés au CEF, des dessins, l'observation microscope ou les activités dans les laboratoires scientifiques d'IBL spécialisés dans l'ADN. Le grand avantage réside dans le lien établi entre l'accès aux résultats des sciences forestières et aux départements de recherche d'IBL et le jeu et les loisirs en forêt. Les loisirs actifs (compétitions sportives, recherche d'espèces végétales particulières découvertes pendant les conférences, camps), reliés au développement de la connaissance des règles de gestion des loisirs forestiers et de l'impact de la forêt sur la santé des êtres humains (en goûtant 'les fruits de la forêt', notamment sous forme d'infusions), constituent une forme attrayante d'éducation qui se traduit par une expérience positive dans le domaine de l'environnement et de l'utilisation consciente et appropriée de la nature. Les conférences ont un caractère interdisciplinaire qui donne une vision plus large des enjeux du développement durable. Diversifiée en tâches thématiques, prose, poésie et arts plastiques,
---------------------	--

l'éducation en matière d'environnement et d'écologie est mieux en mesure de toucher un public d'aptitudes et d'intérêts divers. Les cours prennent souvent la forme d'ateliers enrichis par des présentations informatiques et des films, reposant sur des travaux indépendants et créatifs, et stimulent différents sens des enfants et des adultes (enseignants et parents). Les projets d'enseignement réalisés au CEF sont communiqués aux conférenciers, étudiants et enseignants en foresterie sous forme de conférences, d'ateliers et de publications à caractère local et national.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Le fait que les demandes de participation au programme dépassent les capacités d'organisation du CEF signifie que les résultats obtenus sont bons.
<i>Points forts</i>	Combinaison de cours et de démonstrations sur le terrain
<i>Faiblesses & risques</i>	Trop de candidats, trop peu employé dans l'éducation, maigres possibilités de financement de la poursuite de cette activité éducative
<i>Questions non résolues</i>	Création du Musée de la nature et des forêts, élaboration de la nouvelle initiative 'Recyclage imaginatif'
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	L'acquisition de connaissances sur la protection de l'environnement forestier se développe grâce aux contacts avec les autres pays forestiers de l'Union européenne et à l'examen des questions relatives aux forêts tropicales, ce qui permet de prendre conscience des différences d'approche quant aux possibilités de mise en oeuvre des politiques du développement durable et d'apprendre à assumer la responsabilité des décisions prises au niveau local qui ont des incidences au plan national ou mondial. Les enjeux présentés amènent les jeunes à prendre conscience de la nature qui les entoure.

Cours de géologie et d'écologie sur l'Internet

CONTACT Geological Museum, the State Geological Institute
 4 Rakowiecka Street, 00-975 Warsaw, Poland
 Phone: +0 48 22 849 53 51, ext. 360 Fax: +0 48 22 849 53 42
 Courriel: izabela.ploch@pgi.gov.pl Internet: www.pgi.gov.pl

Izabela Ploch, Museum deputy director

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement	Savoirs autochtones
		Changements climatiques Biodiversité Tourisme durable	

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Institution scientifique et de recherche
<i>Langue(s) de travail</i>	Polonais
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	À l'heure actuelle, le site Web de l'Institut géologique d'État (SGI) enregistre près de 20 000 visites par mois. L'on estime qu'un nombre analogue de personnes intéressées utilise le site Web du Musée géologique du SGI pour suivre des cours d'écologie. L'Internet étant accessible dans tout le pays, les cours sur l'Internet ont la même portée. Cela étant, les cours s'adressent plus particulièrement aux élèves des écoles de la région de Mazowieckie, qui peuvent plus facilement compléter l'information obtenue sur l'Internet en suivant les cours organisés au Musée géologique du SGI.
<i>Année de commencement & durée</i>	2003; 8 mois
<i>Budget & sources de financement</i>	161 469 PLN; Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion des eaux, Ministère de l'éducation
<i>Acteurs-clés</i>	Les participants viennent de toutes les régions du pays. Nous recevons continuellement des lettres contenant des opinions et des questions concernant nos cours sur l'Internet. Les enseignants nous demandent de leur fournir des tests et des matériels pour les cours organisés dans les salles d'informatique des écoles.

OBJECTIFS	Cette initiative avait principalement pour objectif de créer des cours de géologie et d'écologie qui seraient largement accessibles grâce au site Web du Musée géologique. Ces cours s'adressent aux élèves des différents niveaux du système éducatif, et plus précisément à ceux du primaire et du secondaire. Nos cours sur l'Internet ont été mis au point pour faciliter l'enseignement régulier de ces cours dans les salles d'informatique des écoles. La conception graphique innovante du site Web et la grande qualité des images présentées permettent aux élèves et aux enseignants d'utiliser plus avant les matériels mis à leur disposition dans les cours scolaires. Ces matériels peuvent aussi devenir pour les élèves une source d'informations supplémentaires pour étendre leur connaissance des questions de géologie et d'écologie. Le programme couvre tous les domaines fondamentaux de la géologie présentés de manière très attrayante. Il comprend des éléments tels que l'observation et l'identification de roches, de minéraux et de fossiles, la structure de la Terre, des éléments de base du processus qui anime la Terre et les origines des fossiles. Les cours de géologie et d'écologie préparés par l'équipe du projet portent sur des sujets tels que: "Sur les traces des dinosaures polonais", "Des plages tropicales sur la Baltique - est-ce bien?", "Des mers qu'enchantent des roches", "L'architecte le plus ingénieux sur Terre - l'eau", et "A la découverte des volcans polonais". Enfin, le site Web contient un ensemble complet de plans de cours faisant appel à l'Internet. Les enseignants connectés à l'Internet peuvent donc recevoir du Musée, sur leur demande, les plans de cours et les tests que doivent passer les élèves. Cette initiative a eu en outre pour effet de susciter l'achat de matériel informatique et des logiciels correspondants
------------------	--

MÉTHODOLOGIE	Les plans de cours ont été établis à partir des matériels publiés sur les sujets en question. Des travaux sur le terrain ont été également effectués pour élargir la gamme
---------------------	--

des informations fournies, ainsi que pour produire des images, qui ont été ensuite intégrées aux cours. Tout le projet a été conçu de manière à susciter l'achat du matériel informatique et des logiciels nécessaires pour pouvoir préparer les cours. Ensuite, les matériels pédagogiques ont été établis dans l'optique de leur développement électronique; c'est sur la base de ces matériels que les cours dispensés sur l'Internet ont été mis au point.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Du fait qu'ils sont largement accessibles sur le site Web et constituent une nouveauté en Pologne, ces cours contribueront à rehausser le niveau de l'enseignement des sciences naturelles et des sciences de la protection de l'environnement. Ils rehausseront en outre dans notre société le niveau de connaissances en matière de géologie. Ils constitueront aussi un appui pour les écoles et les élèves des zones éloignées de Varsovie, pour lesquels une visite au Musée constituerait un déplacement pénible; ils pourraient en outre inciter d'autres musées à lancer des projets similaires. Les cours sur l'Internet élargissent la connaissance du passé géologique de telle ou telle région, intègrent l'information sur la nature à divers aspects de la culture (contes et légendes, etc.), mettent en relief la valeur de notre patrimoine qui est unique en Europe centrale, soulignent la nécessité de protéger les monuments naturels fixes et font oeuvre de sensibilisation écologique auprès des touristes et des écoliers. À titre d'exemple, on peut utiliser le sort des dinosaures pour rappeler à l'humanité le risque d'extinction auquel même une espèce animale aussi puissante n'a pas pu échapper.

Points forts

Le fait que les cours dispensés sur l'Internet sont accessibles à tous, la possibilité pour les élèves et les enseignants de les utiliser pour préparer les cours et le fait de constituer une source d'information qui élargit les connaissances des élèves aussi bien en matière de géologie et d'écologie que sur les problèmes et les curiosités géologiques existant au plan local. Le programme couvre tous les domaines de base de la géologie et de l'écologie, présentés sous une forme très plaisante.

Faiblesses & risques

Il faut un accès à l'Internet.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Cette initiative s'adresse à un large éventail de bénéficiaires, parmi lesquels, notamment, les élèves des écoles primaires et secondaires ainsi que les personnes qui s'intéressent aux questions géologiques et écologiques; en conséquence, diverses méthodes de présentation ont été utilisées, notamment: spécimens, textes, images et illustrations. La réalisation des objectifs du programme d'enseignement et l'utilisation des sites d'excavation géologique à des fins d'éducation en matière d'environnement dans les régions permettra d'élever le niveau de l'enseignement de la biologie, des sciences naturelles et des sciences de protection de l'environnement. Elles contribueront aussi à élargir la connaissance des questions d'environnement dans notre société. Les cours faisant appel aux matériels dispensés sur l'Internet, qui mettent l'accent sur les questions relatives à la diversité biologique, à la diversité géologique et à l'extinction des espèces compte tenu de la dynamique de l'évolution du monde vivant et des transformations de la nature, contribueront à la sensibilisation aux menaces qui planent sur la nature à l'heure actuelle ainsi qu'à la promotion de comportements responsables en matière d'exploitation de l'environnement et d'effets de l'activité humaine. Vous êtes invités à visiter le site Web (http://www.pgi.gov.pl/muzeum_geologiczne/lekcje/index.html), sur lequel vous pourrez suivre des cours sur les questions géologiques et écologiques.

"Éducation forestière à l'intention des communautés: Notre trésor, la forêt"

CONTACT The State Forests Directorate, Poland
52/54 Wawelska Street, 00-922 Warsaw, Poland
Phone: +0 48 22 825 90 56 Fax: +0 48 22 825 85 56
Courriel: j.zadura@las.gov.pl Internet: www.lp.gov.pl

Jacek Zadur - Forest protection Specialist

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Économie	Environnement Biodiversité Tourisme durable
------------------------------------	---	---

DESCRIPTION

<i>Type</i>	"Éducation forestière à l'intention des communautés: notre trésor, la forêt" est un projet lancé par les fermes forestières des offices publics des forêts qui gèrent près de 8 millions d'hectares boisés (78 % de la superficie totale de forêts en Pologne).
<i>Langue(s) de travail</i>	Les activités et présentations de terrain se feront en polonais. À l'intention des groupes étrangers, certaines des présentations peuvent être faites en anglais ou en allemand, par certains présentateurs ou avec le concours d'un interprète.
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Chaque année, entre 1,5 et 2 millions de personnes participent à une forme ou une autre d'éducation à la forêt en Pologne. Ces activités ont lieu dans 25 centres éducatifs, 202 "classes en forêt" et 688 sentiers éducatifs. Chaque commission des forêts dispose d'au moins un de ces lieux éducatifs. Par ailleurs, un cours sur la "connaissance de la forêt" est dispensé dans les réserves naturelles, les pépinières d'arbres et les sites de culture forestière. Les visiteurs y retrouvent des guides expérimentés et disposés à leur faire découvrir tous les secrets que recèle la forêt.
<i>Année de commencement & durée</i>	Éduquer la société est l'une des missions les plus importantes qui incombent aux professionnels polonais de la forêt depuis des décennies mais ce n'est qu'au début de 2004 que cette mission a pris la forme d'un projet planifié à l'échelle de tout le pays et mené parallèlement à la production de bois, à l'élevage et à la protection de la forêt. Chaque commission forestière en Pologne dispose aujourd'hui de son propre "Programme d'éducation forestière à l'intention des communautés".
<i>Budget & sources de financement</i>	En 2005, les dépenses consacrées par l'Office public des forêts aux activités éducatives se montaient à 16.6 millions PLN, , soit 38 800 PLN par commission forestière. L'Office public des forêts a couvert 85,2 % du coût total de ces activités. Les subventions allouées aux projets d'éducation à la nature et à la forêt à l'intention des communautés sont relativement faibles.
<i>Acteurs-clés</i>	Le programme "Éducation forestier à l'intention des communautés" renvoie au domaine d'intervention de chaque commission forestière, même si des groupes extérieurs tirent aussi parti de cette offre éducative. Au niveau de l'ensemble du pays, 8000 écoles de divers niveaux coopèrent avec les commissions forestières et le nombre de projets entrepris pour la seule année 2005 dépassait 12 000. Ces projets comprennent, par exemple, les efforts conjoints de création de sentiers éducatifs, les concours sur les questions relatives à la nature, les initiatives de plantation de forêts, le nettoyage de forêts et l'alimentation des animaux en hiver. L'école locale est le partenaire le plus important de l'Office public des forêts pour les projets éducatifs. Les autres partenaires sont, notamment, les réserves naturelles, les centres d'éducation en matière d'environnement, les autorités locales, les paroisses et les organisations non gouvernementales.



OBJECTIFS

Les forêts couvrent le tiers de la superficie totale de notre continent, l'Europe, ainsi que de la Pologne. Or, la question de l'importance de la forêt n'occupe qu'une place limitée dans les programmes d'enseignement officiels. L'Office public des forêts polonais a donc pris l'initiative de combler cette lacune manifeste dans l'éducation générale de la société. Les forêts polonaises constituent une étude de cas exemplaire pour repérer les approches fondamentales de la mise en oeuvre du développement durable.

Tous les textes juridiques publiés par l'Office public des forêts intègrent les objectifs suivants en matière d'éducation forestière à l'intention des communautés: diffuser dans la société les connaissances relatives à l'environnement forestier, à la gestion multifonctionnelle et durable des forêts, sensibiliser davantage la société à l'utilisation rationnelle des diverses fonctions de la forêt et faire en sorte que les communautés aient davantage confiance dans l'action des professionnels de la forêt.

MÉTHODOLOGIE

L'étude de terrain est l'activité éducative préférée. Elle est appliquée en particulier par les professionnels de la forêt, qui sont les leaders de l'éducation dans ce domaine, et privilégiée par les principaux groupes cibles, à savoir les enseignants et les élèves de différents types d'école. Cette modalité est souvent complétée par des présentations, des concours et des expositions, ainsi que par les actions entreprises dans la forêt, par exemple les plantations d'arbres, la Journée de la Terre, les initiatives du type Nettoyer le monde, etc.

Des méthodes et approches classiques de l'enseignement sont souvent incorporées aux projets axés sur l'éducation forestière mais des formes plus actives d'apprentissage remportent un succès croissant. Pour les groupes plus avancés, des méthodes pratiques, faisant appel aux observations, à la modélisation ou au travail sur des projets, par exemple, sont utilisées avec succès.

Un système éducatif efficace et qui donne de bons résultats nécessite des compétences et une méthodologie de haut niveau présentées par des leaders dans le domaine de l'éducation. L'Office public des forêts a mis en place un système national et régional de formation initiale et en cours d'emploi de ces leaders. En outre, on procède actuellement à la mise en place d'un programme de formation de base au niveau des commissions forestières.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Depuis le début de 2004, l'Office public des forêts mène une activité éducative préalablement planifiée et bien documentée. Les deux premières années de cette activité ont fait l'objet d'une évaluation dont les résultats ont été présentés dans des "rapports" rendus publics. Ces résultats peuvent être qualifiés d'impressionnants dans la mesure où, en 2005, près de 2 millions de personnes ont participé à diverses formes d'éducation à la forêt. Près de 13 500 événements de terrain et 5000 "cours de forêt" dans les écoles ont été organisés, et des présentations aussi nombreuses ont été faites en d'autres lieux. Les événements organisés dans des zones forestières par les agents de l'Office public des forêts ont également remporté un grand succès.

Points forts

Le grand atout de cette activité éducative de l'Office public des forêts réside dans la

sympathie naturelle que la société porte à la forêt et à ceux qui y travaillent. De cette sympathie découle un intérêt toujours croissant du public pour l'offre éducative présentée par les professionnels de la forêt. Certes, c'est la forêt elle-même qui est l'objet le plus précieux de l'éducation à la nature mais l'infrastructure attrayante mise en place par l'Office public des forêts dans ce domaine constitue un atout supplémentaire.

L'offre éducative de l'Office public des forêts constitue un excellent complément à l'éducation formelle à la nature assurée par les écoles publiques, parce qu'elle se déroule essentiellement sur le terrain. Paradoxalement, le grand avantage de l'éducation à la forêt tient à son caractère informel et à ses formes et méthodes non classiques de transmission des connaissances et d'acquisition des qualifications.

Une autre grande réussite de l'éducation à la nature réside dans la connaissance et la conscience "écologiques" accrues que l'on peut observer dans la société. Le grand potentiel de l'Office public des forêts s'agissant du développement des résultats de ses initiatives en matière d'éducation constitue aussi une structure d'appropriation des forêts très favorable en Pologne, où 82 % de la superficie totale de forêts appartient à l'État.

Faiblesses & risques

En prenant l'initiative extrêmement difficile d'organiser des activités éducatives à grande échelle, celle du pays tout entier, l'Office public des forêts était conscient des problèmes, voire des dangers, qui pourraient compromettre sa mise en œuvre, mais il était également conscient qu'il fallait s'attaquer à ces problèmes de manière systématique. En l'état actuel des choses, les problèmes ont trait à la part insuffisante des ressources financières extérieures dans le financement des activités éducatives et à l'augmentation du nombre des missions confiées aux leaders dans ce domaine de l'éducation alors même qu'il n'y a pas de possibilités d'augmenter les effectifs et que le personnel chargé des activités éducatives n'est pas suffisamment préparé sur le plan méthodologique.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

"Éducation forestière a l'intention des communautés: notre trésor, la forêt" est un excellent exemple de bonnes pratiques. Il convient de souligner que le projet couvre l'ensemble du pays et que la participation volontaire est impressionnante, puisqu'elle atteint les 2 millions de personnes par an, dans les diverses formes d'activités éducatives proposées par l'Office.

L'éducation forestière c'est avant tout l'enseignement et la présentation d'exemples de développement durable. Cette pratique se déploie essentiellement au niveau local, incluant les petites communautés et favorisant l'acquisition de connaissances et de processus d'apprentissage. Le processus raisonné et planifié par lequel la forêt est mise à la disposition des citoyens permet à l'Office public des forêts, ainsi qu'aux autorités statutairement chargées de l'éducation dans les domaines de la nature, de la géographie et de l'histoire, d'élaborer leurs propres programmes d'enseignement.

L'infrastructure éducative mise en place par l'Office public des forêts, en particulier la création de sentiers éducatifs balisés, favorise et multiplie les possibilités d'utilisation de cette infrastructure par des individus et des groupes actifs dans le domaine de l'éducation écologique et d'autres activités. La pratique éducative de l'Office public des forêts, qui s'appuie en particulier sur la structure de base constituée par 428 commissions forestières, crée les conditions qui permettent les initiatives de coopération de diverses entités locales.

Utilisation des TI et du multimédia pour l'enseignement de la viabilité en Pologne

CONTACT	University Centre for Environmental Studies Ul. Żwirki I Wigury 92 02-089 Warszawa, Poland Téléphone: +48 22 822 22 61 Courriel: ucbs@uw.edu.pl		Fax: +48 22 540 00 01 Internet : http://ucbs.geo.uw.edu.pl
Anna Batorczak			
SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Outils et matériels (tels que Médias & TIC)	
DESCRIPTION			
Type	Université – secteur public de l'enseignement		
Langue(s) de travail	Polonais		
Groupe(s) cible(s)	Enseignants, éducateurs, ONG et toute entité concernée par l'enseignement de la viabilité		
Année de commencement & durée	2000 à aujourd'hui		
Budget & sources de financement	Différentes sources: British Council en Pologne, Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion des eaux, Programme Socrate/Minerve de l'UE		
Organisations partenaires	Field Studies Council du Royaume-Uni		
Acteurs-clés	Enseignants, éducateurs, spécialistes du développement durable, chercheurs, dirigeants d'ONG. Tous les "acteurs" susmentionnés produisent des matériels qui sont disponibles sur les sites Internet consacrés à l'EDD		
OBJECTIFS	Meilleur accès aux matériels pédagogiques, à l'information sur les campagnes d'éducation et aux conseils de spécialistes grâce à l'Internet Meilleure maîtrise des ressources de l'Internet et des outils multimédias par les enseignants et les éducateurs Élaboration d'instruments innovants (jeux en ligne, par exemple)		
MÉTHODOLOGIE	Ce projet conçu pour la durée est composé des éléments suivants: - Ateliers à l'intention des enseignants et des éducateurs sur les ressources disponibles sur l'Internet ou les outils multimédias à des fins d'enseignement de la viabilité - Exploitation de services Internet consacrés à l'enseignement de la viabilité en Pologne - Élaboration de matériels et d'outils pédagogiques thématiques, de CD-ROM éducatifs sur le changement climatique et de jeux éducatifs en ligne		
RÉSULTATS & ÉVALUATION			
Résultats	Formation de 200 enseignants et éducateurs Publication d'un guide d'utilisation de l'Internet dans l'éducation au service du développement durable Près de 3000 visiteurs du site Web de services Internet par mois		
Points forts	Promotion d'une approche moderne de l'éducation qui élimine les problèmes d'accès aux matériels pédagogiques pour les enseignants et éducateurs de petites villes et villages Réalisation relativement peu coûteuse		
Faiblesses & risques	Manque d'accès à l'Internet dans les écoles polonaises et réticences de certains enseignants à utiliser les TI, mais la situation est en constante amélioration		
Conditions pour	Actualisation systématique des services, des matériels et de l'offre éducative		

*reproduire l'initiative
avec succès*

*Pourquoi
considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

En Pologne, les enseignants et les éducateurs se plaignent généralement de ne pas pouvoir faire de l'éducation en matière d'environnement et de développement durable faute de ressources convenables. Concrètement, ce n'est pas le cas, à savoir qu'il y a beaucoup de matériels pédagogiques, de campagnes, d'ateliers, etc. Notre projet aide à obtenir cette information au moyen d'un outil simple et évident: l'Internet. Il s'agit en outre d'une approche moderne de l'éducation, qui prouve aussi que la technologie moderne peut être mise au service du développement durable.

RÉPUBLIQUE TCHEQUE

Réseau de l'éducation en matière d'environnement en Moravie du Sud

CONTACT Lipka – Environmental Education Centre
Téléphone: +420517385429 Fax: +420543211264
Courriel: michal.medek@lipka.cz Internet : www.lipka.cz, www.evvojmek.net
Mr. Michal Medek

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs	Environnement Eau Changements climatiques Biodiversité Développement rural Consommation durable	Coopération régionale / internationale
------------------------------------	---------------------------------------	--	---

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Réseau d'ONG, d'institutions régionales, de municipalités et d'autorités régionales
<i>Langue(s) de travail</i>	Tchèque
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Grand public, experts de l'industrie du bâtiment, maires et dirigeants communautaires, employés, enseignants, bénévoles; environ 40 cadres travaillent sur le projet
<i>Année de commencement & durée</i>	2005 - 2008
<i>Budget & sources de financement</i>	950,000 euros; Fonds social européen, Ministère de l'environnement, autorités régionales de la Moravie du Sud
<i>Organisations partenaires</i>	Barvínek, Boskovice, Brontosaurus, Hnutí Duha – Amis de la Terre (République tchèque), Ekologický právní servis, Středisko volného času Hodonín, Zájmové sdružení obcí Hrušovansko, Jihomoravský kraj, Subdodavatel – Nesehnutí, Centrum ekologické výchovy Pálava, ČSOP Ponikva, Společnost Renata, Rezekvítek, Sdružení Tereza, Za Sebevědomé Tišnovsko, Veronica, Vzdělávací a informační středisko Bílé Karpaty, o.p.s
<i>Acteurs-clés</i>	Ministère de l'environnement: ce projet est un exemple de bonne pratique en matière de coopération entre les ONG. et les autorités locales; la partie prenante cofinance l'initiative; Autorités régionales: ce projet aide les autorités régionales à identifier les problèmes environnementaux de la région et leur apporte les idées et partenaires nécessaires pour les résoudre; les autorités régionales sont partenaires du projet, auquel elles apportent leur propre contribution (formation des maires à la gestion des déchets), et sont membres du comité directeur; Grand public: c'est, de manière générale, le bénéficiaire des produits du projet



OBJECTIFS L'objectif principal de cette initiative est de donner un effet multiplicateur à l'éducation au service du développement durable en identifiant cinq enjeux pour la région

(Moravie du Sud, 7100 km², 1,1 million d'habitants) et en mettant en place un réseau d'ONG et d'autres partenaires essentiels pour résoudre les problèmes identifiés.

Les cinq enjeux essentiels sont les suivants:

1. Faible capacité des ONG en matière de conseil sur l'environnement. Aucune activité de conseil sur l'environnement à destination du grand public en dehors de la capitale régionale. Solution: cours de formation de conseillers en environnement, réseau d'experts, réseau de bureaux de conseil sur l'environnement.
2. Faible niveau de respect par le grand public des règles de conservation, à cause d'un puissant lobby qui y voit une "entrave au droit de propriété". Solution: série d'excursions commentées dans toute la région à l'intention du grand public. Remise en état ou installation de panneaux d'information sur des sites déterminés. Interventions de bénévoles dans les travaux de conservation.
3. Faible souci de l'environnement dans le fonctionnement des institutions. Solution: application à l'échelle nationale du programme international Eco-Schools; application de ce programme dans les écoles d'enseignement fondamental de la région.
4. Aucun programme Action 21 local dans les régions rurales. Solution: application de programmes Action 21 locaux dans des micro-régions sélectionnées.
5. Professionnels peu formés aux aspects environnementaux de leurs domaines de compétence. Solution: efficacité énergétique des bâtiments et gestion des déchets retenus parmi de nombreux thèmes possibles. Élaboration de cours de formation à l'intention des professionnels.

MÉTHODOLOGIE

Cette initiative est innovante non pas par sa méthode mais par le fait qu'elle rassemble 16 partenaires qui s'emploient à identifier des problèmes régionaux et à leur apporter des solutions. Chaque activité relevant des cinq enjeux ci-dessus est coordonnée par une ONG et chaque partenaire dispose d'une liste de tâches à accomplir pour atteindre l'objectif régional. Ce processus est contrôlé par un logiciel unique. L'identification des problèmes d'environnement dans la région est un processus continu, assuré par les représentants des partenaires et des autorités régionales (à titre d'exemple, les enjeux pour 2007 sont plus larges que ceux mentionnés plus haut).

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Réseau de conseillers en matière d'environnement, patrimoine naturel considéré comme un service normal au public, mise en œuvre du programme Eco-Schools, émulation entre les services en matière de fonctionnement soucieux de protection de l'environnement, ONG écologistes ayant acquis le respect des autorités locales, programmes Action 21 locaux dans deux zones naturelles, centaines de nouveaux bénévoles dans le domaine de la conservation, centaines d'experts formés
<i>Points forts</i>	Bonne coopération entre les partenaires associés à cette initiative, gestion rigoureuse
<i>Faiblesses & risques</i>	Le réseau est une structure vivante – de nouvelles organisations arrivent, d'autres partent
<i>Problèmes rencontrés</i>	Les fluctuations au niveau des ressources humaines constituent le plus gros problème dans un projet "soft" de ce type.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	La coopération est vitale. L'on sait d'expérience que la coopération suppose une bonne gestion de la communication, la transparence et la démocratie. Le fonctionnement du réseau continuera de reposer sur une coopération axée sur les problèmes à résoudre. Nous continuerons à identifier les principaux problèmes environnementaux dans la région, à leur trouver des solutions et à collecter des fonds ensemble. Les autorités régionales jouent un rôle clé dans la planification des objectifs régionaux en matière d'EDD (en étroite coopération avec le réseau).
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Le projet mène, de manière systématique et compte tenu de la complexité des problèmes, des activités d'éducation en matière d'environnement, de conseil écologique et de sensibilisation au développement durable dans la région; Le projet prend en compte les conditions et les problèmes spécifiques à la région; Constitution d'un réseau très vaste et maniable d'ONG et d'administrations dans la région (ce réseau est un système ouvert); Mise en œuvre efficace de programmes internationaux reconnus: Eco-Schools, programmes Action 21 locaux, etc.; Impact positif sur des groupes cibles très différents.

Réseau national pour l'éducation en matière d'environnement

CONTACT The Association of Centres for Environmental Education "Pavučina"
 Senovážné náměstí 24, Prague 1, CZ 116 47, Czech Republic
 Téléphone: +420 776 687 411 Fax: +420 234 621 386
 Courriel: info@narodnisit.cz Internet: http://narodnisit.cz/

Mr. Vaclav Broukal

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Urbanisation durable Responsabilité des sociétés	Environnement Eau Changements climatiques Biodiversité Prévention des catastrophes Développement rural Consommation durable Tourisme durable	Coopération régionale / internationale
DESCRIPTION	Ce programme (titre complet: Réseau national de centres d'éducation en matière d'environnement) a été créé en 1999 pour répondre à la nécessité de soutenir systématiquement la mise en place d'un réseau d'organismes de ce type sur le territoire de la République tchèque. Par le biais de la participation des ONG, le programme permet de faire en sorte que les activités d'éducation en matière d'environnement et d'EDD soient conformes à une norme bien définie, ainsi que d'assurer l'accès à un soutien méthodique pour les ONG débutantes et un complément d'éducation pour leurs employés, l'échange de données d'expérience au niveau de la République tchèque ainsi que de l'étranger, l'accès à l'information, etc. "Dans ce cadre, des programmes d'éducation en matière d'environnement de grande qualité bénéficient d'un soutien dans toutes les régions du pays", explique Jakub Kaspar, Directeur du Département des relations publiques au Ministère de l'environnement. "Pour la majorité des ONG, ce programme représente la seule source financière véritablement stable", précise Vaclav Broukal, Coordonnateur du projet.		
Type	Non gouvernemental		
Langue(s) de travail	Tchèque		
Groupe(s) cible(s)	Centres d'éducation en matière d'environnement, grand public, employés, enseignants; près de 400 cadres travaillant pour le projet (100 centres d'éducation en matière d'environnement associés au projet)		
Année de commencement & durée	1999 -		
Budget & sources de financement	Ministère de l'environnement; 178 000 euros par an		
Organisations partenaires	Union tchèque pour la conservation de la nature, Ministère de l'environnement		
Acteurs-clés	Une centaine de centres d'éducation en matière d'environnement, agissant plus particulièrement au niveau local et régional. Leur principale mission est d'assurer l'éducation en matière d'environnement des enfants, des adolescents et des adultes. Certains de ces centres fournissent des services consultatifs en matière d'environnement et mènent des activités concrètes de protection de la nature et de l'environnement dans leur voisinage. La majorité des centres coopère avec les écoles locales, à l'intention desquelles ils établissent des programmes d'enseignement axés sur l'environnement, et avec lesquelles ils créent divers projets communs; ils s'emploient à toucher également d'autres entités qui exercent une influence sur la vie des communautés locales (administration publique, secteur des entreprises, autres organisations à but non lucratif, simples citoyens, etc.).		



OBJECTIFS

Aider au développement du réseau d'ONG à vocation écologiste, dans le cadre du système tchèque d'éducation et de sensibilisation en matière d'environnement et, par le biais des activités de ces organisations, exercer une influence sur les attitudes de la société à l'égard de l'environnement et des principes du développement durable. Les buts du programme sont les suivants:

- Rendre le développement des centres existants plus stable et susciter la création de nouveaux centres;
- Aider au développement de programmes d'éducation en matière d'environnement et d'EDD à l'intention de divers groupes cibles (augmentation quantitative et qualitative de l'offre);
- Apporter à ces centres une aide consultative et méthodologique pour y rendre l'éducation accessible;
- Aider à la sensibilisation des institutions et organisations publiques et privées et obtenir leur coopération aux échelons local, régional et national;
- Instaurer une coopération internationale avec les centres similaires dans l'Union européenne;
- Aider à l'élaboration du plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE/ONU pour l'éducation au service du développement durable.

MÉTHODOLOGIE

La coordination et l'administration sont assurées par des ONG fédératrices, à savoir l'Association des centres d'éducation en matière d'environnement "Pavučina" et l'Union tchèque pour la conservation de la nature; l'aspect financier du programme est assuré par le Ministère de l'environnement. Les centres les plus importants ont également une fonction d'assistance au sein des différentes régions de niveau NUTS III. L'exécution effective des programmes d'éducation est assurée par une centaine de centres. Il s'agit en l'occurrence des activités suivantes:

- Programmes d'éducation en matière d'environnement à l'intention des élèves des écoles maternelles, primaires et secondaires;
- Activités d'éducation et de sensibilisation en matière d'environnement à l'intention des étudiants des établissements professionnels supérieurs et des universités;
- Éducation de certaines catégories professionnelles dans le domaine de l'environnement (en particulier les agents des secteurs de l'éducation et de l'administration publique);
- Éducation du grand public dans le domaine de l'environnement.

Le coordonnateur fournit en outre un appui méthodologique, des services consultatifs et des programmes de perfectionnement aux centres participants. Ces activités aident à faire en sorte que les services offerts par les organisations participantes aux groupes cibles soient d'un niveau comparable.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Augmentation du nombre des organisations participant au Programme (à l'heure actuelle, 100 centres environ, contre 50 centres environ en 2003);
Les actions éducatives des organisations participantes représentent chaque année 30 000 heures de travail et touchent 400 000 personnes

Points forts

Financement stable par le Ministère de l'environnement, sur la base du programme public approuvé pour l'éducation en matière d'environnement;
Il s'agit d'un programme ouvert. De nouvelles organisations peuvent à tout moment le

rejoindre; peu de contraintes administratives sont imposées aux organisations participantes par rapport à d'autres programmes et projets (avantage particulièrement important pour les petites organisations débutantes)

Faiblesses & risques

Changement des politiques et priorités des pouvoirs publics et réduction du soutien au programme qui peut en découler;
Changement de l'administrateur du programme (tous les trois ans un appel d'offres est lancé pour désigner l'organisation administrante) et changements qui peuvent en découler en ce qui concerne le système d'administration et de gestion du programme.

Problèmes rencontrés

L'augmentation des moyens financiers mis à la disposition du programme ne correspondait pas au taux de croissance du nombre d'organisations participantes, ni du volume des activités, qui est également en croissance très rapide. En conséquence, aussi bien le montant du soutien financier par organisation que le montant unitaire des versements par action menée à bien n'ont cessé de diminuer au fil des ans;
En dernière analyse, la qualité des services offerts variait d'un centre à l'autre, en fonction de la période d'activité de chaque centre, des différents niveaux de soutien à l'éducation en matière d'environnement de la part des autorités locales et régionales, etc.

Conditions pour reproduire l'initiative avec succès

Organisation capable d'assurer la coordination et l'administration du programme;
Source stable de financement;
Suffisamment de partenaires hautement qualifiés pour fournir les services aux niveaux local et régional.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Le Réseau national de centres d'éducation en matière d'environnement est un bon exemple de coopération de l'administration publique avec des entités non étatiques pour le développement de l'éducation en matière d'environnement et la promotion des principes du développement durable sur l'ensemble du territoire national. L'administration publique centrale assure la stabilité de financement du programme et les ONG participantes exécutent les activités concrètes, en fonction de leur connaissance de la situation spécifique à chaque région. Le fait que ce réseau fonctionne depuis huit ans déjà confirme les effets mutuellement bénéfiques de ce partenariat, du moins dans le contexte de la République tchèque.

Bureaux viables

CONTACT The Czech Eco-Counselling Network (STEP)
STEP, Panská 9, 602 00 Brno, Czech Republic
Téléphone: +420 596 111281 Fax: +420 596 111279
Courriel: step@ecn.cz Internet : www.ekoporadna.cz

Mrs. Kamila Kanichová

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement Consommation durable	Politique, Réglementation, Gouvernance Coopération régionale / internationale
--------------------------------	-------------------------	---------------------------------------	--

DESCRIPTION Les organismes publics représentent l'un des consommateurs les plus importants et leur action peut avoir des effets sur l'offre et l'accessibilité des produits et services durables (labels nationaux pour les produits et services écologiques et pour les produits de l'agriculture biologique, Energy Star, Groupement pour les équipements efficaces, TCO Development, commerce équitable, etc.). Un autre aspect important tient au fait que ces organismes donnent l'exemple au public, aux visiteurs, aux fournisseurs, etc. Par ce biais, ils jouent un rôle éducatif. "Notre projet a été l'une des premières mesures grâce auxquelles les organismes publics ont commencé à expliquer et réaliser ces rôles en République tchèque", explique Yvonna Gailly, présidente de STEP.

Type Initiative menée à bien par des ONG en coopération avec des organismes gouvernementaux et municipaux

Langue(s) de travail Tchèque

Groupe(s) cible(s) République tchèque/autorités nationales, régionales et locales; conseillers en écologie (près de 500)

Année de commencement & durée 2003-2005

Budget & sources de financement Ministère de l'environnement de la République tchèque

Organisations partenaires Membres du programme STEP – services de conseil en écologie

Acteurs-clés Bureau du Médiateur



OBJECTIFS En République tchèque, les organismes publics ont commencé à s'intéresser à l'environnement dans lequel agissent leurs employés, leurs visiteurs et leurs clients, à leurs conditions de fonctionnement, à leurs impacts sur l'environnement, à la viabilité du cadre de travail et à la manière dont elles sont perçues sur ces questions. Ce projet avait pour objectif d'introduire dans les organismes publics de la République tchèque des méthodes écologiques/viables d'achat et de fonctionnement, d'apporter

un appui éducatif et méthodologique aux conseillers en écologie et aux organismes publics qui s'engagent dans la voie des marchés publics écologiques et des activités de consommation viable. L'un des buts importants consistait aussi à susciter un intérêt accru pour ce type de projet dans ces organismes.

MÉTHODOLOGIE	Pour atteindre les objectifs ci-dessus, les activités suivantes ont été entreprises: • Élaboration et exécution d'un projet pilote au Bureau du Médiateur; • Éducation: - o manuel méthodologique contenant une information de base sur les marchés publics écologiques, les critères et mesures possibles, les expériences et exemples de mise en oeuvre en République tchèque et, surtout, dans d'autres pays; - o ateliers destinés essentiellement aux conseillers en écologie; • Enquête nationale rapide sur les marchés publics écologiques et les pratiques durables et présentation de ses résultats - nous avons demandé à 35 institutions nationales et régionales d'indiquer les mesures prises dans ces domaines, par exemple l'utilisation de produits écologiques, la gestion des déchets, l'éducation des employés, les directives internes, etc. • Liste de responsables à contacter pour ces questions dans différentes administrations – pour favoriser la coopération; • Pages Web
---------------------	---

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Les mesures prises au Bureau du Médiateur couvraient un large éventail de sujets (gestion des déchets, nettoyage, économies d'énergie et d'eau, services de restauration, achats, éducation et information des employés, relations publiques) et ont joué le rôle important de projet pilote - pour susciter et encourager le lancement de projets similaires dans d'autres organismes publics. La majorité des mesures prises étaient d'ordre organisationnel ou opérationnel, ce qui signifie très souvent tout à la fois des coûts plus faibles et une plus forte participation des employés. Le soutien en matière d'information et d'éducation aux institutions qui ont décidé d'entreprendre de telles activités a pris la forme d'un manuel (en versions électronique et papier), d'ateliers et de pages Web. Le contenu de ces matériels comportait un élément de motivation (pourquoi?), une description des mesures possibles et des bonnes pratiques (quoi et comment?) et des sources pour en savoir plus.
<i>Points forts</i>	Susciter un intérêt accru des organismes publics pour ce sujet. Coopération et partenariat entre les ONG (mise en œuvre de l'initiative), le Ministère de l'information (appui financier, information et soutien politique) et le Bureau du Médiateur (projet pilote et sa présentation). Mise en œuvre reposant sur des exemples et faisant appel à des personnes motivées. Utilisation des données sur les tendances et les études de cas émanant de l'étranger
<i>Faiblesses & risques</i>	Les nouvelles approches et les changements (surtout lorsqu'ils touchent aux comportements) sont généralement difficiles à introduire (il faut beaucoup de temps, d'explications et de patience). Suspensions face aux approches et mesures proposées. Manque d'information sur le passage de "écologique" à "durable" pour les marchés publics. Possibilités limitées d'appliquer l'expérience étrangère à la situation tchèque.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Cette initiative a permis de montrer toute l'importance du rôle des exemples et des projets pilotes, surtout lorsqu'ils sont le fait d'institutions respectées et reconnues de tous comme le Bureau du Médiateur.

ROYAUME-UNI

Outils de mesure de l'empreinte écologique des écoles

CONTACT Field Studies Council, Shrewsbury, Shropshire UK
Téléphone: +44 1743 852160 Fax: +44 1743 852101
Courriel: fscee@field-studies-council.org Internet : www.field-studies-council.org
Dr James Hindson, head of FSCEE

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Économie	Environnement Eau Changements climatiques Consommation durable Citoyenneté	Outils et matériels (tels que Médias & TIC)
DESCRIPTION	Accessibles sur www.efseurope.org et www.efseurope.co.uk		
Type	ONG		
Langue(s) de travail	Anglais		
Groupe(s) cible(s)	ce site Web s'adresse aux enseignants et aux élèves des écoles primaires et secondaires		
Année de commencement & durée	ce site Web sera opérationnel à partir de novembre 2006		
Budget & sources de financement	25 000 livres sterling versées par le gouvernement de l'Assemblée du pays de Galles		
Acteurs-clés	Néant – même si des enseignants et des élèves ont participé au développement et à la mise à l'essai du site Web		
OBJECTIFS	Ce site a pour objectif de permettre aux écoles de calculer leur empreinte écologique. Il s'agit de mesurer leur impact global sur la planète. Outre des informations et des données sur ces empreintes, le site contient un outil de modélisation baptisé salle de jeux et une calculatrice en ligne, qui permet aux élèves de mesurer des données relatives à leur école, de les entrer dans la calculatrice et de voir ensuite l'empreinte de leur école. Ils sont encouragés à prendre des mesures de gestion de l'établissement qui réduisent cette empreinte.		
MÉTHODOLOGIE	Une petite équipe a développé ce site Web en consultation avec des enseignants et des élèves du pays de Galles www.schoolsfootprint.co.uk Les données proviennent de Best Foot Forward. Les données sur lesquelles repose tout calcul d'empreinte doivent bien évidemment se rapporter au pays considéré.		
RÉSULTATS & ÉVALUATION			
Résultats	Le site pourra être consulté en direct à partir de novembre – jusqu'ici, nous avons des calculateurs d'empreintes pour le pays de Galles et la Thaïlande et les écoles pilotes ont été très impressionnées par les résultats.		
Points forts	Le site engage réellement les écoles à se pencher sur leur impact global sur l'environnement, et les résultats sont parfois surprenants!		
Faiblesses & risques	néant – encore que le site remet en question certaines idées reçues sur la manière dont une école peut avoir le souci de protéger l'environnement		
Problèmes rencontrés	néant, si ce n'est l'accès aux données et l'assurance que celles du site sont exactes		
Conditions pour reproduire l'initiative avec succès	Les pays qui veulent reproduire le site doivent prendre contact avec la FSC, qui en détient les droits d'auteur. La construction d'autres versions nationales du site est chose, facile dans la mesure où celui-ci peut être traduit et les données nationales		

achetées pour les calculs d'empreinte.

*Pourquoi
considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

Parce qu'il est nouveau et différent et qu'il apporte aux écoles un outil d'analyse et de planification utile qui sera surtout d'une grande aide pour les établissements du réseau Eco-Schools

Partenariat de l'enseignement supérieur pour la durabilité (HEPS) 2000-2003

CONTACT	Forum for the Future Overseas House, 19-23 Ironmonger Row, London, EC1V 3QN; Téléphone: +44 (0)20 7324 3672 Fax: +44 (0)20 7324 3697 Courriel: j.wilkinson@forumforthefuture.org.uk Internet : http://www.forumforthefuture.org.uk/education/heps_page107.aspx Jane Wilkinson, Senior Education Partnership Manager, Education and Learning Programme
SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Politique, Réglementation, Gouvernance
DESCRIPTION	<i>Type</i> Forum for the Future a aidé 18 établissements d'enseignement supérieur du Royaume-Uni qui travaillent en partenariat pour élaborer et appliquer leurs propres stratégies de développement durable parallèlement au renforcement des capacités de leurs cadres. Ces établissements ont été sélectionnés avec soin, en prenant en considération non seulement l'emplacement mais également le type d'institution, afin de panacher l'ancien et le nouveau, l'urbain et le rural, le religieux et le laïque, le grand et le petit. Ce partenariat innovant a permis de montrer que le développement durable était compatible avec d'autres objectifs stratégiques et de créer un ensemble d'outils pratiques et une réserve d'expérience pour permettre au reste du secteur de suivre son exemple tout en apportant aux décideurs la preuve que les politiques de développement durable peuvent être intégrées avec succès au fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur. <u>Techniques:</u> ▪ <i>Grille d'évaluation de la durabilité:</i> cette grille à 15 cases a été construite en combinant le modèle des 5 capitaux (naturel, humain, social, manufacturier et financier) aux 3 rôles de l'université (entreprise, prestataire de services d'éducation et de recherche, membre de la communauté). ▪ <i>Les initiatives en partenariat</i> ont été appuyées par diverses manifestations, dont 17 séminaires (rassemblant plus de 500 délégués), 6 publications sur divers aspects de la réalisation de la durabilité et des présentations à des organes sectoriels. ▪ <i>Les programmes de travail individuels</i> comportaient des sessions de formation à l'intention de différents départements d'université et des discussions annuelles avec l'ensemble des vice-chanceliers. Ces partenaires individuels ont été encouragés à élaborer leurs propres initiatives sur des questions telles que, notamment, l'élaboration des programmes d'enseignement ; les achats, l'efficacité des ressources et la gestion des locaux. <u>Caractéristiques novatrices:</u> ▪ <i>Structure:</i> application systématique d'un cadre de compréhension du développement durable qui soit intellectuellement cohérent et pratique. ▪ <i>Choix:</i> offre aux partenaires d'un éventail de possibilités de participation – à titre d'institutions distinctes, en groupe ou dans le cadre d'initiatives à l'échelle du partenariat. ▪ <i>Réplique:</i> accent mis sur les outils et conseils transférables propres à soutenir l'action des différentes sociétés, en évitant l'erreur de la 'taille unique'. ▪ <i>Évaluation:</i> saisir l'information en retour et surveiller l'efficacité. ▪ <i>Mise en oeuvre:</i> veiller de manière systématique à ce que le développement durable soit mis en œuvre <i>Langue(s) de travail</i> Anglais <i>Groupe(s) cible(s)</i> 500 cadres supérieurs de chacun des 18 établissements d'enseignement supérieur <i>Année de commencement & durée</i> 2000 – 2003 (3 ans) <i>Budget & sources de financement</i> 813 221 livres sterling au total. Les conseils de financement de l'enseignement supérieur du Royaume-Uni (HEFCE, SHEFC, HEFCW, DELNI) ont fourni 808 959 livres, le Département des transports 6000 livres et 1 262 livres proviennent de sources diverses ou de fonds de contrepartie

Organisations partenaires Université de Cardiff, City University, College of St Mark & St John, Université Heriot-Watt, Université John Moores de Liverpool, Université de Loughborough, Université du Middlesex, Queen's University de Belfast, Université de Sheffield Hallam, Surrey Institute of Art & Design, Université d'Aberdeen, Université de Birmingham, Université de Brighton, Université de Cambridge, Université de Newcastle, Université de Salford, Université de St Andrews, Université de Stirling.

Acteurs-clés Haute administration, personnel, étudiants, conseils de financement et communautés environnantes des établissements d'enseignement supérieur concernés.
 "Le travail de plaidoyer du HEPS et la pression constante des visites nous ont empêché de nous disperser" (cadres supérieurs des établissements d'enseignement supérieur)
 'Le HEPS s'est révélé rentable pour nous' (David Young, Président du HEFCE)

OBJECTIFS Ancrer une approche stratégique du développement durable chez les institutions partenaires.
 Susciter un sentiment de communauté de but et de direction dans le groupe de partenaires pour promouvoir un changement à l'échelle de tout le secteur.
 Concevoir et mettre à l'essai un système de rapports de viabilité qui bénéficie d'un large soutien dans le secteur et soit conforme aux meilleures pratiques de celui-ci ainsi qu'aux politiques gouvernementales.
 Conférer aux cadres supérieurs des institutions partenaires les connaissances, la motivation et les compétences nécessaires pour inscrire la viabilité dans leurs processus de planification opérationnelle et stratégique, leurs politiques de recherche et la planification de leurs programmes d'enseignement.
Constituer des capacités similaires chez les partenaires communautaires des établissements d'enseignement supérieur – autorités locales et régionales, conseils de financement, conseils de la recherche, organisations estudiantines, fournisseurs, autorités centrales et communautés locales.
 Mener à bien un certain nombre d'initiatives novatrices conçues par les partenaires qui concourent au but recherché et présentent des avantages manifestes.
Concevoir des matériels et des processus qui sont communiqués et partagés avec les partenaires, s'agissant notamment des bonnes pratiques.

MÉTHODOLOGIE Cadre analytique: le modèle des cinq capitaux (naturel, humain, social, manufacturier et financier) a été combiné aux trois rôles de l'université (entreprise, prestataire de services d'éducation et de recherche, membre de la communauté) pour construire une grille d'évaluation de la fiabilité à 15 cases. Cette grille a servi à aider les partenaires à élaborer la stratégie de développement durable de leur institution.
Kits documentaires: une série de 6 documents d'orientation sur l'intégration du développement durable à diverses fonctions de l'enseignement supérieur a été établie et diffusée. Ces documents étaient consacrés à la comptabilité, la communication, l'apprentissage et les qualifications, les achats, la planification des voyages et l'établissement de rapports.
Séminaires et autres manifestations: ouverts également aux institutions non partenaires. Des experts de premier plan de la viabilité dans le domaine de l'éducation et des représentants des autorités locales et régionales, des organismes professionnels et du monde des entreprises ont également participé à ces activités, de même que les représentants d'organisations sectorielles, d'administrations, d'associations de défense de l'environnement et d'établissements d'éducation permanente. Par ailleurs, le Forum a organisé des stages de formation à l'intention de différents départements d'université, des débats annuels avec tous les vice-chanceliers et des présentations à l'intention des organes sectoriels.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats Publications: 6 documents d'orientation (voir ci-dessus) ont été publiés, distribués à près de 2000 personnes et téléchargés plus de 10 000 fois (en avril 2004) du site Web du HEPS.
Amélioration des capacités: 17 séminaires ont été organisés dans tout le pays qui ont rassemblé plus de 500 délégués et dont chacun exposait un certain nombre de problèmes et de difficultés ainsi que les cadres de développement durable qui pourraient leur apporter des solutions. Des délégués qui n'avaient au départ qu'une connaissance minimale des questions à l'examen étaient à la fin en mesure de proposer des solutions qu'ils pourraient ensuite appliquer chez eux.
Direction, gouvernance et gestion sur le campus: la réduction de la consommation de ressources et l'amélioration de la gestion du patrimoine immobilier afin de réaliser des

économies figuraient évidemment en haut de la liste des préoccupations des conseils de financement et des établissements d'enseignement supérieur. Ainsi, la Queen's University de Belfast réalisait une économie de 30 000 livres par an grâce à son système de production combinée de chauffage et d'électricité sur le campus (soit un recouvrement du coût en cinq ans).

HEPS a favorisé une nouvelle approche de la politique d'achats par les universités. Ainsi, City University, l'Université de Loughborough et l'Université de Cambridge ont toutes adopté des politiques viables en matière d'achats qui prennent en considération les conséquences environnementales et sociales des pratiques dans ce domaine.

De nombreux partenaires ont adopté les principes de la construction durable pour leurs nouveaux bâtiments. Ainsi, le bâtiment Devonshire de l'Université de Newcastle, qui abrite les chercheurs spécialisés dans le développement durable, est le seul laboratoire universitaire du pays qui a obtenu la note 'Excellent' sur le barème du BREEAM.

De nombreux partenaires ont désigné l'intégration du développement durable à leur programme d'enseignement comme étant la première des priorités, et ils ont adopté une approche très différente à cet égard. Ainsi, l'Université de St Andrew's a d'abord mis au point un module sur le développement durable, en collaboration avec plusieurs autres départements, pour finalement aboutir à un enseignement de licence de développement durable proposé depuis septembre 2004.

Groupe trans-universitaires: Il s'agit là de l'une des modalités les plus efficaces de communication des nouvelles activités d'une institution à l'autre, en utilisant toute une série de supports: sites Web, bulletins, rapport annuel et réunions. Le Groupe de la viabilité de l'Université d'Aberdeen, par exemple, a ses propres agents de presse et de marketing pour promouvoir ses activités.

Points forts

"HEPS est la référence qui devrait relever la norme du secteur".

"HEPS est un très bon label qui nous aide à faire passer des choses".

"Le travail de plaidoyer de HEPS et la pression constante des visites nous empêchent de nous disperser".

"Il a été extrêmement utile. Nous définissons nos priorités de manière organisée".

Faiblesses & risques

Environnement complexe: considérant le contexte politique dans lequel s'inscrivent les établissements d'enseignement supérieur, il y a parfois conflit entre l'autonomie défendue par les universités et la nécessité d'adopter rapidement le développement durable à l'échelle de tout le secteur, ce qui empêche l'élaboration de stratégies unifiées.

Ressources insuffisantes: tous les cadres supérieurs des établissements ont mis en relief le manque de temps et de moyens financiers en tant que principal obstacle au succès des réformes, et la réussite de HEPS s'explique par la préservation de ressources spécifiques.

Absence de soutien législatif: les établissements d'enseignement supérieur ont insisté sur le fait que le soutien et les pressions émanant des organes qui fixent le cadre et pèsent sur les orientations de l'enseignement supérieur (conseils de financement, pouvoirs publics, conseils d'accréditation) constituent des formes bienvenues d'incitation à l'action.

Difficulté conceptuelle de l'ancrage du développement durable: dépasser la gestion des avoirs pour introduire le développement durable dans la recherche et l'enseignement s'est révélé quelque peu difficile pour les établissements d'enseignement supérieur et la réussite à cet égard reste limitée.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Partenariat positif: la collaboration des 18 établissements d'enseignement supérieur a constitué un soutien à l'action concrète menée par chacun d'entre eux tout en favorisant une appréhension collective du développement durable par la mise en commun des expériences.

Outil de mesure clair: la Grille d'évaluation de la viabilité fournit aux partenaires un cadre bien défini pour l'action et leur permet de prendre concrètement la mesure de leur contribution au développement durable.

Potentiel avéré: les réalisations de ce partenariat ont produit des modèles positifs, que des institutions similaires pourraient suivre et qui sont étayés par des outils et une expérience, et elles ont apporté aux pouvoirs publics la preuve que les politiques de développement durable peuvent être efficacement mises en œuvre par les établissements d'enseignement supérieur.

SERBIE

Programme de renforcement des capacités des communautés locales – Coordonnateurs locaux pour l'environnement – Renforcement de la communication, de la participation civile et de la démocratie pour un mode de vie durable des communautés locales en Serbie

CONTACT Ecological Society ENDEMIT
Oracka 42, Zemun, Belgrade
Téléphone: +381 64 1577 257
Courriel: office@endemit.org.yu

Internet : www.endemit.org.yu

Ivana Petric, coordintor

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement	Droits de l'homme, Paix &
	Éducateurs	Eau	sécurité humaine
	Réduction de la pauvreté	Changements	Politique, Réglementation,
	VIH/SIDA	climatiques	Gouvernance
	Urbanisation durable	Biodiversité	Compréhension internationale
	Responsabilité des sociétés	Tourisme durable	Diversité culturelle

DESCRIPTION

Type

L'ambassade royale des Pays-Bas à Belgrade, le Ministère de la science et de la protection de l'environnement de la République de Serbie et des autorités locales ont apporté leur soutien à ce projet. La Société écologique ENDEMIT de Belgrade l'a exécuté.

L'état de l'environnement (aspects sociaux, économiques et écologiques) dans les communautés locales serbes est très mauvais. La majorité des communautés locales sont sous-développées. Les populations sont en train de quitter leurs habitats, d'abandonner leurs foyers et occupations traditionnels et de s'installer dans les grandes villes à la recherche d'une vie meilleure. En raison de l'effondrement des grandes industries et des structures politiques, le reste de la population des communautés locales a déjà épuisé ses réserves de ressources naturelles ou est encore en train de les soumettre à une forte exploitation (stocks de poissons, forêts, minéraux, eau, etc.). Ceci donne naissance à des évolutions qui rendent le nouveau développement économique du pays peu viable dans la durée.

Faire prendre davantage conscience de l'importance de la préservation de la nature et de l'environnement sur la base des principes du développement durable, tel est le préalable d'une bonne gouvernance et d'une bonne gestion de l'environnement. Cet aspect est aussi étroitement lié à la gestion durable des ressources et à l'instauration d'une société ouverte et démocratique, qui respecte non seulement les droits de la génération actuelle mais également ceux des générations futures.

Le Groupe des communautés locales de la Société écologique ENDEMIT a mené à bien un programme consacré à l'éducation et à la formation de coordonnateurs locaux pour l'environnement. Ce projet a rassemblé des représentants des différentes parties prenantes dans six communautés locales pilotes de Serbie et les a dotés de connaissances et des compétences en matière de développement durable. Cette initiative aide les coordonnateurs en question à s'attaquer aux nombreux problèmes et difficultés rencontrés au niveau local et leur donne des orientations sur la manière de créer des communautés prospères en prenant des décisions viables. Les communautés ont été choisies à l'issue d'une évaluation de l'état actuel de l'économie, de l'environnement et de la société dans les municipalités serbes. Cette évaluation reposait essentiellement sur des données disponibles auprès de l'Institut national de statistiques et de la conférence générale des villes et municipalités de Serbie.

Le projet a été mis au point pour soutenir le développement durable des communautés locales de Serbie par la création de forums associant toutes les parties prenantes à la prise des décisions futures. Renforcer la capacité des communautés locales à adopter des modes de vie durables et instaurer une société ouverte et démocratique qui prend en compte les besoins des générations futures.

Langue(s) de travail Serbe

Groupe(s) cible(s) Communautés locales, autorités locales, médias locaux, ONG locales, entreprises publiques municipales, particuliers intéressés

<i>Année de commencement & durée</i>	2005/ 6 mois
<i>Budget & sources de financement</i>	5 000 euros – Ambassade royale des Pays-Bas
<i>Organisations partenaires</i>	Société écologique “Kladovo” de Kladovo, organisation estudiantine “Zosekiza” de Novi Sad, Jeunes chercheurs de Bor, Centre de jeunes de Valjevo
<i>Acteurs-clés</i>	Autorités locales, médias locaux, ONG locales, élèves, enseignants



OBJECTIFS

Présenter aux participants des connaissances et des informations pertinentes concernant la protection de l'environnement et le développement durable afin de leur permettre de cerner les principaux problèmes environnementaux, de définir des priorités et de trouver des solutions pertinentes.

Le Groupe invitera les ONG environnementales locales de Serbie, organisations partenaires du projet (selon le principe de la répartition par région dans le pays), à désigner les participants aux séminaires (compte tenu de l'importance de la présence de représentants de toutes les parties prenantes susmentionnées) qui seront les futurs points focaux pour la gestion de l'environnement au plan local. Cette action renforcera la capacité des communautés locales en matière de viabilité.

Les coordonnateurs locaux pour l'environnement seront en mesure d'analyser certains problèmes et activités environnementaux, sociaux et économiques dans leur environnement proche, d'établir des priorités, de faire participer toutes les parties prenantes locales et autres et de proposer des solutions.

Les coordonnateurs locaux pour l'environnement seront en mesure de replacer les problèmes environnementaux locaux dans un contexte plus large, tenant compte des principes de la viabilité.

MÉTHODOLOGIE

Série de séminaires;

Ateliers interactifs;

Présentations;

Transfert des connaissances par les « enseignements tirés de l'expérience » et les « exemples de bonnes pratiques »;

Opérations de préparation de projets

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Les représentants des différentes parties prenantes ont pu acquérir une certaine connaissance des enjeux suivants : problèmes environnementaux, développement durable, préparation et gestion des projets et politiques de l'environnement et développement durable; relations entre environnement et viabilité; tourisme durable; agriculture; économie durable; rôle de l'administration dans le développement durable; organisations non gouvernementales et développement durable; pays en transition; problèmes sur la voie qui mène à la viabilité et à un environnement sain; initiatives locales en matière de viabilité (viabilité locale et plans d'action pour l'environnement); gestion viable des ressources naturelles et des déchets; Convention d'Aarhus - Les citoyens et l'environnement; création d'une société ouverte et démocratique;

environnement et société démocratique.

- Les participants au séminaire en savent désormais plus sur le travail d'équipe et les forums de parties prenantes; les processus démocratiques de prise des décisions concernant les enjeux sociaux, environnementaux et économiques au niveau local; l'élaboration de politiques et de plans sectoriels durables; les bonnes pratiques des pays développés; la transition en tant que défi qu'il faut relever; les données de base relatives aux ressources naturelles et à la production et la consommation durables; la législation sur l'environnement et le développement durable et la manière dont elle affecte nos conditions de vie et notre développement; et la diversité biologique en tant que moyen pratique de survivre et de préserver les conditions d'existence des générations futures;

- Les participants en savent aussi plus sur l'administration et la manière dont elle fonctionne; ils ont été initiés à la gestion viable de l'environnement; des experts leur ont présenté les liens entre les principes du développement durable et l'instauration d'une société ouverte et démocratique;

- Le programme aura des répercussions sur la gestion future des organisations et institutions des participants.

La partie finale de chaque séminaire était consacrée à l'élaboration d'un projet conjoint par tous les participants (représentant différentes parties prenantes au sein des communautés locales). Ce projet couvrait la majorité des points soulevés dans le cadre du programme d'éducation et de formation. Les représentants de la Société écologique ENDEMIT assureront la coordination de cette activité

Points forts

Meilleure compréhension du développement durable et des rapports entre la viabilité et la protection de l'environnement;

Compréhension du développement durable en tant qu'instrument d'une vie meilleure pour les communautés locales;

Meilleure coordination des activités relatives à l'environnement et au développement durable au niveau local;

Application pratique des connaissances acquises;

Meilleure coopération entre les différentes parties prenantes au sein des communautés locales;

Participation accrue de toutes les parties prenantes à la prise des décisions relatives à l'environnement et au développement;

Instauration d'une société ouverte et démocratique

Faiblesses & risques

Manque de moyens financiers pour poursuivre le projet dans toutes les municipalités (communautés locales) de Serbie;

Le principal risque – manque d'intérêt des communautés locales

Mauvaise réaction des organisations partenaires locales

Echos négatifs auprès des membres des communautés locales

Faible intérêt des médias locaux

Entraves mises par les autorités locales

Faible réaction des participants

Conditions pour reproduire l'initiative avec succès

Les communautés elles-mêmes ont été associées par l'entremise des représentants de chaque partie prenante concernée au plan local. Toutes ont pu faire des observations, des propositions et des suggestions par le biais du Forum des communautés locales pour le développement durable dont la création est un des résultats de ce programme. Les citoyens membres des communautés locales ont été informés par les médias locaux avant l'ouverture du séminaire et tout au long de son déroulement (ce qui était l'une des exigences spéciales des organisations partenaires locales). Elles ont été également invitées à adresser leurs contributions par courrier électronique, par lettre ou en appelant l'équipe de coordination du projet.

Tous les participants au séminaire sont tenus de partager l'information et l'expérience acquises dans ce cadre avec leurs collègues, amis et partenaires d'affaires.

Il est prévu qu'après chaque séminaire un débat public soit organisé dans les communautés locales, en présence des médias, à propos du programme, mais également à propos des problèmes locaux relatifs à l'environnement, l'économie et les affaires sociales. Ce débat fournira une bonne occasion de rassembler des informations pour des activités similaires futures et pour proposer la notion de viabilité comme solution à certains des problèmes susmentionnés.

La partie finale de chaque séminaire était consacrée à l'élaboration d'un projet conjoint par tous les participants (représentant différentes parties prenantes au sein des communautés locales). Ce projet couvrait la majorité des points soulevés dans le cadre du programme d'éducation et de formation. Les représentants de la Société écologique ENDEMIT assureront la coordination de cette activité. Ces projets devraient se poursuivre en tant qu'activités complémentaires distinctes.

*Pourquoi
considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

Le projet offre les avantages suivants:

- Apport préliminaire puis continu d'informations aux communautés locales par la promotion des interconnexions entre les questions relatives à la dégradation de l'environnement, à l'économie et à la société;
- Explication à la population locale du caractère non viable des schémas actuels d'exploitation des ressources;
- Sensibilisation à la nécessité et l'utilité d'associer tout le monde à la prise des décisions (à commencer par les citoyens de base);
- Promotion de l'égalité de droits de tous les membres de la société et de l'égalité des droits au développement des générations futures;
- Promotion des processus d'intégration à l'échelle de l'UE et du monde;
- Explication des avantages d'un découplage de la croissance économique par rapport à la dégradation de l'environnement et à l'exploitation des ressources;
- Exemples positifs montrés aux communautés locales concernant d'autres pays en transition et pays développés.

Le projet peut aider à promouvoir le développement durable en tant qu'instrument pratique d'une vie meilleure pour tous dans les communautés locales partout dans le monde, tout en préservant la nature et l'environnement à l'intention des générations futures

Ferme interactive

CONTACT	NGO "Natura Balkanika" – Nature Society, Dimitrovgrad 68, Balkanska street, Dimitrovgrad, Serbia Téléphone: +381 063/8427.471 Courriel: balkanika@ptt.yu Internet : www.interaktivnafarma.org Branislav Milic, PhD med. vet.	
SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement Biodiversité Développement rural
DESCRIPTION		
<i>Type</i>	Ce projet bénéficiait du soutien du Centre régional pour l'environnement en Europe centrale et orientale (Bureau de Serbie) et a été intégralement exécuté par l'organisation non-gouvernementale "Natura Balkanika" de Dimitrovgrad. Le développement rapide des sociétés humaines et l'expansion des marchés de consommation ont induit une transformation de l'agriculture traditionnelle en systèmes modernes d'exploitation intensive. Cette situation a provoqué une dégradation de l'environnement naturel et des ressources génétiques nationales. L'idée de ce projet repose sur le fait que de nombreuses espèces locales d'animaux se sont rapidement éteintes et, selon les chiffres de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), jusqu'à 30 % des espèces animales dans le monde sont aujourd'hui menacées de disparition. L'objectif principal de ce projet est de créer un modèle pilote de "ferme interactive" à vocation agrotouristique dans le village de Lukavica afin de préserver et valoriser les ressources génétiques et le patrimoine rural en Serbie.	
<i>Langue(s) de travail</i>	Serbe	
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Organisations non gouvernementales, citoyens/agriculteurs locaux, producteurs de vivres, institutions éducatives (écoles), représentants d'autorités locales, représentants de médias	
<i>Année de commencement & durée</i>	2004/ 1 an	
<i>Budget & sources de financement</i>	8 400 euros – CRE (Centre régional pour l'environnement en Europe centrale et orientale – Bureau de Serbie)	
<i>Acteurs-clés</i>	Organisations non gouvernementales, citoyens/agriculteurs locaux, producteurs de vivres, institutions éducatives (écoles)	



OBJECTIFS	Création d'une "ferme interactive" à vocation agrotouristique; Préservation et valorisation des ressources génétiques et du patrimoine rural en Serbie (mettant en relief les valeurs écologiques, économiques et éthiques de la préservation des ressources génétiques, ainsi que la promotion de la qualité et de la valeur nutritive des gènes locaux);
------------------	---

Promotion des savoirs et talents traditionnels (par des présentations et des activités de formation et d'éducation);
 "Apprendre par l'expérience et la pratique positives", ce qui suppose l'utilisation des potentialités agricoles des zones rurales de Serbie, et promotion des "enseignements tirés de l'expérience";
 Promotion de la vie rurale parmi les jeunes générations en Serbie;
 Création d'un modèle expérimental servant à lancer des idées et concepts analogues

MÉTHODOLOGIE	Création d'un ensemble composé d'une salle d'ethnologie, d'une aire de jeux pour enfants, d'une école d'équitation, d'une école de tissage et d'une boutique de «produits de la ferme », reconstituant ainsi le cycle complet des exploitations agricoles; « Journées portes ouvertes » - organisation de réunions de producteurs agricoles, de consommateurs, de représentants d'autorités locales, d'écoles et de médias et d'autres parties prenantes afin de promouvoir les techniques, les savoir-faire et les produits agricoles traditionnels, ainsi que des conférences sur les mêmes sujets; Promotion de la ferme et de ses produits sur le Web - www.interaktivnafarma.org <http://www.interaktivnafarma.org>. Ce portail sert aussi aux autres agriculteurs de la région à promouvoir leurs propres fermes, produits et moyens d'hébergement
---------------------	---

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Cette "ferme interactive" représente une méthode <i>in situ</i> de préservation des ressources génétiques et de bonne promotion de la préservation de la diversité agrobiologique dans notre pays et dans la région. Ce projet est bénéfique à la préservation et la valorisation des ressources génétiques et du patrimoine rural de Serbie du fait de la mise en place d'un système d'agriculture biologique. Il engage aussi le développement à grande échelle de la production biologique selon des modalités qui favorisent la valorisation des ressources agricoles et conditionnent le développement économique des zones rurales. Organisation de cours d'été et d'hiver sur l'agriculture biologique à l'intention des agriculteurs. Forte participation des médias à la promotion de la production agricole locale et des produits de l'agriculture biologique. Orientation de l'opinion publique en faveur de la protection de la diversité agrobiologique, de la préservation du patrimoine culturel et de l'utilisation viable des ressources naturelles/agricoles. Promotion d'un tourisme rural viable. Création d'une ferme de "commercialisation directe" et offre électronique de produits de l'agriculture et de l'artisanat, ainsi que d'équipements touristiques en zones rurales
<i>Points forts</i>	Présentation d'un modèle pilote de "ferme interactive" qui suscitera le lancement d'initiatives similaires; Promotion de la notion d'agriculture biologique en faisant connaître, notamment par les médias, les produits de cette agriculture parmi les citoyens, en particulier la jeune génération; Favoriser la viabilité économique des zones rurales tout en préservant les ressources génétiques, la nature et le patrimoine culturel;
<i>Problèmes rencontrés</i>	Jusqu'ici, aucun problème sérieux n'est venu entraver la réalisation de ce projet. L'une des principales demandes porte sur une meilleure promotion des objectifs et des activités du projet par rapport à des groupes cibles précis. Pour répondre à cette demande, il faudra des moyens financiers supplémentaires.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Moyens financiers supplémentaires; Équipements agricoles; Intérêt de la part des agriculteurs locaux; Intérêt de la part des communautés locales, des médias, des autorités locales, etc.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Ce projet est un exemple réussi d'éducation au service du développement durable fondée sur la pratique. Il sert aussi à montrer comment le développement durable peut contribuer à la création de moyens de subsistance viables. Il est applicable à tous les pays si l'on tient compte des situations locales. Ce projet a touché différents groupes cibles, notamment des agriculteurs, des représentants des pouvoirs publics, des étudiants, etc. Ses résultats ont fait l'objet d'une vaste promotion dans les médias. Le projet a plus précisément contribué à la création d'une école d'équitation et d'une école de tissage et pourrait contribuer à la création d'un centre pour le développement durable des villages.

Les fleurs de demain sont dans les graines d'aujourd'hui – Projet “Eco-Schools”

CONTACT Primary School “St. Sava”
 Ratka Pesica 113, 37 208 Chitluk, Serbia
 Téléphone: +381 37/692-695 Fax: +381 37/692-695
 Courriel: ossvsava@ptt.yu
 Rados Stefanovic, Director

SECTEURS D'INTERVENTION Éducation/apprentissage Environnement

DESCRIPTION

Type Ce projet a bénéficié du soutien de la Banque mondiale et a été réalisé en coopération avec le Ministère de l'éducation et des sports de la République de Serbie et les autorités locales.
 L'idée de base de ce projet consiste à développer l'éducation en y incluant l'acquisition de connaissances environnementales et écologiques par les élèves. Le projet a réalisé ses objectifs par un programme intensif de conférences sur l'environnement couvrant notamment la biologie, la nature et la société et la communauté scolaire.
 Le Centre de recherche et de documentation socio-écologiques a dispensé aux enseignants de biologie, aux communautés scolaires et aux représentants des établissements une formation au développement de l'éducation en matière d'environnement. Un groupe d'enseignants et d'élèves a été initié à l'utilisation des techniques audiovisuelles pour enregistrer les phénomènes naturels pendant les cours qui se déroulent en dehors de l'école. Outre la communauté scolaire, le projet associe aussi des représentants de la communauté locale, l'Institut municipal de la santé et l'ONG “Eco-Center”. Poursuivant la mise en oeuvre des programmes d'enseignement de la protection de l'environnement dans les écoles, les éco-ateliers ont été l'un des résultats finals du projet.

Langue(s) de travail Serbe

Groupe(s) cible(s) Enseignants, élèves, parents, communautés locales

Année de commencement & durée 2003/ 1 an

Budget & sources de financement 351 916 CSD – Banque mondiale, 152 744 CSD – École, 100 000 CSD – Autorités locales

Acteurs-clés Communautés locales, médias locaux (Radio-Television Krusevac, Plus Television), Institut municipal de protection sanitaire, organisation non gouvernementale Eco-Center, organisation non gouvernementale “Bouleau blanc”, entreprises publiques municipales (installations de recyclage du papier et de traitement des déchets).

OBJECTIFS Amélioration du programme d'enseignement par l'inclusion de l'éducation en matière d'environnement;
 Formation des enseignants à la mise en oeuvre du programme d'éducation en matière d'environnement et formation des élèves à la participation au programme, par l'incorporation de certaines questions dans les matières enseignées;
 Formation des enseignants et des élèves au maniement des outils audiovisuels;
 Incitation des parents, des élèves, des enseignants des écoles partenaires et d'autres représentants des communautés locales à participer à la mise en oeuvre du programme;
 Achat de matériel et d'autres équipements pour les cours sur l'environnement

MÉTHODOLOGIE Conférences et ateliers à l'intention des enseignants et des élèves;
 Enquête par questionnaire sur les enseignants et les élèves;
 Tests d'évaluation des connaissances des élèves;
 Barèmes d'évaluation à l'intention des enseignants et des élèves;
 Entretiens;
 Devoirs des élèves sur papier recyclé;
 Photographies d'activités menées à bien;

Documentation pertinente sur la mise en œuvre du projet

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	Enseignants ayant appris à mettre en pratique leurs connaissances sur l'environnement; Élévation du niveau de connaissances des élèves; Instauration de liens entre les connaissances pratiques et les situations pratiques; Meilleure coopération entre les écoles, la communauté locale et d'autres institutions
<i>Points forts</i>	Meilleure motivation des élèves et des enseignants; Amélioration des relations à l'intérieur des salles de classe; Application pratique des connaissances (papier recyclé et alimentation saine) Meilleure utilisation des manuels de l'enseignant; Application des connaissances acquises à d'autres matières: chimie, nouvelles matières facultatives concernant la protection de l'environnement (Gardiens de la nature et Le monde autour de nous); Équipement des cours d'écoles pour de futures activités en extérieur; Meilleure sensibilisation des élèves à la protection de l'environnement, ce qui contribuera à susciter des comportements favorables à cette protection; Poursuite de la coopération avec les communautés locales et d'autres institutions
<i>Faiblesses & risques</i>	Manque de moyens financiers pour poursuivre les activités scolaires relatives à la protection de l'environnement (le zoo en construction)
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Le projet a servi à enseigner aux élèves, aux parents et aux communautés locales à préserver la nature et à prévenir la pollution de notre cadre de vie. Seul un comportement judicieux à l'égard de la nature permet d'y parvenir.

SLOVAQUIE

Pour une conception de l'éducation en matière d'environnement qui favorise le développement durable dans tous les types d'école en République slovaque, dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie

CONTACT Commission of Ministry of Education and Ministry for the Environment for Education in Sustainable Development
Ministry of Education, Stromova street 1, 813 30 Bratislava
Téléphone: 00421 915 843 742, 00421 2 69 202 225 Fax: 00421 2 69202 268, 004212 59374 229
Courriel: Hilbert@slovanet.sk Internet : www.minedu.sk
Prof. Rndr. Hubert Hilbert Phd.

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement
DESCRIPTION		
<i>Type</i>	Gouvernemental	
<i>Langue(s) de travail</i>	Slovaque	
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	La Commission de l'éducation au service du développement durable est un organe conjoint du Ministère de l'éducation et du Ministère de l'environnement qui regroupe des experts de ces deux ministères, le Groupe gouvernemental d'experts de l'EDD, l'Agence slovaque de l'environnement, l'Institut pédagogique national, l'Académie des sciences slovaque, des ONG, des représentants d'écoles primaires et secondaires et des représentants d'universités dotées de programmes d'études environnementales. La Commission compte au total 14 membres.	
<i>Année de commencement & durée</i>	2006-2010	
<i>Budget & sources de financement</i>	En fonction des budgets des institutions participantes	
<i>Organisations partenaires</i>	Écoles de tous niveaux en République slovaque	
<i>Acteurs-clés</i>	Universités, établissements scolaires régionaux, organisations non gouvernementales, administrations publiques – départements de l'environnement, citoyens slovaques	
OBJECTIFS	Accepter la logique, les objectifs et les conclusions de la nouvelle conception de l'éducation au service du développement durable dans toutes les écoles de la République slovaque et dans l'ensemble de la société; Élaborer la nouvelle conception de l'éducation en matière d'environnement qui favorise le développement durable dans tous les types d'école en République slovaque, dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie; Améliorer la qualité de l'éducation qui favorise l'apprentissage du développement durable dans les écoles; Rénover l'éducation en matière d'environnement actuelle dans les écoles; Prolonger une conception de l'éducation en matière d'environnement conforme à la législation en vigueur en République slovaque en prenant en compte l'éducation qui favorise le développement durable	
MÉTHODOLOGIE	La conception recherchée est conforme aux principales priorités des stratégies du développement durable de la Commission économique européenne et du Gouvernement slovaque. Elle est ouverte aux idées et programmes progressistes de la conception de l'éducation en matière d'environnement établie par la législation en vigueur en République slovaque, ainsi qu'aux priorités, conclusions, buts et évaluations nationaux issus des conférences nationales sur l'éducation en matière d'environnement en République slovaque.	

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

a/ Élaboration de la logique et définition du rôle de l'éducation qui favorise le développement durable dans les écoles de la République slovaque, conformément au système de l'apprentissage tout au long de la vie

Les dimensions éducative, environnementale, économique et sociale, réunies dans leur continuité et leur cohérence globales, sont admises dans les écoles slovaques et dans l'apprentissage tout au long de la vie.

L'éducation qui favorise le développement durable permet l'acceptation de cette cohérence dans la pratique. Elle exercera une influence notable sur le contenu et les objectifs de cette éducation dans des contextes régionaux et locaux, s'agissant des composantes psychologique, cognitive et fonctionnelle de l'éducation.

b/ Pour améliorer la qualité de l'éducation en matière d'environnement, il faut:

Transformer les programmes d'enseignement pour intégrer les progrès de la science et de la technologie et faire face aux mutations économiques, sociales, politiques et environnementales;

Créer les conditions de l'apprentissage moderne, ce qui nécessitera du temps pour mettre en œuvre les méthodes pédagogiques nouvelles.

c/ L'amélioration de l'éducation en matière d'environnement impose:

- de rénover les plans de cours, les programmes d'enseignement et leur contenu en fonction des problèmes locaux, régionaux et mondiaux;

- d'accepter l'approche interdisciplinaire;

- de rénover les manuels actuels et de les compléter sur les questions écologiques et environnementales;

- d'utiliser les systèmes et supports modernes de l'information.

d/ Importance du passage de l'éducation en matière d'environnement à l'éducation au service du développement durable

- Élaborer de nouveaux programmes d'étude pour l'éducation au service du développement durable et les introduire dans les programmes d'enseignement à tous les niveaux et dans tous les types d'écoles; définir la structure et l'ampleur des connaissances exigées dans la pratique;

- Promouvoir les liens et la collaboration entre les écoles de tous niveaux et la pratique du développement durable dans les régions;

- Appliquer et utiliser les conclusions des différents projets et programmes nationaux et internationaux dans l'éducation formelle et informelle;

- Concevoir et mettre en œuvre de nouveaux domaines et programmes d'étude axés sur le développement durable dans les universités;

- Inclure différents sujets et cours relatifs au développement durable dans les programmes d'étude des facultés de sciences de l'éducation;

- Initier au développement durable les fonctionnaires, les responsables régionaux, les cadres et les administrateurs, ainsi que les chefs d'entreprise;

- Créer les conditions d'une éducation générale du public concernant le développement durable

Points forts

Coopération et coordination appropriées des partenaires participants et des organismes publics – objectif réalisé par la création de la Commission qui propose le projet;

Mise en place d'un système uniforme d'information entre les écoles, les organismes de direction, les autorités régionales et les communautés;

Clarté de la logique et des objectifs et transparence de l'éducation au service du développement durable en Slovaquie;

L'éducation au service du développement durable est généralement admise et soutenue et elle aura des effets sur l'ensemble de la société

Faiblesses & risques

Nombre de conditions (temps, moyens matériels, personnel) nécessaires à la réalisation des premières phases du projet national ne sont pas réunies – parce que la législation à cet effet n'est pas encore prête.

- Perspectives:

Phases du programme:

- Modernisation de l'utilisation de l'éducation;

- Élaboration d'un programme national d'éducation au service du développement durable en République slovaque (décembre 2006);

- Élaboration d'un plan d'action pour l'éducation au service du développement durable en République slovaque (décembre 2008);

- Expérimentation de l'éducation au service du développement durable dans des écoles modèles;

- Mise en œuvre de l'éducation au service du développement durable dans l'apprentissage formel et informel, suivi des résultats, réactions (2010).

*Pourquoi
considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

Compte tenu des obstacles qui ont été, ou doivent encore être, surmontés au cours de la préparation et de la mise en oeuvre de la stratégie de l'EDD en République slovaque, à savoir la recherche du modèle optimal de partenariat entre toutes les parties prenantes et la coopération au niveau interdépartemental, l'inclusion des principes inscrits dans la stratégie de Vilnius pour l'EDD dans la stratégie nationale slovaque représente un grand pas en avant et une évolution notable vers l'édification d'une société viable en République slovaque.

Enseignement de la santé environnementale en tant qu'élément de l'éducation au service du développement durable dans les écoles primaires de la région de Sitno

CONTACT Univerzita Mateja Bela, Fakulta prírodných vied, Banská Bystrica, Slovakia, Katedra krajinej ekológie,
Akademická 3, Banská Štiavnica, 96900, Slovakia
Téléphone: 0915 843742, +421 2 69 202 225 Fax: +421 2 69 202 268
Courriel: Hilbert@slovanet.sk Internet : h.hilbert@centrum.sk
Hubert Hilbert Prof.Rndr.Phd

SECTEURS D'INTERVENTION Éducation/apprentissage
Promotion de la santé
VIH/SIDA

DESCRIPTION

Type gouvernemental

Langue(s) de travail slovaque

Groupe(s) cible(s) 2 agents universitaires, 6 enseignants d'école primaire, 80 élèves d'école primaire, 5 étudiants, 80 familles d'élèves concernés vivant dans la région, 3 agents des autorités locales de Stianické Bane, Svätý Anton, Baďan

Année de commencement & durée 2004, 2 ans

Budget & sources de financement Budget public des universités – 5 000 SK (90 livres sterling)

Organisations partenaires Écoles primaires de la région: EP de Stianické Bane, EP de Baďan, EP de Svätý Anton et paroisses de Deunkýš

Acteurs-clés Chercheurs, élèves et leurs familles, maires des localités



OBJECTIFS

- Amélioration des conditions de vie dans la région, ce qui est l'une des conditions les plus importantes du développement durable;
- Réduction des risques d'ordre sanitaire pour la population de la région de Sitno:
 - a/ par un changement des attitudes, des modes de vie des élèves et de leurs parents, ainsi que de l'ensemble des habitants de la région du fait de l'amélioration de la connaissance préalable et de la compréhension des éléments nocifs de l'environnement local replacés dans le contexte général local, régional et mondial;
 - b/ par l'intégration des problèmes à l'éducation, en reliant les scientifiques et les professionnels, les chercheurs des universités et les enseignants des écoles et en organisant les leçons en étroite coopération avec les autorités locales et les parents

des élèves

MÉTHODOLOGIE	- Détecter les problèmes environnementaux dans la région par une analyse systématique du paysage afin d'établir une matrice systémique des relations entre les différents éléments de l'environnement et l'environnement lui-même aux plans local, régional et mondial; - Identifier les problèmes sanitaires locaux au moyen d'enquêtes par questionnaire et d'un service régional d'information sanitaire; - Évaluation statistique des sources de substances nocives et d'éléments dangereux dans les produits alimentaires, et de l'étroite relation qui les lie aux problèmes de santé des élèves et de leur famille; - Utilisation des résultats et leur inclusion à l'enseignement dans le cadre de la rénovation des matières enseignées grâce à un projet global sur l'enseignement scolaire; - Évaluation des changements d'opinion des élèves afin de détecter les effets de la diminution des risques en matière de santé environnementale dans le contexte local des villages de la zone sélectionnée.
RÉSULTATS & ÉVALUATION	
<i>Résultats</i>	Déceler les problèmes connexes de santé environnementale découlant de la configuration climatique, de la température des locaux en hiver et en été, de l'approvisionnement local en eau et de la circulation des déchets, du mode de vie, de l'alimentation et de l'absorption de drogues, y compris l'alcool et le tabac, dans le district, les troubles vasculaires, dermatologiques, neurologiques et oncologiques et leur répartition spatiale par rapport aux facteurs négatifs, le mode de vie et les habitudes.
<i>Points forts</i>	Susciter chez les élèves un vif intérêt pour la question des effets sur leur propre santé et leur environnement, ainsi que par rapport à l'anamnèse, à l'environnement immédiat et au mode de vie de la famille; Développer le travail d'équipe et la coopération entre enseignants dans des rapports interdisciplinaires; Renforcer, quantitativement et qualitativement, les partenariats entre enseignants, élèves, parents et autorités locales
<i>Faiblesses & risques</i>	Faible fiabilité de la signification statistique des résultats concernant le rapport entre les maladies et les aspects négatifs de l'environnement en raison de la mauvaise qualité du système d'information sur l'environnement (la qualité de l'eau et de l'air a été évaluée au moyen de bio-indicateurs et de méthodes indirectes, sans analyse technique de la nature et de la quantité des polluants)
<i>Problèmes rencontrés</i>	Difficulté de déterminer l'état sanitaire de la population parce que les décomptes à l'échelle de toute la République slovaque sont peu transparents au niveau des régions et des paroisses.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Disponibilité des écoles, enseignants et autorités locales concernés, d'une part, mais, d'autre part, manque de locaux pour les leçons relevant du projet et surcharge de travail des élèves (élèves nombreux en classe, matières nombreuses, certains élèves devant venir d'autres localités, etc.).
<i>Questions non résolues</i>	Parallèlement, les évolutions d'opinion n'ont pas été enregistrées de manière satisfaisante par suite de délais trop courts, voire d'erreurs d'exécution, et de l'équipement insuffisant des universités chargées de ce travail.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Bonne incitation à la coopération entre les groupes cibles (université, école primaire, municipalité, parents, reste de la population) créant de bonnes conditions pour la suite du développement du programme, une motivation concrète des groupes impliqués avec la possibilité de voir émerger, aux niveaux individuel et collectif, un rapport à la santé environnementale en tant que condition préalable fondamentale du développement durable, dans l'enseignement comme au niveau pratique.

SUEDE

Prix École viable

CONTACT The Swedish National Agency for School Improvement
Myndigheten för skolutveckling
Karlbergsvägen 77-81
113 35 Stockholm, Sweden
Téléphone: +46 8 52 77 80 00 Fax: +46 8 52 77 80 01
Courriel: skolutveckling@skolutveckling.se Internet : www.skolutveckling.se

Lars-Åke Bäckman, Director of Education lars-ake.backman@skolutveckling.se
Leif Östman, professor, Uppsala university leif.ostman@ilu.uu.se
Elisabeth Aaro Östman, coordinator, Uppsala university elisabeth.aaro-ostman@ilu.uu.se

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Réduction de la pauvreté Égalité des genres Promotion de la santé VIH/SIDA Urbanisation durable Responsabilité des sociétés Économie	Environnement Eau Changements climatiques Biodiversité Prévention des catastrophes Développement rural Consommation durable Tourisme durable Citoyenneté	Droits de l'homme, Paix & sécurité humaine Politique, Réglementation, Gouvernance Compréhension internationale Diversité culturelle Savoirs autochtones Développement Coopération régionale / internationale Fonction de programme scolaire national comme cadre pour les enseignants dans les écoles préscolaires, etc travaillant pour le label
------------------------------------	---	--	---

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Le Prix École viable est décerné par le Gouvernement suédois, conformément à l'approche globale du développement durable (EDD) et de l'éducation au service de ce type de développement. L'organisme public responsable est l'Agence nationale suédoise pour l'amélioration des écoles.
<i>Langue(s) de travail</i>	Suédois
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Le prix est décerné depuis 1999 mais il a été modifié en 2005. En cours
<i>Budget & sources de financement</i>	Tous les frais afférents au Prix École viable sont couverts par le budget de l'Agence nationale suédoise pour l'amélioration des écoles.
<i>Organisations partenaires</i>	Département de la formation des enseignants, faculté des sciences de l'éducation, Université d'Uppsala L'Agence nationale suédoise pour l'amélioration des écoles coopère également avec d'autres acteurs, tels que les municipalités, les écoles, les universités et les associations professionnelles qui interviennent dans l'amélioration de l'éducation.



OBJECTIFS

La finalité de ce prix est de permettre à toute école, y compris les écoles maternelles, ou établissement d'éducation des adultes de devenir un établissement viable. Le prix a une fonction d'appui et d'inspiration en matière d'EDD pour tous ces établissements. Ces derniers doivent, pour recevoir le prix, satisfaire aux critères établis par l'Agence nationale suédoise pour l'amélioration des écoles, qui s'énoncent comme suit:

Dynamisme éducatif:

- Toute l'école est organisée de manière à ce que chaque élève et enseignant puisse participer activement à l'EDD;

- Des procédures sont prévues pour l'introduction et l'implication de nouveaux agents;
 - Une formation en cours d'emploi appropriée en matière d'EDD est dispensée au personnel;
 - L'école diffuse ses expériences en matière d'EDD et coopère avec d'autres acteurs dans ce domaine;
 - Les critères en matière d'EDD tels qu'ils sont énoncés dans les documents de politique générale du pays sont évalués et analysés.
- Des mesures de poursuite du perfectionnement sont spécifiées.

Approche de l'enseignement

Les critères suivants ont trait à la responsabilité qui incombe aux éducateurs d'élaborer de nouvelles approches de l'enseignement pour l'EDD:

- Les élèves et les enseignants participent tous activement à la planification, à l'exécution et à l'évaluation de l'EDD;
- Les autres membres du personnel prennent également une part active;
- Les élèves assument un rôle clair et actif et ont la possibilité d'agir sur leur propre processus d'apprentissage;
- Une coopération continue est instaurée avec la communauté locale;
- Le travail de développement est constamment consigné dans des documents et les critères de l'EDD, tels qu'ils figurent dans les documents de politique générale du pays, sont évalués et analysés. Des mesures de poursuite du perfectionnement sont spécifiées. Ces conclusions sont communiquées à la direction.

MÉTHODOLOGIE

Les méthodes d'enseignement dans une école viable se caractérisent par une approche interdisciplinaire et globale:

- Solution des problèmes et esprit critique; promotion de la compétence concrète;
- Diversité des méthodes d'enseignement;
- Contenus couvrant le passé et le présent, et les perspectives locales et mondiales;
- Processus participatif de prise des décisions;
- Apprentissage reposant sur les réalités

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	À ce jour (et depuis le début de 2005), 30 établissements (préscolaire, obligatoire et deuxième cycle du secondaire) se sont vus décerner le Prix École viable (plus de 60 établissements pour le prix précédent, décerné de 1999 à 2005)
<i>Points forts</i>	Il s'agit d'un vaste projet qui s'applique à de nombreuses activités relevant du système éducatif. Coordination du perfectionnement qualitatif local. Les travaux axés sur ce prix constituent un processus continu: tous les trois ans, les écoles, maternelles et autres, doivent présenter leurs travaux sur le développement en soumettant une nouvelle candidature. Des personnes à contacter sont désignées dans les municipalités pour apporter localement un soutien au groupe cible.
<i>Faiblesses & risques</i>	Seules les écoles qui s'intéressent déjà à ces questions posent leur candidature. Celles qui auraient réellement besoin de se pencher sur ce type de questions ne sont pas intéressées (cela étant, dans certaines municipalités, des décisions sont prises au niveau central par les hommes politiques, les directeurs d'établissement, etc. qui font que toutes les écoles maternelles, obligatoires et de deuxième cycle du secondaire ainsi que les établissements d'éducation des adultes dans les municipalités en question entreprennent des travaux en vue de recevoir le prix).
<i>Problèmes rencontrés</i>	Les enseignants et les directeurs d'établissement qui ne connaissent pas l'EDD ou ne s'y intéressent pas ont des difficultés à intégrer ses objectifs dans les programmes d'enseignement et les cours.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Les écoles maternelles, les écoles obligatoires et les établissements d'éducation des adultes qui entreprennent des travaux en vue de recevoir le Prix École viable acquièrent une perspective interdisciplinaire et globale; ils bénéficient d'un soutien pour l'utilisation systématique du programme d'enseignement national; ils bénéficient également d'une coordination efficace pour un travail de qualité sur le développement, ainsi que de conseils, d'un soutien en matière de TIC et de matériels de référence.

SUISSE

« META-COURS » - Mise en œuvre d'une éducation en vue d'un développement durable dans l'enseignement supérieur

CONTACT GEDUC
13 rue des Rois CH-1204 Genève SUISSE
Téléphone: +41 22 321 73 47
Courriel: alex.dufresne@geduc.org
Internet : www.geduc.org www.nationalforum.ch

Alexandre Dufresne, Directeur

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Recherche / Développement
--------------------------------	-------------------------	---------------------------

DESCRIPTION

<i>Type</i>	non-gouvernemental en collaboration avec le milieu académique
<i>Langue(s) de travail</i>	Français (allemand)
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Universités romandes et suisses
<i>Année de commencement & durée</i>	2005 → l'initiative vise à ce que les META-cours soit généralisée au sein des Universités et assumée par ces dernières d'ici 2014
<i>Budget & sources de financement</i>	Fondations privés et académique dans un premier temps, Universités dans un deuxième temps
<i>Organisations partenaires</i>	Universités et dans certains cas ONG
<i>Acteurs-clés</i>	Les Etudiants et anciens-étudiants : un appel d'offre leur est fait de proposer des thématiques pour chaque enseignement suivi. Les professeurs : les professeurs de domaine distincts sont mis en relations les uns avec les autres découvrant le plus souvent le champ d'activité de leur collègue. Cet échange devrait pouvoir dans certains cas favoriser des collaborations au niveau de la recherche académique sur des enjeux de société à long terme (de par nature interdisciplinaire). L'échange avec la société civile est encouragé et devrait permettre aux thématiques abordées de garder un ancrage dans la réalité.

OBJECTIFS

- Attirer l'attention sur les dimensions environnementales et socio-économique inhérentes à une discipline (mais qui ne sont pas abordées dans le cursus classique) ;
- Favoriser les connaissances sur le contexte social, culturel, politique, environnemental, économique et technique dans lequel les futurs gradués sont amenés à évoluer en privilégiant une réflexion autour de l'éthique de la responsabilité ;
- Encourager la pensée réflexive, critique et créative, etc.
- Relever le caractère complexe et systémique des enjeux liés au DD ;
- Stimuler des collaborations interdisciplinaires entre enseignants aussi bien au niveau de l'enseignement que de la recherche.

MÉTHODOLOGIE

Contexte général: cf. <http://www.geduc.org/home/mission.html> - Autre document cf. Critères META-cours.doc
Les META-COURS ne sont pas des cours supplémentaires, il s'agit d'interventions ponctuelles au sein du cursus classique. Il s'agit d'un concept innovateur qui repose sur un échange entre Facultés et disciplines sur des questions d'ordre éthique, politique, juridique, culturel, technique, économique, social ou environnemental.
Les META-cours ont pour objectif de relever le caractère complexe et systémique des enjeux liés au développement durable et de favoriser, à travers une approche transdisciplinaire, la prise en compte de l'éthique de la responsabilité.
Le principe est simple, pendant une heure ou deux un enseignant invité va intervenir

au sein d'un cours d'une autre Faculté ou discipline que la sienne. Il apportera un éclairage nouveau sur la thématique enseignée et aura pour mission de favoriser une réflexion sur l'éthique de la responsabilité. En plus d'ouvrir l'esprit des étudiants sur ces enjeux, cette démarche devrait encourager les enseignants à intégrer de nouvelles démarches dans leurs cours ou dans leurs recherches. Ce projet implique la participation de 4 ou 5 acteurs différents : l'enseignant responsable du cours semestriel ou annuel, l'enseignant invité, GEDUC et les participants au cours. Des anciens étudiants et la société civile peuvent faire office de cinquième acteur car ils sont encouragés à mettre en avant les lacunes de certains cours pour faire face à la responsabilité que les futurs diplômés doivent assumer envers la société.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	toucher l'ensemble de la population estudiantine par le biais d'au moins un META-cours. Impacts escomptés : Etudiants et enseignants universitaires sensibilisés aux problématiques globales et à l'éthique de la responsabilité.
<i>Points forts</i>	Cette pratique initiée par le projet est conçue de manière à devenir une pratique courante des Universités en matière d'enseignement.
<i>Faiblesses & risques</i>	Il existe deux risques principaux : la difficulté de trouver le temps dans un programme déjà chargé pour un META-cours. Mais il doit s'agir d'une question de priorité, et de bonnes explications doivent pouvoir permettre de convaincre le professeur responsable. Le deuxième risque concerne la participation des étudiants, lorsque le cours est annoncé, nous avons constaté une baisse de présences, les étudiants sachant que ce cours ne fera pas partie de la matière de l'examen. Ce risque peut être supprimé, si nous arrivons à intégrer aux examens des questions ouvertes (bonus ou obligatoire) sur les problématiques abordées dans le cadre d'un META-cours.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	Participative, simple, efficace et peu coûteuse

ONU

“Le nouveau pouvoir du rafting, moteur du tourisme durable”, dans la région de Durmitor (Monténégro) – élaboration et application de la réglementation relative aux skippers de rafting

CONTACT UNDP Montenegro
Beogradska 24b, 81000 Podgorica, Montenegro
Téléphone: +381 81 231251 Fax: +381 81 231644
Courriel: tomica.paovic@undp.org Internet: www.undp.org.yu/montenegro
Tomica Paovic, tourism and entrepreneurship coordinator, UNDP Montenegro

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement	Politique, Réglementation,
	Réduction de la pauvreté	Eau	Gouvernance
	Économie	Biodiversité	Outils et matériels (tels que Médias & TIC)
		Développement rural	
		Tourisme durable	

DESCRIPTION L'un des problèmes identifiés par le projet du PNUD et par les institutions, tant nationales que locales, par l'entreprise publique des parcs nationaux du Monténégro et le parc national de Durmitor, par les professionnels du rafting eux-mêmes et même par le gouvernement monténégrin a trait à l'insuffisance du cadre institutionnel régissant les services de rafting. Le rafting sur le “Tara” est l'une des plus grandes attractions touristiques, en particulier pour les visiteurs étrangers. Or, il n'y avait aucune réglementation claire, ni système de licence, pour les services offerts sur place, ce qui, à long terme, mettait en péril la viabilité et la qualité de cette attraction. Afin d'améliorer les services de rafting, de réduire les risques et de protéger les ressources naturelles du Monténégro, qui revêtent une importance capitale pour le caractère unique et le potentiel touristique du pays, il fallait définir un cadre institutionnel pour ces services, notamment par l'élaboration de normes professionnelles, un programme de formation et des procédures d'octroi des licences. Un groupe de travail composé de trois représentants de prestataires de services, de quatre ministères (du tourisme, de la marine et des transports, de l'environnement et du travail) et quatre autres institutions compétentes (Secrétariat à la justice, Secrétariat aux sports, Direction des parcs nationaux et Service de la navigation du Ministère de l'intérieur) a été constitué, avec l'aide du PNUD, pour se pencher sur la question. Ce groupe de travail a chargé le Centre d'éducation professionnelle de rechercher une solution concrète et détaillée à ce problème. L'élaboration de normes professionnelles et d'un programme national de formation à l'intention des skippers de rafting était une entreprise sans précédent au Monténégro et, avec le concours du bureau du PNUD, les skippers ont pris une part active à l'élaboration et à la mise en oeuvre du programme national de formation qui leur était destiné.

Année de commencement & durée Déc2005 – mai 2006

Budget & sources de financement 18.000,00 US\$



OBJECTIFS L'objectif principal était de renforcer les capacités des skippers; de les associer aux délibérations des groupes de travail; de poser les bases d'un programme de formation à leur intention et de l'appliquer; d'organiser la formation; de déterminer les institutions compétentes pour leur accorder des licences (en l'occurrence les autorités portuaires nationales) et enregistrer leurs entreprises; et de certifier 15 skippers.

MÉTHODOLOGIE Analyser la situation actuelle du rafting au Monténégro, notamment:

1. Cadre juridique existant, recensement des lacunes éventuelles et recommandations concernant les mesures qui s'imposent;
2. Entretiens avec tous les ministères et institutions compétents (parcs nationaux, municipalités, etc.);
3. Entretiens avec les prestataires de services de rafting et autres parties prenantes identifiées au cours de ce processus;
4. Constitution d'un groupe de travail qui a tenu cinq réunions;
5. Transfert de données d'expérience et de connaissances acquises par la région en ce qui concerne les services de rafting.

Partant de l'analyse ci-dessus et des expériences pertinentes d'autres pays de la région, un programme de formation a été élaboré.

Un atelier a été organisé pour examiner avec toutes les parties prenantes les conclusions concernant la situation actuelle.

Un programme de formation a été organisé à l'intention de 15 skippers; des essais ont permis de tester les candidats et d'évaluer le programme; une procédure de délivrance et de coordination des licences a été définie pour les skippers qui ont passé avec succès les examens du programme de formation.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats Résultat final: * amélioration de la qualité des services; * augmentation des possibilités d'activité rémunératrice pour les skippers; * satisfaction générale et ferme conviction quant à la nécessité de travailler ensemble en partenariat; * 35% du nombre total de skippers au Monténégro ont été formés et ont obtenu leur licence dans le cadre de ce programme; meilleure compréhension entre les autorités des parcs nationaux où sont organisées la plupart des excursions en rafting; * les professionnels du rafting ont pris conscience de l'utilité d'une mise en commun des problèmes et des intérêts et de la nécessité de s'accorder sur un partage des responsabilités et des avantages dans des initiatives mutuelles; * ce programme national permettra de former des générations successives de skippers; * sensibilisation accrue aux principes de la viabilité et à l'importance de l'interprétation de la nature pour la qualité des services offerts.

Points forts 1. * Dans le cadre de ce projet, le gouvernement a invité les skippers à participer aux délibérations des groupes de travail et le Ministère du tourisme a pris conscience de la nécessité de promouvoir leurs services, qui sont l'une des attractions les plus précieuses dans le pays; * il est prévu dans le projet que les représentants des professionnels du rafting seront associés aux activités futures des groupes de travail gouvernementaux. 2. Les médias ont accordé une attention considérable à ce projet. Ils ne se sont pas contentés de copier/coller des communiqués de presse pour informer le public d'une vague activité de formation loin dans le nord: grâce au formidable travail effectué entre le 16 mai et le 16 juillet, la couverture médiatique a conféré une force particulière à cette histoire.

Faiblesses & risques Le Tara représente le parcours de rafting le plus intéressant sur la frontière entre le Monténégro et la Bosnie. Étant donné que le projet ne porte que sur les réglementations et les politiques du Monténégro, il risque d'y avoir un déséquilibre de l'état du droit entre les deux pays, qui peut se traduire par des différences dans les politiques de sécurité et de qualité des services. Le touriste ne fait pas de différence entre les deux rives du fleuve, aussi est-il très important que les normes de sécurité et de qualité des services soient équivalentes des deux cotés.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique? Ce projet illustre un enseignement tiré de la plupart des projets de développement, à savoir que les grandes mutations stratégiques ont toujours besoin d'un déclic initial. Ces déclics sont souvent provoqués par de petits projets pilotes qui peuvent avoir de grands effets s'ils sont pertinents et bien exécutés. Tel est le cas du projet actuel - le moteur est lancé! Grâce à cette campagne, les décideurs sont à présent tout à fait conscients de la nécessité de s'attaquer au problème au lieu de l'ignorer ou de le repousser, si bien qu'il y aura un cadre institutionnel pleinement opérationnel pour les services de rafting avant la saison d'été de 2007. Toujours à cet horizon, toute

personne qui, au Monténégro, voudra gagner sa vie en tant que skipper de rafting sera tenue d'obtenir une licence conforme aux normes internationales/locales. Le projet a eu d'importantes répercussions aux plans national et local. Au plan national, la réglementation a été établie et au plan local la qualité des services s'est améliorée et les revenus ont augmenté. Le revenu total tiré des services de rafting en 2005 était bien supérieur à celui de 2004 (le nombre de touristes a doublé), atteignant un montant estimatif de 1 056 364 euros (740 200 euros de revenus directs et 316 164 de revenus indirects).

Ateliers d'orientation sur l'avenir de nos enfants

CONTACT

WHO Europe
8, Scherfigsvej, DK 2100 Copenhagen
Téléphone: +45 39 17 1289 Fax: +45 3917 1878
Courriel: lul@euro.who.int
Internet : www.euro.who.int/eprise/main/WHO/progs/ehp

Dr. Lucianne Licari, Regional Adviser, Environment and Health Coordination and Partnerships

SECTEURS D'INTERVENTION

Éducation/apprentissage Promotion de la santé	Environnement Eau Changements climatiques	Politique, Réglementation, Gouvernance
--	---	---

DESCRIPTION

Type	Organisation internationale, institution spécialisée des Nations Unies
Langue(s) de travail	Anglais
Groupe(s) cible(s)	Ministères nationaux de la santé et de l'environnement, autres secteurs tels que les transports, les autorités locales, l'éducation, la jeunesse, les experts nationaux, les ONG qui s'occupent de santé des enfants, les produits chimiques, l'environnement et l'éducation Environ 35 participants par atelier
Année de commencement & durée	Février 2006 – en cours
Budget & sources de financement	Projet soutenu par le Bureau régional pour l'Europe de l'OMS et la DG Sanco de la Commission européenne, exécuté dans les pays participants
Organisations partenaires	Certains instituts nationaux de santé publique et environnementale
Acteurs-clés	Les ateliers sont organisés en collaboration avec les ministères nationaux de la santé et de l'environnement, les points focaux nationaux pour l'environnement et la santé et le bureau de pays de l'OMS, le cas échéant.



OBJECTIFS

Lors de la quatrième Conférence ministérielle sur l'environnement et la santé, tenue à Budapest en 2004, les pays ont pris un certain nombre d'engagements dans le cadre du Plan d'action sur l'environnement et la santé des enfants pour l'Europe (CEHAPE). Ce projet aide les pays à mettre leurs engagements en pratique. Les ateliers ont pour objet d'aider les décideurs à organiser la protection des enfants contre les risques sanitaires liés à l'environnement, en réunissant les multiples secteurs concernés et en les aidant à identifier les données nécessaires, les priorités du pays et les principales mesures institutionnelles qui s'imposent, ainsi que les principales activités, entités et compétences nécessaires pour les entreprendre. Les ateliers font appel à une

approche ouverte et pluridisciplinaire encourageant la participation des experts de différents secteurs et à différents niveaux, pouvoirs publics, secteur privé et parties prenantes concernées dans le domaine de la santé infantile, des produits chimiques, de l'environnement et de l'éducation.

MÉTHODOLOGIE	Tables rondes de présentation des activités déjà en cours; Explication du contexte international et national des engagements prévus dans le CEHAPE; Information de base sur les approches de la mise en oeuvre adoptées par d'autres pays; Présentation par le ministère de l'état d'avancement de l'exécution du plan d'action sur l'environnement et la santé; Conférence sur l'importance de la communication, tant interne qu'externe, lors de l'élaboration d'un plan d'action national sur l'environnement et la santé; Groupes de travail examinant les clans, stratégies et plans d'action existants de réduction de la morbidité et de la mortalité parmi les enfants, et la marche à suivre dans ce domaine; Panels de discussion pour identifier les priorités des plans nationaux; Séquences vidéo montrant, par exemple, les annonces publiques faites dans les pays sur les questions d'environnement et de santé, à titre d'objets de débat et de sources d'inspiration; Manuels et affiches à la disposition des participants – en anglais, russe et allemand pour l'instant et en cours de traduction par certains pays dans leur propre langue (macédonien et slovaque, par exemple); Cyber-carte de suivi de la mise en oeuvre; les pays adressent leurs données actualisées selon un modèle préétabli
---------------------	---

RÉSULTATS & ÉVALUATION

<i>Résultats</i>	La plupart des pays participants sont en train d'élaborer de nouveaux plans ou de réviser les plans existants afin de les centrer sur la santé environnementale des enfants; La plupart d'entre eux se sont dotés de comités intersectoriels chargés de piloter ce processus; Des efforts ont été faits pour accroître l'information disponible sur la santé et l'environnement des enfants; Les ateliers ont renforcé dans toute la région européenne la participation aux travaux de l'Équipe spéciale du CEHAPE, à laquelle les points focaux officiels sur l'environnement et la santé font désormais régulièrement rapport à propos de la mise en œuvre des engagements; Les pays font état d'un regain d'intérêt et d'engagement pour la mise en œuvre du CEHAPE, ainsi que d'une multiplication des activités à cet effet; Des groupes intersectoriels sont constitués pour intégrer la santé infantile à toutes les politiques. « Une proposition de projet a été rédigée et communiquée aux organisations internationales compétentes, les activités relatives au CEHAPE sont devenues plus innovantes et le groupe de travail national a poursuivi son action dans une atmosphère plus positive. » (Serbie)
<i>Points forts</i>	L'un des atouts de ces ateliers tient à leur fonction de catalyseur externe assurée en l'occurrence par le Bureau régional pour l'Europe de l'OMS. Les États membres invitent l'OMS à organiser un atelier. Laisser une entité extérieure réunir de multiples secteurs pour examiner un objet commun peut se révéler moins difficile, et plus impartial, que de confier cette tâche à l'un des principaux acteurs nationaux. « L'atelier de formation a contribué à sensibiliser les différentes parties prenantes. Des actions spécifiques en faveur de l'enfance susceptibles d'être ajoutées aux plans d'action nationaux révisés sur l'environnement et la santé ont été identifiées, engageant ainsi le début de la mise en oeuvre du Plan d'action sur l'environnement et la santé des enfants pour l'Europe. » (Malte)
<i>Problèmes rencontrés</i>	La question des délais est importante dans le parcours politique de ce type d'engagements, et il est difficile de trouver la bonne formule. Cela étant, dans la mesure où c'est chaque pays concerné qui fixe la chronologie, les ateliers ont eu jusqu'ici un effet pour l'essentiel très positif.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Engagement du ministère hôte; Matériels disponibles avant, pendant et après; Expérience à partager, afin que l'écoute soit suivie d'une discussion de groupe;

Chaque pays est différent et aucun schéma ne convient à tous: les participants savent quelles sont leurs priorités;
Les groupes de travail débattent dans leur propre langue, d'où une communication totale;
Accord sur les étapes pratiques suivantes avant la clôture de l'atelier.

*Pourquoi
considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

Les ateliers de formation ont permis d'établir une communication approfondie entre les représentants de divers secteurs et d'identifier les grandes activités nécessaires, les principaux acteurs et les données requises pour la mise en oeuvre d'un plan d'action durable sur la santé et l'environnement des enfants. Chaque groupe a identifié les besoins et les problèmes existants aux niveaux communautaire et national et continuera de s'employer à leur trouver des solutions.

Les différentes méthodes utilisées pendant la formation ont aidé à élaborer une stratégie de communication dans les deux sens, couvrant les expériences et les besoins spécifiques du pays considéré.

Les ateliers ont accru la prise de conscience des risques environnementaux et de leurs effets sur la santé. Une fois les actions définitivement établies, la nouvelle structure continuera d'offrir ses services pour aider à faire face aux facteurs de risque en matière d'environnement et de santé pour les enfants.

Voir carte de mise en œuvre sur: <http://www.euro.who.int/eehc>

ORGANISATIONS GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES & ONG

Consultation et participation des ONG à l'élaboration de la Stratégie de la CEE/ONU pour l'éducation au service du développement durable

CONTACT European ECO-Forum – Pan-European Coalition of Environmental Citizens
Organisations working in the UNECE region and focusing on environment and sustainable development
ECO-Accord P.O.Box 43, 129090 Russia
Téléphone: ++7 (495) 624-4004 Fax: ++7 (495) 624-40-63
Courriel: velias@mail.ru Internet : www.eco-forum.org

Victoria Elias, Chair of European ECO-Forum Coordination Board, Education Issue Group Coordinator

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Citoyenneté	Politique, Réglementation, Gouvernance Outils et matériels (tels que Médias & TIC) Coopération régionale / internationale Participation publique dans l'élaboration de politiques et de processus de décision d'EDD
--------------------------------	-------------------------	-------------	--

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Non gouvernemental
<i>Langue(s) de travail</i>	Anglais
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	ONG s'occupant d'environnement/éducation, universitaires, éducateurs – directement Organismes publics, entreprises, différents autres acteurs intervenant sur les questions d'EDD – indirectement (en tant que destinataires de l'information)
<i>Année de commencement & durée</i>	2004– 2005 (une année)
<i>Budget & sources de financement</i>	Plus de 30 000 euros pour la conférence et la consultation Contributions en nature des parties prenantes directement concernées, sous forme de documents de base, d'analyses d'information, de facilitation d'ateliers, d'exposés, etc. Financement par les gouvernements danois, néerlandais, suédois, britannique et italien et par la CEE/ONU (frais de voyage de plusieurs participants à la conférence préparatoire et participation de représentants d'ECO-Forum aux séances officielles)
<i>Organisations partenaires</i>	Toutes les éco-ONG de la région de la CEE/ONU participant à l'ECO-Forum européen, universités et établissements de recherche européens partenaires, l'ONG lituanienne AAPC (Centre des politiques environnementales) en tant qu'organisateur local de la Conférence ECO-Forum à Vilnius
<i>Acteurs-clés</i>	Organisations non gouvernementales, universitaires (étudiant les questions d'EDD) et éducateurs (maîtres d'école et professeurs d'université): ont participé au processus officiel de rédaction de la Stratégie de l'EDD, à la discussion par voie électronique du contenu de cette stratégie et à la conférence préparatoire des ONG en vue de la Réunion de haut niveau sur l'EDD, fourni des analyses des documents présentés, participé à la discussion de la position et des recommandations des ONG, présenté des exemples de bonnes pratiques tirés de leur expérience de l'EDD au cours de la manifestation parallèle et débattu des possibilités et stratégies de poursuite de l'action en faveur de l'EDD et de participation à la mise en oeuvre des politiques et des pratiques aux niveaux régional, sous-régional, national et local. Organisations non gouvernementales: ont joué un rôle-clé dans la rédaction de la Stratégie au nom de l'ECO-Forum, la coordination, la diffusion de l'information, les observations sur les documents officiels et le plaidoyer auprès des décideurs. Universitaires: ont partagé leurs connaissances tirées aussi bien de la théorie que de l'expérience pratique des éducateurs et des ONG. Éducateurs: ont partagé leur expérience pratique en matière d'EDD et participé à une manifestation parallèle ainsi qu'aux discussions sur le contenu de la Stratégie. Entreprises, organismes publics, médias, autres secteurs: ont reçu des ONG une information sur le processus, les documents essentiels y relatifs et son évolution

Discussion en petits groupes à la conférence préparatoire de Vilnius – les politiques d'EDD exigent une mise en œuvre rapide et réussie aux niveaux national et local. Les ONG et les professionnels de l'éducation doivent intervenir de manière dynamique dans ce processus – comment faire pour qu'il en soit ainsi?



OBJECTIFS

Contribution à l'élaboration de la Stratégie d'EDD de la CEE/ONU et à la sensibilisation à cet égard des différentes parties prenantes (ONG, universitaires, éducateurs, entreprises, divers autres acteurs intervenant sur les questions d'EDD), facilitant ainsi une intervention plus active de ces entités au processus d'élaboration, d'adoption et d'application de la Stratégie;

Plaidoyer en faveur de l'adoption et de la mise en œuvre de la Stratégie à tous les niveaux;

Élaboration et communication de la contribution des parties prenantes à la Réunion de haut niveau de la CEE/ONU sur l'EDD, en ce qui concerne plus particulièrement:

- La mise en œuvre de la Stratégie et les éléments nécessaires à son efficacité;
- La participation des différentes parties prenantes au processus de mise en œuvre et l'instauration de partenariats;
- L'amélioration des liens entre la Stratégie de la CEE/ONU sur l'EDD et d'autres processus en cours dans la région;
- Le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie;
- La mise en commun des bonnes pratiques en matière d'EDD.

MÉTHODOLOGIE

Le processus a été annoncé à grande échelle dans les sous-régions de la CEE/ONU, par voie de bulletins électroniques et imprimés, il a été présenté à l'occasion de diverses manifestations et conférences liées à l'EDD et une liste électronique spéciale de publipostage et de discussion (listserve) a été établie. Les résultats de toutes les réunions officielles et consultations ont été publiés et discutés par ce moyen. Les observations et les positions des ONG et des professionnels de l'éducation ont été présentées au cours des réunions officielles. Les décisions en matière de participation et de représentation ont été prises de manière participative et transparente. Les dernières informations disponibles étaient publiées au moyen de cette liste, y compris le texte des documents et les renseignements connexes. Le bulletin général d'ECO-Forum a constamment servi de support pour ces annonces.

Les déclarations/proposition/observations de politique générale ont été examinées et adoptées par consensus.

La participation à la conférence préparatoire de Vilnius a été définie selon des critères annoncés à l'avance, qui respectent, entre autres, l'équilibre entre les régions, entre hommes et femmes et entre l'environnement et l'éducation et tiennent compte de l'expérience en matière d'EDD.

Différentes techniques de travail de groupe ont été utilisées au cours de la conférence pour accroître l'efficacité des débats, notamment en établissant et distribuant des documents de synthèse sur les questions examinées, en organisant des discussions par petits groupes et des opérations "manèges", etc.

Des présentations utilisant des outils informatiques et télématiques ont servi à mieux visualiser les débats.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

L'ensemble du processus de plaidoyer et de contribution à l'EDD est devenu un excellent outil d'apprentissage, d'instauration de partenariats, de partage des expériences et de promotion de l'EDD à tous les niveaux. L'ECO-Forum européen mène des activités de plaidoyer et de soutien en faveur de la Stratégie d'EDD de la CEE/ONU depuis les préparatifs de la conférence ministérielle sur un environnement

pour l'Europe tenue à Kiev en 2003. Dans le cadre du processus d'élaboration de ladite stratégie, ECO-Forum a organisé des consultations électroniques d'ONG à propos du projet de document final ainsi qu'une vaste campagne d'information et de sensibilisation à la Stratégie pour toutes les parties prenantes intéressées. Il a aussi représenté la communauté des ONG aux réunions de l'Équipe spéciale de la CEE/ONU sur l'EDD. Des experts d'ECO-Forum ont fait partie du groupe de rédaction chargé d'élaborer le projet de stratégie, ce qui a permis d'incorporer à ce dernier, ainsi qu'aux documents connexes, les vues et recommandations des ONG et des professionnels de l'éducation.

Après la décision prise par le Comité des politiques environnementales de la CEE/ONU (octobre 2004) de présenter la Stratégie, pour adoption, à la Réunion de haut niveau des ministres de l'environnement et ministres de l'éducation de la région, ECO-Forum a continué de participer activement aux activités de préparation et de plaidoyer en faveur de l'adoption et de la mise en oeuvre de la Stratégie aux niveaux tant régional qu'à celui des divers pays.

Les listes électroniques d'ECO-Forum ont permis de constater que les ONG et les professionnels de l'éducation étaient très soucieux de participer activement à la Réunion de haut niveau et de contribuer au débat sur les mesures propres à assurer une mise en oeuvre plus efficace de la Stratégie, ainsi que de présenter des études de cas intéressantes sur leur expérience en matière d'EDD dans différents États membres de la CEE/ONU.

ECO-Forum a organisé une conférence préparatoire des ONG, facilité la participation et la contribution des ONG, des universitaires et des éducateurs à la Réunion de haut niveau des ministres de l'environnement et ministres de l'éducation sur l'éducation au service du développement durable et organisé une manifestation parallèle sur le thème "Partager les bonnes pratiques en matière d'EDD pour appuyer la mise en oeuvre de la Stratégie d'EDD de la CEE/ONU", tenue à Vilnius (Lituanie) du 16 aux 18 mars 2005. La conférence préparatoire a adopté deux déclarations, l'une sur la mise en oeuvre de la Stratégie et l'autre sur les indicateurs de l'EDD, qui ont été présentées à la Réunion de haut niveau. Les participants sont également convenus de continuer de coopérer et de participer activement à la mise en oeuvre de la Stratégie ainsi que de poursuivre la collaboration des ONG et autres parties prenantes en matière d'EDD dans la région.

Le processus préparatoire, la Conférence et la manifestation parallèle sur les bonnes pratiques ont été jugés très utiles par les ONG, les éducateurs et les représentants officiels des pays de la région de la CEE/ONU.

Points forts

Le plaidoyer, les consultations et la participation au processus d'élaboration des politiques en matière d'EDD offrent une occasion unique d'apprentissage allié à la promotion de l'apprentissage dans ce domaine. Différents acteurs, secteurs et experts qui y participent mettent en commun leurs atouts et leurs expériences et apprennent les uns des autres à différents niveaux: contenu, théorie et pratique de l'EDD, élaboration et mise en oeuvre des politiques, techniques de sensibilisation, etc. La participation active et la contribution de fond à des processus d'élaboration de ce type peut être très avantageuse au niveau de la coopération et de l'action internationales, interrégionales, nationales, etc. Les parties prenantes expriment leurs points de vue, partagent leurs expériences, se tiennent constamment informées et apportent leur contribution à l'élaboration des politiques au stade de la rédaction et de la négociation. Les experts des ONG veillent à ce que les vues des parties prenantes soient intégrées aux documents officiels et ils informent les parties prenantes de l'évolution du processus. Ainsi, ce dernier incorpore l'expérience pratique et les connaissances d'un vaste public. La prise en considération des vues des parties prenantes contribue aussi à réduire les risques au stade de la mise en oeuvre. De nouveaux partenariats s'instaurent. Une nouvelle coopération se développe.

Faiblesses & risques

Le modèle retenu pour la sensibilisation du public et sa participation aux activités de plaidoyer, de promotion et de prise des décisions nécessite au préalable l'acceptation officielle des ONG/parties prenantes dans le processus, une assurance de financement de la participation et un niveau élevé de compétence des ONG/universitaires/éducateurs pour faciliter le processus et apporter des contributions au niveau du contenu. L'anglais n'est pas encore la langue de travail d'absolument tous les pays de la région. Faute de ressources suffisantes, seule la traduction consécutive en russe a pu être assurée et aucune traduction en français n'a été possible.

Conditions pour reproduire l'initiative avec succès

Un processus de consultation de ce type serait extrêmement bénéfique à tous les niveaux. Pour maintenir le niveau d'intérêt et la participation des parties prenantes essentielles en matière d'EDD dans la région, ainsi que le rôle dirigeant et la fonction de coordination des ONG (coalition) en tant que secteur le plus engagé dans la

coopération des parties prenantes, et les activités de plaidoyer et de promotion, il faut de la disponibilité, des contributions volontaires et l'engagement résolu de différents secteurs.

*Pourquoi
considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

L'ensemble de ce processus a contribué à la définition du contenu et à la promotion de la Stratégie, à l'amélioration de la compréhension et de la coopération entre différentes parties prenantes, au lancement de nouveaux projets concrets d'EDD, à une plus grande sensibilisation aussi bien aux politiques qu'aux bonnes pratiques en matière d'EDD dans la région et au soutien à la mise en oeuvre de la Stratégie au niveau national.

La coopération se poursuit à différents niveaux et une approche similaire peut servir sur d'autres plans et pour d'autres aspects de l'EDD et des politiques de développement durable à différents niveaux.

Les parties prenantes concernées ainsi que les responsables officiels ont grandement apprécié les résultats de ce processus.

Les activités d'élaboration des politiques, de plaidoyer et de promotion en faveur de la Stratégie de l'EDD ont constitué pour les parties prenantes concernées un vaste processus concret d'apprentissage

Réseau international décentralisé "Initiatives Environnement-École/ENSI"

CONTACT

International ENSI Secretariat:

Adry Nienhaus van Lint

SLO

P.O. Box 2041, 7500 CA Enschede, The Netherlands

Phone: + 31 53 4840 882

Email: A.NienhausvanLint@slo.nl

Internet: www.ensi.org

Dr. Günther Franz Pfaffenwimmer (President of ENSI)

Austrian Federal Ministry of Education, Science and Culture

Subdept. V/11c, Environmental Education

Minoritenplatz 5, A-1014 Wien, Austria

Phone: +43 1 53120 2532

Fax: +43 1 53120 259

Courriel: guenther.pfaffenwimmer@bmbwk.gv.at

SECTEURS D'INTERVENTION

Éducation/apprentissage
Éducateurs

Environnement

Compréhension internationale
Outils et matériels (tels que Médias & TIC)
Recherche / Développement
Coopération régionale / internationale

DESCRIPTION

Type ENSI est un réseau à caractère gouvernemental.

Langue(s) de travail essentiellement en anglais

Groupe(s) cible(s) Les principaux partenaires d'ENSI sont:

- Gouvernements résolus à améliorer l'éducation en matière d'environnement et l'éducation au service du développement durable;
- Écoles pilotes avec leurs enseignants et élèves;
- Chercheurs et experts;
- Enseignants, éducateurs et leurs étudiants

Les pays membres et les pays associés à ENSI sont: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chine, Corée, Danemark, Espagne, Finlande, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, le Royaume-Uni, Slovaquie, Suède et Suisse.

Année de commencement & durée L'ENSI a été créé 1986, sous l'égide du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) de l'OCDE.

Organisations partenaires UNESCO, CEE/ONU, PNUE, Conseil de l'Europe, UE

Acteurs-clés Voir plus haut: groupes cibles

OBJECTIFS

ENSI (Initiatives Environnement-École) est un réseau international qui a été constitué pour rassembler les initiatives des écoles, des éducateurs et d'autres parties prenantes dans tous les pays du monde afin de promouvoir et de faire comprendre les activités organisées en faveur du développement durable dans les écoles et les communautés qui les entourent.

Depuis près de 20 ans, ENSI apporte son soutien aux évolutions pédagogiques qui favorisent la compréhension des problèmes de l'environnement, les approches actives de l'enseignement et de l'apprentissage et l'éducation à la citoyenneté, par des travaux de recherche, l'élaboration des politiques et les échanges d'expériences et de connaissances au plan international.

MÉTHODOLOGIE

Les principaux domaines d'intervention du réseau ENSI s'agissant des initiatives scolaires en faveur de l'environnement et du développement durable sont les suivants:

- Lancer, coordonner et soutenir les activités de recherche et de développement pédagogiques;
- Publication et diffusion de l'information sur ces activités;
- Promouvoir les échanges, la compréhension et la coopération au niveau international, y compris la coopération avec d'autres organisations et programmes internationaux;

- Formuler des recommandations de politique générale et/ou des déclarations, selon qu'il convient.

Dans les domaines d'intervention ci-dessus, ENSI mène des activités telles que:

- Élaborer et mettre en commun des stratégies et outils de recherche et de développement pédagogiques;
- Organiser au niveau international des ateliers, séminaires et conférences;
- Diffuser l'information sur les expériences approuvées et les programmes étudiés.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Projets récents:

- Learnscapes across the Globe: (Espaces d'apprentissage à travers le monde) Des communautés reconfigurent les locaux scolaires pour permettre une interaction des élèves, des enseignants et des communautés avec l'environnement local (2000 – 2004).
- Réseau SEED, programme Comenius 3, de l'UE: "L'éducation en matière d'environnement en tant que moteur du développement scolaire" (2002 – 2005). Téléchargement à l'adresse: www.seed-eu.net / products / publications.
- Formation des maîtres: Élaboration de programmes d'enseignement axés sur les compétences pour l'éducation au service du développement durable dans les établissements qui assurent la formation initiale et en cours d'emploi des enseignants – le projet CSCT (2004 – 2007).
- Critères de qualité pour les écoles de l'EDD: Élaboration d'une procédure d'application et d'utilisation dans les différents pays de cet ensemble commun de critères de qualité à du mouvement Eco-Schools (2006 -). Téléchargement à l'adresse: www.seed-eu.net <<http://www.seed-eu.net>> / products / publications et www.ensi.org <<http://www.ensi.org>> / publications.
- Publication sur les bonnes pratiques dans le domaine de l'éducation au service du développement durable en Europe, à l'intention des enseignants du premier cycle du secondaire, en collaboration avec le Conseil de l'Europe (2006 – 2007).
- Nouvelle application Comenius 3: "Les écoles en tant que lieu d'édification d'un avenir viable". Développement axé sur la collaboration de l'école avec les communautés et les chercheurs et sur l'utilisation des TIC (2007 – 2010).

Pour plus de détails, voir www.ensi.org

*Pourquoi
considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

ENSI a accumulé 20 années d'expérience des réseaux internationaux et a acquis une compétence dans ce domaine. Il est donc prêt et disposé à offrir sa coopération et à accueillir et soutenir les initiatives (internationales) d'EDD.

Stratégie du développement durable “Développement durable – Nouveaux repères pour les pays nordiques”

CONTACT Nordic Council of Ministers
 St. Strandstraede 18, DK 1255 Copenhagen K, Denmark
 Téléphone: +45 3396 0200 Fax: +45 3396 0202
 Courriel: lb@norden.org Internet :www.norden.org

Loa Bogason

SECTEURS D'INTERVENTION Coopération régionale / internationale

DESCRIPTION

Type Gouvernemental

Langue(s) de travail Langues nordiques: danois, suédois, norvégien

Groupe(s) cible(s) Coopération gouvernementale

Année de commencement & durée 2001 - 2020

Budget & sources de financement Une petite partie du budget du Conseil des ministres nordique (125 millions d'euros) est consacrée au développement durable

Acteurs-clés Participation des acteurs concernés. Il faut que tous les acteurs, notamment les autorités locales, les entreprises commerciales et industrielles et les ONG, participent activement à l'élaboration de la stratégie et soient responsables de sa mise en oeuvre. Au cours des négociations, ces acteurs ont été consultés, dans un souci d'ouverture et de transparence. De ce fait, la société civile sera en mesure d'évaluer les réussites et les échecs sur le plan de la mise en oeuvre. Plusieurs conférences, séminaires et ateliers ont été organisés.

OBJECTIFS

Une stratégie nordique du développement durable

Les premiers ministres des pays nordiques et le Conseil nordique ont adopté la stratégie intitulée « Développement durable – Nouveaux repères pour les pays nordiques ». Cette stratégie est entrée en vigueur le 1er janvier 2001 et sa version révisée le 1er janvier 2005. La stratégie définit les objectifs à long terme des pays nordiques en matière de développement durable à l'horizon 2020 ainsi que les objectifs à atteindre et les initiatives à entreprendre au cours de la période 2005-2008 pour atteindre les objectifs à long terme relatifs à un certain nombre de secteurs et de domaines d'intervention.

L'une des nouvelles initiatives de la stratégie révisée, inscrite au chapitre 3 relatif à la dimension sociale, fait l'objet de la rubrique 3.6, Enseignement et recherche, qui désigne l'enseignement et la recherche comme l'une des conditions préalables du développement durable et fait l'historique des initiatives de la décennie précédente.

Elle définit les objectifs suivants:

Objectifs à long terme (horizon 2020):

L'objectif général à long terme devrait être d'assurer la poursuite du développement du modèle nordique de protection sociale par la promotion de l'éducation au service du développement durable dans le cadre d'un apprentissage tout au long de la vie.

Les efforts d'éducation dans ce domaine doivent avoir pour but de doter tous les individus des qualifications nécessaires pour générer le type de développement de la société qui permet aux générations actuelles de satisfaire leurs besoins sans compromettre la satisfaction des besoins des générations futures. Il en découle que:

- Les établissements d'enseignement préscolaire, obligatoire et de second cycle du secondaire doivent s'employer à faire en sorte que tous les élèves acquièrent les compétences, les valeurs et les qualifications nécessaires pour devenir des citoyens actifs, démocrates et responsables, capables de prendre des décisions par eux-mêmes et de participer à la prise des décisions à divers niveaux communautaires afin d'édifier une société viable.
- Les étudiants qui ont achevé leurs études supérieures doivent avoir acquis des qualifications et des savoir-faire correspondant à leur vie professionnelle future et à leurs rôles de décideurs.

- L'enseignement supérieur doit également participer activement, aux plans local, national et international, à la promotion de la connaissance et de la capacité à soutenir activement le développement durable par des activités de recherche et d'enseignement menées en collaboration avec l'ensemble de la communauté.
- L'éducation des adultes doit doter les individus des moyens de prendre en main leur propre vie, de participer activement au développement social et de prendre conscience des impératifs du développement durable.

Ceci suppose que les lois, les ordonnances, les programmes et les plans de cours aient au préalable intégré la perspective du développement durable et que les enseignants aient les moyens appropriés d'intégrer le développement durable à leur activité.

Objectifs et initiatives pour 2005–2008

L'objectif général pour cette période devrait consister à poursuivre le développement du modèle nordique de protection sociale en favorisant l'intégration de l'éducation au service du développement durable dans les systèmes éducatifs nordiques dans le cadre d'un apprentissage tout au long de la vie.

Cet objectif peut être réalisé en facilitant une compréhension plus fine des enjeux par les citoyens et en renforçant leur capacité d'intervention, ce qui implique les éléments suivants:

- Promouvoir le perfectionnement professionnel des personnes travaillent dans les systèmes éducatifs nordiques, notamment par des activités de sensibilisation aux enjeux du développement durable à l'intention des responsables, chefs d'établissement et autres catégories de personnel.
- S'employer à faire en sorte que l'éducation permanente sur les enjeux de la viabilité soit accessible à l'ensemble des travailleurs et concevoir des stratégies d'introduction des connaissances et des qualifications relatives au développement durable dans la planification, la gestion, la construction et la production partout dans la société.
- Encourager la collaboration entre les chercheurs et les agents de terrain nordiques en vue de renforcer l'éducation au service du développement durable.
- Créer des possibilités de production commune de matériels et de forums pédagogiques en coordonnant et en appuyant des projets appropriés soutenus par les pays nordiques. Ces projets devraient être adaptés à la langue et au calendrier scolaire de chaque pays et donner aux enfants nordiques la possibilité de communiquer et de débattre du développement durable par des moyens électroniques.

Pour le texte de la stratégie, voir www.norden.org/baeredygtig_udvikling/uk

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Coopération entre les gouvernements nordiques à propos du développement durable

L'apprentissage de la viabilité – des élèves en débattent sur l'Internet

CONTACT	WWF-UK WWF-UK, Panda House, Weyside Park, Godalming, Surrey, GU7 1XR Téléphone: +44 (0)1483 412488 Courriel: pkendell@wwf.org.uk Internet : www.wwflearning.org.uk Patricia Kendell – Education Officer WWF-UK
SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Outils et matériels (tels que Médias & TIC) Recherche / Développement
DESCRIPTION	L'apprentissage de la viabilité – des élèves en débattent sur l'Internet Dans un monde en évolution rapide, il est impératif d'avoir une vision et une stratégie de la viabilité. Si nous voulons apporter une contribution positive à la communauté locale et mondiale, pour aujourd'hui et pour demain, nous devons nous doter des connaissances, des compétences, des valeurs et des attitudes appropriées. L'un des biais par lesquels l'Unité de l'éducation formelle du WWF-Royaume-Uni s'attaque à ce problème consiste à élaborer un programme de soutien aux écoles qui place la viabilité au cœur des communautés scolaires du Royaume-Uni. La pratique de l'enseignement et de l'apprentissage est un élément clé à cet égard et WWF-Royaume-Uni a donc mis au point des directives de planification, des activités scolaires modèles et des événements en ligne à l'intention des élèves afin d'aider les enseignants à planifier l'inclusion de l'EDD. Ces ressources font appel à une méthode active d'apprentissage que nous avons baptisée <i>Apprentissage de la viabilité</i>. Elles portent sur des enjeux réels, reliés aux programmes d'enseignement, sur un support interactif qui permet aux élèves d'acquérir et de mettre en pratique des talents tels que l'esprit critique, l'évaluation des preuves et l'appréciation des points de vue différents. Élèves en ligne WWF-Royaume-Uni organise depuis plusieurs années sur l'Internet des débats en ligne, protégés par mot de passe et régulés par un modérateur, à l'intention des enfants âgés de 9 à 11 ans. Événements ponctuels au départ, ces débats sont actuellement intégrés à des sujets ou programmes de travail plus vastes. Les avantages de cette méthode pour les élèves sont désormais évidents: nombreuses sont les preuves que ces discussions en ligne peuvent apporter une contribution exceptionnelle à la connaissance, aux compétences, aux attitudes et aux valeurs en matière d'EDD
OBJECTIFS	L'objectif général des débats en ligne entre élèves est de sensibiliser ceux-ci à la complexité des problèmes inhérents à l'action en faveur d'un avenir plus viable, et de les aider à se doter des compétences dont ils auront besoin pour faire face à cette complexité. Pour y parvenir, nous centrons cette activité sur les enseignants pour les aider à se doter des moyens d'inclure les méthodes de de l'<i>Apprentissage de la viabilité</i> dans leur enseignement et leur apprentissage. Cette approche donne aux élèves la possibilité de pratiquer les vertus suivantes: • Esprit critique (poser des questions ouvertes; apprécier l'éventail des points de vue); • Réflexion prospective (imaginer les avenir probables et souhaitables); • Réflexion systémique (établir des liens entre ce qu'on apprend et ce qu'on fait); • Compétence pour l'action (agir sur la base de ce qu'on a appris)
MÉTHODOLOGIE	Le programme d'enseignement et d'apprentissage du WWF favorise l'adoption d'un cycle d'apprentissage actif qui motive les élèves et leur donne la possibilité de: • Consolider leurs connaissances et leur compréhension des problèmes; • Voir les liens dans ce qu'ils apprennent; • Prendre des décisions en connaissance de cause; • Réfléchir constamment à ce qu'ils apprennent. Nous savons d'expérience que cette activité rencontre également un écho auprès des enseignants et qu'elle est généralement perçue comme étant une 'bonne pratique'. Toutefois, les enseignants ne laissent pas toujours aux élèves la possibilité d'établir des liens entre différents fragments d'apprentissage ou de mettre ce qu'ils ont appris

en pratique dans leur communauté scolaire. Plus préoccupante est la question du temps laissé aux élèves pour réfléchir à ce qu'ils apprennent. Trop souvent, il s'agit d'un 'ajout' à une leçon et non d'un élément qui fait partie intégrante du processus d'apprentissage.

Le débat en ligne entre élèves façonne l'approche du cycle d'apprentissage actif. Le contenu du débat est présenté de manière à motiver les élèves, par exemple par un jeu de rôle sur une marée noire au large des îles Galapagos dans lequel on demande aux élèves de jouer le rôle du capitaine d'un pétrolier, d'un cadre supérieur de société pétrolière, d'un écotouriste, d'un dirigeant de communauté locale, d'un expert de la faune et de la flore et d'un présentateur de média. Un autre jeu de rôle reposait sur un scénario de transfert d'une école destiné à stimuler la prospective et la 'réflexion sans limite'. Un autre scénario encore imaginait une 'école qui a très faim' et des personnages auprès desquels les élèves devaient plaider en faveur de pratiques de consommation plus viables. Ces jeux sont très appréciés des élèves et des enseignants. Un des enseignants nous a dit : "L'idée de placer un 'avocat du diable' dans le dernier débat en ligne est très habile et les élèves ont trouvé qu'elle stimulait leur réflexion. Elle les incitait aussi à répondre et à remettre l'avocat du diable à sa place".

Le débat est régulé par d'anciens enseignants qui encouragent les élèves à :

- Établir des liens entre les renseignements provenant des travaux de recherche supervisée et de la discussion en ligne avec des 'experts invités' qui apportent un large éventail de points de vue;
- Consolider, et constamment remettre en question, leur apprentissage par des questions précises et ciblées;
- Établir des plans d'action fondés sur ce qu'ils ont appris et concernant, par exemple, les moyens de réduire la consommation d'énergie ou d'eau à l'école, le mode de transport le plus viable pour se rendre à l'école, la réduction des déchets, *etc*consumption in school, more sustainable travel to school or waste reduction.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Évaluation

Nous sollicitons les réactions des enseignants et des élèves depuis la création de ces débats en ligne, et les échos que nous en avons sont encourageants. Voici quelques exemples de réactions d'élèves:

"C'était SUPER de pouvoir parler à des gens partout dans le monde et d'apprendre de nouvelles choses sur l'environnement et sur ce que les autres ont à dire." (Julia)

"[N]ous avons tellement apprécié le débat parce qu'il nous a aidés à en savoir plus sur les conséquences d'une marée noire . . . [e]t sur la manière de résoudre les conflits par la discussion et en apprenant à faire des compromis." (Eilidh)

Les enseignants sont tout aussi enthousiastes:

"Le débat du WWF favorise cette démarche 'pratique, où l'enfant est aux commandes' . . . Les adultes écoutent et réagissent aux opinions des élèves (ce qui) donne aux élèves le sentiment qu'ils sont importants . . . Les élèves savent que ce qu'ils disent est pris au sérieux et qu'ils peuvent prendre des mesures concrètes pour changer les choses dans leur propre école."

"[L]es élèves ont appris à établir des liens entre la manière dont l'école fonctionne et les effets qu'elle a sur l'environnement. Ils ont également appris à établir des liens plus larges entre la manière dont le monde utilise les ressources et les conséquences qui en résultent pour la planète."

Après chaque événement, nous demandons au modérateur d'établir un rapport. Étant donné qu'ils sont à notre service depuis un certain temps déjà, ces modérateurs sont en mesure d'identifier les évolutions. À titre d'exemple, on citera l'observation suivante concernant le rapport sur la marée noire: "Le niveau de participation et d'implication dans ce débat était notablement plus élevé que pour les débats précédents - s'agissant aussi bien du nombre de messages et de recherches que de la réflexion qu'ils dénotent. Un véritable débat très nourri s'est instauré entre des élèves de différentes écoles qui ont fait preuve de dons de réflexion et d'une aptitude à construire une argumentation."

Un ex-directeur d'école a procédé à une évaluation externe du débat sur la 'Marée noire'. Sa conclusion était la suivante: "Ne doutez pas de la qualité de cette expérience. Une activité aussi bien construite devrait tout naturellement être en phase avec le programme national d'enseignement du Royaume-Uni. Si ce n'est pas le cas, c'est la faute au programme. D'abord mettre au point une activité de qualité, rechercher les liens avec le programme ensuite".

Succès, effets et sujets de préoccupation

Certains éléments permettent d'affirmer que dans certaines écoles, ces débats en

ligne s'inscrivent dans l'ensemble de l'approche scolaire que nous préconisons.

Dans l'école primaire du village de Meare par exemple, les élèves ont adressé aux parents des lettres persuasives reposant sur le travail accompli dans le cadre du débat sur 'L'école qui a très faim'. Le travail accompli dans le cadre de ce débat a permis d'enrichir le plan d'action de l'école. Ces activités ont contribué à l'élaboration et la mise en oeuvre du plan de voyages scolaires ainsi qu'à l'étude des questions relatives au commerce équitable conjointement avec une école du Kenya reliée au réseau.

Aux Bermudes, une professeur de lycée a fait état des mêmes possibilités d'effets en cascade. Elle a signalé ce qui suit:

"[Les élèves ont] organisé des assemblées de sensibilisation dans leur propre école primaire et vont porter le message à l'école secondaire en y organisant une assemblée. Ils veulent partager leur travail et 'continuer de s'amuser'. Nous utilisons des extraits du débat dans les brochures que nous adressons aux parents. Ces débats m'ont aidée à resserrer les liens avec l'école secondaire. Je participe aux travaux de nombreux comités depuis que les gens m'ont entendu parler de ces débats."

Il ressort de notre évaluation que nous disposons d'un modèle que les enseignants considèrent comme une contribution pertinente à l'amélioration des résultats de l'enseignement, de la motivation et du comportement des élèves, de l'inclusion et de nombre d'autres initiatives et politiques du gouvernement britannique. Les enfants aiment manifestement cette expérience et s'impliquent sérieusement dans le processus d'apprentissage actif. Il reste néanmoins quelques sujets de préoccupation. Le nombre des écoles du Royaume-Uni qui participent aux débats en-ligne du WWF est relativement limité. Les limitations concernent également notre logiciel qui, par exemple, ne permet pas de réunir plus de 30 écoles pour un même débat. Le risque le plus préoccupant est celui de rendre l'enseignant dépendant par rapport au WWF, ce qui ne crée évidemment pas une situation viable.

Pour le débat le plus récent, 'L'école qui a très faim', nous avons établi un questionnaire à l'intention des enseignants, pour analyser plus à fond l'impact sur leur pratique de l'enseignement et de l'apprentissage. L'observation ci-après émanant d'un enseignant illustre certaines des limites et préoccupations évoquées plus haut:

"Le débat n'a eu qu'un effet marginal sur le plan de l'enseignement et de l'apprentissage - le débat est venu puis est reparti . . . Le débat est tout préparé, on pourrait penser qu'il serait possible d'utiliser certaines de ses approches par la suite mais il faut toute l'information de base, si bien qu'un enseignant pourrait difficilement, par ses propres moyens, mettre sur pied quelque chose d'analogue qui marche."

Il y a donc lieu de penser que sans un engagement plus large de la communauté scolaire, le changement au niveau des pratiques de l'enseignement et de l'apprentissage reste limité.

L'avenir

Afin de rationaliser cet outil d'implication des jeunes, nous devons trouver des partenaires susceptibles de reproduire ce type d'implication à plus grande échelle et pour de plus longues périodes. Nous recherchons activement toute une série de partenaires qui maîtrisent les médiatechnologies nécessaires et sont partisans de l'apprentissage axé sur l'élève et disposés à nous aider à diffuser les enseignements de notre modèle de débats en ligne.

CENTRES RÉGIONAUX POUR L'ENVIRONNEMENT

Création du Centre pour l'éducation au service du développement durable (Développement et amélioration du système d'éducation formelle, informelle et non formelle au service du développement durable en Géorgie)

CONTACT	REC Caucasus 74, Chavchavadze Ave., office 901; 0162 Tbilisi, Georgia Téléphone: +995 32 25 36 49 / 253648 Fax: +995 32 25 36 49 / 253648 Courriel: keti.grigolia@rec-caucasus.org Internet : www.rec-caucasus.org Ketii Grigolia, education for sustainable development programme manager		
SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Économie	Environnement	Droits de l'homme, Paix & sécurité humaine Coopération régionale / internationale
DESCRIPTION			
<i>Type</i>	Le CRE Caucase, en coopération avec le Ministère de l'éducation et de la science, le Ministère de la protection de l'environnement et des ressources naturelles et le Ministère des finances, a engagé la mise en oeuvre d'un nouveau programme: Création du Centre pour l'éducation au service du développement durable. Le Ministère géorgien de l'éducation a apporté son soutien à cette initiative du CRE Caucase qui vise à améliorer le processus de réforme et la mise en oeuvre de la "Stratégie de l'éducation au service du développement durable" de la CEE/ONU et du cadre de Vilnius relatif à la création d'un centre spécial relevant du CRE et consacré à la formation et au recyclage des formateurs et instructeurs dans le domaine de l'éducation au service du développement durable. En conséquence, le CRE Caucase se prépare à engager la mise en oeuvre de ce programme en Géorgie à titre d'étude pilote pouvant être étendue à d'autres pays du sud du Caucase. L'objectif de ce programme est d'aider la Géorgie et les pays du sud du Caucase à mettre en oeuvre la stratégie de la CEE/ONU pour l'éducation au service du développement durable.		
<i>Langue(s) de travail</i>	Géorgien		
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Au stade actuel, il a été créé un groupe de travail pour la mise en oeuvre de la stratégie de l'EDD en Géorgie, composé du vice-ministre de la protection de l'environnement et des ressources naturelles de Géorgie, des points focaux pour la stratégie de l'EDD aux ministères de l'environnement et de l'éducation et du directeur du programme d'éducation au service du développement durable au CRE Caucase, conseiller du ministre géorgien des finances. Public visé: fonctionnaires, autorités locales, étudiants, enseignants, formateurs, chercheurs		
<i>Année de commencement & durée</i>	2006-2009		
<i>Budget & sources de financement</i>	Le programme n'est pas encore financé, seule sa phase zéro a été financée par l'UE. Une conférence internationale sur l'éducation au service du développement durable a été organisée (1-2 novembre 2005). La stratégie de la CEE/ONU a été traduite en géorgien.		
OBJECTIFS	L'objectif du programme - Promouvoir le développement durable par l'apprentissage formel, informel et non formel - Renforcer la coopération en matière d'EDD à tous les niveaux en Géorgie		
MÉTHODOLOGIE	Contenu du programme d'enseignement du développement durable dans l'éducation formelle (au niveau des écoles) La Géorgie a besoin de personnes brillantes ayant acquis les connaissances et les qualifications requises. Pour être efficace au niveau des écoles, l'EDD doit être intégrée dès le départ à toutes les disciplines et tous les cours appropriés (géographie, biologie, économie, études civiques, chimie); toutes ces disciplines		

aident à expliciter les bases de la viabilité; elles renvoient aux trois composantes fondamentales que sont l'environnement, la société et l'économie. Toutes ces questions seront adaptées à l'âge et au niveau de connaissance des élèves; sur le plan de la méthode, des normes de résultats seront appliquées et les problèmes seront exposés de manière critique pour enseigner l'analyse des politiques, la prise des décisions et le règlement des problèmes. Les élèves auront alors les connaissances et les qualifications en matière de développement durable qui leur permettront de mener plus activement une vie saine et productive, en harmonie avec la nature et attachée aux valeurs sociales, à l'égalité des sexes et à la diversité culturelle.

Au premier niveau de l'éducation formelle (primaire, niveaux I-VI), l'étude des questions de développement durable sera plus attrayante, avec beaucoup de jeux de simulation et de problème correspondants, adaptés à l'âge des élèves et visant à leur apprendre à vivre en harmonie avec leur environnement.

Au deuxième et troisième niveaux (fondamental, niveaux VII-IX, et second cycle du secondaire, niveaux X-XII), le contenu sera plus informatif et ira au coeur des problèmes. L'accent sera davantage mis sur la qualité des connaissances que sur la quantité, c'est-à-dire que l'on accordera de l'importance non seulement à ce que l'élève apprend mais aussi à comment il l'apprend et comment il l'utilisera à l'avenir. Il s'agit en l'occurrence d'aider à former des jeunes indépendants d'esprit, patriotes, imaginatifs, instruits et bien informés qui utiliseront ces connaissances et ces qualifications pour mener une vie enrichissante au plan personnel, productive au niveau de l'emploi et active sur le plan de la citoyenneté.

Développement durable – aperçu du cours (pour l'enseignement supérieur)

Le cours donnera un aperçu des trois piliers de la viabilité: environnement, société et économie. Il examinera la gouvernance et l'architecture politique, faisant ressortir les innombrables interactions entre toutes les questions traitées dans chaque section et soulignant qu'aucune ne peut être considérée abstraction faite des autres.

Passant au problème de la gouvernance de l'économie mondiale, le cours donne un tour particulier au débat en abordant les liens entre les cadres économiques et les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et le changement climatique. Les aspirations sociales sont présentées, en même temps que les nouvelles formes d'engagement social qui offrent de nouveaux outils pour aider à la prise de décisions viables. Les processus multi-parties prenantes revêtent une importance croissante et il est à noter que le rôle des pouvoirs publics est passé de celui de "prestataire direct de services" à un rôle où ils doivent "associer et gérer des parties externes". Comparant des exemples de participation aux niveaux mondial et local pour faire ressortir les différences, le cours s'en tient fermement à l'idée que la participation est un outil essentiel pour promouvoir et mettre en oeuvre l'action en faveur du développement durable dans tous les domaines d'exercice de la gouvernance. Le cours aborde en outre la gouvernance et la viabilité dans l'optique de cinq enjeux thématiques: l'eau, l'énergie, la santé, l'alimentation et l'agriculture et la diversité biologique. Tels sont en effet les cinq enjeux que le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a désignés en 2001 comme étant les priorités mondiales les plus pressantes de notre génération.

En résumé, le cours donne un aperçu général des concepts fondamentaux de la viabilité en insistant sur le fait que c'est le développement durable qui définit ce que doit être la bonne gouvernance. Le développement durable est un processus. C'est une méthode de structuration de notre pensée, de nos décisions et de nos actions afin que nous puissions réaliser les principes et valeur intrinsèques de la gouvernance. Le développement durable est le socle sur lequel devraient se fonder tous les systèmes de gouvernance.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Dans le cadre de l'élaboration de ce programme, le CRE Caucase a procédé à une étude de de l'état actuel de l'éducation en matière d'environnement et de l'éducation au service du développement durable en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie, en rassemblant et en traitant les données pertinentes et en organisant des réunions de travail.

Le Ministère géorgien de l'éducation a apporté son soutien à cette initiative du CRE Caucase qui vise à améliorer le processus de réforme et la mise en oeuvre de la "Stratégie de l'éducation au service du développement durable" de la CEE/ONU et du cadre de Vilnius relatif à la création d'un centre spécial relevant du CRE et consacré à la formation et au recyclage des formateurs et instructeurs dans le domaine de l'éducation au service du développement durable.

Sur décision conjointe des ministres de l'environnement et de l'éducation de la Géorgie, le CRE Caucase a été autorisé à faire office d'organe de coordination de la mise en oeuvre de la stratégie de l'EDD et il se prépare à engager la mise en oeuvre de ce programme en Géorgie. La Stratégie des Nations Unies pour l'éducation au

service du développement durable et le cadre de Vilnius ont été traduits en géorgien et communiqués aux parties intéressées par le biais des sites Web du Ministère de l'éducation et de la science et du CRE Caucase.

Le CRE Caucase a organisé une conférence internationale de haut niveau sur l'éducation au service du développement durable qui s'est tenue les 1 et 2 novembre 2005 à Tbilisi. Elle a réuni 110 participants venus des pays suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Belgique, Suède, Danemark, Angleterre, Allemagne et Principauté du Lichtenstein.

Une résolution a été adoptée au cours de la conférence.

Le parlement géorgien a été saisi de la question de l'examen de la loi sur l'EDD.

Le Ministère géorgien de l'éducation et de la science, en étroite coopération avec le Ministère de la protection de l'environnement et des ressources naturelles et le CRE Caucase, a organisé pour la première fois en 2006 un concours scolaire dans le cadre des projets intégrés sur le développement durable.

*Problèmes
rencontrés*

Le programme n'est pas encore financé.

*Pourquoi
considérez-vous
que cette initiative
est une bonne
pratique?*

Ce programme revêt une importance exceptionnelle pour la Géorgie (et pour les pays du sud du Caucase), dans la mesure où le pays se trouve dans une phase de transition dans son développement. Le système éducatif géorgien n'a pas une expérience particulière même dans le domaine de l'éducation en matière d'environnement. Ce programme est un bon exemple de coopération entre les ministères, les ONG, les chercheurs et toutes les parties prenantes.

Green Pack

CONTACT The Regional Environmental Center for Central and Eastern Europe
 2000 Szentendre, Ady Endre ut 9-11, Hungary
 Téléphone: + 36 26 504 000 Fax: + 36 26 311 294
 Courriel: kmindjov@rec.org Internet: www.rec.org or http://greenpack.rec.org/
 Kliment Mindjov – project manager

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Éducateurs Promotion de la santé Urbanisation durable Économie	Environnement Eau Changements climatiques Biodiversité Développement rural Consommation durable Tourisme durable Citoyenneté	Outils et matériels (tels que Médias & TIC) Coopération régionale / internationale
DESCRIPTION			
<i>Type</i>	gouvernemental, intergouvernemental, non gouvernemental, entreprises		
<i>Langue(s) de travail</i>	11 langues: polonais, tchèque, slovaque, hongrois, bulgare, russe, albanais, azeri, turc, macédonien, ainsi qu'anglais		
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Groupes cibles primaires: ► enseignants et élèves (11-15 ans) ► éducateurs dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable Groupes cibles secondaires: Le programme est également censé avoir un effet direct sur le niveau de connaissance des questions environnementales dans l'ensemble des sociétés qui en bénéficient. Il encourage par ailleurs la transmission des informations et des expériences en matière d'éducation au service du développement durable aux écoles locales qui n'y participent pas, ainsi qu'à d'autres acteurs et partenaires locaux extérieurs au système scolaire, notamment aux organes municipaux, aux médias, aux institutions de recherche, aux autorités qui s'occupent de l'environnement, aux entreprises, aux ONG et aux familles des enfants		
<i>Année de commencement & durée</i>	2001 – en cours		
<i>Budget & sources de financement</i>	Pologne – 400 000 euros – Toyota et Fonds national polonais pour la protection de l'environnement République tchèque – 150 000 euros – Toyota et Municipalité de Prague Slovaquie – 150 000 euros – Toyota et Fonds slovaque pour la protection de l'environnement Hongrie – 100 000 euros – Toyota Bulgarie – 140 000 euros – Toyota et Ministère bulgare de l'environnement Russie – 300 000 euros, Toyota et Ministère finlandais de l'environnement Albanie – 250 000 euros – Ministère des affaires étrangères Turquie – 350 000 euros – Programme pays tiers CE/LIFE, Ministère italien des affaires étrangères, Toyota Azerbaïdjan – 150 000 euros – British Petroleum et OSCE ERY de Macédoine – 360 000 euros – Agence autrichienne pour le développement et Gouvernement macédonien Programme Green Pack anglais (pour la conférence ministérielle de Kiev Un environnement pour l'Europe et la Semaine verte à Bruxelles) – 70 000 euros – Toyota		
<i>Organisations partenaires</i>	Au niveau gouvernemental – Ministère de l'éducation et Ministère de l'environnement de chaque pays Au niveau professionnel – centres éducatifs, écoles, ONG, universités, etc.		
<i>Acteurs-clés</i>	Enseignants, éducateurs – formés aux fonctions de formateur et de diffuseur du produit		



OBJECTIFS Le programme Green Pack a pour objet de renforcer les capacités, de transférer les savoir-faire et de poser les bases du développement futur dans le domaine de l'éducation au service du développement durable en Asie centrale et orientale et partout dans le monde.

MÉTHODOLOGIE Green Pack est un dossier pédagogique pour l'éducation en matière d'environnement principalement destiné aux enseignants des écoles primaires européennes et à leurs élèves, bien qu'il puisse servir aussi à d'autres niveaux du système éducatif. Il met l'accent sur des aspects particuliers de la protection de l'environnement et du développement durable et comprend divers matériels pédagogiques, notamment un manuel de l'enseignant comportant des plans de cours et des fiches pour les élèves, un ensemble des films comportant des séquences animées et des films éducatifs, un CD-ROM interactif contenant de nombreuses informations sur divers sujets environnementaux et un jeu de réflexion.

Les partenaires gouvernementaux et professionnels pour les langues locales élaborent les dossiers Green Pack propres à chaque pays une fois en possession des résultats des études de faisabilité nationales/locales. Des experts nationaux incorporent les questions environnementales les plus pertinentes pour le pays bénéficiaire et fournissent des études de cas spécifiques. Il est envisagé d'introduire la notion de développement durable en identifiant les effets locaux de l'environnement mondial et en indiquant le rôle des élèves/citoyens dans la protection de l'environnement, tout en accordant une attention particulière à l'âge, au sexe et à l'identité sociale des groupes cibles.

Les dossiers Green Pack sont distribués gratuitement aux enseignants à l'issue d'un stage de formation (la formation de formateurs fait également partie du projet dans chaque pays).

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats 10+1 versions nationales (les versions turque, azérie, macédonienne et albanaise paraîtront bientôt + version de démonstration en anglais)
12.000 enseignants ayant bénéficié de la formation dans 6 pays
1.5 million d'enfants bénéficiaires

Points forts S'inspirant du processus politique "Un environnement pour l'Europe", les matériels pédagogiques Green Pack interprètent ses messages politiques subtils (sur la mise en oeuvre de la notion de développement durable dans le contexte plus large de la démocratisation de l'Europe) en les adaptant, ainsi que l'information qui les corrobore, à des groupes cibles précis d'éducateurs, d'enseignants et d'élèves.

Le dossier Green Pack:

- couvre un large éventail de sujets relatifs au développement et à l'environnement, replacée dans leur contexte environnemental, économique et social;
- fournit des données présentées de manière agréable et faciles à utiliser et décrit sur divers supports (imprimé, vidéo, virtuel) les principales difficultés auxquelles les sociétés doivent faire face aujourd'hui - les utilisateurs du dossier peuvent ainsi suivre

	les plans de cours, les compléter par des présentations vidéo, mener des jeux de rôle sur la base des exercices de réflexion interactifs et ajouter aux cours une information complémentaire tirée du CD-ROM et de ses liens avec les sites Web pertinents; ► insiste sur l'émergence de nouvelles valeurs chez les élèves et l'instauration d'un nouveau modèle de comportement à l'école, à la maison et dans la société, et non sur la simple accumulation de connaissances dans des domaines particuliers. À cet égard, les élèves sont considérés avant tout comme les partenaires des enseignants pour la réalisation des multiples activités, débats, jeux de rôles et prises de décisions; ► accorde une attention particulière à la nécessité d'amener les élèves à prendre activement position sur les différents problèmes et favorise la propagation des connaissances et des compétences aux autres membres de la famille; ► suscite le débat avec les autres parties prenantes au sein de la communauté à propos des moyens de réaliser le développement durable.
<i>Faiblesses & risques</i>	La réussite du projet sera fonction de l'aptitude à obtenir un financement et des ressources humaines supplémentaires pour organiser la diffusion des dossiers pédagogiques et la formation des enseignants dans chaque pays ainsi que, si nécessaire, la production puis la diffusion de nouvelles éditions; Dans la majorité des pays, le produit doit être approuvé par les autorités gouvernementales compétentes.
<i>Problèmes rencontrés</i>	Les systèmes éducatifs sont conservateurs. Les enseignants/éducateurs rencontrent des obstacles d'ordre psychologique – ils doivent utiliser des méthodes interactives et des technologies de l'information que leurs élèves connaissaient et maîtrisaient mieux. Le caractère interdisciplinaire de ce type d'enseignement semble poser quelques difficultés aux enseignants qui sont traditionnellement spécialisés dans des disciplines bien précises.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Une coopération efficace avec des partenaires locaux susceptibles de collaborer avec nous à l'élaboration d'un produit spécifique à leur pays et à l'organisation et à la gestion de la formation des enseignants et de la diffusion des dossiers Green Pack.
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	La qualité exceptionnelle des matériels de formation finals, le contenu spécifique par pays et la méthode de diffusion par le biais du système de formation constituent une structure qui favorise l'utilisation des matériels: l'ensemble du processus est coordonné et suivi.

Organisation de conférences sous-régionales annuelles sur l'éducation écologique et l'EDD (Douchanbé 2002, Bichkek 2003, Almaty 2004, Almaty 2005, Bichkek 2006), comme exemple de renforcement de la coopération pour l'EDD entre gouvernements, services compétents et secteurs

CONTACT Centre régional d'Asie centrale pour l'environnement, Kazakhstan, 050043, Almaty, rue Orbita-1, 4
Téléphone: +7 3272 – 292619, 296646, 785110, 785022 Fax: +7 3272 – 705337
Courriel: carec@carec.kz; tshakirova@carec.kz Internet: www.carec.kz
Tatiana Chakirova, Directeur du Programme d'éducation écologique du CAREC

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage	Environnement	Politique, Réglementation, Gouvernance Coopération régionale / internationale
--------------------------------	-------------------------	---------------	--

DESCRIPTION

<i>Type</i>	Projet intergouvernemental sous-régional
<i>Langue(s) de travail</i>	Russe
<i>Groupe(s) cible(s)</i>	Environ 500 personnes de cinq pays d'Asie centrale comme participants directs (participants aux conférences), et 10 000 personnes environ comme bénéficiaires indirects (enseignants, étudiants, élèves, organisations non gouvernementales des pays d'Asie centrale, bénéficiant des projets et de la documentation pédagogique, méthodologique et analytique diffusée lors des conférences).
<i>Année de commencement & durée</i>	2002 à 2006, cinq ans
<i>Budget & sources de financement</i>	Le budget total des cinq conférences sous-régionales a été d'environ 100 000 dollars des États-Unis, celui de l'ensemble des projets réalisés de 2002 à 2006 dans le cadre du Programme d'EDD en Asie centrale d'environ 400 000 dollars des États-Unis. Les principales sources de financement sont l'aide internationale (projets exécutés par le CAREC avec ses partenaires sous-régionaux). Les principaux donateurs et partenaires sont : la Commission européenne, la CEE de l'ONU, le Bureau régional de l'UNESCO (Bangkok), le Bureau multipays de l'UNESCO à Almaty, les Centres de l'OSCE à Almaty et dans les pays d'Asie centrale, l'Institut d'études supérieures de l'Université des Nations Unies (UNU/IAS), le Gouvernement britannique et des associations professionnelles du Royaume-Uni (Ambassade du Royaume-Uni à Almaty, <i>British Council</i> , <i>Department for the Environment, Food and Rural Affairs/Partners for Environmental Cooperation in Europe, Climate Care</i>), la Japan Foundation, et d'autres organisations internationales et ambassades de pays donateurs dans les pays d'Asie centrale.
<i>Organisations partenaires</i>	Ministères de l'écologie et de l'éducation des pays d'Asie centrale, Groupe de travail d'Asie centrale sur l'éducation écologique et l'EDD, Field Studies Council Environmental Education (Royaume-Uni), projet norvégien SPARE, organisations non gouvernementales d'Asie centrale
<i>Acteurs-clés</i>	[Acteurs et participants] Enseignants d'écoles secondaires russes et nationales des pays d'Asie centrale, communautés locales, professeurs de l'enseignement supérieur, organisations non gouvernementales, ministères de l'écologie et de l'éducation des pays d'Asie centrale, médias. Ces acteurs prennent une part active à la réalisation des projets d'éducation écologique et en vue du développement durable entrant dans le Programme d'EDD en Asie centrale, comme co-exécutants et comme bénéficiaires. Ils participent aux conférences sous-régionales annuelles des pays d'Asie centrale (2002-2006), obtiennent des informations sur les initiatives et les activités internationales d'EDD, échangent des données d'expérience dans ce domaine avec leurs homologues des autres pays d'Asie centrale, reçoivent les nouveaux documents analytiques, éducatifs et méthodologiques sur ce sujet. Les résultats des conférences sous-régionales donnent lieu à des séminaires, des séances de formation et des conférences à l'échelon national dans les pays d'Asie centrale, et à l'échelon local, dans les agglomérations urbaines et rurales de la sous-région, ce qui constitue un ensemble

harmonieux de réalisations d'EDD aux échelons sous-régional, national et local.



OBJECTIFS

Le but essentiel de la coopération entre pays d'Asie centrale pour l'éducation écologique et l'EDD et des conférences sous-régionales annuelles sur ce sujet en Asie centrale est de renforcer la collaboration intergouvernementale, interministérielle et intersectorielle pour l'EDD en Asie centrale, et de coordonner et intégrer les programmes nationaux et sous-régionaux aux initiatives mondiales et régionales (CEE de l'ONU et région Asie-Pacifique).

L'organisation annuelle de conférences sous-régionales consacrées à l'éducation écologique et à l'EDD dans les pays d'Asie centrale (Douchanbé 2002, Bichkek 2003, Almaty 2004, Almaty 2005, Bichkek 2006), manifeste la viabilité du processus en Asie centrale, parallèlement aux activités du Groupe de travail d'Asie centrale sur l'éducation écologique et l'EDD, créé sur décision des ministres de l'écologie et de l'éducation des pays d'Asie centrale.

Les activités du Groupe de travail resserrent la coopération entre ministères de l'éducation et de l'écologie, scientifiques et organisations non gouvernementales. Lors de la quatrième Conférence sous-régionale (21-22 septembre 2005), le mandat du Groupe de travail a été prorogé pour la période allant jusqu'à la Conférence de Belgrade de 2007 (« Un environnement pour l'Europe »).

MÉTHODOLOGIE

Le CAREC organise chaque année, en coopération étroite avec les gouvernements des pays d'Asie centrale, le Groupe de travail d'Asie centrale sur l'éducation écologique et l'EDD, les partenaires et les donateurs, des conférences des pays d'Asie centrale sur l'éducation écologique et l'EDD. Les principes en sont le partenariat intersectoriel, intergouvernemental et interministériel sur les questions d'EDD, l'action coordonnée de toutes les parties prenantes et la mobilisation de toutes les ressources disponibles. Toutes ces conférences bénéficient d'un soutien du Programme d'éducation écologique du CAREC pour l'organisation et l'information, et d'un soutien financier des partenaires et donateurs, le principe essentiel consistant à conjuguer tous les efforts et toutes les ressources. C'est ce qui aide à mobiliser des ressources dans la région d'Europe comme dans celle d'Asie-Pacifique, ainsi que dans la sous-région même.

De 2002 à 2006 ont déjà eu lieu cinq conférences sous-régionales, ce qui témoigne d'une bonne pratique :

1. Lors du premier Séminaire sous-régional de Douchanbé sur l'éducation écologique (21-22 juin 2002), conformément à la décision des pays d'Asie centrale, la sous-région a créé un programme unique d'éducation écologique visant les questions d'EDD.
2. Lors de la deuxième Réunion consultative sous-régionale « L'éducation en vue du développement durable en Asie centrale », (Bichkek, 24-25 avril 2003), le Programme d'éducation écologique a été approuvé par les ministres de l'écologie et de l'éducation des pays d'Asie centrale, qui ont également adopté une Déclaration commune sur l'éducation écologique et l'EDD, et constitué un Groupe de travail conjoint sur l'éducation écologique et l'EDD des pays d'Asie centrale. Les résultats de la Réunion de Bichkek ont été incorporés aux grands documents de la Conférence ministérielle de Kiev.
3. Les 10 et 11 novembre 2004, avant le début de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, a eu lieu à Almaty la troisième Conférence sous-régionale d'Asie centrale sur l'éducation écologique et

en vue du développement durable, où ont été présentés des exposés de l'UNESCO, du CAREC et d'autres organisations internationales sur les processus contemporains et les initiatives mondiales d'éducation écologique et d'EDD - Stratégie de la CEE, Décennie des Nations Unies (2005-2015), Stratégie d'EDD dans la région d'Asie-Pacifique. Tous les pays d'Asie centrale ont présenté les progrès qu'ils avaient réalisés en matière d'éducation écologique et d'EDD, parlé des projets en cours et des perspectives d'avenir.

4. La quatrième Conférence sous-régionale a eu lieu à Almaty les 21 et 22 septembre 2005 ; on y a proclamé pour l'Asie centrale la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable. Les préparatifs de la Conférence ont donné lieu à la présentation d'un rapport sur l'état de l'EDD en Asie centrale, réalisé sur commande du Bureau régional de l'UNESCO à Bangkok et du Bureau de l'UNESCO à Almaty. La Conférence a pris connaissance de la Stratégie de la CEE de l'ONU pour l'éducation en vue du développement durable, adoptée à la Réunion de haut niveau de Vilnius en mars 2005, et les pays d'Asie centrale ont examiné les priorités à retenir pour la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE et de la Stratégie d'EDD pour la région Asie-Pacifique.
5. La cinquième Conférence, qui a eu lieu à Bichkek les 24 et 25 octobre 2006 avec la participation de toutes les organisations intéressées, a été un événement international. Les pays d'Asie centrale et les organisations internationales - UNESCO, Université des Nations Unies, Commission économique pour l'Europe de l'ONU, OSCE, CAREC - ont parlé des progrès des initiatives mondiales d'éducation écologique et d'EDD (Décennie des Nations Unies, 2005-2014), de la mise en œuvre de la Stratégie d'EDD de la CEE et de la Stratégie d'EDD pour la région Asie-Pacifique.

Tous les pays d'Asie centrale ont présenté leurs progrès en matière d'éducation écologique et d'EDD pendant la période 2005-2006, mesurés selon les indicateurs d'EDD définis par le Groupe d'experts de la CEE ; leurs communications serviront de base à la préparation de la Conférence ministérielle de Belgrade sur le thème « Un environnement pour l'Europe ». Ces communications ont été publiées en russe et en anglais et diffusées à la Conférence

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Les participants aux conférences font le point des activités de l'année, discutent de leurs réalisations, de leur expérience, de leurs besoins et de leurs impératifs pour l'avenir, établissent des dispositifs de coordination et de coopération pour développer la collaboration intersectorielle et interministérielle pour l'éducation écologique, facilitent les échanges d'expériences, de documentation et d'idées entre responsables gouvernementaux, organisations non gouvernementales et enseignants des pays d'Asie centrale.

Points forts

- On fait coïncider avec la date des conférences la mise au point de bilans de l'éducation écologique et de l'EDD dans les pays d'Asie centrale. Cette région a accumulé une expérience intéressante de l'élaboration de ces bilans (rapports), établis régulièrement (2003, 2005, 2006). Le CAREC a notamment mis au point entre 2003 et 2006 trois rapports analytiques : « État, perspectives et moyens de développement de l'éducation écologique dans les pays d'Asie centrale » (2003), « Analyse de la situation de l'éducation écologique et de l'EDD en Asie centrale » (2004-2005), et « Bilan des progrès de l'éducation écologique et de l'EDD », mesurés par les pays d'Asie centrale selon les indicateurs d'EDD du Groupe d'experts de la CEE. Les rapports sur l'EDD en Asie centrale ont été publiés et présentés à Bichkek lors de la cinquième Conférence sous-régionale (24-25 octobre 2006). Ce bilan, qui a été la première expérience d'élaboration de rapports sur la mise en œuvre de la Stratégie de la CEE en Asie centrale, servira à préparer la conférence ministérielle de Belgrade (octobre 2007) sur le thème « Un environnement pour l'Europe ».
 - Les conférences sont l'occasion de diffuser les documents éducatifs et méthodologiques élaborés pendant l'année, ce qui ouvre à l'ensemble de la sous-région l'accès à l'expérience de chaque pays :
 - En 2004 a été publié le manuel d'écologie intitulé « Un environnement pour les générations à venir » destiné aux écoles secondaires du Kazakhstan. Le manuel, rédigé en russe, a été traduit en kazakh, évalué par le Ministère de l'éducation et des sciences et approuvé comme manuel pour les écoles secondaires du pays. Il a été diffusé aux pays d'Asie centrale à la troisième Conférence sous-régionale.
 - En 2004-2005 sont sortis cinq affiches éducatives et un film vidéo (20 minutes) sur le changement climatique, compléments éducatifs au manuel qui sont utilisés dans les cours de sciences naturelles des écoles secondaires d'Asie centrale. Ces documents ont été diffusés en 2005 dans les pays d'Asie centrale.
- En 2005-2006, les affiches et le film sur les changements climatiques ont été adaptés

	et traduits dans les langues des pays d'Asie centrale. Les enseignants et les élèves des écoles d'Asie centrale disposent ainsi de tout un jeu de documentation dans les langues officielles.
<i>Faiblesses & risques</i>	Dépendance du programme d'éducation écologique du CAREC et des projets d'éducation écologique et d'EDD d'Asie centrale à l'égard du financement extérieur/international. Soutien insuffisant des donateurs à la mise en œuvre dans la sous-région d'Asie centrale de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable et de la Stratégie de la CEE
<i>Problèmes rencontrés</i>	Priorité donnée au développement économique sur les problèmes écologiques et sociaux. Coordination encore insuffisante de la coopération entre les deux secteurs - écologie et éducation, malgré les réalisations incontestables de l'Asie centrale entre 2002 et 2006.
<i>Conditions pour reproduire l'initiative avec succès</i>	Cette pratique de conférences annuelles sous-régionales sur l'EDD en Asie centrale doit se poursuivre régulièrement. Elle permet aux pays d'Asie centrale de se tenir au courant des politiques internationales, régionales et sous-régionales d'EDD, de mieux cerner les problèmes, les lacunes et les besoins des pays d'Asie centrale à cet égard, d'échanger des données d'expérience, de présenter des exemples réussis de pratiques optimales d'éducation écologique et d'EDD, de coordonner les efforts et les activités dans ce domaine, de réaliser conjointement de nouveaux documents analytiques, éducatifs et méthodologiques, et de définir une position sous-régionale à présenter à l'échelon international.
<i>Questions non résolues</i>	Pays en transition, les pays d'Asie centrale n'ont guère la possibilité de soutenir l'EDD par prélèvement sur leur propre budget
<i>Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?</i>	À l'heure actuelle, l'expérience de coopération sous-régionale entre pays d'Asie centrale en matière d'éducation écologique et d'EDD est reconnue par nos partenaires comme l'une des plus réussies des régions d'Europe et d'Asie. Sa position géographique permet à l'Asie centrale de participer activement à des activités régionales analogues en Europe et en Asie, ce qui lui donne des possibilités uniques d'échanges d'expériences et de coordination des programmes nationaux et sous-régionaux avec les priorités et les initiatives internationales

SECTEUR PRIVÉ

Écoles du développement durable pour promouvoir l'action des communautés locales dans ce domaine

CONTACT Groundwork (Uk), Environmental Partnership Foundation (CE Europe), Toyota Fund for Europe/ Belgium
60 avenue du Bourget – 1140 Brussels
Téléphone: Toyota: +32 2 745 3004 Fax: +32 2 745 2068
Courriel: ToyotaFund@toyota-europe.com Internet : www.toyota-europe.com
Ena Okada, CSR specialist

SECTEURS D'INTERVENTION	Éducation/apprentissage Urbanisation durable	Environnement Développement rural
--------------------------------	---	--------------------------------------

DESCRIPTION Au cours des quatre dernières décennies, Toyota s'est doté d'une forte présence dans toute l'Europe, continent dans lequel il a investi plus de 6 milliards d'euros depuis 1990 et où il emploie actuellement 55 000 personnes. Les opérations de Toyota en Europe sont soutenues par un réseau de 28 sociétés nationales de marketing et de vente couvrant 48 pays, pour un total de 2881 points de vente, et huit usines de fabrication. Toyota s'emploie à mettre sa croissance en harmonie avec celle de tous ses partenaires et de l'ensemble de la société.

Le Fonds Toyota pour l'Europe a été créé en 2003 pour renforcer la notion d'entreprise citoyenne par une contribution à l'action sociale en Europe. Le conseil d'administration du Fonds, composé de cadres du bureau principal européen et des filiales nationales, définit la politique générale et sélectionne les projets présentés par les ONG, les institutions éducatives et les filiales nationales.

Depuis 2003, Toyota apporte un soutien au programme Écoles du développement durable, qui est exécuté par Groundwork au Royaume-Uni, la Fondation polonaise pour l'environnement et la Fondation écologique 'Action verte' en Pologne et la Fondation tchèque pour un partenariat environnemental et le Centre pour l'éducation en matière d'environnement (SEVER) en République tchèque.

Ce programme favorise l'instauration de partenariats locaux associant l'école et la communauté pour identifier et exécuter de petits projets pratiques d'amélioration de l'environnement, essentiellement dans les zones urbaines et les communautés rurales les plus défavorisées au Royaume-Uni, en Pologne et en République tchèque, en partenariat avec les concessionnaires locaux et usines de fabrication Toyota.

Le projet a été lancé en 2003 pour une période de trois ans et, à l'issue d'une évaluation positive, il a été prorogé en 2006 pour trois années supplémentaires.

Budget
Le budget initial prévu en 2003 était de 150 000 livres sterling pour trois ans, intégralement pris en charge par Toyota. Ce montant couvre les frais de gestion, l'élaboration d'un dossier pédagogique, un site Web et les relations avec les médias. Le même montant est prévu pour la prorogation du projet. Il se décompose comme suit:

Organisations partenaires:
Le projet prend la forme d'un partenariat entre des ONG dans les trois pays (Royaume-Uni, Pologne, République tchèque) et s'emploie à la fois à mettre au point des actions pratiques au plan local et à assurer une fonction plus large de démonstration pour promouvoir des partenariats entre l'école et la communauté susceptibles de se répandre (au moyen du dossier pédagogique élaboré dans le cadre du projet, du site Web et des médias) à l'échelle de toute l'Europe.

- Groundwork UK: sa mission consiste à aider au développement de communautés viables par des activités qui relient les gens, les lieux et la prospérité. Groundwork associe l'école à cette action parce que l'école est un élément constitutif de la communauté.
- Fondation polonaise pour un partenariat environnemental: gère son programme d'écoles du développement durable depuis trois ans dans 17 régions polonaises au total. Ce programme vise à associer les écoles à un exemple de développement durable.
- Fondation tchèque pour un partenariat environnemental: travaille depuis 1999 avec les écoles dans le cadre du programme "Économies d'énergie à l'école", consacré à l'éducation en matière d'environnement et à l'application de mesures pratiques d'économie d'énergie.

Ce programme est élaboré en consultation avec Toyota Motor Europe et des

partenaires de Toyota au Royaume-Uni et en Pologne.



OBJECTIFS

Le programme d'action communautaire des écoles du développement durable a pour objectif principal de favoriser des améliorations concrètes de l'environnement dans les communautés locales du Royaume-Uni, de la Pologne et de la République tchèque en apportant un appui aux écoles locales afin qu'elles deviennent les points focaux pour des initiatives à petite échelle de revitalisation des communautés locales et, ce faisant, jouer un rôle dans le développement durable de l'ensemble de la communauté. À cette fin, le programme est axé sur les activités suivantes:

- Promouvoir l'engagement et la volonté d'assurer une revitalisation participative
- Exécuter des projets de revitalisation de l'environnement local – environ 75 petits projets d'amélioration de l'environnement dans les quartiers.
- Éducation en matière d'environnement – élaboration des outils pédagogiques.
- Partager les compétences de Toyota – inciter les concessionnaires locaux et usines de fabrication Toyota à partager avec les communautés locales leurs compétences en matière d'environnement et d'hygiène et de sécurité.
- Réseau Paneuropéen – Création d'un réseau 'virtuel' paneuropéen et d'un cyber-“kit de savoir-faire” sur les partenariats école-communauté.

MÉTHODOLOGIE

Des subventions sont disponibles pour financer des projets qui améliorent les espaces communautaires. Elles sont régies par la méthodologie suivante:

- Opérations communautaires participatives autour de l'école/élève en vue d'identifier les sites les plus prioritaires pour une action environnementale (intervention sur le paysage, plantation d'arbres, remise en ordre, etc.).
- Conception et planification des projets sous l'égide de l'école/communauté.
- Exécution et maintenance des projets locaux sous la forme d'un partenariat entre l'école et la communauté, les ONG et les groupes communautaires jouant un rôle de facilitation.
- Élaboration d'un kit pour la conception et l'exécution des projets (privilegiant la qualité du savoir-faire, y compris en matière d'hygiène et de sécurité, etc.), faisant appel ou se référant au dossier pédagogique Green Pack d'éducation en matière d'environnement mis au point par le Centre régional pour l'environnement avec le soutien du programme Toyota 2000 de subventions aux activités environnementales.
- Les représentants/employés locaux de Toyota jouent un rôle clé dans la planification, l'exécution et la promotion au plan local des différents projets, ainsi que dans la gestion d'ensemble du programme école-communauté.

RÉSULTATS & ÉVALUATION

Résultats

Au cours de ces trois années, le programme a apporté des avantages à long terme à des communautés urbaines défavorisées, sous forme d'améliorations concrètes du cadre de vie local et de développement des compétences, de la cohésion et de la confiance au sein de ces communautés. Les processus de consultation, de conception et d'exécution afférents à ces projets sont intégrés aux matières enseignées dans les écoles participantes, ajoutant ainsi de précieuses applications pratiques à un large éventail de sujets étudiés.

Points forts

Le principal atout de ce programme réside dans l'excellente relation instaurée entre les partenaires, permettant ainsi un partenariat à long terme. Il montre comment des partenariats entre des écoles locales, des communautés, des ONG et des entreprises privées peuvent collectivement obtenir de bons résultats en matière d'amélioration de la qualité de la vie dans les quartiers, à la fois par une intervention pratiquée directe et par la liaison entre cette intervention et l'éducation formelle et le travail informel de sensibilisation et de compréhension. À cet égard, dans le cadre de cette action à l'échelle de toute l'Europe, notre projet:

- Renforce les capacités et les compétences nécessaires pour faire des petits projets d'action environnementale un moyen d'instaurer des partenariats transsectoriels pour la revitalisation des communautés;
- Fournit aux sociétés qui, comme Toyota, opèrent à l'échelle européenne un mécanisme qui leur permet d'établir avec les communautés locales une relation positive et d'un bon rapport coût-efficacité;
- Identifie de nouveaux besoins et de nouvelles possibilités de transférer et de partager les expériences, les savoir-faire et les compétences entre des ONG et des communautés (c'est-à-dire entre le Royaume-Uni, la Pologne et la République tchèque) et entre les ONG, le secteur public et le monde des entreprises;
- Fait ressortir les liens entre l'amélioration de l'environnement et de l'hygiène et de la sécurité, d'une part, et la revitalisation économique des communautés délabrées, d'autre part, et crée ainsi dans le public un climat favorable au soutien à l'action environnementale et au développement durable au niveau des communautés de base ou au niveau local;
- Identifie les possibilités et les mécanismes d'extension du projet à d'autres pays de l'Union européenne élargie, y compris de nouveaux partenaires et de nouveaux bailleurs de fonds

Faiblesses & risques

La principale difficulté du programme consiste à amener différentes parties prenantes (ONG locales, ONG organisatrices, entreprises et autorités locales) à s'accorder sur une stratégie commune et à parler d'une seule voix.

Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Exemple d'approche multi-parties prenantes très pratique en matière d'EDD et démonstration de la possibilité d'organiser des projets analogues dans d'autres pays par la création de réseaux similaires.

“BONNE PRATIQUE” EN MATIÈRE D'ÉDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA RÉGION DE LA CEE ONU

Les "bonnes pratiques en matière d'EDD" sont des initiatives ayant trait à l'Éducation pour le développement durable, qui illustrent des bonnes pratiques, génèrent des idées et contribuent au développement de politiques. Ces bonnes pratiques :

1. mettent l'accent sur les dimensions éducatives et d'apprentissage du développement durable.
2. sont innovantes. Elles apportent des solutions nouvelles et créatrices aux problèmes courants, comme :
 - ❖ les moyens de découvrir les principaux problèmes locaux en rapport avec le développement durable
 - ❖ les moyens d'adaptation des processus pour s'accorder aux stratégies d'enseignement et d'apprentissage en usage
 - ❖ les moyens de stimuler les liens entre les structures/situations d'apprentissage et la communauté
 - ❖ les moyens d'intégrer les savoirs et la culture locale
 - ❖ l'élaboration de processus pour que les contenus des enseignements soient fixés en fonction des besoins locaux
 - ❖ des points de départ de discussions sur la meilleure façon de réaliser l'Éducation pour le développement durable.
3. font la différence. Elles ont un impact positif et tangible sur les conditions et la qualité de vie des individus, des groupes ou communautés concernés. Elles cherchent à établir des liens entre différents acteurs/secteurs de la société et sont inclusives, afin de permettre à de nouveaux partenaires de se joindre aux acteurs/institutions déjà en activité.
4. ont un effet durable. Elles contribuent à l'amélioration sensible des conditions de vie. Elles doivent intégrer les composantes économiques, sociales, culturelles et environnementales du développement durable et refléter leurs interactions/interdépendances dans leur conception et exécution.
5. offrent des possibilités de reproduction. Elles fournissent des méthodologies efficaces pour la coopération transdisciplinaire et multi-sectorielle. Elles servent comme modèles pour générer des politiques et des initiatives ailleurs.
6. offrent des éléments d'évaluation. Elles ont été et peuvent être évaluées en termes de critères d'innovation, de succès et de durabilité à la fois par des experts et les personnes concernées.

Si vous envoyez plus d'une "bonne pratique", veuillez indiquer l'ordre de priorité 1, 2 ou 3.

1. NOM DE L'INITIATIVE CONSIDÉRÉE COMME UNE BONNE PRATIQUE¹:

2. NOM DU PAYS / DE L'ORGANISATION RESPONSABLE:

Nom

Adresse postale:

Téléphone:

Courriel:

Fax:

Internet :

3. PERSONNE A CONTACTER (nom et titre):

4. SECTEURS D'INTERVENTION DE L'INITIATIVE (cochez une ou plusieurs cases):

- | | | |
|--|--|--|
| ☐ Éducation/apprentissage | ☐ Environnement | ☐ Droits de l'homme, Paix & sécurité humaine |
| ☐ Éducateurs | ☐ Eau | ☐ Politique, Réglementation, Gouvernance |
| ☐ Réduction de la pauvreté | ☐ Changements climatiques | ☐ Compréhension internationale |
| ☐ Égalité des genres | ☐ Biodiversité | ☐ Diversité culturelle |
| ☐ Promotion de la santé | ☐ Prévention des catastrophes | ☐ Savoirs autochtones |
| ☐ VIH/SIDA | ☐ Développement rural | ☐ Outils et matériels (tels que Médias & TIC) |
| ☐ Urbanisation durable | ☐ Consommation durable | ☐ Recherche / Développement |
| ☐ Responsabilité des sociétés | ☐ Tourisme durable | ☐ Coopération régionale / internationale |
| ☐ Économie | ☐ Citoyenneté | ☐ autre (veuillez précisez) |

¹ Votre réponse à ce questionnaire ne doit pas dépasser 2 pages. Arial corps - 9; marges - 2 centimètres.

5. DESCRIPTION DE L'INITIATIVE *(fournir une brève description)*

- Type de projet (gouvernemental, non-gouvernemental, municipal, autre):
- Langue(s) de travail:
- Endroit / Groupe(s) cible(s) / Nombre de personnes impliquées:
- Année de commencement de l'initiative et durée:
- Budget et sources de financement:
- Organisations partenaires impliquées dans ce projet (s'il y a lieu):
- Acteurs-clés impliqués (comme la communauté locale). *Décrivez leur participation et implication dans cette initiative et le genre de relations que vous avez avec eux.*

6. PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'INITIATIVE *(fournir une brève description)*

7. MÉTHODOLOGIE *(fournir une brève description)*

Méthodes/approches pour cette initiative *(indiquez les principaux documents de référence utilisés; si nécessaire, utilisez une autre feuille)*

8. RÉSULTATS ET ÉVALUATION DE L'INITIATIVE *(fournir une brève description et évaluation)*

- Résultats
- Points forts
- Faiblesses et risques
- Problèmes rencontrés *(répondre s'il y a lieu)*
- Conditions pour reproduire l'initiative avec succès *(répondre s'il y a lieu)*
- Questions non résolues *(répondre s'il y a lieu)*
- Pourquoi considérez-vous que cette initiative est une bonne pratique?

Veillez joindre une photo de l'initiative en fichier annexe (max 1024 x 768 px /72 dpi/ jpg-format 80% qualité/ jusqu'à 300KB)

Veillez soumettre votre "bonne pratique" (jusqu'à 3 "bonnes pratiques" par pays/organisation) électroniquement par courriel à: esd@unece.org. De plus, vous êtes invité à nous envoyer toutes informations que vous jugeriez utiles, y compris des références à des documents, publications et/ou articles décrivant l'initiative, ainsi que des liens vers des sites web.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez envoyer votre requête à la même adresse courriel ou contacter: Division Environment, Human Settlements and Land Management, Commission Économique pour l'Europe, Palais des Nations, 8-14 avenue de la Paix, 1211 Genève 10, Suisse. fax: 00 41 22 9170107 - web : <http://www.unece.org/env/esd/welcome.htm>

DIRECTIVES GÉNÉRALES POUR REMPLIR LE FORMULAIRE DE “BONNES PRATIQUES” EN MATIÈRE D'ÉDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA RÉGION DE LA CEE ONU

1. OBJECTIFS

La publication de bonnes pratiques en matière d'éducation pour le développement durable (EDD) cherche à :

- vulgariser les expériences réussies en matière d'EDD,
- favoriser les échanges d'expériences pour améliorer la qualité des programmes EDD,
- et constituer, à long terme, une source d'informations sur l'EDD.

2. DÉFINITION DES BONNES PRATIQUES

Pour cette série de publications, les bonnes pratiques en matière d'Education pour le développement durable sont définies ainsi : un projet/programme d'éducation/ approche pédagogique en vue du développement durable mis en œuvre dans une approche novatrice ayant atteint, ou étant en voie d'atteindre ses objectifs.

3. CRITÈRES DE SÉLECTION DES BONNES PRATIQUES

Les critères de sélection pour publication des bonnes pratiques¹ sont les suivants :

- objectifs cadrant avec ceux de la DEDD,
- vision de l'EDD en phase avec celle de la DEDD,

- projet ou programme EDD/approche pédagogique innovant par rapport à des projets/programmes antérieurs (volonté d'impulser des changements significatifs, rupture avec des pratiques/concepts/politiques antérieurs, solutions nouvelles et créatrices aux problèmes des communautés),
- projet ou programme EDD/approche pédagogique à couverture locale, nationale ou internationale,
- projet ou programme EDD/approche pédagogique promouvant la culture et les savoirs locaux,
- projet ou programme EDD/approche pédagogique approfondissant les liens avec la communauté,
- impact probant ou premiers résultats tangibles (si possible évaluation ou revue disponible, évaluation notamment en termes d'innovation, de succès et de pérennité).

4. AUTRES CARACTÉRISTIQUES

- Encombrement du texte: 2 pages format A4, Arial corps 9, interligne simple, maximum 1500 mots.
- Mise en page : 2 pages maximum, format à déterminer.
- Sous-titres pour faciliter la lecture.
- Joindre une photo du programme, projet ou de l'activité.
- Style : attrayant, journalistique, éviter le style propre aux rapports d'activité ou autre type de rapport.

¹ Inspiré de Abdoulaye Anne, Assistant de recherche, Bureau International d'Education de l'UNESCO, *Conceptualisation et dissémination des "bonnes pratiques" en éducation: essai d'une approche internationale à partir d'enseignements tirés d'un projet*, Genève, 2003, & de *Activité de démonstration en Education pour le Développement Durable*, www.unesco.org/education/desd.

5. Explication de certains éléments inclus dans le formulaire

RUBRIQUE	DESCRIPTIF	ENCOMBREMENT	COMMENTAIRES
A. TITRE	Titre de la bonne pratique (voir le point 1)	6 à 10 mots	- Titre attrayant renvoyant à l'initiative ou à un aspect de l'initiative à valoriser - Eviter les titres à usage interne, ex : Programme de prévention des risques dus aux catastrophes naturelles à Saint Vincent"
B. DESCRIPTION DE L'INITIATIVE	(voir le point 5)		
	Résumé des points saillants du programme, projet ou de l'activité	150 mots ou 15 lignes max, sous-titre compris	Présentation des principales caractéristiques du programme à mettre en valeur : soit l'innovation, soit la participation communautaire, soit l'impact, etc.
	Qui (initiateurs, bénéficiaires, acteurs, bailleurs), quoi, où, comment, avec qui, pourquoi (quelles justifications), avec quel budget ?	100 mots max ou 10 lignes, sous-titre compris	Joindre une photo relative à l'initiative (<i>max 1024 x 768 px /72 dpi/ jpg-format 80% qualité/ jusqu'à 300KB</i>)
	Présentation détaillée et argumentée des aspects novateurs et de la contribution à la promotion de la culture et des savoirs locaux ou à la coopération régionale/internationale, avec citations d'acteurs-clés	250 mots max ou 25 lignes, sous-titre compris	
C. PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'INITIATIVE	(voir le point 6)	150 words max or 15 lines, including sub-title	
D. MÉTHODOLOGIE	(voir le point 7)	150 words max or 15 lines, including sub-title	
E. RESULTATS ET EVALUATION DE L'INITIATIVE	(voir le point 8)		
• Présentation des effets, résultats ou l'impact de l'initiative	Présentation détaillée et argumentée des effets, résultats ou de l'impact du programme avec citations d'acteurs-clés, statistiques, données d'évaluation, etc.	250 mots max ou 25 lignes, sous-titre compris	
• Analyse des facteurs de réussite	Analyse succincte des principaux facteurs de succès et de leurs interactions, avec citations d'acteurs-clés	200 mots max ou 20 lignes, sous-titre compris	
• Contraintes	Analyse des contraintes rencontrées et des solutions mises en œuvre pour les surmonter	200 mots max ou 20 lignes, sous-titre compris	
• Perspectives	Conclusion : développements futurs et/ou défis à relever	100 mots max ou 10 lignes	